« Arts et spectacles » : Picasso au Grand Palais

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14829 – 7 F

JEUDI 1er OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

BOURSE

Les députés ayant approuvé sa destitution pour corruption

Le président du Brésil est contraint de quitter le pouvoir

Les députés brésiliens ont voté, mardi 29 septembre, à une très large majorité – 441 voix sur 503 – l'ouverture de la procédure de destitution du président Fernando Collor de Mello, qui avait pris ses fonctions le 1er mars 1990. Les sénateurs vont à leur tour se prononcer sur les accusations de corruption qui sont à l'origine de cette démarche. M. Collor de Mello cesse, en pratique, d'exercer ses fonctions, et le vice-président, M. Itamar Franco, devient président de fait.

BRASILIA

de notre envoyé spécial

M. Fernando Collor de Mello n'a pas subi une défaite, mais une véritable déroute devant l'Assemblée nationale. Dans un vote historique sans précédent sur le continent, près de 90 % des députés ont voté la procédure de destitution. Les « oui » se sont *succédé pendant* les deux heures vingt minutes d'un scrutin qui s'est achevé en début de soirée. Certains prononcés bien fort, d'autres accompagnés de commentaires divers : *« pour le Brésil », « mes enfants », « la dignité », « la victoire du bien »*, ou *« la fin de la corruption »*.

De fréquents moments d'émotion ont secoué l'Assemblée. Lors du 336e vote, qui a consacré la majorité des deux tiers requise par la *Constitution* et qui a été salué par des tonnerres d'applaudissements. Ou encore à l'annonce d'adhésions non attendues et ovationnées, comme celle du président de la Commission parlementaire d'enquête (CPI), M. Benito Gama, qui s'était déclaré, jusqu'au dernier moment, « indécis ».

Ce mouvement à l'ampleur inattendue est dû à l'extrême mobilisation de l'opposition au sens large. Rien, depuis quelques jours, n'avait été laissé au hasard.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Lire la suite page 4 et nos informations pages 3 et 4

Un pays adulte

LA destitution du président Fernando Collor de Mello *est probablement* l'événement le plus important de la vie politique brésilienne depuis la fin du régime militaire, en 1985. Les 441 députés qui, malgré les tentatives de dernière minute pour acheter leurs voix, ont décidé d'« empêcher » le chef de l'Etat d'exercer ses fonctions, ont rendu un grand service à leur pays et à la *démocratie en général*.

La corruption, dont ni le Brésil *ni l'Amérique latine n'ont* l'exclusivité, a été à cette occasion solennellement dénoncée, ce qui n'est guère nouveau, et punie, ce qui est plus intéressant. Agé *seulement de quarante-trois ans*, M. Collor avait pourtant – singulière ironie – été élu en 1989 pour lutter précisément contre ce fléau. La procédure brésilienne de *destitution du chef de l'Etat*, largement inspirée de l'« impeachment » nord-américain, est désormais en marche. Après le vote massif des *députés*, celui *des sénateurs devrait aller dans le* même sens.

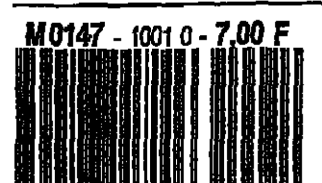
SAUF accroc dû à quelques manœuvres dilatoires des avocats du président « en titre », M. Fernando Collor est donc condamné à s'effacer rapidement, voire à démissionner comme Richard Nixon l'avait fait il y a dix-huit ans. Dans une *région* du monde connue pour ses coups d'Etat, *militaires* ou civils, et les libertés prises avec la légalité constitutionnelle, il s'agit d'un événement heureux, *qu'il importe* de saluer comme il le mérite.

Les Brésiliens ont apporté la preuve qu'ils avaient acquis, face aux turpitudes d'une certaine classe politique, des réflexes sains. La rue a certes exercé une pression. Mais le dernier mot, après des mois d'incertitude et même d'angoisse collectives, est revenu à la représentation nationale. Selon une formule souvent entendue pendant ces heures cruciales, le Brésil est « devenu adulte ». Cette évolution n'allait pas de soi. Le pays continue de connaître les affres d'une dette mal maîtrisée, et une immense partie de ses habitants vit dans la misère. Le Brésil reste un géant fragile.

MAIS la crise politique née *de l'avidité* du président Collor et de sa famille n'a pas *dégénéré. Tout s'est passé* jusqu'ici dans l'ordre. Même le progrès économique semble être au rendez-vous. La *fière devise*, héritée d'*Auguste Comte*, qui figure sur le *drapeau national*, « Ordre et progrès », n'est donc pas une formule creuse.

D'autres pays, jadis en proie aux dictatures, font désormais *l'expérience difficile de la* démocratie. Le Chili tourne chaque jour un peu plus la page sur les années Pinochet. L'Argentine a choisi l'efficacité économique *sans pour autant sombrer* dans le culte de la personnalité qui avait été le fondement du péronisme. Même le Pérou, malgré *le* « coup d'Etat civil » contestable du président *Alberto Fujimori, parvient* apparemment à juguler son « terrorisme maoïste » d'un autre âge. Le Brésil vient de donner une leçon à tous ses voisins, et peut-être au *reste du monde. La démocratie*, dans sa version pessimiste, consiste à trouver les moyens légaux de se débarrasser d'un pouvoir qui a failli. C'est presque fait.

M 0147 - 1001 0 - 7,00 F



Alors que le projet de budget prévoit un déficit de 165,4 milliards de francs

Dix mille emplois seront créés dans l'éducation nationale en 1993

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 30 septembre, le projet de budget pour 1993 (lire p. 28). Le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, qui a retenu un taux de croissance de 2,6 % pour l'année prochaine (après 2,1 % en 1992), prévoit une augmentation de 3,4 % des dépenses, qui devraient atteindre, en 1993, 1 367,2 milliards de francs. Le déficit envisagé sera de 165,4 milliards de francs, soit 2,2 % du produit intérieur brut, hors administrations publiques. Parmi les priorités figure l'éducation nationale, dont le budget s'accroît de 7,2 % : il est prévu de créer plus de 10 000 postes supplémentaires d'enseignants et d'autres personnels. L'opposition de droite s'est déclarée décidée à déposer une motion de censure sur ce projet de budget, lors du débat parlementaire, dans deux semaines.



■ **Une croissance économique de 2,6 % permettrait de limiter le déficit à 165,4 milliards de francs**
par ALAIN VERNHOLES

■ **La priorité à l'éducation est confortée**
par GÉRARD COURTOIS

Lire page 20

Un « oui » breton et massif

En approuvant à 59,85 % le traité de Maastricht la Bretagne a affiché son ardente volonté d'ouverture

SAINT-POL-DE-LÉON (Finistère)

de notre envoyée spéciale

Mais pourquoi diable ont-ils dit « oui » ? Si franchement, si massivement ? Et avec ce bel élan dont *n'auraient pas osé* rêver les signataires de Maastricht pour cette région frondeuse, réputée insolente, située à l'extrême pointe de l'Europe occidentale. Aucune comparaison possible ici avec le « oui » frileux, à peine audible, du reste des Français. *Il est énorme, le* « oui » breton. Il est tonique, tonitruant. Il vient des cantons pauvres comme des zones les plus riches, de Saint-Nazaire la sinistrée (60,4 %) et de Rennes la privilégiée (62,7 %) ; il court la lande des monts d'Arrée, rebondissant de bourg en bourg – Commana (60,9 %), Saint-Sauveur (64,7 %) – *et conquiert la plupart des ports* – Concarneau (57,7 %), Douarnenez (59,3 %) ; il prospère à Quimper (66,4 %) et triomphe à Morlaix (65,5 %), Brest (62,9 %) et même Ouessant (56 %), *balayée par les* vents.

Mais pourquoi ont-ils dit « oui » ? En bloc, unis, dans cinq départements – le Finistère, les Côtes-d'Armor, le Morbihan, l'Ille-et-Vilaine, la Loire-Atlantique, bref la Bretagne « historique » – composant sur les cartes électorales une zone homogène aux frontières étanches ? On n'a pas fini de disséquer ce « oui » breton qui bouscule les *prévisions et remet en cause* les grilles de lecture classiques des résultats selon lesquelles la combinaison des facteurs chômage, pêche et agriculture ne pouvait déboucher que sur un rejet du traité !

ANNICK COJEAN

Lire la suite page 10

ÉDUCATION ◇ CAMPUS

■ Cure d'amaigrissement pour les étudiants en médecine. ■ Les IUT ne veulent pas devenir les « sous-traitants » des nouvelles formations supérieures technologiques. ■ Le collège au cœur du développement rural. ■ L'école entre désastre et utopie. ■ Rentrée compromise en Albanie.

pages 17 à 19

Menaces de famine en Bosnie

Selon l'ONU, quatre cent mille personnes risquent de mourir de faim au cours de l'hiver prochain.

page 6

Le « sida sans virus »

Les spécialistes démentent l'existence d'une épidémie.

page 13

POINT

La spéculation sur les monnaies

Lire notre dossier page 26

Le sommaire complet se trouve page 28

Eloge de la négation

Le Prix Nobel mexicain qui a inauguré la Foire du livre de Francfort se penche sur le malaise de la littérature contemporaine

par Octavio Paz

Depuis ses origines, la *littérature* mexicaine s'est distinguée par deux traits apparemment contradictoires et qui, pourtant, la constituent : la tendance à *l'universel* et l'attirance vers notre réalité singulière. Les racines et les ailes. Tout comme les autres littératures américaines – qu'elles soient écrites en anglais ou en espagnol, en portugais ou en français – elle a d'abord été *un dialogue* avec la *tradition* de la métropole, dans notre cas l'Espagne, qui vivait alors une époque de splendeur.

Ce dialogue s'est bientôt converti en conversation, plurielle et passionnée, avec les autres littératures européennes. Une relation très forte qui s'est parfois transformée en polémiques et en ruptures, d'autres fois *en monologues* et *en* aventures solitaires.

Toutes ces mutations, ces vicissitudes, rendent manifeste cette double tendance qui divise notre littérature et qui, en même temps, l'unit à elle-même : l'amour de l'universel et la volonté, non moins violente, de revenir à son intime singularité et de s'y fondre. Cette dualité est déjà présente chez Sor Juana Inés de la Cruz, le premier grand écrivain de notre continent : sa poésie oscille entre le baroque du dix-huitième siècle, riche en réminiscences classiques, et la langue populaire. Un autre trait distinctif de la littérature mexicaine, à l'époque moderne en *particulier*, est la présence constante, parfois de façon latente, des réalités non européennes de notre pays.

Pour nous, la réalité indienne est à la fois un passé et un présent. C'est un fantôme qui vient nous réveiller, une présence qui nous interroge. Présence secrète, cachée, oubliée ou enterrée, mais *qui* surgit soudain avec la violence d'une révélation. En parlant avec elle, nous parlons avec nous.

La tension entre l'universalité et la mexicanité est une conséquence de notre relation contradictoire avec la modernité, ses valeurs et ses mirages. Je précise que cette tension n'est pas un *conflit*, mais une double vocation. C'est le résultat naturel de *notre histoire. Du reste, la même* tension apparaît dans toutes les littératures américaines, y compris aux Etats-Unis. Il n'y a rien d'étonnant à ce que tous les écrivains mexicains se soient montrés fidèles à cette double impulsion ; tous ont voulu et veulent encore dire ce qui leur est propre et qu'ils sont seuls à pouvoir dire, leur vérité singulière.

Lire la suite page 2

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

هكذا من الاصل

Littérature

Eloge de la négation

Suite de la première page

Mais, parallèlement, tous ont cherché et cherchent encore le point d'intersection entre la parole universelle et leur propre voix, entre leur temps et le temps vécu par le reste du monde. *Nos écrivains ont voulu* être modernes : les meilleurs y ont réussi. J'ajoute que quelques-uns ont réussi plus difficile encore : trouver une modernité sans date, la seule qui compte en vérité. Or, la modernité des lettres mexicaines à *cette heure nous pose certaines questions* et nous confronte à des situations que n'ont pas connues nos prédécesseurs. Pour eux, la modernité était une aspiration : pour nous, c'est une réalité, mais sous peine d'être dévorés par elle, nous devons l'af*fronter et la transcender*.

Le malaise de la littérature contemporaine est un secret de polichinelle. Un secret doué d'ubiquité et qui parle de nombreuses langues. Je dis bien *malaise*, non décadence, car je crois qu'il s'agit d'une défaillance passagère. Il est difficile d'en définir les causes, mais il n'est pas trop risqué de penser qu'elles se confondent avec celles qui paralysent notre civilisation en cette fin de siècle crépusculaire. Nous vivons une pause historique. Je vais citer brièvement quelques-uns des symptômes de notre mal.

Tous les jours, nous lisons des rapports, des articles et des reportages sur un fait déconcertant : à mesure que l'éducation se ramifie et que l'analphabétisme disparaît, on voit diminuer l'intérêt des masses modernes pour la lecture. Cette désaffection, qui côtoie parfois l'hostilité, affecte surtout ce que l'on appelle – j'ignore pourquoi – la littérature «sérieuse», comme si Aristophane, Boccace, Rabelais, Cervantès ou Swift étaient des gens «sérieux». Chaque jour, nous lisons aussi des jugements et des verdicts sur la décadence de certains genres littéraires. Parfois, c'est le roman, d'autres jours c'est la nouvelle, le théâtre ou l'essai, et, toujours, la poésie. Celle-ci a été condamnée pour anachronisme. Etrange condamnation : a-t-on seulement pensé à ce que serait la littérature du XXe siècle sans Rilke ni Valéry, sans Yeats ni Montale, sans Neruda ni Pessoa? Certains expliquent la rareté des œuvres novatrices par la lassitude : après tant de générations de ruptures et d'inventions, tant de révolutions esthétiques, tant de poèmes et de romans qui ont jeté l'interdit sur la notion même de littérature, une pause est tout à fait naturelle. Pour reprendre haleine, il faut s'arrêter un instant. D'autres accusent les gouvernements, la télévision et les multinationales du divertissement : sous le label mensonger de *«culture populaire»*, ceux-ci offrent aux masses des spectacles et des distractions qui sont l'équivalent moderne du cirque à Rome et de l'hippodrome à Byzance.

La plupart de ces critiques sont fondées, mais j'avoue ne pas très bien voir comment on pourrait porter remède aux maux qu'elles dénoncent sans une réforme générale des sociétés contemporaines. En effet, ces maux s'expliquent par la nature même de notre civilisation. Certes, nous pourrions redresser un peu la situation. Par exemple, en améliorant l'étude des «humanités» et de la littérature dans nos écoles, nos universités. Nous pourrions aussi nous opposer plus activement aux manipulations insolentes, politiques et commerciales, qui se pratiquent aujourd'hui sous le masque du mot «culture». Autant de réactions vitales, mais qui ne suffiraient pas.

L'imbécillité qui nous encercle

Parmi toutes les critiques que nous pouvons lire, certaines font allusion aux difficultés que doivent affronter de nombreux auteurs quand ils veulent publier des œuvres que, par euphémisme, nous appelons *difficiles*, quand nous ne les qualifions pas d'une étiquette péjorative : *élitiste*. Depuis l'apparition de l'imprimerie, les relations entre les auteurs et les éditeurs ont été simultanément tourmentées et indispensables : même s'ils se disputent sans cesse, ils ne peuvent vivre l'un sans l'autre. La logique qui gouverne l'édition des livres est celle du marché : j'ajoute que cette logique ne peut s'appliquer mécaniquement à cette opération complexe et subtile qui consiste à écrire des livres, à les publier, les *distribuer et les lire. La littérature est* indifférente aux lois du marché. Parfois, cette indifférence s'est muée en rébellion – et cette rébellion fait partie de l'histoire de la littérature du XXe siècle. Bien entendu, sans éditeurs, il n'est pas de littérature. Pour*tant, ce n'est pas le nombre qui définit* la valeur des œuvres littéraires. Les Mallarmé ne sont pas moins précieux et nécessaires que les Zola. La logique du marché pousse les éditeurs à multiplier leurs produits; ainsi les conduit-elle à les uniformiser. *L'idéal est de publier le plus* grand nombre d'exemplaires de chaque livre, et que chaque livre soit à la fois nouveau et semblable aux précédents. C'est le secret du «best-seller» : c'est un nouveau produit dont la différence n'est qu'apparente. En réalité, loin d'être différent, il ne fait que confirmer le goût du jour, la mode dominante. C'est une nouveauté parfaitement inoffensive, à laquelle on a limé les dents et coupé les ongles.

Devant cette situation, le seul remède qui me vient à l'esprit est de parier sur la pluralité des goûts, des passions et des tendances. Pour le dire en termes plus techniques : il faut diversifier le marché. Si l'on ne veut pas seulement réaliser de *bonnes affaires, mais sauver la lit*térature de la congélation qui la menace, il faut reconnaître l'existence des minorités et les encourager. Les minorités sont le secret de la santé littéraire et, j'ose le dire, de la santé de notre civilisation. Le remède que je viens de suggérer consiste, au fond, à renouer avec la grande tradition des éditeurs de l'âge moderne, depuis le XVIIIe siècle. Comment oublier que l'existence de notre littérature n'est pas seulement due au génie ou au talent de nos grands poètes et écrivains, mais également à l'action de nombreux éditeurs audacieux et intelligents? Ce sont eux qui ont pris le risque de publier des œuvres insolites et qui, souvent, défiaient l'opinion, le goût et la morale des majorités, des Eglises et des gouvernements. Par bonheur, cette tradition est encore vive et c'est bien grâce à elle si nous ne sommes pas entièrement recouverts par la *grande vague d'imbécillité qui nous* encercle. Mais cette tradition est menacée par la publicité, les grands consortiums, l'industrie de la communication et du divertissement, l'argent et l'indifférence, quand ce n'est pas la complicité des gouvernements. Il nous faut davantage d'éditeurs de cette trempe, courageux, amoureux de la littérature et décidés à prendre des risques.

Il serait impardonnable – et hypocrite – de ne pas ajouter que nous avons besoin, encore et surtout, du concours des écrivains. Nous devons renouer avec la tradition de la grande littérature du XXe siècle. Non pour la répéter, mais pour la poursuivre, donc la modifier. Je ne songe pas aux trouvailles de nos devanciers immédiats, ni aux formes qu'ils ont inventées : pourquoi refaire ce qui est fait et bien fait – et à quoi bon? Non, j'affirme qu'il faut revenir à leur élan initial. Leur littérature n'était pas triviale ni conformiste mais, au contraire, critique, irrévérencieuse, agressive, souvent complexe et difficile. Les classiques modernes n'ont pas flatté les goûts, les préjugés ou la morale de leurs lecteurs. Leur propos n'était pas de tranquilliser, mais d'inquiéter, de réveiller. C'était une littérature d'écrivains qui ne craignaient pas de se retrouver seuls et qui n'ont jamais couru, la langue pendante, après la «déesse chienne du succès». Pour eux, le métier d'écrire était une aventure *dans* des terres inexplorées, une descente au fond du langage. Ils nous ont donné une leçon de maîtrise, mais aussi de courage, de désintéressement. C'est pourquoi leurs œuvres sont encore vives. Nous, les écrivains d'aujourd'hui, nous devons réapprendre ce vieux mot qui a marqué le début de la littérature moderne : le monosyllabe *Non*. J'ai toujours cru que la poésie – même la plus sombre, celle qui naît de l'horreur et du désastre – se résout toujours en célé*bration de l'existence. La plus haute* mission de la parole est l'éloge de l'Etre. Mais d'abord, il faut apprendre à dire *Non*. C'est la condition de notre dignité. Alors, peut-être, nous pourrons prononcer le grand *Oui* avec lequel la vie, chaque matin, salue le jour qui naît.

Mexico, le 5 septembre 1992
OCTAVIO PAZ

► Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Masson.

Référendum

Le devoir de l'opposition

par Bernard Bosson

SANS l'engagement de l'opposition nationale et de tous ses principaux leaders, qui ont fait passer les intérêts supérieurs avant leurs intérêts électoraux à court terme, l'Europe *n'aurait pas été majoritaire* dimanche 20 septembre. Le devoir de l'opposition est de devenir la nouvelle espérance, de participer au nouvel élan européen, sans oublier de prendre en compte les critiques et les craintes qu'ont manifestées de nombreux Français.

Il faut rapprocher les parlementaires européens des citoyens, en créant soit des circonscriptions individuelles, soit des regroupements permettant de créer un lien entre les quatre-vingt-un élus français et le territoire national. Ainsi donnerons-nous au Parlement européen des visages, des voix, ainsi créerons-nous un dialogue entre les députés européens et les citoyens français. A l'Assemblée nationale et au Sénat, il est devenu indispensable de créer une véritable commission chargée de suivre les affaires européennes. Il serait même nécessaire de lui confier des pouvoirs d'enquête et l'autorité indispensable pour assurer l'intervention des représentants du peuple dans le domaine des affaires européennes. Il conviendra de créer un lien organique fort entre ces deux futures commissions parlementaires nationales et les quatre-vingt-un députés français au Parlement de Strasbourg, car trop souvent parlementaires nationaux et parlementaires européens s'ignorent.

Au moins une fois par session devrait être programmé un grand débat sur l'état de la construction européenne, les progrès accomplis, les aspects négatifs. Débat télévisé aussi bien dans le cadre des deux commissions spécialisées qu'en séance plénière dans les deux Assemblées.

Il faut parallèlement que la France fasse les efforts nécessaires pour mieux informer les Français des travaux menés au Parlement européen. Ce Parlement siège à Strasbourg et pourtant ses débats, souvent de très grande qualité, sont ignorés du plus grand nombre. Parallèlement, les parlementaires nationaux devront utiliser pleinement les nouveaux pouvoirs qu'ils ont conquis dans le cadre de la réforme constitutionnelle. Cela devrait permettre que la construction européenne ne soit plus affaire de spécialistes et que les négociations ministérielles à Bruxelles soient accompagnées par les avis, les suggestions, les critiques des élus nationaux français.

Au plan communautaire, le nouveau traité vient pour la première fois de donner valeur juridique au concept de subsidiarité, qui veut que l'Europe ne s'occupe pas de ce qui peut être mieux fait au plan national ou local ou de ce qui est du domaine de l'identité nationale ou locale. Il reste maintenant à garantir le respect de ce principe. Je crains que la Cour de justice ne soit pas l'organe le mieux placé pour le faire. Pourquoi pas une sorte de Cour constitutionnelle suprême européenne?

Il est enfin nécessaire, pour rapprocher l'Europe des citoyens, de multiplier les programmes de soutien aux jumelages, aux échanges de jeunes, qu'ils soient en stage ou étudiants. Nous devons avoir le souci permanent, au-delà de l'Europe de l'économie, de l'Europe monétaire, de l'Europe politique, de construire l'Europe des hommes!

L'opposition a le devoir de gagner l'alternance, non pas sur le simple rejet des socialistes, mais sur un contrat, un grand projet pour la France et pour l'Europe, sur une adhésion profonde des Français après les avoir écoutés. C'est à cette tâche qu'elle doit de toute urgence s'astreindre.

► M. Bernard Bosson, ancien ministre délégué chargé des affaires européennes, est secrétaire général du CDS.

TRAIT LIBRE

Les cent tristes

par Lionel Stoleru

JE suis de ceux qui croient, comme l'avait dit Valéry Giscard d'Estaing en 1969, que la France veut être gouvernée au centre, qui croient, comme l'avait dit François Mitterrand en 1988, à la nécessité d'une ouverture vers le centre et qui croient, comme le dit Brice Lalonde, au besoin d'une recomposition bleu-vert-rose entre les centristes européens, les écologistes et les sociaux-démocrates.

Tout cela pour dire que, depuis vingt ans, il est bien difficile d'être centriste en France et que, depuis le 20 septembre et son référendum, cela devient presque surhumain.

Certes, les centristes, les écologistes et les sociaux-démocrates ont tous – encore *une chance* – *fait* campagne pour le «oui» à l'Europe, et, certes, le «oui» est passé. Mais c'est un «oui» étriqué. Mais c'est un «oui» résigné. Où est l'enthousiasme pour l'Europe?

Dès lors, quel lendemain pour ceux qui, autour du centre, ont en commun un idéal européen, un idéal à la fois libéral et social, un idéal humaniste?

«Nous caressions l'espoir d'un «oui» massif qui casserait le vieux clivage gauche-droite et ferait apparaître une autre majorité porteuse d'espoir. Existe-t-elle avec un «oui» à 51 %? Non, car chacun reprend ses billes en vitesse et galope à qui mieux mieux, vers son RPR, son UDF ou son PS. Chassez le naturel et, en politique comme ailleurs, il revient au galop.

A gauche, le centre gauche a fait long feu avec la parenthèse de Edith Cresson, qui a cassé l'ouverture et coupé les ailes aux efforts de l'Association des démocrates et de France unie.

A droite, le CDS se retrouve dans l'UDC, qui est dans l'UDF, qui est dans l'UPF, où chacun se tient par la barbichette pour les investitures aux législatives, sans parler de la présidentielle.

Ailleurs, mais pas loin, les écologistes, et en particulier Génération Écologie, sont porteurs d'un espoir nouveau, mais ont compris que des accords sont nécessaires, tant vers le centre gauche que vers le centre droit, pour parvenir à une majorité de gouvernement.

Allons-nous, une fois de plus, lais*ser passer cette occasion? Bernard* Stasi, Jacques Barrot, Pierre Méhaignerie vont-ils rejoindre Philippe Séguin, Charles Pasqua et Philippe de Villiers pour se faire élire ensemble en mars prochain? Michel Rocard et Jacques Delors vont-ils rejoindre Jean-Pierre Chevènement et Georges Marchais pour se faire élire en mars prochain ou lors de l'élection présidentielle?

Non, ce n'est pas possible que ceux qui ont mis toute leur foi pour faire gagner le «oui» aillent rejoindre ceux qui ont voulu (et failli) torpiller l'Europe.

Il est évident qu'un parti politique a pour but d'avoir des élus. Il est non moins évident que le scrutin majoritaire est un mode de scrutin tragique pour les centristes, les écologistes et toute formation qui va seule au combat. Mais, avec le tremblement de terre du référendum, je crois que ces candidatures communes du centre gauche, des écologistes et du centre droit peuvent être mieux accueillies que des candidatures du centre gauche avec la gauche ou du centre droit avec la droite.

Ce genre de campagne ne serait pas gaie pour les candidats du centre, contraints à rejoindre les adversaires de l'Europe. En revanche, un changement de mode de scrutin peut éviter que, à l'issue des prochaines législatives, les centristes soient toujours aussi tristes et ne soient même plus cent.

► Lionel Stoleru, ancien ministre, fait partie de Génération Écologie.

Le Monde

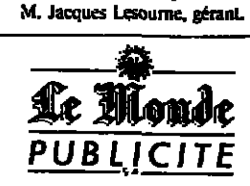
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33



Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros.
Membres du comité de direction : Jacques Guiu, Philippe Dupuis, Isabelle Tsaïdi.

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

BRÉSIL : la destitution du président de la République

M. Collor, ou les énigmes d'une étoile filante

BRASILIA

de notre envoyé spécial

M. Fernando Collor de Mello aura traversé le paysage politique brésilien comme une étoile filante. Obscur *gouverneur de l'un des plus* petits Etats du Brésil, celui de l'Alagoas au nord-est, il apparaît, au tout début de la campagne présidentielle de 1989, comme un outsider sans avenir. Il se présente alors comme le chevalier du combat contre la corruption et comme le *«chasseur de maharadjahs»*, ces profiteurs de l'administration. Son leitmotiv est un appel : *«J'ai besoin de vous !»*, repète-t-il dans ses meetings. Cinq mois avant l'élection, il s'impose peu à peu grâce au soutien de la chaîne de télévision Globo.

Jeune (il n'a que quarante ans), sportif et charmeur, il devient vite le symbole de la modernité brésilienne. Fernando Collor rassure les classes aisées et la droite, effrayées par la perspective de l'accession au pouvoir de son rival de gauche, Luis Ignacio da Silva, dit Lula. Il séduit aussi les classes les plus défavorisées, attirées par un discours «nouveau» et, surtout, par une image soigneusement mise en valeur. Il ne recule toutefois pas devant les coups bas : dans son programme télévisé de campagne à la veille du second tour, une ancienne compagne de son rival affirme que ce dernier l'avait abandonnée avec son enfant, après lui avoir demandé d'avorter.

Play-boy dilettante

Elu, Fernando Collor demeure une énigme. Fils de bonne famille – son père était gouverneur et son grand-père ministre, – il fait figure de play-boy dilettante. Du candidat surnommé *«vidéo-clip»* par ses adversaires, on perçoit mal les grandes lignes d'action. Seul son désir d'intégrer l'économie brésilienne à celle de la communauté internationale, après près de quatre décennies de protectionnisme industriel, est net. Dès sa prise de *fonctions, le 1er mars 1990,* il démontre sa détermination. Entouré d'une jeune équipe économique dirigée par Mme Zelia Car*doso de Mello, il décrète,* à la surprise générale, un blocage des avoirs dans les comptes en banque et met en place son premier plan *de choc anti-inflation.*

Le président apparaît sûr de *réussir, insouciant. Il cultive son* image de jeune chef d'Etat, saute d'un scooter des mers aux commandes d'un avion de chasse, *d'une voiture de sport à un* ULM. Le premier revers politique, la défaite – inattendue – de ses partisans aux élections des gouverneurs *et des députés en novembre* 1990, ne semble pas l'atteindre. Pas plus que les lendemains moroses de son premier plan de *stabilisation qui commence à don*ner des signes d'essoufflement.

Moins de trois mois plus tard, il est cependant contraint de mettre en œuvre un deuxième plan et d'instaurer un blocage des prix et des salaires, devant la lente mais régulière montée de l'inflation, qui atteint 20 %. Les commentaires sont encore élogieux. Le journal financier *Gazeta Mercantil* écrit alors : *«Ce gouvernement mérite que sa politique réussisse.»*

Au mois de mai, le président décide de remplacer son équipe *économique, dont l'image projetée* à l'étranger – dans le cadre de la renégociation de la dette notamment – ne cesse de se dégrader. *C'est la fin de l'époque «cowboy»*, et l'arrivée d'un diplomate respecté, M. Marcilio Marques Moreira, aux commandes du minis*tère des finances. C'est aussi le* signe d'une plus grande maturité. Le chef de l'Etat a abandonné ses activités ludiques, le programme de *privatisation est lancé, une réflexion* sur une future réforme de la Constitution est entamée. Malgré la persistance d'un taux d'inflation élevé *(un taux de 20 % par mois), la* politique économique enregistre quelques réussites. La *renégociation de la dette extérieure est* entreprise avec succès, tant avec le FMI qu'avec le club de Paris, et les discussions se poursuivent avec les banques commerciales. On ouvre les marchés, et les investisseurs reprennent confiance, malgré la récession qui s'installe. Le gouvernement est cependant affaibli par des dénonciations de corruption visant plusieurs ministres.

C'est, pour le président, l'occasion d'un dernier «coup» qui ne manquera pas de panache. Remaniant son cabinet en mars dernier, il exclut les ministres dont l'honnêteté n'apparaît pas exemplaire, et quelques autres pour des raisons plus politiques. M. Collor appelle au gouvernement des personnalités à la probité incontestable. Ce sont pour la plupart des amis de longue date du ministre de l'économie, dont l'autorité s'en trouve renforcée. Il échoue cependant, mais de justesse, à agrandir son assise politique en ne parvenant pas à convaincre le Parti social-démocrate brésilien de le soutenir.

«Trahi» par son frère

A-t-il alors encore un grand dessein ? Souhaite-t-il uniquement mener à bien son projet de modernisation du pays, ou pense-t-il déjà à se protéger d'éventuelles accusations de corruption dont il sait, à l'évidence, la nature et l'ampleur ? Toujours est-il que les dénonciations de son frère lui portent un grave coup et semblent l'affecter, au point qu'il s'en excuse publiquement lors d'un discours télévisé.

Alors que la commission d'enquête parlementaire (CPI) commence à s'installer aux premiers jours du mois de juin, la Conférence de l'ONU sur l'environnement apparaît encore comme un possible amortisseur de la crise. Le président y joue un rôle que la plupart des assistants qualifient d'*«efficace et professionnel»*. Son équipe gouvernementale reçoit même des louanges de beaucoup de chefs d'Etat... et des crédits pour plus de 4 milliards de dollars.

*A partir du début du mois de juil*let commence pourtant le compte à rebours. Les dépositions devant la CPI se font plus précises. Le *chef de l'Etat dénonce à maintes* reprises *«le syndicat du coup d'Etat»*, il reprend, devant ses *concitoyens, la formule de sa cam*pagne : *«J'ai besoin de vous, ne me laissez pas seul !»*

Cependant, le rythme des défections s'accélère et le président, tout comme son entourage, multiplie les gaffes. Ainsi lance-t-il, le 15 août, un appel pour une manifestation de soutien aux couleurs – vert et jaune – du drapeau brésilien. Ses partisans, peu nombreux, sont perdus dans la foule des opposants, qui adoptent pour l'occasion la couleur du deuil. Une centaine de milliers de manifestants défilent dans les principales villes du pays. A partir de ce dimanche, son équipe se fait plus discrète et ses amis politiques l'abandonnent tour à tour.

Sa déchéance aura été aussi rapide que son ascension. Paradoxalement, c'est l'interdiction des chèques *au porteur, décrétée au* début de son mandat, qui a permis sa mise en accusation. Si cette mesure n'avait pas été adoptée, il n'aurait pas été possible de démonter les circuits de financement et de démasquer les multiples prête-noms repérés par les députés en suivant la trace des chèques.

C'est aussi parce qu'il a cherché à *favoriser le trésorier de sa cam*pagne électorale, son ami Paulo Cesar Farias, dans la prise de contrôle du marché des quotidiens de l'Etat de l'Alagoas, au détriment de son propre frère, que ce dernier, dirigeant de l'entreprise de communication familiale, a décidé de lancer les toutes premières accusations. M. Collor aura enfin payé la rançon d'une campagne électorale axée sur la lutte contre la corruption, lui qui avait décidé de ne pas s'installer dans le palais présidentiel, *«par souci d'économies»*.

Fernando Collor avait souhaité entrer dans l'Histoire comme le président de la modernisation du Brésil. Il a certes réussi à convain*cre de la nécessité d'ouvrir le pays* et ses marchés, mais on retiendra surtout qu'il a été le premier chef d'Etat d'Amérique latine à avoir été remercié pour cause de corruption. Hier «chasseur», aujourd'hui chassé.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Une crise bien embarrassante pour les négociateurs de la dette

La crise politique brésilienne ne pouvait plus mal tomber pour les négociateurs brésiliens de la dette. Après des années de relations difficiles, voire inexistantes, entre le Brésil, ses banquiers, et les Etats créanciers, Brasilia est enfin sur le point d'obtenir le rééchelonnement de sa dette extérieure, la plus importante du monde en développement (120 milliards de dollars).

Quatre années se sont écoulées depuis l'annonce fracassante, en juin 1988, de la suspension des paiements aux banques commerciales. Quatre années au cours desquelles il a fallu négocier avec les banquiers sur la question des arriérés, puis mettre en œuvre un programme économique séduisant aux yeux du Fonds monétaire international (en janvier 1992), et rééchelonner les sommes dues aux créanciers officiels regroupés dans le club de Paris (en février 1992), avant de pouvoir négocier avec les banques une réduction de la dette, dont le principe a été acquis en juillet et confirmé en septembre à Washington, à l'occasion de l'assemblée générale annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale.

En raison de l'affaire Collor, on estime dans les milieux financiers que la mise en œuvre de l'accord passé avec les banques, c'est-à-dire la réduction de 30 % du montant des sommes dues par le Brésil aux banques commerciales (elles atteignent 44 milliards de dollars) dans le cadre du «plan Brady», en échange de remboursements ponctuels, ne pourra intervenir avant la fin de l'année. D'autant que plusieurs des objectifs fixés par le FMI en janvier, notamment en matière de déficit budgétaire et d'inflation, ne sont pas actuellement respectés (*le Monde* du 25 septembre).

Au cours des années Collor, le *visage de l'économie brésilienne* n'a pas été profondément bouleversé et reste caractérisé par une croissance lente (les prévisions pour 1992 varient autour de 1 % à 2 %), un très fort taux d'inflation (25 % en août, et près de 500 % l'an dernier), et un endettement interne très important, notamment au niveau des régions.

Pourtant, le Brésil a bénéficié au cours de cette dernière année de plusieurs atouts. D'une part, constatant les réformes économiques de très grande ampleur entreprises par les deux autres «poids lourds» d'Amérique latine, le Mexique et l'Argentine, les investisseurs étrangers ont recommencé à s'intéresser au Brésil, anticipant le résultat positif des réformes et la signature d'un accord sur la dette extérieure. Ainsi l'Etat français, dont les relations financières avec le Brésil étaient devenues pratiquement inexistantes depuis le moratoire sur la dette extérieure, a promis, au cours de l'été, la réouverture de lignes de crédit en faveur de projets commerciaux.

Des exportations en forte hausse

D'autre part, le remplacement, au printemps de 1991, du ministre de l'économie et des finances, *Mme Zelia Cardoso de Mello*, par M. Marcilio Marques Moreira, ancien ambassadeur du Brésil à Washington, avait produit un effet très positif sur la communauté internationale. Malheureusement, M. Marques Moreira, qui avait amorcé un plan de stabilisation, était considéré comme étant démissionnaire depuis plusieurs mois déjà, et l'annonce de son départ n'a pas surpris. Enfin, grâce à la libéralisation du commerce extérieur entreprise par M. Moreira et à la compétitivité des produits brésiliens, les exportations brésiliennes ont fortement augmenté. Le Brésil s'est d'ailleurs engagé, aux côtés de l'Argentine, de l'Uruguay et du Paraguay, *dans un pacte d'intégra*tion régionale (MERCOSUR).

Comme dans de nombreux autres pays, le ministre des finances brésilien est une figure emblématique. Le départ de M. Marques Moreira est une source d'inquiétude pour la communauté financière internationale, bien que le vice-président du pays, M. Itamar Franco, ait déjà laissé entendre que l'essentiel de la politique serait poursuivi. Il est probable que la nouvelle équipe ne se risquera pas à mettre en péril la *signature de l'accord de réduction* de la dette, pivot du rétablissement des finances brésiliennes.

FRANÇOISE LAZARE

De la fin du régime militaire à la chute du chef de l'Etat

1985

– **15 janvier** : l'élection à la présidence de la République d'un modéré, Tancredo Neves, par un collège électoral réuni à Brasilia consacre *la fin du régime militaire* qui avait commencé en 1964. Premier président civil depuis cette date, M. Neves succède au général Joao Baptista Figueiredo, qui avait été élu en 1978.

– **21 avril** : hospitalisé depuis le *14 mars, veille de son entrée en* fonctions, le président Tancredo Neves meurt. Le vice-président José Sarney lui succède.

1986

– **28 février** : le président José Sarney annonce le «plan cruzado», traitement *de choc pour* l'économie, qui prévoit le gel des prix et des salaires ainsi que l'abandon du système d'indexation.

– **15 novembre** : le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) du président Sarney remporte les élections générales et la majorité absolue à l'Assemblée constituante.

– **21 novembre** : le gouvernement lance le plan «cruzado n° 2», destiné à corriger la surchauffe de l'économie et la détérioration des finances extérieures. Le plan provoque un vaste mécontentement populaire.

1987

– **12 juin** : le gouvernement annonce le plan «cruzado novo», impliquant un nouveau blocage des prix et des salaires pour quatre-vingt-dix jours.

1988

– **22 mars** : par 344 voix contre 212, l'Assemblée constituante décide que le Brésil continuera d'être gouverné par des présidents dotés des pleins pouvoirs ; elle fixe également à cinq ans la durée du mandat présidentiel.

– **2 septembre** : l'Assemblée constituante adopte la huitième Constitution du pays

1989

– ***15 janvier** : le président* Sarney annonce le démarrage du «plan été», dont les objectifs et les principes sont les mêmes que ceux du «plan cruzado» : blocage des prix et des salaires.

– **15 novembre** : premier tour de l'élection présidentielle. M. Fernando Collor de Mello, candidat de la droite populiste, obtient 28 % des suffrages, contre 16 % pour le candidat du Parti des travailleurs, M. Luiz Ignacio da Silva dit «Lula». Vingt et un candidats étaient en lice pour ce premier scrutin présidentiel au suffrage universel depuis vingt-neuf ans.

– **17 décembre** : au second tour de l'élection présidentielle, M. Collor de Mello est élu avec 53 % des voix contre 47 % pour M. Luiz Ignacio da Silva.

1990

– **16 mars** : le président Fernando Collor, entré en fonction le 1er, annonce un très sévère plan anti-inflation (blocage des avoirs *dans les comptes bancaires* notamment), qui provoque une chute brutale de l'activité.

– **9 mai** : le président Collor annonce un plan de réduction des dépenses de l'Etat, qui prévoit le licenciement de 20 à 25 % des 1,6 million de fonctionnaires et la *privatisation* des entreprises publiques «non stratégiques». Il met fin à quatre décennies de protectionnisme industriel.

– **3 octobre** : les élections régionales et fédérales, marquées par un fort taux d'abstention, sont favorables aux candidats qui soutiennent le président Collor.

– **25 novembre** : le second tour des élections de gouverneurs *constitue* un revers inattendu et relativement sérieux pour le président Collor.

1991

– ***4 février** : nouveau blocage* des prix et des salaires

– **14 mars** : après l'échec de ses deux précédents plans de stabili*sation, le président Collor pro*pose un nouveau «grand projet de reconstruction nationale».

– **5 avril** : un tribunal fédéral *de Sao-Paulo juge inconstitution*nel le gel des avoirs brésiliens.

– **8 mai** : le ministre de l'économie, *Mme Zelia Cardoso de Mello, démissionne, entraînant* dans son sillage plusieurs autres membres de l'équipe du président Collor.

1992

– **23 janvier** : après la démission, le 17, du ministre du travail *et du secrétaire d'Etat* à l'action sociale, le ministre de la santé, accusé de corruption, et celui chargé de l'intégration économique régionale, quittent à leur tour le cabinet du président Collor.

– **29 janvier** : le FMI accorde un crédit de 2,1 milliards de dollars au Brésil, dont la dette extérieure, la plus importante du tiers-monde, s'élève à 122,2 milliards de dollars.

– **30 mars** : le président Collor obtient la démission collective de son cabinet, afin de procéder à un remaniement ministériel. Sa nouvelle équipe est composée de personnes *«à la moralité insoupçonnable»*.

– **24 mai** : le président Fernando Collor fait savoir qu'il va poursuivre en justice son frère cadet, Pedro, qui l'accuse publiquement d'avoir encaissé *«des millions de dollars»* en réalisant des affaires *illicites* et d'avoir consommé de la cocaïne à l'âge de vingt-cinq ans. L'affaire de famille tourne à l'affaire d'Etat. *Une* commission parlementaire d'enquête est constituée.

– **9 juillet** : le Brésil obtient de ses banques créancières internationales une réduction de 35 % de sa dette bancaire.

– **3 août** : le ministre de l'éducation présente sa démission, car *«le gouvernement est beaucoup plus préoccupé de sa propre survie que du sort du pays»*. La possibilité d'une procédure de destitution à l'encontre du président est de plus en plus souvent envisagée et la solidarité de son cabinet *commence à être ébranlée.*

– **24 août** : publication d'un rapport accablant de la commission parlementaire d'enquête, qui démonte un gigantesque réseau de recyclage de fonds secrets, dont le président Collor et son entourage ont largement profité. Le premier pas vers la destitution du chef de l'Etat est franchi.

– **29 septembre** : l'Assemblée nationale vote la destitution du président Collor. Celui-ci sera jugé par le Sénat.

Des mandats rarement menés à leur terme

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Dans l'histoire brésilienne des quarante dernières années, un seul président élu a accompli l'intégralité de son *mandat : Juscelino Kubit*schek, le fondateur de Brasilia, qui a gouverné le pays entre 1955 et 1960. Tous les autres chefs d'Etat, à l'ex*ception des chefs militaires*, ont connu une fin plus ou moins tragique.

C'est le cas de Getulio Vargas, qui se *donne la mort* au *cours de son* second mandat, en août 1954, alors qu'il est en butte à une montée croissante du mécontentement, et que son fils est mis en cause dans l'attentat perpétré contre un journaliste d'opposition. Sa mort entraîne de nombreux troubles dans le pays, avant l'élection de Juscelino Kubitscheck.

Janio Quadros, surnommé «l'homme au balai» (il voulait *«chasser les voleurs du gouvernement»*), démissionne en août 1961, moins d'un an après son élection. Il justifie sa décision en invoquant d'obscures *«forces»* liguées contre lui. Il avait en fait tenté sans succès de renforcer ses pouvoirs par un *coup d'Etat constitutionnel. Le* vice-président, Joao Goulart, lui succède mais doit faire face à une grave crise économique et financière. Il est *contraint par l'armée à abandonner* le pouvoir le 1er avril 1964.

Premier président élu (par un collège électoral) après vingt ans de régime *militaire, le modéré* Tancredo Neves a été victime de la fatalité. Hospitalisé à la veille de son entrée en fonctions, le 14 mars *1985, il meurt un mois plus tard*, le 21 avril 1985. Son vice-président, José Sarney, le remplace et transmet, en mars 1990, le pouvoir au président Fernando Collor de Mello, élu au suffrage universel quatre mois plus tôt.

D. H.-G.

هكذا من الأصل

AMÉRIQUES

BRÉSIL : la destitution de M. Collor de Mello

La légendaire discrétion du vice-président Itamar Franco

BRASILIA

de notre envoyé spécial

M. Itamar Franco était jusqu'ici la pâle doublure du président Fernando Collor de Mello, souvent comparé à son homologue américain Dan Quayle. Peu connu de ses pairs, et moins encore du grand public, M. Itamar Franco a fait la totalité de sa carrière dans une ville moyenne de l'Etat du Minas-Gerais, Juiz-de-Fora, dont est originaire sa famille. Maire et sénateur à deux reprises, il a été pressenti pour la vice-présidence à un moment où le candidat Collor n'avait que de vagues espoirs de parvenir à ses fins.

A tel point qu'une fois la victoire devenue possible le prétendant à la magistrature suprême aurait caressé l'idée d'appeler un autre que lui à ses côtés. Cet apparent manque de confiance, ajouté au peu de points communs qui existent entre les deux hommes, a-t-il marqué une secrète rupture ? Toujours est-il que le vice-président a été systématiquement mis à l'écart de la conduite des affaires, au point d'apprendre par la télévision l'important remaniement ministériel du mois de mars dernier.

La soixantaine discrète et le *cheveu grisonnant*, M. *Itamar* Franco est ingénieur électricien de formation. Issu d'une famille *modeste, il est né en mer, le* 28 juin 1931, à bord d'un bateau nommé *Ita,* d'où son prénom. *Une conséquence du décès de* son père, quelques mois plus tôt, qui oblige sa famille à émigrer du *Minas-Gerais pour profiter pen*dant quelques semaines de l'aide matérielle de parents à Salvador, *la capitale de l'Etat de Bahia*.

Amateur de vins de Porto, auteur de contes – dont l'un d'entre eux a été publié, à côté d'un entretien, dans l'édition brésilienne de la revue *Playboy* en août dernier, – il est père de deux filles, et divorcé depuis 1970. Ancien joueur de basket, il avoue goûter le plaisir des marches solitaires. M. Itamar Franco n'a pas la réputation d'un homme facile. *« Têtu et obstiné »* selon les uns, *« homme d'une droiture exceptionnelle »* selon les autres, l'austère *mineiro* passe aussi pour un indécis. A l'heure du choix entre la mairie de Juiz-de-Fora et son poste de sénateur, il hésitera jusqu'au dernier moment. Il n'annoncera son choix que quelques dizaines de minutes après l'heure légale, obligeant son cabinet à résoudre ce problème en *« retardant la pendule du bureau »*.

A son poste de vice-président, il a cependant furtivement *défrayé la chronique en se décla*rant opposé à certaines privatisations, et principalement celle de l'entreprise *sidérurgique* Usiminas, située dans son Etat. Lors de l'un de ses courts intérims, il avait aussi envisagé publiquement de remplacer le ministre de la justice de l'époque, M. Jarbas Passarinho, avec qui il avait eu un accrochage, et a à plusieurs reprises critiqué la politique économique actuelle. Il ne s'est non plus jamais caché du peu de goût que lui procurait sa fonction. Dans une de ses rares interviews, au quotidien *la Folha de Sao Paulo,* en octobre dernier, il confiait : *« Si c'était à refaire, je n'accepterais plus cette charge. »*

Sa légendaire discrétion est aujourd'hui soumise à rude épreuve. *Mais la petite équipe* très fidèle qui l'entoure loue son sens de l'Etat, sa détermination, et assure qu'il a évolué en étant désormais favorable à la modernisation économique du pays. Ses quelques amis, comme ses ennemis, soulignent sa totale intégrité. Il a toujours conservé son bureau, situé dans une annexe du palais présidentiel, et non pas celui du Planalto, utilise un modeste véhicule national, et n'emprunte que les compagnies aériennes commerciales pour ses déplacements. Courtisé depuis quelques mois, il a maintenu une attitude très réservée, tant à l'égard de la presse que vis-à-vis des ténors de la politique brésilienne. Les portraits publiés jusqu'ici par les journaux étrangers l'ont toujours agacé, faisant, chaque fois, l'objet de mise au point.

D. H.-G.

Contraint de quitter le pouvoir

Suite de la première page

Des avions ont été prêtés par des parlementaires pour recueillir les *députés éloignés ou occupés par la* campagne des élections municipales du 3 octobre. Le vote nominal, décidé par le Tribunal suprême, a été organisé par le président de l'Assemblée, M. Ibsen Pinheiro, devant le micro et les caméras, et non pas par le biais du vote électronique. Des messages publicitaires, réalisées à la télévision par les principaux *syndicats, incitaient les parlementaires* à se prononcer favorablement.

La journée avait commencé par des *discours sans surprises, destinés* à permettre l'arrivée des députés retardataires, et des déclarations d'intention de vote, maintes fois répétées, des leaders de la Chambre. Un fastidieux et lent début, un peu à l'image de cette crise à l'intensité croissante. Il y a cinq mois, les dénonciations du frère du président, M. Pedro Collor, semblaient n'être *qu'une simple querelle de famille*. L'enquête de la CPI en avait fait une affaire.

Les accusations concernant le détournement de millions de dollars destinés en grande partie aux dépenses privées du chef de l'Etat et de sa famille, à travers un montage financier d'hommes de paille et de chèques multiples, et l'absence de toute défense convaincante du président Collor, ont enlevé la décision des parlementaires, dont la joie a très vite explosé. *« C'est la première victoire, et la plus importante pour les hommes de ma génération »*, assurait ainsi un jeune député du Parti des travailleurs, M. Aloízio Mercadante, en soulignant que ce vote marquait *« la fin de l'impunité des élites du pays »*. Dans les rues des principales ville du pays, l'allégresse était aussi visible.

De nombreuses manifestations ont été organisées tout au long de la journée, alors que beaucoup de fonc*tionnaires et de lycéens avaient été* mis en congé. A Brasilia, malgré un important renforcement des mesures de sécurité – encore amplifiées en fin de journée – plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées devant l'esplanade du Parlement. Là comme ailleurs, elles ont pu suivre en direct le déroulement du scrutin grâce à de grands panneaux affichant le vote des députés, retransmis aussi en direct par la plupart des chaînes de télévision.

Dès le milieu de la journée l'opposition, certaine de son pointage des votes et de la présence d'un nombre suffisant de parlementaires pour obtenir le quorum, se préoccupait du lendemain. Les consultations organisées par le vice-président se *sont multipliées dans sa résidence* officielle de Brasilia. Les leaders des principaux partis ont continué les discussions sur ce qui pourrait constituer le programme minimum du futur gouvernement, et sur la possible répartition des postes à pourvoir.

Dans la soirée, M. Fernando Collor de Mello, qui restera jusqu'à la décision du Sénat président en titre provisoirement écarté de sa charge, a décidé de *« tout faire pour faciliter la transition entre lui-même et le vice-président »*. C'est, selon le ministre de la justice, M. Celio Borja, le message *qu'il a transmis lors* d'une réunion au palais du Planalto convoquée par le chef de l'Etat avant même la fin du vote des députés. Une commission, dirigée par M. Borja et composée des leaders du gouvernement au Sénat et à l'Assemblée et des chefs de cabinets civil et militaire de la Présidence, est chargé d'en étudier, avec les *principaux intéressés, les modalités*.

Lors d'une conférence de presse donnée au palais du Planalto en présence du porte-parole de la présidence, M. Etevaldo Dias, M. Celio Borja a appelé à *« un désarmement des esprits »* et a indiqué que la plupart des ministres actuels avaient déjà présenté au chef de l'Etat leur démission en soulignant qu'en ce qui le concerne, *M. Collor « n'avait pas prononcé le mot »* (1). M. Borja devait s'entretenir mercredi avec *M. Itamar Franco afin que cette* transition *« se fasse le plus rapidement possible, et de la manière la plus civilisée »*. La prise de fonction du vice-président pourrait avoir lieu dès mercredi, ou au plus tard jeudi.

Mais, au-delà des formalités, c'est la future composition du nouveau cabinet et son programme qui mobi*lisent maintenant les énergies. Si le* sort du président Collor semble scellé, les difficultés économiques et politiques du pays sont en effet loin d'être réglées. Le travail parlementaire, interrompu de facto depuis de nombreuses semaines, et la simple gestion des affaires courantes de l'équipe en place n'ont pas permis de régler bien des problèmes en attente, comme celui de la réforme fiscale.

Peu de certitudes existent en ce domaine. Comme le remarque l'ancien président de la Banque centrale, M. Carlos Langoni, *« deux sentiments contradictoires agitent la classe politique : d'un côté, la fierté de voir que les institutions ont très bien fonctionné, et, de l'autre, l'inquiétude de l'inconnu représenté par M. Itamar Franco »*. Une crainte que le député et ancien ministre, M. Delfim Netto, résume à sa manière : *« Le futur gouvernement peut-être un géant de quelques mètres, ou un nain de 90 centimètres. »*

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) L'éventualité d'une démission du chef de l'Etat lui permettrait d'éviter, en cas d'une prochaine et vraisemblable condamnation du Sénat, d'être privé de ses droits politiques pendant huit ans.

Les accusations de corruption

Voici les principales accusations formulées à l'encontre du *président Collor. Le chef de l'Etat* aurait perçu, par l'intermédiaire d'un réseau de comptes-écrans, quelque 6,5 millions de dollars de l'ancien trésorier de sa campagne, M. Paulo Cesar Farias. *M.* Farias a lui-même été inculpé pour trafic d'influence, extorsion de fonds, infraction à la réglementation sur les appels d'offres de l'Etat, surévaluation d'achats pour le compte du gouvernement et corruption. Le président Collor est accusé d'avoir utilisé les *fonds ainsi perçus pour son* bénéfice personnel. Ils lui auraient servi à financer l'achat de terrains d'une valeur de quelque 2,5 millions de dollars près de sa résidence personnelle, d'une voiture neuve, la réfection de son appartement de Maceio (dans l'Etat d'Alagoas, dont il est originaire), enfin plusieurs voyages de son épouse Rosane, âgée de vingt-huit ans. – *(Reuter.)*

HAITI : un an après le coup d'Etat

Le Père Aristide réclame un renforcement de l'embargo

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Un an jour pour jour après le *coup d'Etat qui l'a* contraint à l'exil, le président haïtien Jean-Bertrand Aristide a réclamé, mardi 29 septembre, devant l'Assemblée générale de l'ONU, un renforcement de l'embargo décidé par l'Organisation des Etats américains (OEA) à l'encontre des putschistes de Port-au-Prince en octobre dernier.

Dans un discours prononcé en partie en créole et se référant régulièrement à la Bible, alors que 10 000 personnes manifestaient en sa faveur devant l'ONU, il a évoqué *« les 3 000 personnes assassinées depuis un an »*, les 40 000 réfugiés politiques et *« les centaines de milliers de citoyens en fuite »*.

Le peuple haïtien redit *« oui »* à l'embargo, en dépit des controverses qu'il soulève, a déclaré le Père Aristide, et il a réclamé *« un blocus »* pour que *« le flot d'armes déversées continuellement en Haïti s'arrête »*. Il a suggéré que l'ONU, aux côtés de l'OEA, constitue *« des commissions chargées d'enquêter sur les violations des droits fondamentaux »*. Il n'a toutefois pas évoqué l'éventualité d'une implication plus directe de l'ONU pour prêter main-forte à l'OEA.

Le 10 septembre dernier, le représentant français à l'ONU, M. Jean-Bernard Mérimée, avait indiqué que la France *« n'était pas opposée »* à ce que les Nations unies se saisissent du dossier et imposent des *« sanctions obligatoires »* à l'encontre de Port-au-Prince *pour faire respecter et ren*forcer l'embargo de l'OEA. Il avait ajouté cependant que l'initiative d'une éventuelle saisine du Conseil de sécurité revenait aux Etats de la région. Les ambassadeurs vénézuélien et américain s'étaient rangés à l'avis de leur collègue français, le représentant de Washington expliquant notamment que les Etats-Unis étaient prêts à *« contribuer directement »* au rétablissement du régime légitime en Haïti. Ce *« signal »* n'a encore eu aucun écho.

Le Père Aristide *s'en est pris* d'autre part vertement au Vatican, accusé de *« reconnaître les criminels de Haïti, pourtant rejetés par tous les Etats du monde »*. *« Quelle aurait été l'attitude du Vatican si Haïti était habitée par des Blancs ? Quelle aurait été l'attitude du pape Jean-Paul II si Haïti était polonaise ? »* a-t-il demandé en rappelant qu'en octobre prochain, à l'occasion de la célébration du voyage de Christophe Colomb, le pape se trouvera à quelques kilomètres de Haïti.

SERGE MARTI

□ **VENEZUELA : la directrice d'un groupe de presse blessée par balle.** – La directrice d'un des plus importants groupes de presse du Venezuela a été grièvement blessée *par balle mardi* 29 *septembre*, a indiqué sa famille. Mme Jean Hope Phelps, âgée de cinquante-cinq ans, propriétaire du journal *Diario de Caracas* et du groupe audiovisuel Radio-Caracas, a été atteinte d'une balle à la tête alors qu'elle quittait *son domicile. On ignore le motif* de cette agression. – *(Reuter.)*

AFRIQUE

ANGOLA : les scrutins présidentiel et législatif

Les électeurs ont voté nombreux et dans le calme

Selon le directeur général du Conseil national des élections, M. Onofre Dos Santos, près de 75 % des 4 862 748 électeurs angolais ont voté dès le premier jour des scrutins présidentiel et législatif organisés mardi 29 et mercredi 30 septembre. Et les opérations de vote paraissent s'être déroulées, mardi, dans le calme.

LUANDA

de notre envoyé spécial

Après la fièvre et les incidents de la campagne électorale, Luanda semble anesthésiée. Les rues de la capitale sont désertes, les commerces fermés. Tous les Angolais sont en congé pour deux jours, élections obligent. Dès l'aube, mardi, les Luandais ont convergé vers les bureaux de vote. Des milliers de personnes ont passé la journée sous un soleil de plomb, attendant sereinement leur tour. Sur les hauteurs de la ville, devant le cinéma Atlantico, qui fut un *fleuron de la vie culturelle angolaise*, ils étaient des centaines rassemblés bien avant l'ouverture des urnes, à 7 heures du matin.

A gauche, les militaires, au centre, les handicapés et les mutilés de guerre, dans leurs fauteuils roulants, à droite, les citoyens ordinaires. Au compte-gouttes, les électeurs disciplinés se dirigent vers les isoloirs, munis de deux bulletins de vote : un rose avec les onze portraits des candidats à l'élection présidentielle, un bleu avec les dix-huit emblèmes des partis présentant des candidats au Parlement. Une croix sur l'un, une croix sur l'autre, pliés en quatre, les bulletins sont glissés dans deux urnes métalliques aux mêmes couleurs. Les électeurs, avec le sentiment du devoir accompli, quittent alors paisiblement les lieux, l'index de la main droite marqué d'une encre violette indélébile. L'organisation, presque parfaite au centre-ville, laissait un peu à désirer dans les quartiers périphériques et en province. De nombreux bureaux de *vote installés dans les mousseques*, les bidonvilles ceinturant Luanda, n'avaient pas encore reçu le matériel électoral en fin de matinée. A certains endroits, la tension était perceptible.

« Que voulez-vous demander de plus ? »

La plupart des observateurs des Nations unies et des invités des partis politiques ont cependant estimé que tout se passait pour le mieux. *« Que voulez-vous demander de plus pour de premières élections multipartites ? »* demandait Mgr Don Junio Langa, évêque de Xai-Xai, au Mozambique, avant de souhaiter que son pays, à l'exemple de l'Angola, s'installe *« bientôt dans la paix »*.

A Kikolo, un *mousseque* à 10 kilomètres au nord de Luanda, la foule a fait un accueil triomphal à M. Jonas Savimbi, le chef incontesté de l'Union pour la libération totale de l'Angola (UNITA), venu voter dans l'après-midi. Essentiellement ovimbundus – l'ethnie de M. Savimbi – les habitants de Kikolo sont originaires du centre du pays. C'est donc au milieu d'inconditionnels que le patron de l'UNITA a fait son devoir, entouré de ses gardes du corps – qui sont entrés armés dans le bureau de vote, contrevenant au code électoral. M. Savimbi a estimé qu'il était *« trop tôt pour dire si des irrégularités ont été commises au cours de la journée »*. Il s'est déclaré *« confiant »* quant au résultat du scrutin, considérant que en tout état de cause, il aurait *« apporté au pays le changement, la paix et la démocratie »*.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ ***Appel franco-allemand à une meilleure coordination de l'aide à l'Afrique noire.*** – Dans un communiqué rendu public mardi 29 septembre à Bonn, à l'issue de consultations sur l'aide au développement, le ministre allemand de la coopération, M. Carl-Dieter Spranger, et son homologue français, M. Marcel Debarge, ont qualifié la situation en Afrique subsaharienne d'*« extrêmement dramatique »*. *« Une meilleure coordination bilatérale et internationale de l'aide peut améliorer de manière décisive l'efficacité de la coopération avec l'Afrique »*, a déclaré M. Spranger. – *(AFP.)*

□ **AFRIQUE DU SUD : des dirigeants noirs se liguent contre le gouvernement et l'ANC.** – MM. *Mangosuthu Buthelezi* (Kwazulu), Lucas Mangope (Bophuthatswana) et le général Oupa Gqozo (Ciskei), dirigeants des trois homelands (territoires noirs) les plus hostiles au Congrès national africain (ANC), ont appelé, mardi 29 septembre, à la création d'un « front » contre les accords conclus entre le gouvernement et l'ANC, le 26 septembre. *« Nous sommes opposés à des décisions prises en discussions bilatérales qui ont un impact sur les autres parties »*, ont-ils déclaré dans un communiqué commun. M. Buthelezi, leader de l'Inkatha et homme fort du Kwazulu, avait déjà annoncé, dimanche dernier, qu'il suspendait toute discussion avec le gouvernement pour protester contre la *« trahison »* du président De Klerk. – *(AFP.)*

□ **ALGÉRIE : la mise en liberté provisoire de M. Hachani a été refusée.** – La demande de mise en liberté provisoire de l'ancien président du bureau exécutif provisoire du Front islamique du salut (FIS), M. Abdelkader Hachani, a été rejetée, mardi 29 septembre, par la chambre d'accusation de la cour d'Alger. *Incarcéré depuis le 22 janvier*, il avait été lavé, en avril, des accusations initialement retenues contre lui, mais avait alors été de nouveau inculpé pour *« incitation par tous les moyens d'information aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat »*. – *(AFP.)*

□ **NIGÉRIA : « primaire » supplémentaire pour départager deux candidats à la présidence.** – La Commission électorale nationale a annoncé, mardi 29 septembre, qu'une phase supplémentaire des primaires présidentielles sera organisée, le 10 octobre, au sein de la Convention républicaine nationale, afin de départager MM. Adamu Ciroma et Umaru Shinkafi. Aucun de ces deux candidats n'a obtenu le tiers des voix dans deux tiers des Etats, à l'issue des trois tours des primaires organisées en vue de l'élection présidentielle du 5 décembre prochain. Au Parti social-démocrate, l'ex-général Shehu Musa Yar'Adua, ancien numéro deux du régime sous la présidence du général Olusegun Obasanjo (1976-1979), a obtenu l'investiture directe. – *(AFP.)*

□ **SOMALIE : déploiement des « casques bleus » pakistanais.** – Le dernier *contingent des cinq cents* « casques bleus » pakistanais est arrivé, mardi 29 septembre, à Mogadiscio. Les Nations unies ont prévu de déployer, à terme, une force de 4 219 militaires. Cependant, les pillages de l'aide humanitaire continuent et le bilan des victimes de la famine s'alourdit. Les responsables humanitaires estiment *que de 250 000 à 500 000* personnes pourraient mourir avant la fin de l'année si elles ne reçoivent pas à temps vivres et médicaments. – *(AFP, Reuter, AP.)*

هكذا بن الاعمال

AFRIQUE

électeurs ont voté nombr... et dans le calme

هكذا من الاصل

EUROPE

Un appel du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés

400 000 personnes risquent de mourir de faim cet hiver en Bosnie

La reprise du pont aérien *international* pour acheminer l'aide humanitaire, notamment vers Sarajevo, pourrait avoir lieu avant la fin de la semaine, indiquait-on, mardi 29 septembre, à Washington et à Paris (selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, 400 000 personnes risquent de mourir de faim cet hiver en Bosnie). *Cette question devait être discutée mercredi, lors des négociations* de Genève sur l'ex-Yougoslavie. Le président croate, M. Franjo Tudjman, son homologue bosniaque, M. Alija Izetbegovic, et le dirigeant de la nouvelle Yougoslavie, M. Dobrica Cosic, avaient annoncé leur participation à ces pourparlers de paix. Parallèlement, en Bosnie, les combats se poursuivaient sur plusieurs fronts.

A propos des informations concernant des massacres de Musulmans qui auraient été commis en mai et juin derniers en Bosnie (*le Monde* du 30 septembre), *M. Roland Dumas* a confirmé, mardi, *lors* du séminaire franco-espagnol à Salamanque, qu'il avait adressé une lettre au secrétaire général des Nations unies, M. Boutros-Ghali, ainsi qu'au gouvernement britannique, qui préside actuellement la Communauté européenne, pour qu'une enquête soit effectuée en Bosnie afin de *«tirer au clair»* ces informations. *«De deux choses l'une, a-t-il déclaré, soit cette information est fausse et il faut la démentir, car c'est très grave; ou elle est exacte, et dans ce cas il faut la dénoncer, car un massacre intervenu dans ces conditions, c'est-à-dire celui d'une population exterminée alors qu'elle n'a pas les moyens de se défendre, uniquement sur le fait de sa religion ou de son appartenance à une ethnie, c'est la définition même que l'on a donnée, au tribunal de Nuremberg, du génocide (...)»*

GENÈVE

de notre correspondante

Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), 400 000 personnes, dont une majorité d'enfants et de femmes, risquent, cet hiver, de mourir de faim en *Bosnie-Herzégovine*, à moins que la communauté internationale n'engage de véritables efforts. *«La situation est désespérée et il est déjà trop tard»*, a déclaré, au Palais des nations, le porte-parole du HCR, Mme Silvana Foa. Cette situation est d'autant plus tragique que les réfugiés ne peuvent pas revenir chez eux – où ne les attendent que la guerre et les persécutions, aggravées par la pratique de la «purification ethnique» – et qu'ils sont totalement démunis à l'approche de l'hiver. La reprise du pont aérien est d'autant plus nécessaire que son interruption, le 3 septembre, à la suite de la destruction par un missile d'un avion italien de secours, a déjà eu pour conséquence de priver les habitants de Sarajevo de 6 000 tonnes de nourriture destinées à 450 000 personnes.

En outre, le HCR a besoin de plus de 100 millions de dollars (environ 500 millions de francs) et de quatre cents camions pour nourrir les réfugiés dont il a la charge. Or, sur les 280 millions de dollars que le HCR avait demandés à la communauté internationale le 4 septembre, destinés à permettre la survie d'une population martyre, il n'en a reçu – en dépit des engagements de divers gouvernements – que 176. Pour que le pont aérien, qui doit acheminer médicaments, nourriture et équipements destinés à la protection de la population face à l'hiver, puisse fonctionner, la sécurité est indispensable. Aussi, Mme Sadako Ogata a-t-elle adressé aux gouvernements une lettre où elle écrit notamment : *«Les dernières informations en provenance de Bosnie-Herzégovine font état d'une augmentation des opérations de purification ethnique, en particulier dans la région de Banja Luka. De nombreuses personnes sont contraintes d'abandonner leur maison et leur village et de traverser les lignes de front vers la Bosnie centrale. Les témoignages recueillis sont déchirants. Face à cette situation, je ne peux que vous demander d'accélérer le déploiement des troupes que vous avez offertes pour servir dans le cadre de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine. Dans le climat actuel de violence, je considère que la présence des soldats de la FORPRONU pourrait contribuer à contenir certaines atrocités qui sont perpétrées actuellement sous le regard impuissant des étrangers présents.»*

Mme Ogata souligne dans sa lettre que seule une action rapide de la communauté internationale pourrait permettre un acheminement satisfaisant de l'aide humanitaire. Le Conseil de sécurité avait autorisé, le 14 septembre (résolution 776), le déploiement de six mille soldats supplémentaires pour renforcer les forces de paix de l'ONU en Bosnie, mais certains pays estiment que ce déploiement pourrait prendre plusieurs mois.

ISABELLE VICHNIAC

TURQUIE : affrontements dans l'Est

L'armée poursuit les rebelles kurdes au-delà de la frontière irakienne

ISTANBUL

de notre correspondante

Selon les chiffres officiels, quatre-vingt-deux personnes, au moins, ont trouvé la mort, mardi 29 septembre, lors de combats acharnés près de Semdinli, dans l'est du pays.

C'est à nouveau dans le triangle montagneux et mal contrôlé aux confins de la Turquie, de l'Irak et de l'Iran que plusieurs centaines de combattants du mouvement séparatiste kurde PKK – six cents selon le gouverneur de la région – ont lancé mardi à l'aube une attaque contre le poste-frontière isolé de Derecik. Les forces de sécurité turques, qui semblent se préparer à une offensive de grande envergure contre les rebelles kurdes, ont riposté rapidement et les combats ont gagné deux autres postes de gendarmerie, puis se sont poursuivis des deux côtés de la frontière turco-irakienne, alors que des hélicoptères Cobra et des avions de combat étaient dépêchés vers la zone des affrontements.

A l'issue de douze heures de combats intensifs, affirment les autorités turques, cinquante-quatre militants du PKK avaient trouvé la mort, ainsi que vingt-trois membres des forces de sécurité et cinq miliciens pro-gouvernementaux. Selon les sources officielles – les seules disponibles, – le PKK a également attaqué, lundi, la maison d'un milicien pro-gouvernemental dans la province de Van, tuant son épouse et ses sept enfants dont un bébé de six mois. Deux combattants kurdes ont été abattus lors de cette attaque. Au total, près de cinq mille personnes ont trouvé la mort au cours de huit ans de lutte armée.

Alors que ces affrontements se déroulaient dans le sud-est du pays, d'autres violences se produisaient à Istanbul. La police a tué trois militants, dont deux femmes, du mouvement révolutionnaire d'extrême gauche Dev-sol au cours d'opérations menées contre plusieurs locaux utilisés par ce groupe. Les téléspectateurs turcs ont pu voir sur leurs écrans une de ces opérations, au cours de laquelle une jeune militante, qui avait accepté de se rendre, a dû quitter son appartement par la fenêtre après avoir mis le feu à des documents. Encouragées et applaudies par une petite foule de badauds, les forces de sécurité ont également saisi des explosifs, des faux papiers ainsi que plusieurs armes qui auraient été utilisées lors d'attaques contre des officiers et fonctionnaires turcs, ainsi que lors des meurtres d'un Américain et d'un ressortissant britannique.

NICOLE POPE

ALLEMAGNE

Le gouvernement hésite sur la riposte aux violences xénophobes et antisémites

BERLIN

de notre correspondant

L'attentat contre le baraquement juif du camp de concentration de Sachsenhausen, partiellement détruit par un incendie criminel, a brusquement fait monter d'un cran l'inquiétude des milieux politiques allemands face à la montée de l'intolérance dans le pays. Le ministre des affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, et le président du Parti social-démocrate, M. Björn Engholm, sont venus tous deux, mardi 29 septembre, apporter sur place le témoignage de leur solidarité au président de la communauté juive allemande, M. Ignaz Bubis.

Après plusieurs semaines d'attentisme, les milieux politiques sentent qu'il est temps d'agir, ne serait-ce que pour rétablir, à l'étranger, une image de l'Allemagne *passablement ternie*. Les appels à la mobilisation se multiplient, mais de façon encore dispersée. Les sociaux-démocrates et les syndicats ont appelé à une manifestation, vendredi 2 octobre à Francfort; les Verts se rassembleront dans cette même ville le lendemain. La présidente du Bundestag, Mme Rita Süssmuth (CDU), a de son côté appelé à faire du deuxième anniversaire de la réunification, le 3 octobre, une journée de mobilisation contre la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme. A Sachsenhausen, le président de la communauté juive a exigé des autorités une réaction plus énergique. Il a souligné que l'attaque contre le baraquement juif était *«la suite logique des événements de ces derniers mois»* et déploré que, depuis la première attaque contre un foyer d'immigrés, l'année dernière, à Hoyerswerda, le gouvernement ait tardé à montrer son autorité. Il a exprimé l'espoir que la présence du ministre des affaires étrangères soit le signe que l'Etat comprenne que la violence actuelle va *«au delà de la xénophobie»*. M. Kinkel a estimé que *«la démocratie devait montrer qu'elle était capable de se défendre»* contre une poignée d'agitateurs qui, a-t-il assuré, *«ne représente pas l'opinion publique.»*

Le chancelier Kohl, qui avait curieusement laissé son ministre des affaires étrangères représenter le gouvernement, semble lui-même hésiter sur la manière de réagir. Conscient de l'effet désastreux à l'étranger des violences, il les a lui-même à plusieurs reprises dénoncées. Mais il s'est toujours refusé à y voir le reflet d'un glissement à droite d'une partie de la société allemande, estimant qu'il s'agissait *simplement d'un phénomène d'extrémisme*, de droite comme de gauche, à combattre par le renforcement de la répression. Une conférence des ministres de l'intérieur des Länder est convoquée à cet effet pour le 9 octobre. Dans un appel publié, mercredi, par un quotidien populaire berlinois, le chancelier affirme en effet : *«Notre démocratie ne se laissera pas entraîner dans une épreuve de force entre les extrêmes de droite et de gauche.»*

HENRI DE BRESSON

□ **Un jeune sur trois «hostile aux étrangers».** – Dans un sondage réalisé auprès de deux mille Allemands âgés de seize à vingt-quatre ans, par un institut dépendant de la firme IBM, il apparaît que près d'un tiers des personnes interrogées manifestent des sentiments d'hostilité envers les étrangers vivant dans le pays. Un quart d'entre eux sont opposés à *«l'absence de toute forme de discrimination envers les non-Allemands»*.

GRANDE-BRETAGNE : le congrès du Labour

Les travaillistes veulent profiter de l'affaiblissement de M. Major

Réuni depuis lundi 28 septembre en congrès annuel, le Parti travailliste britannique s'est abstenu d'engager un débat de fond sur son échec électoral d'avril dernier. A l'image de son chef, M. John Smith, il préfère exploiter les divisions du Parti conservateur sur l'Europe, et renonce à réclamer l'organisation d'un référendum.

BLACKPOOL

de notre envoyé spécial

La grande explication n'aura donc pas lieu. Oubliée, l'immense déception d'avril dernier après une cuisante défaite électorale (35 % des suffrages *exprimés*), alors que la victoire semblait acquise; envolées, les promesses d'un examen de conscience collectif sur les raisons de l'échec et les leçons à en tirer... Le Labour, son congrès et ses thèmes de discours, Blackpool, ses amusements populaires, ses «fish and chips» odorants, semblent également immuables.

Le Labour s'est incliné devant la quatrième victoire consécutive des conservateurs, mais il est reparti en campagne avec des idées et un programme identiques, préférant manifestement faire l'économie d'un pénible débat interne qui risquait de se *transformer en procès de la stratégie* élaborée par la direction du parti.

Comment retrouver la confiance des électeurs, qui voient toujours dans le Labour un parti peu fiable pour maîtriser l'économie et trop enclin à *augmenter les impôts*? Faut-il mettre fin à l'influence prépondérante des syndicats, pourtant réputée contre-productive lors des élections? Peut-on envisager des alliances politiques, par exemple avec les libéraux-démocrates, et cela suppose-t-il d'adopter le mode de scrutin de la représentation proportionnelle? Jusqu'où aller sur la voie de cet *aggiornamento* en faveur de l'économie de marché, né de la faillite du socialisme? Bref, comment gagner? Questions essentielles restées sans réponse : le congrès de Blackpool est celui d'un parti indécis et mal remis de son échec.

Les gêneurs écartés de la direction

Dans son intervention, mardi 29 septembre, M. John Smith, son nouveau chef, s'est efforcé d'apparaître comme un premier ministre en puissance soutenu par un «parti de gouvernement», mais il n'est pas sûr qu'il ait réussi à convaincre ses propres troupes. Les travaillistes ont manqué l'occasion de dégager, à partir du bilan de leur échec électoral, une nouvelle dynamique de conquête du pouvoir. L'homme qui risquait de remuer des souvenirs douloureux et de poser des questions gênantes, M. Bryan Gould, a été marginalisé et, pour finir, déchu. Contraint de remettre sa démission du «cabinet fantôme», battu sur la question de l'organisation *d'un référendum* pour la ratification du traité de Maastricht, il a reçu, lundi, le coup de grâce, en subissant une humiliante défaite lors de l'élection des vingt-six membres du comité exécutif national, l'instance suprême du parti.

Un autre rebelle, M. Denis Skinner, vétéran de la tradition «gauchiste» du Labour, quitte également la direction du parti. Tous deux sont remplacés par deux représentants influents du «cabinet fantôme», MM. Gordon Brown (chancelier de l'Echiquier) et Tony Blair (intérieur). Jeunes, très proches de M. Smith, ils *incarnent* la *tendance* des «rénovateurs» européens, auxquels la ligne prudente du nouveau chef du Labour n'inspire pas d'états d'âme.

Le congrès de Blackpool marque donc d'abord la consécration de l'autorité de M. Smith. Celui-ci a désormais les coudées franches pour élaborer, à son rythme, une nouvelle stratégie politique. Faute de ce débat de fond que réclamaient M. Gould et l'aile gauche du Labour, c'est l'arrivée de M. Smith à la tête du parti, en remplacement de M. Neil Kinnock, qui est censée constituer un nouvel élan politique.

Le reste est offert par la crise européenne et les difficultés économiques dans lesquelles se débat le premier *ministre, M. John Major : M. Smith* veut en priorité exploiter et faire fructifier les erreurs et le désarroi de ses adversaires. D'où ce quasi-silence des deux derniers mois, bien dans la manière de cet *«avocat écossais»* modéré et prudent, et son brusque réveil, lorsqu'il est apparu que la somme des erreurs et des revirements de M. Major en faisaient un adversaire affaibli. *C'est lui*, a affirmé M. Smith, qui a *«humilié la Grande-Bretagne»*, et qui porte l'entière responsabilité *«du jour le plus désastreux de l'histoire économique depuis la guerre»*, lorsque la livre sterling a quitté le mécanisme de change européen.

Pour cette raison, le premier ministre *«devrait s'excuser auprès du peuple britannique pour avoir trahi sa confiance»*. Stigmatisant *«un gouvernement étreint par l'indécision, paralysé par la peur, et un premier ministre cheminant méthodiquement vers le désastre»*, M. Smith a, d'autre part, réaffirmé son engagement européen, mais en restant énigmatique sur ses choix : quelle position le Labour adoptera-t-il lors du débat parlementaire sur la ratification du traité de Maastricht? Quelle sera son attitude si M. Major voulait contraindre le Parti conservateur à accepter le retour de la livre sterling au sein du système monétaire européen?

Le chef du Labour a choisi de ne pas choisir, pour se ménager la plus grande marge de manœuvre possible. La crise européenne se double d'une crise d'autorité au sein de la formation tory et M. Smith souhaite pouvoir s'adapter aux circonstances. C'est peut-être, à court terme, une bonne tactique politique, mais qui laisse sans réponses bien des questions plus fondamentales.

LAURENT ZECCHINI

□ **Décès de l'auteur dramatique William Douglas-Home.** – L'auteur dramatique écossais William Douglas-Home, frère de l'ancien premier ministre britannique Alec Douglas-Home, est décédé lundi 28 septembre près de Winchester, victime d'une crise cardiaque. Il était âgé de quatre-vingts ans. Pendant la seconde guerre mondiale, capitaine dans l'armée, il avait été traduit en cour martiale et condamné à un an de prison pour avoir refusé de participer à l'attaque sur Le Havre, alléguant des victimes que celle-ci allait causer dans la population civile.

□ **Arrestation d'un journaliste.** – M. Ben Hamilton, journaliste de la chaîne de télévision privée Channel Four, a été arrêté, mardi 29 septembre, accusé de «parjure» après avoir réalisé un documentaire sur les liens entre forces de l'ordre et terroristes loyalistes en Irlande du Nord. Channel Four avait été condamnée, fin juillet, à une forte amende pour avoir refusé de révéler l'identité de sa source principale pour cette émission. La chaîne a affirmé que cette arrestation, effectuée à l'aube, était *«totalement injustifiée»*. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Le chef d'état-major de l'armée de terre blessé dans un attentat

Le chef d'état-major de l'armée de terre afghane, le général Asif Dilawar, a été grièvement blessé, mardi 29 septembre à Kaboul, par l'explosion d'un engin télécommandé enterré sur une route empruntée par son véhicule. L'attentat n'a pas été revendiqué. L'état de santé de l'officier est jugé *«grave»*. Son chauffeur et un passant ont été tués.

Le général Dilawar, un Tadjik de la province de Kapissa, était déjà chef d'état-major de l'armée de terre sous le président Najibullah. Il s'était rangé aux côtés du commandant Ahmed Chah Massoud avant la chute du régime communiste. Devenu ministre de la défense, le principal chef militaire de la faction *Jamiat e Islami* a maintenu le général Dilawar à son poste. Cette décision a provoqué *la fureur du chef islamiste* Gulbuddine Hekmatyar. – *(AFP, Reuter.)*

MOZAMBIQUE

Le chef de la rébellion refuse de signer l'accord de paix

Alors que les présidents Joaquim Chissano, du Mozambique, et Robert Mugabe, du Zimbabwe, sont arrivés mardi 29 septembre à Rome, afin de participer jeudi à la cérémonie de signature de l'accord de paix entre le gouvernement de Maputo et la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), le ministère italien des affaires étrangères a annoncé que M. Afonso Dhlakama, chef de la RENAMO, refusait de signer cet accord.

Dans un communiqué, le ministère a exprimé ses profonds regrets devant la volte-face de M. Dhlakama et annoncé l'ajournement de la cérémonie dans la capitale italienne, où se sont déroulées, pendant deux ans, les négociations pour mettre fin à seize ans de guerre civile. – *(AFP, Reuter.)*

SOUDAN

Nouvelle scission parmi les rebelles du Sud

Un employé de l'UNICEF et un journaliste norvégien ont été tués, lundi 28 septembre, dans le sud du *Soudan, quand leur véhicule a été* attaqué par un groupe de maquisards mutinés. Deux autres *membres d'organisations humanitaires, un* Kényan de l'UNICEF et une Philippine de l'organisation Interaid, sont portés disparus.

Une centaine de combattants de l'Armée populaire de libération du Sud (APLS), basée à Pageri, au sud de Torit, avaient déserté la veille, sous la conduite du commandant William Nyuon Bany, numéro deux du mouvement, d'ethnie nuer. D'après le représentant de l'APLS à Nairobi, les mutinés tenteraient *aujourd'hui de rejoindre la «faction* de Nassir», dirigée par les commandants dissidents Lam Akol et Riek *Machar depuis* août 1991. Cette désertion confirme le malaise interne au mouvement, dû, selon les observateurs, à la domination des Dinkas sur les autres tribus sud-soudanaises. – *(Corresp.)*

DIPLOMATIE

La visite à Paris de M. Narasimha Rao

La France souhaite des assurances de l'Inde pour relancer ses investissements

Commencée lundi 28 septembre, la visite officielle de trois jours en France du premier ministre indien M. Narasimha Rao pourrait donner un nouvel élan aux relations entre Paris et New-Delhi, après une période de basses eaux marquée par les difficultés que rencontrent plusieurs entreprises françaises dans le sous-continent.

NEW-DELHI

de notre correspondant

Paris et New-Delhi souhaitent accroître le niveau, à ce jour modeste, de leurs échanges. Le bilan du premier trimestre de 1992 témoigne certes d'une augmentation des investissements français en Inde. Mais les transferts de technologie en provenance de l'Hexagone et les projets de partenariat en «joint ventures» entre les deux pays restent très loin derrière ceux des Etats-Unis, et loin derrière ceux du Japon, de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne.

Aujourd'hui, New-Delhi entend convaincre Occidentaux et Japonais d'investir davantage, à un moment où M. Rao a lancé le pays dans une vaste politique de libéralisation économique. Les réformes destinées à amener l'Inde à l'économie de marché tardent à faire sentir leurs effets. Mais le gouvernement espère que les entreprises étrangères lui feront confiance alors qu'il s'efforce – non sans mal – d'assouplir les contrôles de la «plus grande bureaucratie du monde».

Naguère, l'avenir des relations entre Paris et New-Delhi paraissait prometteur. Force est de constater que les deux parties sont déçues : l'Inde regrette le relatif manque d'intérêt français à son égard, même si la plupart des grandes entreprises de l'Hexagone y sont représentées. De leur côté, les Français se plaignent de voir leurs projets se heurter trop fréquemment à une multitude de problèmes.

L'exemple de Spie Capag est emblématique. Cette entreprise française a construit un gazoduc pour le compte du Gaz authorithy of India (GAIL). Mais elle s'est vue contrainte de poursuivre son commanditaire en justice (elle exige une somme correspondant à 10 % d'un contrat d'une valeur de 117 millions de francs) pour compenser de graves retards, à ses yeux imputables à son partenaire, dans l'exécution du contrat...

Autre motif d'irritation : l'accord signé en 1989 par l'Institut Mérieux à l'occasion de la visite de M. Mitterrand en Inde, risque de rester lettre morte. Ce projet de 300 millions de francs – que l'Etat français devait aider pour 45 millions – portait sur la construction d'une usine de production de vaccins injectables anti-polio. Il est désormais jugé *«non conforme»* par New-Delhi en raison du coût jugé élevé de ce vaccin par rapport à son équivalent par voie orale.

Quant à CEGELEC (ex-CGE-Alsthom), qui poursuit la construction du barrage de Dul Hasti, au Cachemire, elle est aux prises avec de sérieux problèmes de sécurité, dont s'inquiètent gravement les familles des Français expatriés, en raison des attaques menées par les séparatistes musulmans...

Français et Indiens espèrent que la visite de M. Rao relancera le dialogue en vue d'accroître le niveau de leur coopération. Thomson-CSF est ainsi sérieusement sur les rangs pour améliorer les systèmes-radar des aéroports de Bombay et New-Delhi. Et Paris n'a pas perdu tout espoir de vendre son avion d'entraînement Alpha-Jet à l'armée indienne.

New-Delhi, pour sa part, voudrait renouveler un accord, expirant en 1993, sur la fourniture par Paris d'uranium enrichi pour sa centrale de Tarapore. L'Inde est aussi demanderesse de technologie «pointue» pour son programme spatial (1). Mais ce sont là des questions non résolues, du fait que ce pays se refuse à signer le traité de non-prolifération nucléaire auquel Paris s'est récemment joint.

BRUNO PHILIP

(1) En raison de fortes pressions américaines, un contrat passé avec Moscou pour acheter des moteurs pour fusées à propulsion cryogénique risque de ne pas être honoré, cette technologie étant réputée susceptible d'une utilisation militaire. La France, quant à elle, a un programme suivi de coopération spatiale avec l'Inde. Elle a ainsi mis récemment à la disposition de New-Delhi une fusée Ariane pour le lancement de son satellite de communications INSAT-II.

Le voyage à Pékin du président Roh Tae-woo

La Chine et la Corée du Sud choisissent «la persuasion» à l'égard de Pyongyang

Le président sud-coréen Roh Tae-woo a conclu ses rencontres avec les dirigeants chinois en exprimant, de façon modérée, le souhait que la Corée du Nord *«dissipe les craintes»* de ses voisins sur son éventuel programme nucléaire militaire en appliquant les dispositions du pacte intercoréen de la fin de 1991. Sans critiquer nommément Pékin, son dernier allié, Pyongyang a fait connaître son déplaisir de le voir *«succomber»* à son tour à un *«complot impérialiste»*.

PÉKIN

de notre correspondant

La Chine et la Corée du Sud se sont mises d'accord sur un point crucial lors de la visite à Pékin du président Roh : *«Mieux vaut la persuasion que les pressions»* pour amener le régime nord-coréen à tenir ses engagements en matière de dénucléarisation de la péninsule. Lors d'une conférence de presse où il a été très peu loquace, M. Roh s'est gardé de laisser entendre que la Chine, devenue partenaire de Séoul, puisse prendre des mesures plus énergiques envers un régime nordiste qu'on sait désormais au bord de la faillite, en réduisant par exemple ses secours économiques.

S'agissant de l'attitude de son propre pays, M. Roh a déclaré : *«Si la Corée du Nord peut clarifier sa position* [concernant l'arrêt de son programme nucléaire], *si elle libère les autres pays des craintes à ce sujet* [...] *la Corée du Sud peut l'aider à nouer des relations diplomatiques avec le Japon et les Etats-Unis en profitant de sa propre expérience en ce domaine.»* M. Roh a évoqué l'idée d'une assistance économique du Sud si le Nord manifeste de la bonne volonté.

«Une ère nouvelle»

Visiblement, ni Pékin ni Séoul ne cherchent à acculer le dictateur nord-coréen Kim Il-sung à un dépôt de bilan qui précipiterait sa disparition, avec le risque qu'il commette un acte irréparable. *«La Chine comprend notre position»*, a répété M. Roh, pour souligner la nécessité de jouer prudemment avec le «Grand Leader». Pékin *«fera son possible pour promouvoir l'harmonie entre les deux Corées»*, a-t-il ajouté.

M. Roh a qualifié sa visite à Pékin de *«tournant de l'Histoire»*. Ce voyage a déjà permis, a-t-il assuré, de *«mettre fin à la guerre froide entre nous et d'ouvrir une ère nouvelle de réconciliation et de coopération»*. Puis, s'adressant clairement à Pyongyang, il a déclaré : *«Aucun pays ne peut lutter contre l'isolement et l'arriération sans se joindre au mouvement planétaire vers un nouvel ordre mondial.»*

Le premier ministre chinois, M. Li Peng, a pour sa part rappelé, dans les propos qui lui ont été attribués lors de son entretien avec M. Roh, que *«la Chine a de très bonnes relations avec la République populaire démocratique de Corée, et cette amitié se poursuivra»*. A en croire les services d'écoute de Séoul, ces «bonnes relations» n'ont pas empêché l'agence de presse nord-coréenne de faire entendre un écho grinçant, dans un commentaire publié avant l'arrivée de M. Roh à Pékin : *«En raison d'un méchant complot impérialiste visant à détruire le socialisme, et des actions infidèles de certains traîtres à la révolution qui y ont succombé, le socialisme a été éliminé et le capitalisme a été restauré dans certains pays»*. Compte tenu du calendrier, il ne pouvait s'agir que d'une allusion à Pékin.

Le ton, cependant, est resté bien plus modéré qu'en décembre 1990, lorsque M. Roh était allé à Moscou trouver un Mikhaïl Gorbatchev qui venait de reconnaître Séoul. Pyongyang avait alors couvert d'injures l'ex-allié soviétique.

FRANCIS DERON

□ **SUISSE : la Chambre haute approuve le traité sur l'Espace économique européen.** – Le Conseil des Etats, la Chambre haute du Parlement helvétique, a officiellement approuvé, mardi 29 septembre, par trente-huit voix contre deux, le traité sur l'Espace économique européen (EEE), auquel la Chambre basse, le Conseil national, avait déjà donné son feu vert la semaine dernière. Les électeurs suisses décideront le 6 décembre de la ratification de ce traité, qui prévoit la création, le 1er janvier prochain, d'un marché unique entre les Douze de la CEE et les Sept de l'Association européenne de libre échange (AELE). – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

Le conflit entre l'Iran et les Emirats

Le Conseil de sécurité pourrait être saisi de l'affaire de l'île d'Abou-Moussa

NEW-YORK

de notre correspondante

Après l'échec des négociations sur le sort de l'île d'Abou-Moussa (*le Monde* du 30 septembre), la présidence française du Conseil de sécurité des Nations unies, qui commence début octobre, pourrait être saisie, par le groupe arabe à l'ONU, du conflit qui oppose l'Etat des Emirats arabes unis (EEAU) à l'Iran.

Ces derniers jours, les pays arabes se sont montrés plus exigeants, en revendiquant pour la première fois la souveraineté de l'EEAU, non seulement sur l'île d'Abou-Moussa, mais aussi sur deux îlots voisins, la petite et la grande Tomb, occupées par l'Iran au temps du Chah en 1971, mais qui, à ce jour, ne faisaient pas l'objet d'une revendication officielle de la part des Emirats.

Pour les ministres des affaires étrangères arabes, réunis à New-York à l'occasion de la 47e assemblée générale, l'affaire d'Abou-Moussa démontre un comportement *«agressif et provocateur»* de Téhéran. *«Cette affaire a réussi à unifier le monde arabe là où même la guerre entre l'Iran et l'Irak et la guerre du Golfe avaient échoué»*, estime un diplomate occidental, qui ajoute que *«cette unanimité a encouragé les Emirats à faire monter les enchères»*.

L'échec des négociations a surpris les experts qui suivent de près cette affaire : *«Il est évident que les Emirats n'ont pas cherché à régler le problème d'Abou-Moussa avec l'Iran*, explique un autre diplomate occidental. *Ils ont modifié leurs revendications, qui jusqu'à maintenant nous semblaient justifiables, eu égard au comportement iranien sur l'île d'Abou-Moussa.»* Selon lui, demander la souveraineté des Emirats sur les trois îles est *«une chose impossible»*.

«Ce n'est plus l'affaire d'Abou-Moussa, mais plutôt l'affaire des Arabes vis-à-vis de l'Iran», commente un autre diplomate. A l'Assemblée générale de l'ONU, les ministres occidentaux ont noté *«l'inquiétude croissante du monde arabe à l'égard de l'Iran»*. Selon un diplomate occidental de haut rang, *«l'affaire des îles ne fait que cristalliser les craintes du monde arabe envers la politique de plus en plus agressive de l'Iran en matière d'armement»*. Un fonctionnaire américain au département d'Etat estime que, par leur action envers Téhéran, les gouvernements de la région *«veulent convaincre Washington que l'Iran est en train de devenir le nouvel empire du mal»*, et il ajoute : *«En un mot, ils nous demandent de maintenir notre présence militaire dans la région.»*

AFSANÉ BASSIR POUR

EN BREF

□ **IRAK : début de la destruction des armes chimiques.** – Le chef d'une équipe d'experts des Nations unies, M. Bernhard Brunner, a annoncé, mardi 29 septembre, que les opérations de destruction d'armes chimiques ont commencé sur le site de Mouthanna, à 130 kilomètres au nord-ouest de Bagdad, lieu désigné pour le rassemblement de ce type d'armement, conformément aux décisions prises par l'ONU au lendemain de la guerre du Golfe. Ces opérations devraient durer entre six mois et un an.

Par ailleurs, un rapport des services de renseignement allemands, cité dimanche 27 septembre par l'hebdomadaire *Welt am Sonntag*, indique que cinquante savants atomistes de l'ex-URSS travaillent en Irak. La revue indique que, selon le même rapport, quatorze experts nucléaires de l'ex-URSS se trouveraient depuis fin 1991 en Iran et plusieurs autres en Algérie et en Libye. Sur les 7 000 ressortissants de l'ex-URSS qui ont émigré en Israël depuis 1989, figurent 40 spécialistes du nucléaire. – *(AFP.)*

□ **LIBAN : huit morts – dont un «casque bleu» irlandais – dans le Sud.** – Une attaque lancée mardi 29 septembre par le Hezbollah pro-iranien contre une position de l'Armée du Liban sud (ALS), alliée d'Israël, a fait six morts, dont quatre assaillants. Peu après, un «casque bleu» irlandais a été tué et un autre blessé par des inconnus qui ont tiré une roquette antichar pour forcer un barrage de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), à Joumayjmé, à l'ouest de la «zone de sécurité» contrôlée par Israël. De violents duels d'artillerie ont opposé l'ALS et le Hezbollah, faisant un mort et six blessés parmi les civils, selon la police libanaise. Une douzaine de villages et leurs abords ont été touchés par les tirs de l'ALS. – *(AFP.)*

هكذا من الاصل



La préparation de la session d'automne du Parlement

Les groupes de la droite et du centre s'affirment décidés à censurer le gouvernement

L'hypothèse d'une motion de censure contre le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, dans les premières semaines de la session d'automne, qui *s'ouvre le 2 octobre, a dominé les* travaux des élus des groupes parlementaires, réunis mardi 29 septembre. Seul le RPR n'organise pas, contrairement à *son habitude, de «journées parlementaires»*. Le bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale, réuni mardi matin, s'est déclaré *«plus que jamais, et à l'unanimité, déterminé à censurer le gouvernement»*, a indiqué son président, M. Bernard Pons.

Les groupes UDF et UDC ont affirmé, eux aussi, leur volonté de censurer le gouvernement. Pour eux, cette censure devrait porter sur la première partie du projet de loi de finances, celle des recettes. *«Nous devons être impitoyables»*, a déclaré M. Gérard Longuet, président du Parti républicain. Si le principe du dépôt d'une motion de censure est admis par tous au sein de l'opposition, des divergences se sont exprimées sur l'opportunité d'aboutir à un renversement du gouvernement, *lequel pourrait déboucher sur la dissolution* de l'Assemblée et des élections législatives anticipées. En outre, la possibilité de réunir une majorité, qui suppose l'accord des communistes, est diversement appréciée.

M. Charles Millon, président du groupe UDF, a déclaré que l'opposition *«se doit de déposer une motion de censure»* contre un budget qui *«ne prend absolument pas en compte le nécessaire redressement de la France et ignore la déprime économique et la morosité sociale»*. Son homologue de l'UDC, M. Jacques Barrot, a annoncé que les députés centristes voteraient eux aussi la censure, sans qu'il y ait de voix discordante. Selon M. Jacques Toubon, député (RPR) de Paris, les députés communistes n'auraient *«rien à perdre»* à voter, avec la droite, une motion de censure qui leur permettrait de *«sortir par le haut de la situation dans laquelle ils se trouvent»*.

Le président du groupe communiste de l'Assemblée, M. André Lajoinie, avait déclaré récemment que *«tout budget est censurable»*, ajoutant que *«les communistes ont fait des propositions et qu'il revient au gouvernement d'en tenir compte»*. Les socialistes, qui se déclarent *«prêts à toutes les échéances»*, s'interrogent sur l'attitude qu'adopterait le PCF, avec lequel l'hôtel Matignon est en contact, au sujet du projet de budget.

Cependant, outre la loi de finances, le projet de loi sur la prévention de la corruption pourrait offrir un terrain d'entente aux groupes de la droite et du PCF contre le gouvernement. *«Il faut avoir une attitude de combat assez dure et dire «non» à ce projet qui n'est qu'une petite réformette»*, a déclaré M. Alain Madelin, vice-président du PR. M. François d'Aubert, député (UDF-PR) de la Mayenne, juge *«choquant et invraisemblable que ce projet de loi soit discuté sous la présidence de M. Henri Emmanuelli, qui est lui-même inculpé»*.

Les groupes de la droite ont affirmé, d'autre part, leur volonté d'union. M. Jacques Chirac a reçu mardi soir, à l'Hôtel de Ville de Paris, les parlementaires de l'UDF, devant lesquels il a déclaré *«important et utile que le dialogue et les contacts puissent se développer pour lever des ambiguïtés»* M. Millon s'est adressé *«au président du RPR»* en l'assurant que les députés UDF entendent *«affirmer la nécessité de l'union pour pouvoir préparer l'alternance»*. M. Barrot a indiqué, de son côté, que les députés centristes n'avaient *«pas tranché»* la question d'une éventuelle fusion de leur groupe dans celui de l'UDF. *«Nous verrons au vu des résultats des législatives, il serait prématuré de dresser aujourd'hui un schéma idéal»*, a précisé M. Barrot, ajoutant qu'*«aucune porte n'est fermée»*.

Les socialistes souhaitent davantage de textes à caractère social

La morosité règne parmi les parlementaires socialistes, qui se sont retrouvés mardi 29 septembre pour *la première de leurs deux journées* d'études, destinées à préparer la session d'automne. Peu nombreux pour entendre le secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, *M. Martin Malvy, présenter le programme* de la session, moins nombreux encore au traditionnel dîner, désabusés, les élus socialistes ne se sont animés que pour protester contre l'*insuffisance, à leurs yeux*, des projets sociaux inscrits à l'ordre du jour des travaux parlementaires.

MM. Jean-Claude Boulard, député de la Sarthe, et Jean-Michel Belorgey, député de l'Allier, ont manifesté leur irritation devant la non-inscription au programme de leur proposition de loi sur la prise en charge des personnes âgées en situation de dépendance. *La réunion étant fermée à la* presse, c'est dans les couloirs que M. Jean Le Garrec, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, déclarait : *«La tonalité de cette session n'est pas celle que la majorité des députés auraient souhaitée.»* Avec M. Boulard, MM. Jacques Fleury, député de la Somme, et Jean-Yves le Déaut, député de Meurthe-et-Moselle, ont *été* critiques sur le manque de dimension sociale. *«Pendant que le bateau tangue, nous, on astique les cuivres, alors que nos électeurs attendent de nous qu'on règle leurs problèmes sociaux et agricoles»*, disait M. Le Déaut. Pour M. Fleury, *«quand on a fait des grands chantiers pendant dix ans, on passe les six derniers mois à planter des fleurs»*.

Désaccord sur le projet anti-corruption

Les parlementaires socialistes regrettent, aussi, que le projet de loi sur le partage du temps de travail, examiné le 16 septembre par le conseil des ministres, ne soit pas inscrit au début de la session d'automne. Les deux textes examinés mardi font l'objet de désaccords entre les élus et le gouvernement, sur fond d'«affaires» qui ont fait dire à un député récemment inculpé : *«Ce n'est pas l'ouverture de la session parlementaire, mais de la session judiciaire.»* La réforme du code de procédure pénale oppose au garde des sceaux le rapporteur de la commission des lois de l'Assemblée, M. Michel Pezet, ce dernier souhaitant la mise en œuvre des mesures recommandées par la commission Delmas-Marty pour ce qui concerne l'indépendance du parquet. Quant au projet relatif à la lutte contre la corruption, celle de ses dispositions qui interdit les dons d'entreprises aux partis politiques et aux comptes de campagne des candidats se heurte à l'hostilité du PS dans son ensemble.

«Transparence : oui; plafonnement : oui, modalités de financement : à débattre», a résumé le président du groupe de l'Assemblée, M. Jean Auroux. Député du Finistère, rocardien, M. Bernard Poignant déclarait ironiquement : *«Il va falloir être Ross Perot pour être candidat»* et expliquait qu'*«un interdit total est potentiellement dangereux»*, alors que la loi du 15 janvier 1990, votée à l'initiative de M. Michel Rocard, avait, selon lui, *«fait ses preuves lors des élections cantonales»* de mars dernier. Les parlementaires socialistes ont exprimé, d'autre part, leur solidarité avec le président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, inculpé dans l'affaire Urba en tant qu'ancien trésorier du PS.

Refusant de céder à cette ambiance peu roborative, M. Auroux a bravement exalté, au cours d'une conférence de presse, l'action des trois gouvernements qui se sont relayés depuis 1988. Il a fustigé *«l'esprit de revanche»* et *«la lutte pour le pouvoir exacerbée»* qui règnent, selon lui, au sein de l'opposition. Le Parti socialiste *«n'a pas à rougir»* de son bilan et *«sa volonté de gagner»* est intacte, a-t-il affirmé, ajoutant : *«Nous sommes prêts à toutes les échéances. (...) Une motion de censure de la droite, votée avec la complaisance des communistes, ne serait qu'une opération de camouflage de leurs divisions et de leurs ambitions présidentielles.»* On ne pouvait mieux laisser paraître que les députés socialistes abordent la session parlementaire avec le sentiment d'être en sursis.

P.J. et P.R.-D.

«Nous avons le devoir absolu de dramatiser la situation»

déclare M. Longuet (PR)

A six mois, au maximum, des élections législatives, les responsables de l'opposition commencent à s'inquiéter des conditions de leur éventuel retour au pouvoir. C'est du moins ce qui est apparu, mardi 29 septembre, au tout début des journées parlementaires *du groupe UDF de l'Assemblée* nationale, à l'occasion d'un débat entre le président du Parti républicain, M. Gérard Longuet, député de la Meuse, et le vice-président de cette même formation, M. Alain Madelin, député d'Ille-et-Vilaine.

Comment, en effet, rassembler les électeurs sans les nourrir d'illusions? Pour M. Longuet comme pour M. Madelin, nul doute, bien sûr, que l'UDF n'ait, lors de la dernière session ordinaire de l'actuelle législature, *«un devoir absolu d'opposition»*. Il faut même, selon le président du conseil régional de Lorraine, *«être impitoyable»* vis-à-vis des *«mensonges affichés»* du gouvernement et de sa majorité. *«Les handicaps dont nous souffrons seront durables, et tout ce que nous n'aurons pas dénoncé avant l'alternance sera porté à notre débit après l'alternance»*, a expliqué M. Longuet. Evoquant la charge de la dette, les dépenses de fonctionnement des administrations civiles, ou encore les avancées du ministre de l'éducation, M. Jack Lang, en direction de l'enseignement privé, le président du PR a encore dénoncé *«le cynisme absolu d'un gouvernement qui sait très bien qu'il n'aura pas à exécuter le prochain budget»*. *«Nous serons*, a-t-il déclaré, *dans la situation de quelqu'un qui reçoit une grenade dégoupillée.»*

Par comparaison avec ce qui attendrait la droite, de retour aux affaires après les élections législatives, M. Madelin a jugé pareillement que *«la cohabitation de 1986 apparaîtra comme une joyeuse partie de campagne»*. La perspective, pour l'ancien ministre de l'industrie, est d'autant plus inquiétante que le gouvernement ne va pas hésiter, dans sa présentation du dernier budget de la législature, à *«gonfler les recettes et sous-calibrer les dépenses»*. C'est pourquoi *«l'alternance doit être responsable»*. *«A trop se reposer sur un simple rejet des socialistes, on risque de voir se lever tous les groupes de pression, tous les Tarzan de la terre*, a ajouté M. Madelin. *Or, il n'y a plus rien à redistribuer. La charge de la dette est de 30 000 francs pour chaque Français.»* Pour le député d'Ille-et-Vilaine, il y a, en revanche, *«plein de réformes qui ne coûtent rien»*, telles que l'indépendance de la justice, l'autonomie des universités ou encore la redistribution des pouvoirs dans le domaine de la décentralisation.

Mais, pour le président du PR, qui devrait être le principal porte-parole du groupe UDF dans la discussion budgétaire, cela ne suffira pas à rassembler les électeurs. Faisant référence au résultat du référendum sur la ratification du traité d'Union européenne, M. Longuet a souligné le risque qu'il y aurait à trop se montrer *«responsable»*, celui *«d'être débordé»*. *«Même si nous n'avons pas la certitude d'apporter toutes les solutions dans les cinq années à venir, nous avons le devoir absolu de dramatiser la situation»*, a-t-il affirmé, en proposant une motion de censure *«qui ait des chances d'être adoptée»*.

Auparavant, M. Gilbert Gantier, député de Paris, avait analysé pour ses collègues la politique économique du gouvernement, en dénonçant notamment *«le dérapage incontrôlé du déficit budgétaire»*. *«Une autre politique économique est possible»*, a-t-il assuré, mais sans apporter d'autre indication que la diminution des dépenses de l'Etat et des charges des entreprises.

Conscient que les effets d'une autre politique ne seraient pas perceptibles *«avant de nombreux mois»*, M. Gantier a jugé qu'il faudrait l'*«expliquer clairement aux Français»* en constituant *«une commission du bilan composée de personnalités indépendantes»*, sur le modèle de celle que la gauche avait elle-même instituée lors de l'alternance de 1981.

J.-L. S.

La succession de M. Alain Poher

Les centristes favorables à un candidat unique de l'UDF à la présidence du Sénat

La gauche, le Parti socialiste tout *au moins*, a *déjà un* candidat déclaré pour la succession de M. Alain Poher à la présidence du Sénat. Il s'agit de M. Jean-Luc Mélenchon, 41 ans, sénateur de l'Essonne, qui a justifié sa candidature d'une part au nom *«d'une certaine intransigeance socialiste, c'est-à-dire le maintien aux trois tours de scrutin»* prévus pour l'élection du nouveau président, *«en évitant les magouilles»* que constituerait le soutien à une candidature issue des rangs de la droite modérée, et d'autre part pour donner *«l'image d'un groupe qui vise le rajeunissement»*. M. Mélenchon, animateur de la Gauche socialiste au PS, avait déclaré la semaine dernière que les collègues sénateurs étaient sans doute *«vieux»* mais *«pas cons»*.

A droite, les trois groupes de l'UDF, l'Union centriste, les Républicains et indépendants et le Rassemblement démocratique et européen, devaient se rencontrer mercredi 30 septembre, en fin d'après-midi, au palais du Luxembourg. Officiellement, il ne s'agit que de procéder à *«un échange de vues»* sur l'élection du président. Les centristes, favorables à une «primaire» au sein de l'UDF, se sont engagés à ne pas profiter de leur avantage numérique pour imposer à cette occasion un candidat. M. Marcel Lucotte, président du groupe des Républicains et indépendants, est en effet toujours aussi hostile à la procédure prônée par l'Union centriste, soucieux qu'il est de ne pas casser l'union de la droite sénatoriale, c'est-à-dire de ne pas marginaliser le RPR. Ces réticences agacent au plus haut point certains centristes qui vont jusqu'à dire : *« M. Lucotte préfère traiter avec le RPR plutôt qu'avec nous.»*

M. Pierre-Christian Taittinger, sénateur républicain et indépendant de Paris, qui s'est mis, mardi 29 septembre, *«à la disposition de l'UDF»* pour la course à la présidence, devait proposer pour sa part, au cours de cette même réunion, le principe d'une présidence du Sénat *«alternée»*, limitée à trois ans.

En dépit des divergences de vues qui existent entre les sénateurs UDF, les centristes espèrent tout de même que la nécessité d'une procédure de désignation interne à l'UDF s'imposera au cours de la réunion de mercredi. Il faudrait alors faire vite, très vite même, puisque l'élection du nouveau président est prévue pour vendredi.

G.P.

POINT DE VUE

La nouvelle gauche

par Dominique Strauss-Kahn, Jean-Christophe Cambadélis, Jean-Marie Le Guen et Pierre Moscovici

LES Français ont voté «oui» au terme d'une campagne longue et passionnée, qui a donné lieu à un débat approfondi. C'est le bon choix pour la France, qui sera plus forte au milieu des autres pays; pour la Communauté, qui a besoin de l'union pour être pleinement une zone de paix et de prospérité; pour l'Europe entière, qui doit y trouver un modèle d'organisation et de société; pour le monde, enfin, car l'Union européenne sera un facteur d'équilibre dans les relations internationales.

Pourtant, au lendemain de cette victoire sans triomphe, l'on ne peut se retenir d'éprouver une sourde inquiétude ni de se poser certaines questions. Car tous les commentaires sont convergents, toutes les constatations sur le terrain l'attestent : la perte de confiance dans la gauche, qu'elle soit protestataire ou gestionnaire, est patente.

La gauche communiste reste largement empêtrée dans le sectarisme du dogme pourtant disparu. La gauche dite alternative ne cherche qu'à sanctionner le PS. L'écologie politique est déchirée en familles qui piaffent d'impatience, à la recherche de n'importe quelles perspectives gouvernementales. Le mouvement syndical, replié sur ses bastions gestionnaires pour les uns ou engagé dans la contestation outrancière pour les autres, voit se multiplier, impuissant, les coordinations plus ou moins corporatistes, sans parvenir à enrayer la désaffection dont il souffre. Quant à la gauche socialiste, elle éprouve bien des difficultés à penser à son avenir. Bref, la gauche n'arrive plus, aujourd'hui, à offrir une réponse politique à la demande de ceux qui se reconnaissent dans ses valeurs.

La politique a horreur du vide, et la combinaison du nationalisme et du populisme vient naturellement occuper l'espace ainsi délaissé. Là est le danger : la convergence de la protestation et du protectionnisme constitue, en effet, une alliance redoutable, parce qu'elle débouche infailliblement sur le triomphe d'une droite dure. Déjà, on entend ici ou là, sous couvert d'alternance, les rumeurs délétères de la revanche, exprimant, en résonance avec un phénomène mondial, un nationalisme rampant dans la société française, nationalisme qui vient de faire la démonstration de sa domination à droite.

La régression pointe son nez

C'est un danger pour la démocratie. En effet, si la droite «classique» se refusait à prendre ses distances avec ce courant national-populiste qui gagne ses propres rangs, l'alternance pourrait mettre en place des forces qui ne seraient pas réellement démocratiques. Déjà, le refus de la cohabitation par Jacques Chirac trahit la pression de cette aile droite radicale. Demain, elle réclamera la remise en question de la politique de solidarité pour la ville, du budget et du cadre national de l'éducation, de l'ambition culturelle, de l'effort de recherche, de l'immigration, de la politique industrielle, sans parler de son refus de quelconques avancées franco-allemandes au nom d'une construction européenne qu'elle ne tolère qu'au rythme de la tortue. En somme, derrière un échec de toute la gauche et la montée de cette droite populiste, la régression pointe son nez.

Ne cédons pas à la facilité : n'imaginons pas que notre défaite serait une promenade de santé, avec un hypothétique retournement de l'opinion lors de l'élection présidentielle. La cure d'opposition souhaitée par certains ne ferait qu'accentuer le cours actuel des événements par la multiplication des recours aux solutions individuelles.

Comment, dans ce contexte, opérer une recomposition qui redresse la gauche? Il nous faut, d'abord, écouter et entendre ce qui vient d'être dit lors du référendum, confirmant en l'amplifiant le message des régionales. Les Français veulent inscrire leur destin dans l'Europe, mais ils veulent une Europe plus sociale et plus démocratique. Ils souhaitent ardemment des politiques économiques qui prennent résolument le parti de la croissance et de l'emploi. N'y a-t-il pas, aux Etats-Unis aussi, dans l'audience de Bill Clinton, la recherche de ce retour de l'Etat?

Mais nombre de Français attendent le réveil de la gauche et ne se reconnaissent plus complètement dans son expression institutionnelle. Ils exigent une société politique moins distante, plus à l'écoute de leurs attentes et de leurs besoins, capable de sacrifier ses ambitions au service des autres. Enfin, ils espèrent une affirmation claire de l'identité française et une manifestation forte de l'autorité de l'Etat dans l'Europe, face aux risques de dilution qui le menaceraient.

Une alliance démocratique

Ce que nous voulons, c'est que les forces politiques de progrès apprennent, par un travail sur elles-mêmes puis les unes avec les autres, à unir les convictions européennes, les valeurs et pratiques du socialisme et les exigences de l'écologie. En somme, c'est d'une nouvelle gauche qu'il est maintenant question. Ne nous trompons pas de message ni de calendrier. Les Français ne croient pas aujourd'hui à la constitution d'une improbable coalition du «oui» à l'occasion d'élections parlementaires hâtivement convoquées. Ils ne souhaitent pas davantage le triomphe de ceux qui ont combattu pour le «non», à travers la victoire de la fraction radicale de l'opposition (Pasqua, Séguin, Villiers).

Quelle doit être, dans les mois et les années qui viennent, notre démarche? Les législatives sont devant nous et, avec elles, la nécessité de bâtir nos alliances. Plus que des circonscriptions et des postes ministériels, nos partenaires attendent de nous un contrat politique, qui respecte la diversité des aspirations de la gauche. Il n'y a pas de voie royale dans la marche vers la recomposition. La négociation au sommet ne saurait prévaloir sur les liens qui se nouent au quotidien sur le terrain : laissons se développer les convergences locales et départementales, les synergies à l'œuvre dans les conseils municipaux ou régionaux.

Cette démarche ne saurait se réduire à repeindre hâtivement le Parti socialiste aux couleurs du temps, tout en lui conservant sa volonté hégémonique d'hier. Elle ne peut pas, non plus, se contenter de l'espoir d'un retour à l'«âge d'or» d'Epinay. Elle implique un nouveau dessein collectif, l'émergence d'une alliance démocratique, capable de faire pièce au national-populisme et à tous ceux qui sont tentés d'y céder pour des raisons électorales. Alors pourra s'engager la dynamique d'une gauche européenne qui affirme, à côté de la préoccupation sociale et de la justice, le droit d'ingérence et l'écologie.

► **M. Dominique Strauss-Kahn est ministre de l'industrie et du commerce extérieur, MM. Jean-Christophe Cambadélis, Jean-Marie Le Guen sont députés, M. Pierre Moscovici est trésorier national du PS. Tous les quatre sont membres du comité directeur du PS, au titre de la motion 1 (Mauroy-Jospin).**

□ **Mort de Jean Baillif, conseiller régional (FN) d'Ile-de-France.** – Jean Baillif, élu en mars dernier conseiller régional (FN) d'Ile-de-France, est décédé lundi 28 septembre, à Orsay (Essonne), à l'âge de soixante et un ans, des suites d'une longue maladie.

Né le 22 mai 1931 à Niort (Deux-Sèvres), ancien officier de la marine nationale, qu'il avait quittée en juin 1968 avec le grade de capitaine de corvette, Jean Baillif avait adhéré au Front national en 1985. Candidat non élu au comité central en 1990, secrétaire départemental de ce parti dans l'Essonne, il était également secrétaire général du Cercle national des combattants, association liée au Front national.

La convalescence du président de la République

«Notre rôle à nous, médecins de chefs d'Etat n'est pas d'alarmer l'opinion»

déclare le docteur Gubler à «Paris-Match»

Le docteur Claude Gubler, médecin personnel de M. François Mitterrand, s'exprime, dans un entretien publié par *Paris-Match* daté du 8 octobre, sur la santé du président de la République. Critiquant la manière dont certains organes de presse se sont interrogés sur la santé du président de la République, il explique que *«la notion de transparence ne doit pas être prise par certains médias comme une nécessité d'inquisition»*. Revenant sur ce que lui avait dit M. Mitterrand en 1981 à propos de la survenue d'éventuels ennuis de santé, le docteur Gubler confie : *«Il m'a dit un jour : «*promettez-moi de me dire tout*». Avec lui, je ne m'interroge pas. Dès 1981, tout fut clair. Si un jour je dois lui dire quelque chose, je le ferai. Ça ne lui fait pas peur.»*

Le docteur Gubler revient ensuite sur certaines hypothèses émises concernant la gravité du cancer de la prostate dont souffre le président de la République : *«On a cru bon d'écrire que, si l'opération du président s'était déroulée sous anesthésie générale, de préférence à une péridurale, cela signifiait que c'était grave et qu'on cachait quelque chose. La réalité est bien plus simple. Savez-vous quelle est la contre-indication majeure de la péridurale? Le refus du malade. Ce fut le cas.»*

Affirmant que le cancer dont souffre le chef de l'Etat en est *«à son stade initial»*, le docteur Gubler demande : *«Dois-je entrer dans tous les détails?»*

Interrogé sur le bulletin de santé semestriel du 22 juillet, dans lequel il affirmait que l'état de santé de M. Mitterrand était normal, le docteur Gubler répond : *«Bien sûr, il ne saurait être question de renier mon communiqué de juillet 1992. Il m'appartenait à cette époque de savoir si la banalité des signes observés chez un homme de soixante-quinze ans devait retenir mon attention et précipiter l'avis du spécialiste. Certes, la probabilité chez les hommes de cet âge de devoir subir une résection endoscopique n'est pas nulle, mais personne ne peut ni ne veut décider du jour où elle aura lieu. Que devais-je dire? Notre rôle à nous, médecins de chefs d'Etat, n'est pas d'alarmer l'opinion. Comme en matière de justice, nous devons avoir l'intime conviction que notre patient va bien, qu'il n'a rien, qu'il peut travailler. Je n'ai pas le droit d'être ni trop rassurant ni trop alarmiste. Il doit y avoir des limites dans l'information, non pour tromper l'opinion, mais pour empêcher les spéculations politicienne.»*

Selon le docteur Gubler, *«c'est le patient, c'est-à-dire en l'occurrence le président»*, qui est maître du communiqué médical. *«Mais tout médecin est maître de partir s'il est en désaccord avec son malade. S'il m'avait été dit : «*je ne veux pas qu'on dise que j'ai un cancer*», je me serais abstenu de signer le communiqué.»*

La trilogie médecin-pouvoir-médias

Le docteur souhaite que s'organisent *«les relations de cette trilogie médecin-pouvoir-médias»*. *«J'ai l'impression,* ajoute-t-il, *que nous assistons à un conflit de pouvoirs. Certains journalistes ont été excessifs. La médecine s'est peut-être mise dans certains cas à leur solde dans une volonté de nuire. Les médecins ne doivent être inféodés ni au pouvoir ni aux médias.»*

Concernant l'état de santé actuel de M. Mitterrand, le docteur Gubler précise que le chef de l'Etat *«récupère très bien. Il a eu quelques jours post-opératoires fatigants car il a été contraint de travailler. Il faut dire aussi que son opération s'est déroulée sans préparation, sans mise au repos préalable, comme on le fait pour n'importe qui. La décision avait été prise après son déjeuner de travail avec Shimon Pérès, le jeudi 10 septembre, parce qu'il était évident alors que cela ne pouvait plus attendre. Il a une capacité de récupération étonnante»*.

A propos des rumeurs selon lesquelles le président de la République irait très mal, le docteur Gubler déclare : *«C'est aussi monstrueux que les rumeurs que le corps médical a fait courir sur Isabelle Adjani.»*

Un « oui » breton et massif

Suite de la première page

Ce «oui» commun aux campagnes et aux villes qui tord le cou au cliché d'une France coupée en deux. Ce «oui» insupportable à M. Charles Pasqua au point de lui inspirer, le soir des résultats, un couplet disgrâcieux (*«Les Bretons, c'est comme les cochons, plus ça devient vieux, plus ça devient ...»*), que les lecteurs d'*Ouest-France* – qui reprend l'anecdote – ne sont pas prêts à lui pardonner. *«Que Pasqua-le-Corse ne s'avise pas de se présenter à une élection nationale!* prévient une Morlaisienne. *Les Bretons ont une bonne mémoire!»*

De leur «oui» massif, si décalé par rapport au reste de la France, les Bretons ne reviennent pas. *«C'est incroyable*, s'exclame Marie Jacq, député socialiste dans la circonscription de Morlaix. *C'est incroyable et magnifique : mieux qu'une adhésion à l'Europe, c'est un acte de foi.» «C'est stupéfiant*, reconnaît, un rien groggy, Adrien Kervella, maire RPR de Saint-Pol-de-Léon qui s'était prononcé pour le «non». *Je me suis bien planté : j'ai voté sur un texte, mes électeurs ont voté sur l'Europe.»* L'erreur, pense-t-il, est d'avoir voulu parler raison quand *«l'Europe, ici, est une question de coup de cœur»*.

De quoi aurait-on peur?

Il n'y a guère qu'Edouard Leclerc qui, à Landerneau, ne se dise pas surpris par les résultats. *«Allons donc! Le «oui» était naturel, résolu, plein d'espoirs. Cela fait belle lurette que la Bretagne a amorcé sa révolution économique et s'est ouverte sur le monde! Elle est à la pointe de l'industrie agro-alimentaire. Elle est moderne et elle sait se battre. Les Anglais en savent quelque chose!»*

C'est un fait. L'Europe ne fait pas peur aux Bretons. Au contraire! On le savait de Rennes, la métropole moderne devenue plaque tournante européenne. Ici, dans le Léon, cette région agricole du Nord-Finistère connue pour ses artichauts, ses clochers de dentelle et ses révoltes paysanes, elle est omniprésente. On la croise au détour d'une pancarte bilingue (français/breton) qui annonce de multiples jumelages; on l'évoque sur tous les stands de la foire-exposition de Morlaix dont elle constitue le thème; on l'entend dans les différents cours de langues qui connaissent une affluence record; on l'enseigne à la chambre des métiers, soucieuse d'exportation, à la chambre d'agriculture et dans les différents syndicats qui multiplient les réunions d'information sur la PAC (politique agricole commune); son ombre s'étend dans les écoles bien sûr, et dans les centres d'orientation où de plus en plus d'élèves aspirent à des métiers *«en relation avec l'Europe»;* elle accoste tous les matins à Roscoff, avec les bateaux de Britanny Ferries qui transportent chaque année vers l'Irlande et l'Angleterre plus de deux millions de voyageurs.

Car la Bretagne n'est plus isolée. Le prétendre serait faux, archi-faux, estiment, susceptibles, ses habitants en évoquant pêle-mêle un réseau routier efficace, un TGV en expansion, une flotte convoitée, et une compagnie aérienne régionale – Britt'Air – qui mettent leur région à une poignée de minutes des grandes places européennes. Envolés les complexes! La Bretagne a décollé. La Bretagne a épousé l'Europe. *«Elle joue à fond le jeu européen*, confirme Fanch Elégoët, sociologue, spécialiste de l'agriculture finistérienne. *Avec la certitude d'y jouer un rôle majeur dans sa sphère de compétence. Le traité apparaissant comme une confirmation de l'orientation prise il y a des années, va alors pour Maastricht! Sans appréhension!»* Les harangues nationalistes ne trouvent guère d'écho sur ce territoire qui se pense en région. Les discours jacobins inspirent de la réserve, voire de l'hostilité. Et les sirènes de l'immigration laissent le plus souvent de marbre : ici, c'est la désertification des campagnes qui suscite de l'inquiétude.

La compétition? *«Le Breton se sent de taille»*, dit Yvon Abiven, maire (divers gauche) de Saint-Thégonnec. Le jeune président de la chambre d'agriculture du Finistère, Guillaume Roué, ne dément pas cet optimisme. Tout se passe, dit-il, comme si la Bretagne était *«vouée»* à l'Europe. *«A chaque*



fois qu'elle s'est repliée sur elle-même, elle a connu la récession. Elle s'en est sortie à la force du poignet, grâce à sa capacité à s'organiser et à rester unie. Grâce surtout à son ouverture et un sentiment profondément européen».

Les réseaux «catho»

Que de fois en entendrons-nous parler, de cette conviction européenne! Comme si elle allait de soi, faisait partie d'un patrimoine commun, incontesté, indiscutable. Héritage de la démocratie chrétienne de l'après-guerre, qui a si durablement imprégné la vie politique bretonne et dont on trouve aujourd'hui des rameaux parmi les socialistes et les centristes. Héritage aussi d'une tradition religieuse si prégnante encore dans le Léon, longtemps appelé la *«terre des prêtres»*, sensible aux discours humanistes, aux thèmes de la paix, de la solidarité, de l'ouverture au monde. *«La religion demeure le véritable terreau*, observe Arnaud Cazin, le maire CDS de Morlaix. *L'idéal européen s'y intègre parfaitement.»*

Le catholicisme au secours de Maastricht? Prudence! Le temps est loin où le curé de Saint-Pol-de-Léon parcourait la campagne pour donner, de ferme en ferme, ses consignes de vote! Et, s'il est encore des paroissiens pour demander timidement au «recteur» de leur indiquer *«le bon choix»*, s'il est quelques grand-mères comme à Morlaix, dont la volte-face en faveur du «oui» ne doit rien à la pression pourtant ardente de leurs petits-enfants mais à l'appel de l'abbé Pierre, le prêtre, jadis puissant, n'a plus guère de pouvoir.

Restent les réseaux *«catho»*, ces associations proches de la paroisse et de l'école privée, ces groupements militants qui ont formé des générations de syndicalistes agricoles, ces bénévoles ardents toujours en quête d'une cause généreuse, et acquis – on allait dire *«par définition»* – au grand projet européen. Reste aussi *Ouest-France*, qu'évoqueront systématiquement tous nos interlocuteurs, fussent-ils des lecteurs du *Télégramme*, mieux implanté dans le Finistère.

Ajoutez à cela un comportement volontiers légitimiste propre à donner une prime au «oui» soutenu par la plupart des dirigeants politiques, l'absence d'ancrage extrémiste propice au «non», le sentiment d'être décidément mal entendu de Paris et l'impatience de traiter directement avec Bruxelles, enfin, la résolution d'une région – trop longtemps à la traîne – à marquer une fois pour toutes sa modernité et sa foi dans ses propres talents et ressources, ainsi que sa confiance dans la force de son identité, et l'on obtient un vote éminemment marqué par l'empreinte régionale.

L'énigme du vote agricole

Reste l'énigme du vote agricole. Oui ou non, les agriculteurs bretons ont-ils participé de la fronde paysane contre la PAC? Oui, pense Alexis Gourvennec, leur leader, fils d'agriculteur et meneur charismatique des révoltes tumultueuses de 1961 devant la préfecture de Morlaix, surnommé aujourd'hui «paysan-directeur-général», au regard de ses titres dans de nombreuses sociétés. Oui à 60 % ou 70 %, dit-il, en se gardant de préciser sa position personnelle, tout juste un certain embarras devant ce référendum *«prématuré»*, qui ne laisse aucun recul pour juger des premiers effets de l'ouverture du grand marché.

Oui, parce que les légumiers, importants dans le Léon et jusqu'alors plutôt prospères, risquent de subir aujourd'hui la concurrence des céréaliers ou des laitiers, contraints par la PAC de geler certaines productions et de se tourner vers le légume. Oui, parce qu'au-delà d'une conjoncture difficile les prévisions économiques sont sinistres et prévoient, à l'horizon 2000, la disparition de la moitié des vingt mille exploitations agricoles installées dans le Finistère.

Mais Guillaume Roué, lui-même éleveur, ne tire pas du scrutin les mêmes conclusions. *«La situation difficile des agriculteurs, et notamment des légumiers, ne peut pas aboutir à repousser globalement la PAC! Il va falloir l'adapter, il va aussi falloir nous adapter. Cela fait des mois que les agriculteurs bretons sont préparés au changement. Je les crois très lucides, et conscients d'avoir une longueur d'avance.»* Pour Guillaume Roué, les paysans ont dit «oui» à l'Europe. Oui, parce qu'ils se sentent préparés à la compétition. Oui, parce qu'ils sont conscients des bénéfices procurés depuis nombre d'années par Bruxelles. Oui, parce que le milieu rural vit en symbiose et qu'on ne voit pas pourquoi les paysans (12 % de la population active du Finistère) se seraient à ce point démarqués par leur vote du reste de la population.

Entre Taulé, Roscoff et Plouzévédé, dans les vastes cuisines des fermes de granit gris, entourées de champs de choux-fleurs et d'artichauts, mille débats sur Maastricht ont enflammé les lieux. Installés à Saint-Pol-de-Léon, Alain Caroff et Odile, sa femme, ont choisi de dire «non», quitte à surprendre leurs parents, cultivateurs à la retraite, persuadés que l'Europe, *«c'est évidemment l'avenir»*. Paul Kerbrat, qui a sacrifié quelques champs pour faire un beau camping près de la plage Sainte-Anne, a dit «oui», persuadé que *«ce sera dur, mais qu'en bons Léonards, on saura résister»*.

Personne en tout cas ne s'avoue déçu. On vous parle de panache, de courage, d'élan. On cite le *«vote breton»*, le *«tempérament breton»*, voire *«le talent breton»*. Xavier Grall n'est pas loin mais Guillaume Roué garde les pieds sur terre : *«Attendons de voir comment Bruxelles récompensera ce «oui» breton des plus légitimistes!»* Un si beau vote mérite bien récompense, non?

ANNICK COJEAN

□ **Annulation de deux élections cantonales.** – Le tribunal administratif de Caen (Calvados) a annulé, mardi 29 septembre, l'élection cantonale de Bourguébus, qui avait vu, le 29 mars, la victoire de M. Claude Peschard (div. d.), avec 100 voix d'avance sur le conseiller général sortant, M. Jean-Claude Carabeufs (PS). Le tribunal a annulé le second tour du scrutin en raison de la diffusion entre les deux tours d'un tract contenant des *«insinuations diffamatoires»* envers le candidat socialiste dont *«M. Peschard reconnaît avoir été le rédacteur»*. D'autre part, l'élection cantonale d'Argenton (Indre), qui avait vu la victoire au premier tour, avec une majorité absolue de une voix, de M. André Advenier (UDF), conseiller sortant, a été annulée par le tribunal administratif de Limoges à la suite d'un recours déposé par le candidat du PS, M. Daniel Dufour. Un bureau avait été omis dans le décompte des résultats et, dans un autre bureau, une urne contenait un bulletin de plus que le nombre de votants.

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le procès du trio à la 205 rouge devant la cour d'assises de l'Isère

Force et fragilité du témoignage

La jeune femme violée par trois hommes descendus d'une 205 GTI rouge, le 13 août 1988, à Rillieux-la-Pape (Rhône), a déposé mardi 29 septembre devant la cour d'assises de l'Isère, qui avait pour la circonstance, ordonné un huis clos. Rarement appliquée, cette procédure permet d'empêcher l'accès de la salle au public tout en autorisant la présence de la presse, qui peut rendre compte.

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

Frêle silhouette crispée à la barre des témoins, Nathalie s'exprime d'une voix monocorde, froide et sans intonation : *« Je rentrais seule en voiture vers 2 h 30. J'ai aperçu une 205 GTI rouge. Ils me suivaient. Ils m'ont fait une queue de poisson à Rillieux. Ensuite, un des hommes est sorti, m'a enlevée de mon véhicule pour me mettre violemment dans leur voiture. J'ai vu trois hommes cagoulés* (...). *Ils m'ont mis une veste sur la tête pour que je ne voie rien. J'ai pensé que j'allais être violée et tuée. Tous les trois ont abusé de moi à plusieurs reprises. Ensuite, je suis partie, mais j'avais peur qu'ils me tirent dans le dos. Il y avait un grand, un moyen et un petit gros. Le grand, le chef, m'a menacée souvent de m'égorger. »*

Les yeux fixés sur la cour, la jeune femme s'arrête. *Elle a tout* dit, calmement, sobrement, presque sèchement. Et c'est sur le même ton monocorde qu'elle répond aux questions du président. A aucun moment elle ne désigne formellement les trois hommes qui l'écoutent silencieusement dans le box des accusés, le regard rivé sur elle. Les agresseurs avaient des cagoules. Pourtant, le peu qu'elle a *aperçu laisse une impression accablante* pour les accusés. L'addition de nombreux détails, parfois infimes mais concordants, ébranle le raisonnement rigoureux de la défense, qui s'insurge contre les témoignages trop vagues. Le petit gros avait une petite moustache au-dessus d'un petit menton. Un autre avait un pantalon à carreaux, le troisième un pantalon bleu foncé. Et, petit à petit, se forme le portrait d'un trio dont l'aspect offre d'étranges coïncidences avec celui des accusés.

La jeune femme est allée s'asseoir dans la salle lorsque le président lit sa déposition faite peu après les faits. En l'interrogeant, les enquêteurs n'ont oublié aucun détail. Pendant cette lecture, au deuxième rang, un couple sanglote silencieusement. Ce sont les parents de Patrick Siguenza, tué froidement à Salaise-sur-Sanne, le 17 août 1988, par un homme descendu avec deux complices d'une 205 GTI rouge. Brusquement, le père laisse échapper : *« C'est pas des hommes, c'est des bêtes. »* Derrière eux, Nathalie reste de marbre comme pendant son supplice. *Dépité, le grand, le chef, avait dit : « C'est incroyable, elle n'a même pas pleuré. »* Le témoignage de la jeune femme est à l'image de l'ensemble du dossier.

« Construire un dossier »

Au deuxième jour des débats, l'audience apparaît comme une photo floue qui ne permettrait pas de percevoir nettement les détails. Mais les contours se forment peu à peu, *laissant dessiner des ressemblances troublantes et nombreuses.* Ainsi, M. Havard a vu, le 12 août, un homme qu'il désigne comme étant Didier Rossi, l'un des accusés. C'était le passager d'une 205 rouge garée sur le parking de la caserne des pompiers de Vienne. Il n'a pas bien vu le conducteur de la 205, mais il a vu sa silhouette monter avec Rossi dans une 505 *de couleur crème qui venait d'arriver.* Or, le deuxième accusé, Jean Winterstein, possède une 505 de couleur crème. En outre, il est établi que Michel Schmitt, Rossi et Winterstein avaient placé leur caravane dans un terrain de camping situé à quelques kilomètres.

Une foule de témoignages semblables constituent la base de l'accusation. La plupart sont même encore moins convaincants. Leur accumulation va-t-elle compenser leur faiblesse ? Pour la défense, *s'il* y a tant de détails troublants, c'est que l'on a voulu à tout prix *« construire un dossier »*. Et les avocats élargissent toutes les failles de l'accusation : M. Havard n'avait-il pas dit à l'instruction qu'il n'avait *« pas distingué les traits »* du passager de la 205 ? Comment peut-il affirmer ensuite qu'il s'agit de Rossi ? Et Nathalie n'a-t-elle pas vu des *« chaussures montantes »* aux pieds de l'un de ses agresseurs ?

C'est l'argument qui permet à Me Jacques Vergès d'affirmer que l'on a abandonné trop tôt la piste de trois légionnaires déserteurs. Deux d'entre eux viendront *témoigner* le 30 septembre, et la cour a, par ailleurs, ordonné plusieurs expertises pour vérifier des distances et des vitesses. Autant d'éléments qui apporteront de l'eau au moulin de la défense ou de l'accu*sation dans un dossier sans preuves* formelles, mais qui sera, en définitive, examiné sous la fragile lumière de l'intime conviction.

MAURICE PEYROT

Ancien trésorier national des Verts

M. Etienne Tête est condamné à six mois de prison avec sursis

M. Etienne Tête, ancien trésorier national des Verts, conseiller régional Rhône-Alpes et conseiller de la communauté urbaine de Lyon (COURLY), a été condamné, mardi 29 septembre, par le tribunal correctionnel de Lyon, à six mois de prison avec sursis et à 10 000 F d'amende pour escroquerie et fausse déclaration au préjudice de l'ASSEDIC du Rhône.

LYON

de notre bureau régional

M. Tête était accusé d'avoir omis de mentionner sa qualité de gérant dans deux sociétés, en remplissant des formulaires de demande d'allocation chômage, après avoir été licencié de son poste d'interne en gynécologie à l'hôpital Saint-Joseph, à Lyon, et d'avoir ainsi indûment perçu *131 852 francs d'indemnités (le Monde* du 25 juillet).

Au cours de l'audience du 23 juillet, M. Paul Weisbuch, procureur de la République, avait requis un an de prison ferme, mais, auparavant, M. Tête, ayant fait l'objet d'une *procédure de comparution immédiate,* avait subi une semaine de détention. Cette mesure judiciaire rigoureuse avait suscité une vive émotion dans les milieux politiques lyonnais. L'élu écologiste s'est en effet taillé une réputation d'opposant opiniâtre en introduisant, souvent avec succès, plusieurs recours devant le tribunal administratif sur des dossiers importants examinés par la COURLY, présidée par M. Michel Noir.

Après l'énoncé du jugement, M. Tête, qui avait plaidé *« l'erreur et la bonne foi »*, en affirmant avoir exercé ses fonctions de gérant « à titre bénévole », s'est rendu au greffe du tribunal pour interjeter appel. Cette démarche étant suspensive du jugement, il a fait part de son intention de *« continuer à exercer* [ses] *mandats électoraux »* (1). Se déclarant *« confiant »* sur l'issue d'une procédure qu'il entend mener jusqu'au bout, en saisissant au besoin la Cour européenne des droits de l'homme, M. Tête a estimé qu'il était *« victime d'une certaine logique »* et a fait observer qu' *« un militant d'un petit parti était traité comme un voleur d'oranges quand d'autres bénéficient de procédures contradictoires fort longues »*.

ROBERT BELLERET

(1) Aux termes de l'alinéa 2 de l'article L. 5, le code électoral dispose que : *« Ne doivent pas être inscrits sur la liste électorale* [les individus] *condamnés à une peine d'emprisonnement sans sursis ou à une peine avec sursis d'une durée supérieure à un mois* (...) *pour vol, escroquerie ou abus de confiance. »* Si sa condamnation en première instance était confirmée en appel puis, éventuellement, en cassation, M. Tête se trouverait frappé *de facto* d'inéligibilité.

SPORTS

FOOTBALL : la préparation de la compétition de 1998

Michel Platini et Fernand Sastre devraient assurer l'organisation de la Coupe du monde en France

Le ministre de la jeunesse et des sports, Mme Frédérique Bredin, a apporté son soutien, mardi 29 septembre, à une coprésidence du futur comité d'organisation de la Coupe du monde de football de 1998 par *Michel Platini, ancien capitaine* et sélectionneur de l'équipe de France, et Fernand Sastre, *ancien président de la Fédération* française de football (FFF).

Comme celui des Jeux olympiques d'Albertville, le comité d'organisation de la Coupe du monde française de 1998 a désormais toutes les chances d'être dirigé par un duo : Michel Platini et Fernand Sastre, après Jean-Claude Killy et Michel Barnier. L'annonce faite par Mme Bredin n'a certes *pas valeur d'intronisation officielle.* D'ici une quinzaine de jours, la Fédération française de football constituera, en accord notamment avec le ministère de la jeunesse et des sports, un comité d'organisation, également composé de membres de la fédération internationale (FIFA) et de personnalités. C'est au sein de ce groupe, dont la forme juridique et la taille restent à préciser, que seront élus les patrons de la future Coupe du monde.

En déclarant que *« Fernand Sastre et Michel Platini sont les deux coprésidents dont nous avons besoin »*, Mme Bredin ne laisse toutefois pas planer beaucoup de doutes sur la désignation des deux hommes. Comme s'il s'agissait d'apporter au plus vite la bénédiction gouvernementale à une union qui avait bien failli tourner à l'affrontement pour un poste unique. Les premiers grincements de dents avaient été provoqués par l'attitude de Michel Platini, *dès le mois de juillet. Démissionnaire* de son poste de sélectionneur de l'équipe tricolore, le jour même de la désignation de la France comme pays organisateur de la Coupe du monde (*le Monde* du 4 juillet), Michel Platini semble avoir tout de suite vu la compétition de 1998 comme un moyen de faire rebondir sa carrière, *une chance de devenir le Jean-*Claude Killy du football français et de se forger un profil inédit de décideur.

« Charisme et compétence »

Aussi la vedette ne pouvait-elle se contenter du rôle d'ambassadeur international auquel semblait vouloir le confiner la FFF. *« Je serai président du comité d'organisation de la Coupe du monde ou rien du tout »*, avait clamé Platini à l'hebdomadaire *Sport Plus* à la fin du mois d'août.

Cette déclaration avait irrité la fédération, car, si le joueur possède toujours une grande popularité, notamment à l'étranger, Michel Platini n'est pas Jean-Claude Killy. Le footballeur n'a jamais pu faire, comme l'ancien skieur, ses preuves dans les affaires. Il ne dispose pas d'une équipe structurée comme le triple champion olympique. Platini n'est ni un dévoreur de dossiers ni un fanatique des réunions. La perspective de le voir prendre dans ses seules mains l'énorme organisation que nécessite une Coupe du monde ne pouvait qu'inquiéter les autorités du sport français.

D'autant plus qu'une autre personnalité, même si elle avait précisé à plusieurs reprises qu'elle n'était pas en position de demandeur, s'imposait naturellement au sein du football français. Ancien président de la FFF de 1973 à 1984, Fernand Sastre est considéré comme le principal artisan de la victoire de la candidature française pour la Coupe du monde. Il a gagné la confiance de la FIFA et s'est forgé, au fil des ans, de solides amitiés politiques. Il est de plus l'homme de l'organisation sans faille de l'Euro 84, remporté par une équipe de France emmenée par Michel Platini.

Pour éviter que le dossier de *la* Coupe du monde ne s'enlise dans une interminable querelle de personnes, Michel Platini et Fernand Sastre se sont donc rencontrés, lundi 28 septembre, en présence de Jean Fournet-Fayard, le président de la FFF. Ils sont, semble-t-il, parvenus à un accord sur le principe du partage du pouvoir, assez rapidement pour que Mme Bredin puisse sans risque rendre public son soutien dès le lendemain. Le ministre a pu ainsi insister sur la complémentarité d'un duo qui associera *« charisme et compétence »*. Fernand Sastre apportera son expérience des grands dossiers, tandis que Michel Platini fera profiter le comité de son aura de vedette *internationale. En espérant rencontrer la* même réussite que le tandem Barnier-Killy.

JÉROME FENOGLIO

Incertitude autour du Grand Stade

L'un des premiers dossiers que devra aborder le futur comité d'organisation de la Coupe du monde de football de 1998 concerne le Grand Stade *de la région parisienne, qui n'a* jamais vu le jour malgré des premiers projets qui remontent à... 1924. En février 1991, la ville nouvelle de Sénart a été officiellement désignée par Michel Rocard pour accueillir cette *enceinte de 80 000 places, dont* la construction est imposée par le cahier des charges de la FIFA. Pour le premier ministre de l'époque, cette implantation dans une ville nouvelle et en Seine-et-Marne contribuait au rééquilibrage de la région parisienne vers l'est et le sud. Mais depuis quelques mois, le projet de Sénart a accumulé les handicaps: le président du *conseil général,* M. Jacques Larché (UDF), semble rechigner à participer au financement d'un ouvrage pour *lequel l'Etat souhaite limiter* ses dépenses aux infrastructures de transport. L'emplacement du stade n'a pas suscité beaucoup d'enthousiasme du côté des investisseurs privés.

Depuis l'attribution de la *Coupe du monde à la France,* une commune de l'ouest parisien, Nanterre, a donc repris l'initiative pour provoquer une remise en cause du choix de Sénart. Bien soutenue par la puissance financière du conseil général des Hauts-de-Seine, présidé par M. Charles Pasqua (RPR) et par M. Michel Sapin, ministre des finances et conseiller municipal (PS) de la ville, cette candidature semble aujourd'hui en mesure de faire pencher le choix imminent de M. Bérégovoy en sa faveur.

Selon le projet de la société d'économie mixte du département, la SEM 92, le Grand Stade prendrait place au bord de la Seine, non loin de l'île de Chatou, sur l'axe historique qui commence au Louvre et passe par l'Étoile et la Grande Arche. L'enceinte ne serait plus réservée, comme à Sénart, aux épreuves sportives, *mais polyvalente,* ouverte à toutes sortes de manifestations, ce qui faciliterait son amortissement par les investis*seurs privés,* également attirés par un échange de leur participation contre des surfaces de bureaux. Mardi 29 septembre, le maire de Nanterre, Mme Jacqueline Fraysse-Cazalis (PC), s'est inquiétée des conséquences de ce financement par le privé. Elle a réclamé un financement *« massif »* de l'Etat. *« Je suis pour le Grand Stade,* a-t-elle expliqué. *La France devrait d'ailleurs l'avoir depuis longtemps. Mais si l'Etat ne le finance pas à hauteur suffisante, le projet sera irréalisable, à Nanterre ou ailleurs, et il causera le maximum de désagréments. »*

J. Fe.

RUGBY : la tournée des Springboks en France

Mme Bredin proteste contre l'absence de joueurs noirs dans l'équipe d'Afrique du Sud

Mme Frédérique Bredin, ministre de la jeunesse et des sports, a vivement protesté, mardi 29 septembre, contre l'absence de joueurs noirs au sein de l'équipe d'Afrique du Sud de rugby, en tournée en France, en annonçant qu'elle n'assisterait à aucun de ses matches. Mme Bredin, qui devait se rendre à Bordeaux, samedi 3 octobre, pour la rencontre inaugurale de cette tournée, avait en effet insisté auprès des dirigeants sud-africains, *via* la Fédération française de rugby (FFR), pour réclamer la présence symbolique d'un joueur noir dans la sélection arrivée mardi matin à Paris. *« C'est une tournée importante, historique. Elle marque le retour de l'Afrique du Sud sur la scène internationale,* a expliqué le ministre. *C'est normal que l'on soit attentif à ce qu'il y ait une mixité réelle. S'il se confirme que la « dé-ségrégation » est en devenir mais qu'elle n'est pas réelle, c'est très simple, je n'irai pas aux matches. »*

Interrogé sur la requête du gouvernement français, M. Abie Malan, le manager sud-africain, a indiqué que *« cette demande a été faite de manière beaucoup trop tardive ». « Nous avons été informés de ce souhait deux heures seulement avant notre départ »*, a déclaré M. Malan, qui a ajouté que les joueurs de l'équipe de rugby sud-africaine étaient sélectionnés selon leur valeur.

□ **Qualification d'Auxerre en Coupe de l'UEFA.** – L'AJ Auxerre s'est facilement qualifiée pour le *deuxième tour de la Coupe de* l'UEFA en écrasant les Bulgares de Lokomotiv Plovdiv, 7 à 1, mardi 29 septembre. Lors du match aller, Auxerre avait fait match nul 2 à 2 à Plovdiv.

□ **BASKET-BALL : « Magic » Johnson *revient.*** – Earvin *« Magic »* Johnson, héros et capitaine du « dream team » américaine, championne olympique à Barcelone, a déclaré *mardi 29 septembre* qu'il était prêt à revenir au basket professionnel cette saison au sein des Los Angeles Lakers, l'équipe avec *laquelle il* a conquis en douze ans cinq titres du championnat américain (NBA). Le joueur s'était retiré de la compétition en novembre *1991* après avoir annoncé être porteur du virus du sida. Il a reconnu qu'il prenait un risque pour sa santé. – *(AFP, AP.)*

Dans une lettre aux parlementaires

Des universitaires demandent le report de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal

Dans une lettre adressée, mardi 22 septembre, aux présidents des commissions des lois et des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat, quarante-trois universitaires, spécialistes du droit pénal s'inquiètent de l'entrée en vigueur *« précipitée »* du nouveau code pénal, prévue pour le 1er mars 1993.

« La mise en application aussi précipitée d'un texte de cette importance n'est jamais intervenue en France, où des délais d'au moins une année sont réservés à la prise de contact avec les textes nouveaux de cette nature », notent les universitaires, qui estiment qu'un délai aussi bref les *« prive de la possibilité de remplir correctement la mission qui est la leur au service du droit. »*

La date du 1er mars 1993 leur paraît en *outre mal choisie puisque* la formation continue offerte aux professionnels de la justice ne peut se faire en cours d'année pour des raisons de droit budgétaire et de gestion du personnel enseignant. Ces difficultés, selon eux, se retrouveront dans les écoles professionnelles, qu'il s'agisse de l'Ecole nationale de la magistrature, des diverses écoles de police, ou de l'Ecole des greffes. *« Il existe un risque sérieux en pratique,* concluent-ils, *pour que la mise en vigueur du code pénal ne se traduise, du fait de l'insuffisante formation de ceux qui auront à l'appliquer, par une insécurité juridique dans une matière qui concerne au premier chef la liberté. »*

Les signataires de cette lettre qui demande que l'entrée en vigueur de ce texte soit reportée au 1er octobre 1993, voire au 1er juillet 1994, sont des professeurs et maîtres de conférences de droit pénal et des directeurs d'instituts de criminologie et d'instituts d'études judiciaires de facultés de droit parmi lesquels : MM. Jacques Borricand (Aix-Marseille-III), Michel Cabrillac (Montpellier-I), Paul Corlay (Paris-I), Philippe Delebecque (Aix-Marseille-III), Raymond Gassin (Aix-Marseille), Jean-Pierre Gridel (René-Descartes), Wilfrid Jeandidier (Aix-Marseille), Pierre Julien (Nice), Jean Néret (Paris-XII), Jacques Normand (Reims), Jean Penneau (Paris-XI), Yves Serra (Perpignan) et Jean-François Seuvic (Nancy). On y trouve aussi les noms de MM. Pierre Bouzat, doyen honoraire (Rennes), Albert Chavanne, président de l'Association française de droit pénal, André Decoq, doyen honoraire (Lyon), Roger Merle, ancien président de l'Association internationale de droit pénal, Bernard Schütz, ancien doyen (Besançon), Jean-Claude Soyer, directeur de l'Institut de criminologie de Paris, et de Mme Michèle Laure-Rassat (Paris-XII).

□ **Affaire Urba : perquisitions à *Marseille.*** – *Des inspecteurs du* SRPJ de Lyon, agissant sur commission rogatoire dans le cadre de l'affaire Urba, ont procédé mardi 29 septembre à des perquisitions aux sièges marseillais de plusieurs sociétés. Des documents ont été *saisis, mais aucune interpellation* n'a eu lieu. Une quarantaine de personnes, essentiellement des dirigeants d'entreprise du secteur du bâtiment et travaux publics, devraient être entendues par les policiers dans les prochains jours. Ces perquisitions *s'inscrivent* dans le cadre de l'affaire du tunnel Prado-Carenage, mise au jour en 1989 et liée à l'affaire des fausses factures du Sud-Est dans *laquelle* était impliqué le bureau d'études socialiste Urba-Gracco.

ÉDUCATION

M. Patrick Hervé élu président de l'université de la Réunion

M. Patrick Hervé, professeur de mécanique, vient d'être élu président de l'université de la Réunion. Il remplace M. Michel Carayol, dont le mandat arrivait à son terme.

[Né en 1944 à Bordeaux (Gironde), M. Patrick Hervé a été successivement chargé de cours (1972), assistant (1974), puis maître de conférences à l'université *de la Réunion. Responsable du départe*ment de physique de cette université (1977), vice-doyen de la faculté des sciences et responsable du service d'accueil, d'orientation et d'insertion professionnelle (1981), il était, depuis 1991, vice-président de l'université de la Réunion. M. Hervé est docteur ès sciences, mention mécanique (1983).]

M. Bob Injey à la tête de l'UNEF

M. Bob Injey, vingt-neuf ans, a été élu président de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), syndicat étudiant proche du *Parti* communiste, samedi 26 septembre, lors d'un collectif national.

Etudiant en maîtrise de sciences politiques à l'université Paris-VIII (Saint-Denis) et secrétaire national de l'UNEF depuis mai 1990, *M. Injey succède à M. Olivier* Meïer, qui dirigeait l'organisation depuis 1988. Titulaire d'une maîtrise de physique, M. Meïer étudiait également l'arabe à l'université Paris-VIII et vient d'obtenir un stage à l'Institut français d'études arabes de Damas, en Syrie.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

La lutte contre la Mafia

L'un des tueurs présumés du juge Borsellino a été arrêté

ROME

de notre correspondante

Il s'appelle Vincenzo Scarantino. Il a vingt-sept ans. A voir les photographies, c'est un jeune père de famille comme il y en a tant dans le vieux *quartier de la Guadagna*, à la périphérie de Palerme. A cela près que depuis son arrestation, il y a deux jours, l'Italie tout entière n'ignore plus rien de celui que les enquêteurs tiennent pour le principal artificier de la tragédie de la Via d'Amelio, qui le 19 juillet avait coûté la vie au juge anti-Mafia Paolo Borsellino et à cinq membres de son escorte, dévastant au passage tout un quartier de la capitale sicilienne.

Avec cette arrestation de Vincenzo Scarantino, la première semble-t-il d'un exécutant d'un grand attentat de la Mafia identifié avec précision, la police vient peut-être de marquer un point décisif dans une enquête qui piétinait jusqu'ici sans grand espoir, après plusieurs *fausses pistes dont l'une menait en* Allemagne et l'autre au Liban. D'après les premières informations qui circulent, Scarantino aurait été «donné» par deux autres petits délinquants siciliens, auteurs du vol de l'auto destinée à être piégée et arrêtés pour une histoire de mœurs.

Avec l'assentiment de dix «familles»

Le jour de l'attentat, il aurait été aidé matériellement par deux ou trois autres complices. L'ordre de faire tuer le juge Borsellino serait venu d'une «famille» palermitaine, mais n'aurait été exécuté qu'avec l'assentiment de dix autres «familles». Enfin, les enquêteurs n'excluent pas que les exécutants de l'attentat contre le juge Borsellino puissent être les mêmes que ceux qui ont fait sauter, deux mois plus tôt, la voiture du juge Falcone et celle de son escorte sur l'autoroute, entre Palerme et l'aéroport.

M.-C. D.

MÉDECINE

En conclusion d'une réunion au siège de l'Organisation mondiale de la santé

Les spécialistes estiment qu'il n'y a pas d'épidémie de «sida sans virus»

Les mystérieux cas de «sida sans virus», révélés lors de la dernière conférence internationale sur le sida d'Amsterdam (*le Monde* du 25 juillet), n'ont *a priori* rien d'inquiétant. Telle est, en substance, la conclusion d'une réunion organisée les 28 et 29 septembre au siège de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à Genève, et à laquelle participaient quelques-uns des meilleurs spécialistes mondiaux du sida.

A ce jour, et après enquête menée par trente-neuf institutions scientifiques dans vingt et un pays des cinq continents, moins de cent cas d'immunodépression grave semblables cliniquement et biologiquement au sida ont été recensés. Dans tous ces cas, il n'a jamais été possible de retrouver la moindre trace du virus du sida. Selon le docteur Michael Merson, *directeur du programme mondial de* lutte contre le sida à l'Organisation mondiale de la santé, ce nombre de cas très peu élevé, en comparaison des 11 à 13 millions de personnes actuellement infectées par le VIH vivant dans le monde, conduit à penser qu'il ne s'agit pas d'une nouvelle épidémie d'immunodépression grave due à un nouvel agent causal.

A l'OMS, on ajoute : *«Rien n'indique à l'heure actuelle que ces cas soient provoqués par un nouveau virus analogue au VIH ou par tout autre agent infectieux qui pourrait être transmis par le sang et les produits sanguins.»* Fait intéressant, chez plus de 60 % des patients, on retrouve des infections fongiques à cryptococcose dont on sait qu'il peut provoquer des déficits en lymphocytes T4.

«Aucune preuve formelle»

Le docteur Merson nous a déclaré que, même si dans certains de ces cas on parvenait dans le futur à isoler des particules virales, *«il resterait ensuite à démontrer que celles-ci sont bien la cause de l'immunodépression et non une conséquence, voire une simple coïncidence»*. Au cours de la réunion, le docteur David Ho (Aaron Diamond Aids Research Center) – l'un des chercheurs qui, à Amsterdam, semblait être le plus convaincu de l'existence d'un nouveau virus – a expliqué qu'il ne comprenait toujours pas la signification de l'activité reverse transcriptase importante observée chez certains de ses patients atteints d'immunodépression. Parmi les hypothèses envisagées, hormis celle d'un nouveau rétrovirus, le docteur Ho retient l'apparition d'un segment endogène d'ADN qui se comporterait comme un rétrovirus.

Selon l'OMS, *«il se pourrait que l'on puisse en définitive attribuer certains de ces cas inexpliqués d'immunodépression sans infection à VIH à un déficit transitoire des globules blancs, à des infections telles que la tuberculose ou à des conditions génétiques.»* Quelques travaux préliminaires – comme ceux du docteur Sudhir Gupta (université de Caroline du Sud) – font cependant état de l'existence de micro-organismes dans un très petit nombre de cas, mais, ajoute-t-on à l'OMS, *«ils n'ont pas été encore reproduits dans d'autres laboratoires et leur rôle, s'ils en ont un, n'est pas clair. Aucune preuve formelle de l'existence d'un nouveau virus capable de provoquer une immunodépression n'a, en tout cas, pu être apportée.»*

«L'important, nous a déclaré le docteur Jean-Baptiste Brunet (Centre européen pour la surveillance épidémiologique du sida), qui participait lui aussi à la réunion, *est qu'il n'existe aucun élément de nature épidémiologique faisant penser que l'on est en présence d'un phénomène épidémique. En particulier, l'analyse des cas effectuée par le centre de contrôle des maladies d'Atlanta a permis de montrer que l'on ne retrouve pas de déficit semblable dans l'entourage des malades, y compris chez leurs partenaires sexuels.»*

FRANCK NOUCHI

Une précision de M. Kouchner sur les prélèvements de cornée

Dans une lettre adressée le 21 septembre aux préfets de région et aux directeurs régionaux et départementaux des affaires sanitaires et sociales, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé, rappelle que, dans les cas de prélèvements de cornée, le consentement de la famille *«n'est évidemment envisageable que si celle-ci a pu être jointe dans les délais permettant le prélèvement»*, soit, en pratique, dans les six heures suivant le décès du donneur potentiel.

Ces nouvelles instructions répondent aux inquiétudes manifestées par certains ophtalmologistes, notamment par le professeur Luc Durand, de l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon, qui, à la suite d'une précédente circulaire ministérielle, estimaient que l'impossibilité de joindre la famille interdisait tout prélèvement (*le Monde* du 15 septembre). *«Une enquête auprès des ophtalmologistes des centres hospitalo-universitaires,* souligne M. Kouchner dans sa lettre, *confirme un arrêt quasi total des greffes de cornées à l'hôpital, alors que les cas urgents créent des situations très préoccupantes»* et que *«2 000 mal-voyants ou aveugles attendent aujourd'hui sans espoir un greffon cornéen»*.

□ **Faible mobilisation lors de la manifestation des infirmières à Paris.** – Trois cents à quatre cents personnes ont défilé, mardi 29 septembre, dans les rues de la capitale, à l'appel de la Coordination nationale des infirmières (CNI). Les responsables du mouvement, qui réclament chaque année depuis 1988 des créations de postes et une *«revalorisation globale»* de la profession, ont été reçus dans l'après-midi par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé, qui avait confirmé lundi 28 septembre l'application des accords signés en 1991 par son prédécesseur avec certaines organisations syndicales (voir *le Monde* du 30 septembre). Ayant jugé l'entrevue *«décevante»*, les infirmières ont appelé *«tous les personnels de santé»* à une nouvelle manifestation, le 8 octobre.

DÉFENSE

Au centre d'essais en vol de Brétigny-sur-Orge (Essonne)

Le Rafale est présenté au ministre allemand de la défense

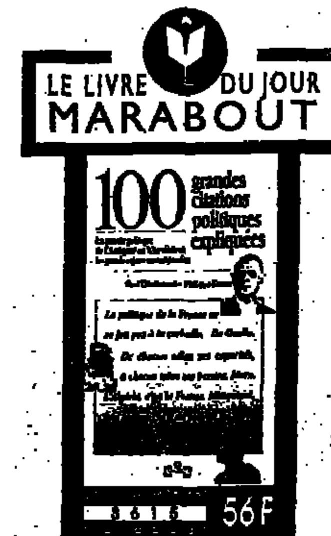
A sa demande, le ministre allemand de la défense, M. Volker Ruhe, qui participait au colloque international de stratégie organisé à Paris, s'est fait présenter, mardi 29 septembre, l'avion de combat Rafale C01 au centre d'essais en vol de Brétigny-sur-Orge (Essonne).

Cette démonstration, en vol et au sol, lui a été faite par la délégation générale pour l'armement et *par les quatre industriels* associés au programme (Dassault, Thomson, SNECMA et Matra). M. Ruhe n'a fait aucun commentaire pendant les exposés auxquels il avait été convié.

L'Allemagne s'est retirée du projet EFA (European Fighter Aircraft) d'un avion conçu, à l'origine, en coopération avec la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Espagne, en mettant en avant des considérations financières. Elle a ensuite proposé à ses partenaires de développer un avion moins ambitieux. C'est en novembre prochain que devrait être discutée cette initiative. Si l'Italie et l'Espagne donnent l'impression de suivre la proposition allemande, le Royaume-Uni, en revanche, a *fait savoir qu'il préférerait* continuer seul le programme EFA.

En accédant à la demande de M. Ruhe de voir le Rafale, la France, outre qu'elle répond à la requête de son principal partenaire en Europe sur les problèmes de sécurité commune, cherche apparemment à connaître les véritables intentions de l'Allemagne en matière de coopération sur l'aviation de combat à un moment où – comme le montrent les difficultés actuelles sur la navette Hermès ou les hélicoptères armés – Bonn révise à la baisse ses engagements technologiques à long terme.

□ **Des missiles français Apache pour l'Allemagne.** – L'Allemagne vient de choisir le missile air-sol Apache de Matra pour armer les avions de combat Tornado de la Luftwaffe. Pour mener à bien l'adaptation de ce missile, le groupe français Matra, qui a le groupe Aérospatiale comme principal coopérant, devra être associé au groupe allemand Messerschmitt-Bolkow-Blohm (MBB) du consortium aéronautique DASA. L'Apache est un missile tiré à distance de sécurité (140 kilomètres), conçu pour être furtif (moins détectable par des radars) et d'une grande précision à l'impact sur l'objectif. Ce missile aéroporté a été adopté par la France, qui en équipera ses Mirage 2000 et ses Rafale dès 1996.



Suppression de 840 emplois chez Dassault en 1993

Le groupe Dassault-Aviation a convoqué un comité central d'entreprise pour le mardi 6 octobre, au cours duquel M. Serge Dassault doit présenter une nouvelle étape de son plan d'adaptation des effectifs pour *l'année 1993. Au total*, quelque 840 personnes, notamment sur les sites de recherche, de développement et d'essais, sont concernées. Le groupe, qui comptait 16 500 personnes en 1986, à la date de la mort de Marcel Dassault, réunit à ce jour moins de 11 000 salariés. Selon la direction, ce plan de réduction des effectifs comprend, à l'exclusion de licenciements et de toute fermeture de sites industriels, des départs volontaires en préretraite et en congé de fin de carrière, ainsi que des reclassements.

Dès 1986, M. Serge Dassault, succédant à son père, avait lancé des études pour adapter les effectifs à la charge prévisible de travail dans les usines. Le plan qui a alors été édicté a prévu la fermeture de certains établissements – ces mesures ont toutes été déjà prises et annoncées – et une réduction progressive des effectifs étalée entre 1989 et 1993. Les quelque 840 emplois supprimés l'an prochain constituent une étape attendue dans l'application de ce plan à long terme.

En 1992, Dassault-Aviation devrait connaître un certain ralentissement de ses activités, avec la stagnation des ventes d'avions civils Falcon, les incertitudes sur le sort de la navette européenne Hermès, la réduction des commandes passées par Fokker (il s'agit d'une sous-traitance portant sur la fabrication de cellules de Fokker-50 par Dassault) et avec la mévente du *Mirage-2000 à l'exportation. Par* ailleurs, le groupe privé attend le contrat d'industrialisation (les outillages et les liasses de la production en série) du nouvel avion *de combat Rafale*, que l'Etat doit signer en octobre.

NOMINATIONS

A la préfecture de police de Paris

M. Guy Coquet nouveau patron de l'IGS

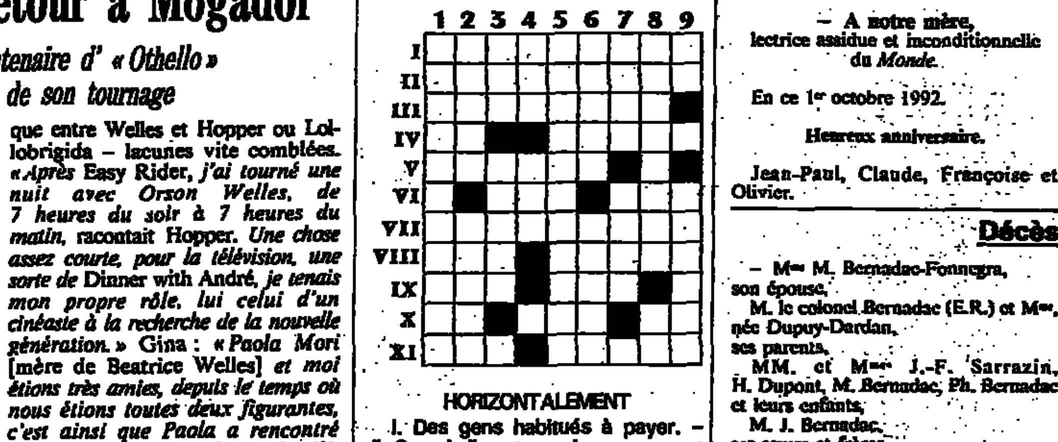
La «police des polices» parisienne a un nouveau directeur, M. Guy Coquet, cinquante-sept ans, qui prend, jeudi 1er octobre, ses fonctions de directeur de l'Inspection générale des services (IGS). Il remplace M. Pierre-Jean Camborde, admis à la retraite en juillet.

L'IGS est chargée, sur le ressort de la préfecture de police de Paris, des enquêtes disciplinaires et, sur réquisition du parquet, des enquêtes judiciaires impliquant des policiers. Le contrôleur général Guy Coquet était, depuis 1988, le «patron» de la sous-direction des affaires économiques et financières de la PJ parisienne.

EN BREF

□ **Le docteur Patrick Wallet nouveau président de l'Association française des hémophiles.** – Le docteur Patrick Wallet, âgé de trente-sept ans, a *été élu*, le vendredi 25 septembre, président de l'Association française des hémophiles (AFH). M. Wallet, qui était vice-président de l'AFH, remplace M. Bruno de Langres.

□ **Grève à l'Office de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).** – Des agents de l'Office de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) sont en grève depuis lundi 28 septembre. Ils protestent contre la non-parution des décrets d'application de la loi de décembre 1991 qui a prévu leur titularisation dans la fonction publique et contre la non-reconduction de quarante-deux contrats à durée déterminée. La direction de l'Office justifie cette mesure par le fort ralentissement du nombre des dossiers de demande d'asile à traiter. Elle observe que le mouvement ne touche qu'une minorité des 450 employés, dont la moitié le sont à titre précaire.



CULTURE

Orson Welles : retour à Mogador

Célébration du quarantenaire d' « Othello » sur le lieu même de son tournage

ESSAOUIRA (Maroc)

correspondance

Il y a quarante ans, Essaouira s'appelait Mogador, le Maroc était sous protectorat français, ce qui n'empêcha pas *Othello* – tourné en partie à Mogador au début de l'été 1949 – d'Orson Welles de remporter la Palme d'or au Festival de Cannes en 1952 sous la bannière marocaine. Disciple et ami du critique Jean-Louis Bory, à qui il fit mieux connaître le cinéma maghrébin, le réalisateur et producteur Abdou Achouba entendait bien ne pas laisser passer l'occasion : ce quarantenaire serait célébré à Essaouira.

Abdou Achouba a mis huit mois (mais il y pensait depuis 1985) a organiser l'opération, appuyé par André Azoulay, conseiller économique auprès du roi Hassan II, qui fut, à neuf ans, figurant dans le film de Welles *(« avec un petit pain au chocolat en guise de cachet quotidien »)*, collaborant étroitement avec la fille du cinéaste, Beatrice Welles-Smith : inauguration par le prince héritier Sidi Mohammed d'une place Orson-Welles au pied des remparts; exposition de photographies et de maquettes des décors conçus par Alexandre Trauner; symposiums, ouverts au public, réunissant divers collaborateurs ou exégètes de l'auteur de *Citizen Kane*; concert-hommage donné par Richard Horowitz (qui mit aussi en musique le *Thé au Sahara* de Bertolucci); projection, enfin, d'*Othello*.

Les célébrations avaient attiré Béatrice Welles, Julian Schlossberg, responsable de la restauration du film *(le Monde* du 14 mai), Suzanne Cloutier (Desdémone), la femme d'Alexandre Trauner (celui-ci, fatigué, ne put faire le voyage), George Fanto, l'un des chefs opérateurs d'*Othello*, Keith Baxter, le prince Henry de *Falstaff*, Peter Cowie, directeur de l'hebdomadaire *Variety*, et Frank Brady, tous deux biographes d'Orson Welles. Ainsi que Dennis Hopper et Gina Lollobrigida.

Les journalistes présents avaient beau solliciter leur mémoire, ils ne trouvaient aucun lien filmographique entre Welles et Hopper ou Lollobrigida – lacunes vite comblées. *« Après* Easy Rider, *j'ai tourné une nuit avec Orson Welles, de 7 heures du soir à 7 heures du matin*, racontait Hopper. *Une chose assez courte, pour la télévision, une sorte de* Dinner with André, *je tenais mon propre rôle, lui celui d'un cinéaste à la recherche de la nouvelle génération. »* Gina : *« Paola Mori* [mère de Beatrice Welles] *et moi étions très amies, depuis le temps où nous étions toutes deux figurantes, c'est ainsi que Paola a rencontré Orson... Orson a tourné pour la télévision un portrait de moi, et de Rome à travers moi. Ce documentaire-hommage a été volé par un* « cameriere » *de l'Hôtel Ritz; maintenant que les affaires des ayants droit d'Orson sont plus au clair, je suis venue pour obtenir de Beatrice la récupération de mes droits sur ce film. »*

Une promenade dans Essaouira était ponctuée de repères wellesiens : ici, le marché aux poissons; là, les remparts battus par le vent – un vent que Welles tenait tant à conserver qu'il réenregistra tout le dialogue en studio; là encore, les boutiques des tailleurs juifs qui firent en moins de dix jours les costumes d'*Othello*, avec tant de talent, dit le folklore local, que lorsque les créations originales, retenues en Italie pour non-paiement, parvinrent enfin à Mogador, Welles les réserva aux figurants du dernier rang.

La projection d'*Othello* eut lieu en plein air sur la grand-place, décorée d'une fresque peinte pour l'occasion – *« Vous avez vu la tête qu'ils m'ont faite? »* chuchotait Suzanne Cloutier avant de passer en revue douze habitants – les Souiris, qui furent figurants en 1949. La copie, toute neuve, n'était malheureusement pas sous-titrée – mais personne n'est à l'abri d'une erreur d'acheminement. Plus grave, plus évitable aussi, le vide immense laissé par des barrières métalliques entre les fauteuils des invités et la foule des Souiris. Ce fut la seule fausse note du voyage.

HENRI BÉHAR

MOTS CROISÉS

PROBLÈME № 5879

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									■
IV			■	■					
V							■		■
VI		■				■			
VII									
VIII				■					
IX				■				■	
X			■				■		
XI				■					

HORIZONTALEMENT

I. Des gens habitués à payer. – II. Quand elle est grande, est souvent mordue. – III. Des petits manèges. – IV. Mis en action. Souvent saisies par ceux qui vont boire la tasse. – V. Enguirlandais, par exemple. – VI. En France. Servie dans un pub. – VII. Qu'on ne sait pas par où saisir. – VIII. Possessif. Grandes quantités. – IX. Pas annoncée. Ville de Serbie. – X. Dieu pour Moïse. Fournit un fil très solide. Matière pour la bonne règle. – XI. Pas aimable. Eau courante.

VERTICALEMENT

1. Qui ont commencé à fondre. – 2. Parfois « saint » dans une bouteille. Une tête familière. – 3. Quant on y entre, on fonce. Panier percé. – 4. N'est pas comme de l'argent. Parfois en plein ciel. – 5. Qui n'ont pas été pesés. – 6. Deviennent tristes quand on les laisse tomber. Faire mauvais effet. – 7. Pas révélées. Dieux guerriers. – 8. Qui a peut-être été plantée. Un vague sujet. – 9. Pronom. « Exprimé » avec une certaine énergie.

Solution du problème n° 5878

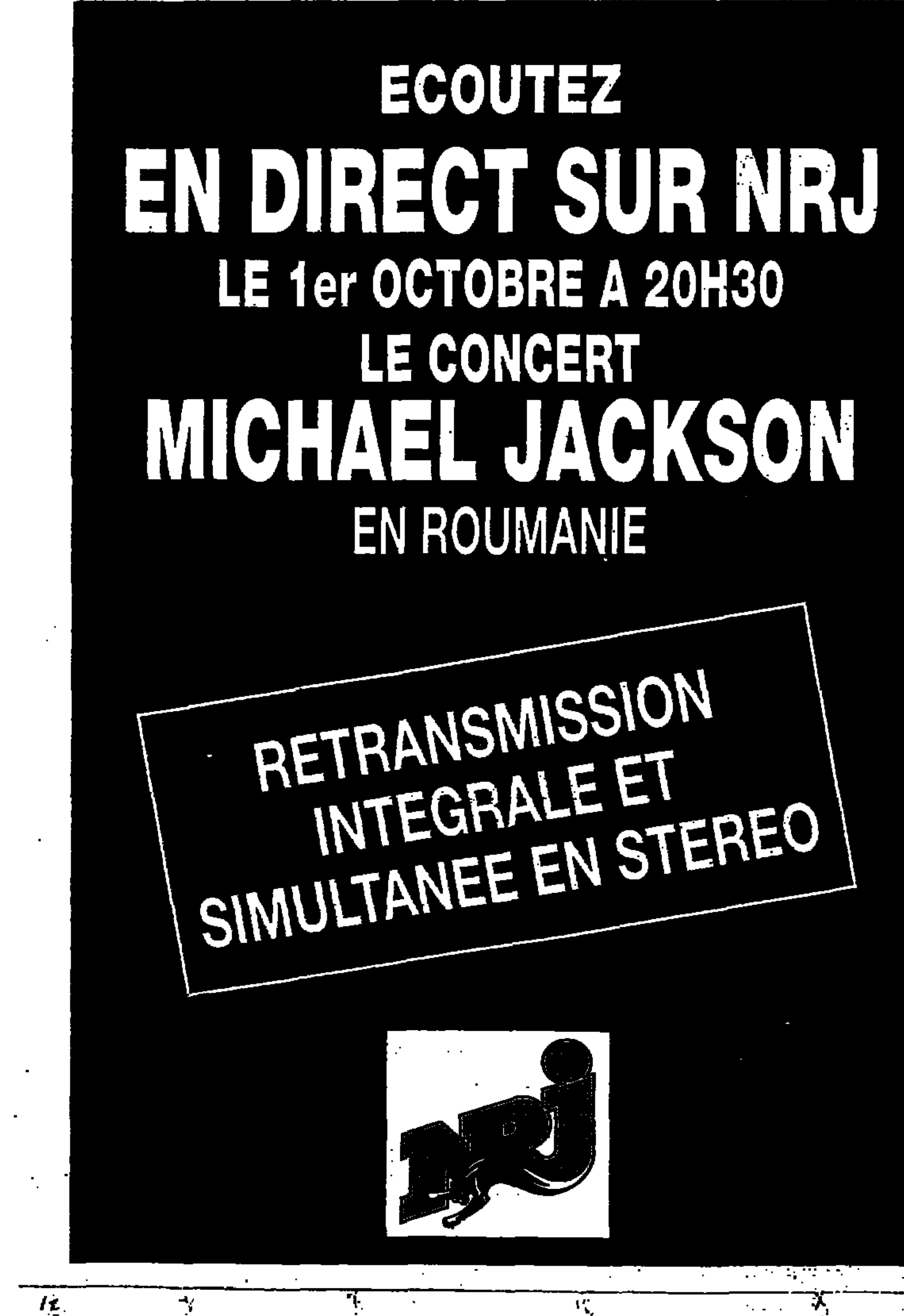
Horizontalement

I. Bariolés. – II. Epineuses. – III. Ris. Sets. – IV. Cosette. – V. En. Art. Dé. – VI. Suées. – VII. Une. Tua. – VIII. Etc. Fars. – IX. Tituberas. – X. Egérie. Té. – XI. Sérac. Nés.

Verticalement

1. Berceau. Tes. – 2. Apion. Neige. – 3. Riss. Setter. – 4. In. Eau. Cura. – 5. Œstres. Bic. – 6. Luette. Fée. – 7. Este. Star. – 8. Ses. Urate. – 9. Bécasses.

GUY BROUTY



CARNET DU Monde

Anniversaire de naissance

– A notre mère,
lectrice assidue et inconditionnelle
du *Monde*.

En ce 1er octobre 1992.

Heureux anniversaire.

Jean-Paul, Claude, Françoise et Olivier.

Décès

– Mme M. Bernadac-Fonnegra,
son épouse,
M. le colonel Bernadac (E.R.) et Mme,
née Dupuy-Dardan,
ses parents,
MM. et Mmes J.-F. Sarrazin, H. Dupont, M. Bernadac, Ph. Bernadac et leurs enfants,
M. J. Bernadac,
ses sœurs et frères,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jean-Marc BERNADAC,

survenu le 16 septembre 1992.

Les obsèques se sont déroulées dans la plus stricte intimité selon la volonté du défunt.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– M. et Mme Jack CIZAIN,
ses parents,

M. Julien Cizain,
son frère,
M. et Mme Félix Boscher
et leurs enfants,
Mme Claude Richart,
M. et Mme Jean Cizain
et leurs enfants,
ont l'immense douleur de faire part du décès de leur cher petit

Camille,

enlevé à leur affection le 28 septembre 1992, dans sa douzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 1er octobre, à 16 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Sceaux, où l'on se réunira.

24, rue Bertron,
92330 Sceaux.

– Alain et Elisabeth Farel,
Monique Farel-Laval et Michel

Pierre, David, Sarah, Marie et Julie,
ont la douleur de faire part du décès de

Gina FAREL,
née Lewin,

à son domicile le 29 septembre 1992.

Les obsèques auront lieu au cimetière du Montparnasse, le jeudi 1er octobre, à 16 heures.

Réunion porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

rue de Douai,
75009 Paris.

– Paris.

Mme Georges Harden,
née Yolande Boulanger,
sa mère,
M. et Mme Philippe Harden,
son frère et sa belle-sœur,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Daniel HARDEN,

qui s'est éteint le 24 septembre 1992, à l'âge de cinquante ans, au terme d'une longue maladie.

La bénédiction et l'incinération ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

41, boulevard de Montmorency,
75016 Paris.
34, rue de Nointel,
60600 Catenoy.

– Jean Delbecchi,
son époux,
Bruno Delbecchi,
M. et Mme Guy Delbecchi,
ses enfants,
Daniel, Geneviève et l'abbé Jean Springer,
ses frères et sœur,
Les familles Tomatis, Crevel, Ray, Sontag, Lagrange, Khairallah, Pleinet,
Tous ses amis et connaissances,
ont la tristesse de faire part du décès de

Thérèse DELBECCHI,
née Springer,
ancienne des Ames vaillantes,
membre de l'ACAT,

survenu le 27 septembre 1992, à l'hôpital de Bligny, à l'âge de soixante-deux ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 1er octobre, à 11 heures, en sa paroisse Saint-Saturnin à Antony, suivie de l'inhumation dans le cimetière communal.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons peuvent être adressés à l'ACAT et à l'Institut Curie.

Ils auront également une pensée pour leurs parents défunts

Charles et Germaine SPRINGER.

20, rue Jean-Moulin,
92160 Antony.

– Evie Casadesus,
Danièle Delorme,
Théote Grière,
ont la douleur de faire part du décès de leur mère

Andrée GIRARD,
veuve du peintre André Girard,

survenu le 28 septembre 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 2 octobre, à 14 heures, en l'église Saint-Séverin, Paris-5e, suivie de l'inhumation au cimetière de Saint-Hilarion (Yvelines).

Sont profondément unis dans la peine
François Jouan,
son frère
Et toute sa famille,
Yves Robert et Raymond Grière,
ses gendres,
Vincent et Ariane Lartigue,
Isabelle Lartigue,
Xavier et Evelyne Gélin,
Olivier, Carole et André Grière,
ses petits-enfants,
Nathalie, Nicolas, Jean, Claire, Hugo,
ses arrière-petits-enfants.

– **Ralph MANHEIM,**
traducteur,

né en 1907, à New-York, est mort le 26 septembre 1992, à Cambridge (Angleterre).

Il aimait Paris, où il vécut près de quarante ans.

De la part de
Julia Manheim,
Kate Mahneim-Foreman,
Nora Manheim-Savage, Jeremy, Hope,
Nicholas Magriel, Nada.

22, rue des Canches,
77760 Recloses.

[Né en 1907 à New-York, Ralph Manheim avait commencé son métier de traducteur de littérature allemande et française au début des années 30, lors de l'arrivée aux Etats-Unis des écrivains allemands fuyant le nazisme. En 1942, il reçut commande pour la version anglaise de *Mein Kampf*. Il fut le traducteur notamment de Bertolt Brecht et de Günter Grass, mais aussi de Karl Jaspers, Emile Durkheim, et plus récemment de Peter Handke. Dans le domaine français, il se spécialisa dans la littérature moderne, de Paul Valéry et Céline à Emile Ajar, Michel Tournier et Jean Rouaud (prix Goncourt en 1990). Lauréat du Genius Award de la Fondation MacArthur en 1983, il vécut longtemps à Paris et, depuis 1985, à Cambridge.]

– M. et Mme Jean-Yves Dubreuil,
ses enfants,
Renaud, Guillaume et Cédric,
ses petits-enfants,
Les familles Isely, Judas, Lucet et Martin,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges JUDAS,

survenu le 28 septembre 1992, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 1er octobre, à 10 h 15, au temple d'Issy-les-Moulineaux.

13, allée de l'Avenir,
94420 Le Plessis-Trévise.

– Dieu a rappelé à Lui, le 26 septembre 1992, le

professeur Clément LAUNAY,
officier de la Légion d'honneur,
membre de l'Académie de médecine,

et le 29 septembre

Mme Clément LAUNAY,
née Madeleine Ponancier.

De la part
Des familles Rouillard, Garcin et Demargne,
leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

– Le Comité d'études et de soins aux polyhandicapés (CESAP)
a le regret d'annoncer le décès de

M. le professeur Clément LAUNAY,
président fondateur et honoraire
du CESAP.

– M. Pierre Guillem,
président,
Le conseil d'administration,
Et les collaborateurs de La Mondiale,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Marc MILLON,
président d'honneur de La Mondiale,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
membre de l'Institut
des actuaires français.

Il a rejoint La Mondiale en 1935.

Il en a pris la direction générale en 1950, où, dans le contexte d'après guerre, il a su donner à la société les moyens d'un nouvel essor.

En 1975, il s'est vu confier la présidence qu'il a occupée jusqu'en 1980.

A son épouse et à sa famille, condoléances les plus vives et les plus sincères.

– Les docteurs Claude et Yvonne Dienstag,
ses enfants,
Philippe et Iris Plouvier,
Claire Dienstag,
Ariane Dienstag,
ses petits-enfants,
William et Laureen Plouvier,
ses arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme OSWALD-DIENSTAG,
née Raymonde Barue,

survenu le 25 septembre 1992, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

L'inhumation aura lieu le 30 septembre, à Montfermeil, dans le caveau de famille.

11, avenue des Pivoines,
93370 Montfermeil.

– Mme Perrine Hilbrandus Pot-Merlin,
M. et Mme Pot-De Hoog,
M. et Mme Pierre Merlin,
M. et Mme Hans Goedebuure,
M. et Mme Hans Pot-De Gier,
M. et Mme Fien Van't Sant,
M. et Mme Frédéric Louat,
M. et Mme Jean-Philippe Lacoste,
M. et Mme Frédéric Chiarelli,
Mlle Dorothée Merlin,
M. Jean-Paul Merlin,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Bram (Hilbrandus Geert) POT,

leur époux, fils, gendre, frère et beau-frère,

survenu brutalement le 24 septembre 1992, à l'âge de trente-trois ans.

5, rue de la Perle,
75003 Paris.
Diephuisstraat 122,
3053 TT-Rotterdam.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mlle Françoise REILLE-SOULT de DALMATIE,

survenu le 28 septembre 1992, dans sa soixante-septième année.

De la part de
M. et Mme François de Croix,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Reille-Soult de Dalmatie
et ses enfants,
Petite Sœur Renée Michèle de Jésus,
M. et Mme François Charbonnier,
leurs enfants et petits-enfants,

Les obsèques auront lieu à Saint-Amans-Soult (Tarn), le 1er octobre, à 11 heures.

Une messe à son intention sera célébrée à Paris ultérieurement.

« Ce que vous avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait. »
Matthieu, 25-45.

– Mme François Ricard,
Et ses enfants,
font part du décès de

François RICARD,
ingénieur général de l'air,

le 25 août 1992.

Une messe sera célébrée le samedi 24 octobre à 15 heures en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Versailles.

24, rue de Rémilly.
78000 Versailles.

Anniversaires

– Il y a cinquante ans, nos grands-parents

Adolphe (Abraham) BERCOVICI
et
Tina BERCOVICI

disparaissaient dans les chambres à gaz d'Auschwitz.

Juifs roumains abandonnés par leur gouvernement et livrés aux nazis par la police de Vichy, ils étaient partis de Drancy par le convoi n° 38 qui comportait neuf cent quatre personnes, dont une centaine d'enfants. Il n'y eut que dix-huit survivants.

N'oublions pas.

PARIS EN VISITES

JEUDI 1er OCTOBRE

« Du Louvre des rois de France à la pyramide de Peï. Les nouveaux aménagements », 14 h 15, métro Palais-Royal, terre-plein central (E. Romann).

« Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lobau (D. Fleuriot).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escalier inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller).

« Voyage dans le quartier chinois de Paris », 14 h 30, sortie métro Porte-de-Choisy, escalator (Arts et caetera).

« Le couvent des Carmes et ses drames », 14 h 30, 70, rue de Vaugirard (S. Rojon-Kern).

« La Conciergerie, du palais royal à la prison révolutionnaire » (limité à trente personnes), 15 heures, 1, quai de l'Horloge (Monuments historiques).

« Les archives du Musée de la police. Les grandes affaires criminelles », 15 heures, 6, rue des Carmes (Tourisme culturel).

« Retour au dix-septième siècle dans l'île Saint-Louis », 15 heures, métro Pont-Marie (Approche de l'art).

CONFÉRENCES

Cinémathèque, 11, rue Jacques-Bingen, 15 heures : « Le monde sans ombre de la mosaïque dans les églises byzantines », par S. Saint-Girons (Perspective et lumière).



BARCLAYS

30 septembre 1992: la banque Barclays ose le compte chèque rémunéré.

Barclays, première banque britannique et première banque étrangère en France, offre à ses clients ce qui se fait de mieux en Europe. Comme les Anglais, les Espagnols et les Portugais, vous pouvez enfin bénéficier d'un vrai compte chèque qui rémunère automatiquement et au jour le jour votre solde créditeur (supérieur à 10 000 F). Renseignez-vous vite.

3614 BARCLAYS N° VERT 05.31.03.93

هكذا من الاصل

[هكذا من الأصل]

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Cure d'amaigrissement pour les étudiants en médecine

Le gouvernement vient de réviser à la baisse le « numerus clausus » des études médicales en 1993

QUEL sera le nombre de places au concours de première année de médecine? Rarement les facultés de *médecine auront attendu* une décision ministérielle avec autant d'impatience. Rarement les étudiants se seront inscrits dans un tel flou. Le suspense fut digne d'un film policier, dans lequel les acteurs principaux – le ministère de l'éducation nationale et de la culture, le ministère de la santé et de l'action humanitaire et le ministère des *affaires sociales* et de l'intégration – se sont lancés dans un interminable bras de fer, rivalisant de notes inter*nes et d'analyses prospectives.*

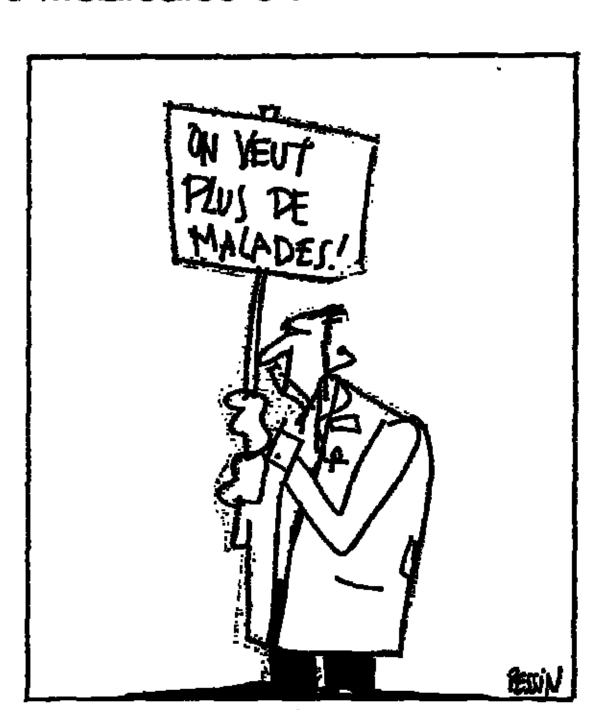
Le dénouement s'est joué, vendredi 25 septembre, après un arbitrage de Matignon : *3 500* étudiants seront admis, en 1993, en seconde année du premier cycle des études médicales, contre 3 750 *cette année.*

Traditionnellement, le *numerus clausus* est fixé au mois de juin au mieux, en août au plus tard. Cela afin que les facultés puissent prévoir l'organisation des cours et que les étu*diants s'engagent dans cette discipline* en toute connaissance de cause. La décision fut cette année beaucoup plus tardive du fait de la volonté du ministère de l'éducation nationale et de la culture et du ministère de la santé et de l'action humanitaire de revenir sur la mesure adoptée, il y a un an, par le gouvernement de Mme Edith Cresson. Le 12 juillet 1991, en effet, il avait été décidé de rompre l'accord de principe selon lequel le nombre d'étudiants admis en seconde année de médecine devait rester stable (4 000) durant trois ans. Il avait, alors, été révisé à la baisse et fixé à 3 750 pour 1991-1992 et à 3 500 pour 1992-1993.

Le tollé avait été immédiat dans les facultés. Réunie en septembre 1991, la conférence des doyens de faculté de médecine décidait à l'unanimité de s'opposer à l'application de ce *numerus clausus plus malthusien, adopté* en rupture avec *« une parole donnée »* et en faisant fi *« de toute concertation »*. Mais les doyens n'ont pas, en réalité, les moyens de s'opposer à une telle décision car ce sont les recteurs de chaque académie qui établissent la liste des lauréats. 3 750 étudiants ont ainsi été reçus en deuxième année de premier cycle en juin 1992. Le passage à *3 500* paraissait presque inévitable pour cette année.

Dix ans de formation

A moins que le ministère de l'éducation nationale, opposé à cette réduction, ne fasse alliance avec le ministère de la santé. C'est exactement ce qui s'est passé durant l'été dernier. Réclamant alors un arbitrage de Matignon, les deux ministères ont estimé, en effet, que la réduction du *numerus clausus* à 3 500 était une erreur et ont demandé son maintien à *3 750. Leur argumentation est simple* : réduire de 250 places le concours de première année de médecine ne résoudra pas le problème de la surpopulation médicale, évaluée aujourd'hui à 20 000 médecins. Il faut certes contrôler le *numérus clausus* mais assurer aussi le renouvellement des générations, entend-on au ministère de l'éducation nationale et de la culture. Et permettre le fonctionnement des hôpitaux, ajoute-t-on au ministère de la santé et de l'action humanitaire. Cette querelle de chif*fres n'est compréhensible que si l'on* tient compte de la durée des études médicales. Toute réduction du *numerus clausus* ne se répercute que dix ans plus tard sur le nombre de médecins en exercice. *« Même si l'on décidait de ne plus former aucun médecin aujourd'hui, cela n'aurait aucun effet immédiat sur la surpopulation médicale »*, indique-t-on au ministère de la santé.



Or les prévisions démographiques sont claires. Selon une enquête de 1991 du service des statistiques, des *études et des systèmes d'information* du ministère des affaires sociales basée sur une stabilisation du *numerus clausus* à 4 000, *« dès 2010, on assisterait à une chute brutale des effectifs de médecins, liée à un accroissement du nombre de départs en retraite pour un nombre d'entrées stabilisé »*. Dans un rapport remis en juillet 1991 au ministre des affaires sociales et de l'intégration, le docteur Jean-François Girard, alors directeur général de la santé, soulignait qu'*« un consensus existe sur la nécessité de relever le* numerus clausus *autour de l'an 2000, pour éviter une chute brutale du nombre de médecins »*.

En effet, toutes les projections confirment le vieillissement du corps médical. Selon ce même rapport, au sommet de la courbe, en 2009, il y aura en France environ 180 000 médecins en activité. 57,7 % d'entre eux auront plus de 50 ans, 15,6 % plus de 60 ans – contre respectivement 15 % et 8 % en 1989. A ces données, s'ajoute le phénomène de féminisation de la profession. Pour la *première fois au concours de fin de* première année en 1992, les femmes ont été majoritaires parmi les lau*réats. Bien que rien ne permette* de le prouver, les femmes médecins sont soupçonnées de travailler plus souvent que leurs confrères masculins à temps partiel ou de choisir de ne pas exercer durant un certain temps.

Difficultés dans les hôpitaux

A ces analyses, martelées par les tenants d'une stabilisation du *numerus clausus*, s'ajoute le problème du fonctionnement des établissements hospitaliers. Au mois de juillet, la direction des hôpitaux tire la sonnette d'alarme : *« La baisse du nombre de médecins apparaît en 2009 mais elle est aujourd'hui sensible dans les hôpitaux. Depuis 1985, le nombre d'étudiants faisant fonction d'internes a été divisé par deux. »*

MICHÈLE AULAGNON

Lire la suite page 19

Le métro plein tarif

Les étudiants parisiens béné*ficieront-ils un jour* d'une carte de transports en commun à des tarifs préférentiels ? Rien *n'est moins sûr*. Le principe en était pourtant acquis depuis la signature du plan social étu*diants, en mars* 1991. Son application devait intervenir au cours de l'année universitaire 1991-1992. Un an plus tard, cette mesure paraît au moins reportée, sinon compromise.

*M. Christian Blanc, président-*directeur général de la Régie autonome des transports pari*siens (RATP), n'entend pas* assumer seul la responsabilité de ce retard. Interrogé par *M. Philippe Campinchi, prési*dent du syndicat étudiant UNEF-ID (Indépendante et *démocratique), il confirme,* dans une lettre datée du 29 juin 1992, que le Syndicat des transports *parisiens a bien été* sollicité par le gouvernement pour étudier une telle mesure. *« Il était convenu, précise* le président de la RATP, *que l'intégralité de son coût relevait de la responsabilité du ministère de l'éducation nationale. »*

Plusieurs séances de travail, au cours de l'année 1991, ont réuni des représentants des universités, du ministère des transports, du ministère des finances et du ministère de l'éducation nationale, ainsi que de la RATP et de la SNCF. Les conclusions étaient simples : la mesure est techniquement envisageable pour la rentrée 1992-1993, sous réserve que son financement soit assuré. *« Depuis cette période,* continue M. Christian Blanc, *nous n'avons pas eu connaissance que les crédits eussent été dégagés ni été sollicités pour approfondir l'étude du dossier. »*

Le coût de la carte orange étudiante avait, alors, été évalué à 130 millions de francs par an. Encore ne s'agissait-il que *d'une formule minimum :* seuls les étudiants d'un établissement d'enseignement supérieur *dépendant* du *ministère* de l'éducation nationale en auraient bénéficié, excluant *ceux des écoles privées.* La réduction n'aurait concerné que les étudiants effectuant un *transport* d'une certaine distance – au moins trois zones – et aurait été limitée à l'année *universitaire.* Au total, seuls 140 000 étudiants parisiens sur 280 000 y auraient eu *droit.*

La RATP, pour sa part, serait plutôt favorable à une réduction *générale pour les 11-24 ans.* Mais instituer un tarif préférentiel pour les 450 000 jeunes *titulaires d'une carte orange* coûterait cher : 700 millions de francs par an. En attendant, les étudiants *continuent à payer* plein tarif quand les salariés se voient rembourser la moitié de *leur abonnement mensuel par* leur entreprise.

M. A

Un entretien avec M. Serge Goursaud

Les IUT ne veulent pas devenir les « sous-traitants » des nouvelles formations supérieures technologiques

Président de l'Assemblée des directeurs d'instituts universitaires de technologie et directeur de l'IUT d'Orsay (Paris-XI), M. Serge Goursaud souhaite, dans l'entretien qu'il nous a accordé, être associé étroitement à la création des nouvelles filières professionnalisées à l'université.

« L'INSTALLATION officielle, jeudi 24 septembre, de la Commission consultative nationale des instituts universitaires de technologie (IUT) ne semble pas avoir apaisé les états d'âme des directeurs d'IUT. Quelle est l'origine de cette grogne persistante?

– La création de cette commission est une bonne chose, même si le « monde IUT » y est bien peu représenté. Mais il y a eu, depuis quelques années, beaucoup d'occasions manquées et d'espérances déçues. La question centrale est simple : que veut-on faire de l'enseignement supérieur technologique français *dans les dix ans à venir*? Nous n'obtenons pas de réponse claire sur ce point. Dans le même *temps, des initiatives sont lancées* qui brouillent encore plus un paysage déjà complexe.

– Vous faites référence à la création des nouveaux instituts universitaires professionnalisés, destinés à former des ingénieurs-maîtres à bac+4, alors que les IUT forment des techniciens supérieurs à bac+2?

– C'est effectivement un point de tension. Nous comprenons parfaitement la volonté des pouvoirs publics de professionnaliser une partie des formations universitaires pour répondre à la fois à la demande de plus en plus diverse des étudiants et aux besoins de l'économie. Nous n'avons pas la prétention de croire que nous *sommes les seuls opérateurs possi*bles de ces nouvelles formations. Nous n'avons jamais demandé d'exclusivité.

» Mais nous sommes persuadés que, du fait de leur histoire, de *leur expérience, de leur potentiel* humain et technique, de leur reconnaissance internationale, les IUT ont vocation à constituer, dans bien des cas, le noyau dur sur lequel on peut construire et développer des filières technologiques plus longues et plus homogènes à l'université. Or, aujourd'hui comme hier, nous avons le sentiment que l'on souhaite nous cantonner au niveau bac+2. Il n'est pas acceptable, par exemple, que *les étudiants diplômés d'IUT ne* puissent s'inscrire dans les IUP que de façon dérogatoire, contrairement aux étudiants de premier cycle classique.

– Comment expliquez-vous cet ostracisme?

– Les pressions sont multiples. Elles proviennent tout d'abord des défenseurs de la sacro-sainte grille des conventions collectives qui prévoit deux niveaux de qualification bien disctincts, à bac+2 (technicien supérieur) et bac+5 (ingénieur). Tous les acteurs, côté patronat et côté salariés, savent bien qu'il faudra sortir de ce carcan. Mais ce chantier est si complexe que tout le monde recule le moment de s'y attaquer.

Vases communicants

» En second lieu, on ne peut pas occulter la pression croissante de l'enseignement de masse. Pour régler le lancinant problème des premiers cycles, une des voies consiste à orienter une partie des étudiants vers des filières à finalité professionnelle plutôt que vers les filières longues débouchant sur la recherche. Le ministère s'y est engagé en annonçant la création de cinquante mille places nouvelles dans les prochaines années. Cela incite évidemment à maintenir les IUT au niveau bac+2.

» Enfin, la création de filières technologiques est coûteuse et suppose de considérables changements de mentalité. Un coup de baguette magique n'y suffit pas. Or le lancement des *IUP* a clairement démontré que, pour certains, les IUT pouvaient constituer d'utiles *gisements de productivité où puiser* des ressources matérielles ou humaines.

» *Il est vrai qu'il existe* des moyens encore disponibles dans les IUT et que nos plates-formes *techniques ne sont pas toujours* utilisées à 100 %. Mais on ne peut pas nous demander simplement de servir de sous-traitants aux nouvelles formations. Cela menacerait de déstabiliser et de marginaliser le système des IUT, privé de motivation et de ses enseignants les plus dynamiques.

– En somme, vous craignez que l'on déshabille les IUT pour habiller de nouvelles filières professionnalisées?

– La création de filières intermédiaires à bac+4 est une évolution positive, à condition de ne pas *fonctionner sur le principe des* vases communicants et de ne pas appauvrir les formations universitaires de techniciens supérieurs. Les deux systèmes doivent s'irriguer et le partenariat doit être équilibré. Il est souhaitable que l'on parvienne à mettre en place un système souple de gestion des flux d'étudiants, avec des passerelles fortes favorisant la continuité des formations technologiques.

– Cette continuité des formations suppose-t-elle une plus grande cohérence institutionnelle? Le ministère de l'éducation a évoqué la perspective de « composantes internes » regroupant IUT et IUP. Qu'en pensez-vous?

– Nous notons; tout d'abord un réel changement de ton : l'heure est à l'ouverture. Mais si l'on veut éviter les difficultés et permettre, en particulier, que les arbitrages soient équitables pour l'attribution des moyens entre les différentes formations, il faudra bien trouver un minimum de cadre institutionnel.

» La première étape pourrait être la conclusion de conventions entre IUT et IUP; encore faudrait-il que les IUP aient un statut juridique autonome, ce qui n'est pas le cas pour l'instant. Peut-être pourrait-on également exhumer certaines possibilités offertes par la loi de 1985 *sur* l'enseignement technique, comme la notion de centres polytechniques universitaires. *Ceux-ci pourraient, notamment,* s'appuyer sur les réseaux régionaux d'IUT qui sont en train de se *constituer en Rhône-Alpes, en Bre*tagne, Poitou-Charentes, dans l'Est ou en Ile-de-France.

» Mais tous les directeurs d'IUT sont unanimes sur un point : quelle que soit la formule retenue, il faudra préserver l'autonomie que nous assure l'article 33 de la loi sur l'enseignement supérieur. C'est la condition absolue de survie de nos formations.

Propos recueillis par
GÉRARD COURTOIS

هكذا من الاصل

REPÈRES

LYCÉENS. M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a installé, jeudi 24 septembre, la délégation à la vie dans les lycées. Sous la responsabilité de Mme Odile Leroy, qui fut chargée de la communication au rectorat de Paris, son objectif est de valoriser les iniatitives prises par les élèves dans les établissements : animation culturelle, formation des délégués-élèves, utilisation des crédits d'animation et du fonds de vie lycéenne, etc.

Une brochure de douze pages, intitulée «Vivre au lycée», faisant le point sur les nouveaux droits des lycéens, va être distribuée dans les établissements dès le début du mois d'octobre. Une autre brochure, consacrée aux «Nouveaux parcours lycéens», présentant les différentes filières du lycée, sera diffusée dans les classes de seconde. Enfin, les lycéens pourront entrer en contact avec la délégation et faire connaître leurs intiatives grâce à la mise en place d'un FAX vert (appel gratuit) – (16) 105343536 – et le lycée Victor-Duruy, à Paris, servira d'antenne *à la délégation.*

MANUELS SCOLAIRES. L'Association pour l'information sur les manuels scolaires et les moyens d'enseignement publie le numéro de rentrée de son bulletin. Au sommaire, l'analyse critique de quatre manuels scolaires, dont le célèbre livre de lecture *Au fil des mots*, pour le cours élémentaire. L'association, qui réunit des universitaires désireux de guider le choix des enseignants dans le foisonnement des nouveaux manuels qui sont proposés par les éditeurs, publie chaque année quatre numéros de ce bulletin.

► ***Manuels scolaires*, n° 26, septembre 1992. En vente sur abonnement. Association pour l'information sur les manuels scolaires et les moyens d'enseignement, BP 316, 75229 Paris Cedex 05.**

STATISTIQUES. La direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation et de la culture publie l'édition 1992 de ses *Repères et références statistiques*. Ce document, remis à jour chaque année, offre un état des lieux statistique complet du système éducatif, de la maternelle à l'université. On y trouve aussi bien les effectifs d'élèves, d'étudiants et de professeurs que les taux de réussite aux diplômes, les taux de redoublement ou le flux de passage dans les différentes filières... Un chapitre est, en outre, consacré au financement et au coût de l'éducation.

► ***Repères et références statistiques sur les enseignements et la formation*. Edition 1992. Direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), ministère de l'éducation nationale et de la culture, 58, boulevard du Lycée, 92170 Vanves. 256 pages, 150 F.**

UNIVERSITAIRES. A peine bouclées les procédures de recrutement d'enseignants du supérieur pour la rentrée 1992, le ministère de l'éducation nationale met en place le dispositif d'inscription sur *les listes de qualification de* maîtres de conférences pour l'année 1993. Le *Bulletin officiel* du 17 septembre en fixe le calendrier.

Les dossiers de candidature doivent être déposés auprès des rectorats avant le 30 octobre prochain à 12 heures. Les candidats devront ensuite préparer un dossier destiné au rapporteur de la section compétente du Conseil national des universités, dont le nom devrait leur être communiqué à partir du 25 janvier 1993, les commissions du CNU se réunissant en mars 1993. La qualification est la première étape indispensable avant le recrutement proprement dit.

Le collège au cœur du développement rural

En Touraine, les chefs d'établissement multiplient les initiatives pour participer à la vie locale

TOURS

de notre correspondant

A peine arrivé, il y a trois ans, à la tête du collège de Neuvy-le-Roi, un bourg *du nord de la Touraine*, M. Didier Montagné n'a pas hésité. *« Dans les zones rurales fragiles*, estime-t-il, *le collège a toute sa place dans la stratégie de développement local. Tout se tient, car la vie même de l'établissement scolaire est liée à la vitalité de son environnement économique. »* Monsieur le principal a donc rapidement mis en place un projet global d'établissement dont l'ambition est à la fois pédagogique, culturelle, sociale et économique. Et dans une région qui sentait bon la pomme et les champignons en cave, le tourisme est apparu comme le levier d'un possible décollage.

Il fallut d'abord construire une identité, autour du «pays de Racan», du nom d'un poète local. Puis monter une association pour piloter l'animation. Les réalisations ont suivi : une «maison de pays», la transformation de produits locaux, un festival et une académie de musique, les Bucoliques. Les onze communes du canton participent à l'opération et les professeurs s'engagent avec leurs classes dans des actions de valorisation du patrimoine. Le collège est aujourd'hui ouvert en permanence à de multiples activités. Les adultes y suivent des cours de formation continue, tandis qu'on peut y apprendre l'anglais appliqué à l'accueil touristique. En juillet 1991, un contrat, dans le cadre du fonds régional d'initiative locale (FRILE) a permis de recruter un agent de développement. C'est déjà une forme de reconnaissance.

« Une dynamique a été lancée qui a dépassé le collège, souligne Didier Montagné. *De multiples acteurs d'un territoire sont encouragés à agir et à libérer leurs initiatives. »* La mise en place du processus a valu au collège Racan, l'an dernier, le prix du développement local. *Ajoutons qu'il est le seul établissement* rural à s'être associé à un regroupement de collèges tourangeaux dans le cadre d'un projet multimédia – «Inovtech» – qui permet aux élèves d'échanger des fichiers pédagogiques par le réseau numérique à intégration de services.

Une ambiance nouvelle

« Que le collège devienne un lieu où se rencontrent les adultes et que les partenaires ne soient pas seulement des élus, voilà qui est très important », souligne Mme Chahignian, professeur d'anglais et conseillère municipale de Neuvy-le-Roi. Le rapprochement avec un établissement scolaire du Yorkshire, en Grande-Bretagne, a, par exemple, débouché sur un jumelage qui profite à toute la population.

Pour M. Jean-Noël Labrousse, professeur de mathématiques, l'expérience a créé une ambiance nouvelle au collège. *« Pendant les petites vacances, les élèves peuvent pratiquer des activités à la demande. Certains reçoivent même un soutien scolaire. On met à disposition savoir et matériel. Pourquoi ne pas s'ouvrir à d'autres horizons ? »* L'enseignant s'est investi dans la création d'une *école de football*, l'AS Pays de Racan, qui a rassemblé trois clubs en un. *« Pas facile, car ça demande beaucoup de contacts avec les élus et les parents. »*

Le président de l'une des associations de parents d'élèves, M. Guy Léger (FCPE), salue, lui, la volonté de communication de l'établissement. *« Les familles sont traitées comme des partenaires privilégiés. Elles ont pu débattre du projet pédagogique. Le collège a su jouer la carte du partenariat local et a été réhabilité comme une structure de vie culturelle. »*

Ecomusée et ciné-club

En Touraine, cette nouvelle mission de la formation comme facteur du développement en milieu rural n'est pas limitée au cas de Neuvy-le-Roi. Les exemples se multiplient. Ainsi, la Préhistoire est la base de la classe de patrimoine du Grand-Pressigny. Créé au sein du collège, un écomusée a ainsi passé deux conventions de jumelage, l'une avec la mairie, l'autre avec le Crédit agricole. Une troisième se prépare avec le conseil général. Coopérer avec une banque aurait fait frémir, il y a quelques années seulement... Les liens sont de plus en plus diversifiés avec les partenaires économiques locaux. Le collège Duchesne, à L'Ile-Bouchard, est devenu un acteur consulté. Les formations de demain, on en parle concrètement lors de dîners-débats. A Montrésor, le collège ouvre son ciné-club – dix-huit films par an – en séance publique, et à Ligueil il a mis en place un observatoire local de l'insertion.

Elle est bien loin l'école repliée sur elle-même ! L'éducation nationale, lance Mme Principaud, inspecteur d'académie d'Indre-et-Loire, *« a trop longtemps ignoré son environnement. Elle doit jouer son rôle dans le développement local, au même titre que les collectivités. Si elle ne le fait pas, des établissements disparaîtront. Mais on ne peut pas légiférer et donner un cadre rigide pour cette mission. Les initiatives doivent partir de la base »*.

Tout n'est pas rose pour autant. Ainsi, Mme *Aumasson, principal du* collège de Saint-Amand-Longpré, dans le Vendômois, ne se sent guère soutenue dans son action volontariste d'animation. *« Il n'y a pas d'argent pour former et payer des agents de développement locaux »*, soupire-t-elle. Dans cette queue de Beauce, ce sont les agriculteurs qui ont été les plus enthousiastes pour suivre des formations, hors des structures habituelles.

Il reste que Neuvy-le-Roi risque fort de faire école. M. Didier Montagné s'est vu, lui, confier une mission par le rectorat : inviter les établissements à signer des contrats multi-partenariaux. Et il devait aller, en octobre, porter la bonne parole à l'occasion d'un colloque organisé en Suède par l'OCDE sur l'école et son environnement. Une belle occasion de nouer de nouveaux partenariats.

ALEXIS BODDAERT

[هكذا من الاصل]

L'école entre désastre et utopie

Pamphlet, enquête ou plaidoyer, les livres de la rentrée abordent sur tous les tons les enjeux du système scolaire

LE débat sur l'éducation est depuis longtemps, en France, une sorte de grande joute nationale. A coups de livres ou d'articles, d'amalgames ou d'anathèmes, chevaliers de la pédagogie et cavaliers de l'apocalypse s'empoignent en une mêlée le plus souvent confuse. Etrange bataille qui prend l'école en otage, l'affuble de tous les torts ou de tous les espoirs. Après la trêve de l'été, l'automne et la rentrée scolaire sont généralement propices à la reprise des hostilités.

Le premier en selle, cette année, aura indéniablement été M. Maurice T. Maschino, qui avait déja rompu quelques lances, il y a une huitaine d'années, contre ces terribles pédagogues qui menaçaient de rendre les enfants *« idiots »*. Il revient en piste avec le même harnachement de certitudes et de mépris, taillant, pointant, multipliant les moulinets, absurde à force de trancher dans le vide, dérisoire à force d'outrance (1).

A l'entendre, tout fout le camp : l'école, l'intelligence, la culture et les professeurs. Et M. Maschino met à décrire cet effroyable gâchis une sorte de jubilation qui laisse songeur. *« Déja sur cette épave en perdition qu'est devenue l'école, des milliers de jeunes dérivent sans espoir vers un destin funeste (...). De la maternelle à l'université, les jeunes sont pratiquement condamnés, par la volonté du pouvoir, à un état de semi-hébétude. »* Quant aux enseignants, leur sort n'est pas plus enviable : *« Découragés, mal dans leur tête et dans leur vie, amorphes et routiniers, sans dynamisme intellectuel puisque condamnés, d'année en année, à répéter, comment pareils adultes pourraient-ils servir de modèles ? »*

Utopie scolaire

Le ton est donné, la messe est dite. Pas tout à fait cependant, car notre auteur n'est pas né de la dernière pluie. *« Jamais peut-être*, souligne-t-il, *depuis les années noires de Vichy, quoique pour d'autres raisons, on n'a vu se déployer aussi méthodiquement, et sur tous les fronts, une pareille offensive contre l'intelligence. »* Et pour cause : il s'agit bel et bien – de la part des socialistes au pouvoir – d'un *« massacre voulu, organisé, planifié. Les apprentis Khmers rouges poursuivent méthodiquement leur œuvre de déséducation nationale »*. Voilà qui devrait, dans les mois qui viennent, séduire quelques bateleurs d'estrades électorales, à droite et au-delà.

Face à un tel imprécateur, l'appel de MM. Philippe Mérieu et Michel Develay – *Emile, reviens vite, ils sont devenus fous...* (2) – risque de paraître bien pathétique ou angélique. Pour sûr, Rousseau et son Emile, *« cette figure emblématique de la plus célèbre des utopies pédagogiques »*, ne seront pas de trop pour tenter de rendre coup pour coup et pour espérer démontrer point par point, de façon presque obsessionnelle, les attaques dont les spécialistes des sciences de l'éducation se sentent l'objet depuis des années.

Les deux universitaires de Lyon-II ont donc répertorié sept *« allégations »* et cinq *« objections »* parmi celles qui seraient le plus couramment opposées aux défenseurs de la pédagogie. Par exemple : *« Les sciences de l'éducation ne sont pas une véritable discipline universitaire »* ou bien *« les militants pédagogiques sont de dangereux personnages (...) qui imposent leurs choix idéologiques par leur pouvoir charismatique. »*

Ce parti pris, malheureusement, fige le débat en l'enfermant dans une polémique dont se sent exclu le lecteur qui n'appartient pas au sérail universitaire... Sur le rôle des sciences de l'éducation, par exemple, la démonstration aurait été plus convaincante si les auteurs avaient tenté de dresser, sans complaisance, un véritable état des lieux. Mais insister, pour preuve de leur utilité, sur *« les milliers d'étudiants qui s'y entassent dans des conditions d'encadrement catastrophiques »* ou affirmer que les chercheurs en éducation ne sont pas, contrairement à l'image qui leur colle à la peau, *« des exclus de leur discipline d'origine »*, n'est sans doute pas suffisant.

Après avoir vidé leur sac, Philipe Mérieu et Michel Develay posent une série de questions, plus constructives, sur les conditions d'efficacité des apprentissages scolaires. Y a-t-il des connaissances en dehors des savoirs eux-mêmes ? Des enseignements différents peuvent-ils avoir des finalités communes ? Mais les réponses, trop rapides et générales, laissent le lecteur sur sa faim. Et la *« nouvelle utopie scolaire »* – une école qui n'exclut pas, qui n'enferme pas – qu'ils proposent en conclusion de leur ouvrage semble surtout pavée de généreux sentiments.

Entre le désastre et l'utopie, la voie heureusement reste libre pour une enquête réaliste, chaleureuse, mais sans concessions. C'est l'ambition de MM. Marc Guiraud et Gilbert Longhi, le premier journaliste à Europe 1, le second proviseur d'un lycée parisien (3). Leur voyage *au cœur de la République lycéenne* ne laisse rien au hasard.

L'écho des lycées

Des combles aux sous-sols, aucun recoin n'échappe à leur curiosité. Ni la loge du concierge, *« portier, standardiste et vaguemestre »*, ni le bureau de la secrétaire du proviseur, dragon souvent omniprésent, ni la salle des profs, *« lieu mythique qui tient du Mur des lamentations, de la sacristie et de la casbah »*, ni l'appartement de fonction du proviseur, objet de mille convoitises et subtiles manœuvres quand vient l'heure des mutations. Pas davantage les parkings, lieux de trafics parfois inavouables, ou l'infirmerie, *« lieu de toutes les consolations »*.

Dans ce décor complexe, où aucun lycée ne ressemble vraiment à un autre, depuis le prestigieux établissement de centre-ville jusqu'au « bahut » désolé d'une banlieue-ghetto, Marc Guiraud et Gilbert Longhi campent, sans complaisance, les personnages d'une pièce dont le scénario évolue en permanence. Les lycéens, *« négociateurs et tolérants »*, parfois accrochés à leur bahut comme à une balise de détresse, parfois revanchards, mais le plus souvent tenaillés par le *« désir de lycée »*. Les parents, exigeants, angoissés, aigris à l'occasion. Les *« casques bleus »* de l'enseignement – intendants, conseillers d'orientation, hommes de ménage, surveillants, etc., – indispensables médiateurs d'une institution tiraillée en tous sens.

Les enseignants enfin, entreprenants ou chahutés, enthousiastes ou tire-au-flanc, partagés entre *« conservatisme et réformisme »*, mais volontiers gagnés, au fil des ans passés dans le moule de l'éducation nationale, par le *« scolarisme : cette maladie professionnelle* [qui] *se manifeste par une demande constante de maternage, des crises d'opposition fréquentes, une détérioration progressive des relations à l'autre et un narcissisme confinant à l'autisme »*. Sans oublier encore ces nouveaux acteurs que sont les responsables des collectivités locales, soucieux de leurs deniers comme de leur image. Ou le *Deus ex machina*, omniprésent, que constitue l'Etat.

Mariant l'information chiffrée et l'anecdote, passant d'une obscure circulaire ministérielle au récit des petites aventures quotidiennes qui font la vie des établissements, MM. Guiraud et Longhi fournissent un utile sésame pour tous ceux qui ne passent pas leur vie au lycée. Au passage, ils ramènent à leurs justes proportions les critiques virulentes dont l'école est l'objet.

CHRISTINE GARIN et GÉRARD COURTOIS

(1) *L'École, usine à chômeurs*, de Maurice T. Maschino, Ed. Robert Laffont, 1992, 252p., 110F.

(2) *Emile, reviens vite, ils sont devenus fous...*, de Philippe Mérieu et Michel Develay. Ed. ESF, 1992, 211 p., 150 F.

(3) *La République lycéenne*, de Marc Guiraud et Gilbert Longhi, Ed. Payot, 1992, 310 p., 135 F.

Rentrée compromise en Albanie

La pénurie est générale en dépit des premières aides internationales

TIRANA

du correspondant de l'AFP

LA rentrée scolaire se fait difficilement en Albanie, pour les 800 000 élèves et étudiants, en raison de la pénurie de manuels scolaires et de cahiers, de chaises, de tables et de vitres dans les écoles et parfois de l'impossibilité d'utiliser les écoles occupées par des sans-abri.

Près de 38 % des écoles en Albanie ont été détruites par des bandes de hooligans ou sont actuellement occupées illégalement par des sans-abri qui y ont trouvé refuge pendant les vacances scolaires, a indiqué le vice-ministre albanais de l'éducation, M. Ylli Pango. Au total, 38 établissements ont été incendiés et près d'un millier endommagés ou détruits dans le pays, a-t-on précisé de même source.

L'absence de moyens de chauffage pour l'hiver laisse penser que cette année encore les écoles fermeront leurs portes à plusieurs reprises pour éviter aux élèves de geler en classe. *« Il n'y a pas de cahiers dans les magasins. Il n'est possible d'en trouver qu'au marché noir où les cahiers, dons de l'Italie tombés aux mains des trafiquants, sont vendus quatre à cinq fois leur prix normal, soit 20 leks (environ 2 francs) »*, souligne Tatjana Duri, maîtresse d'école de Tirana.

Les achats nécessaires pour la rentrée scolaire sont un poids souvent insupportable pour les familles albanaises : le salaire moyen est de 1600 leks (90 francs) et la hausse des prix entraînée par la réforme économique a provoqué une nouvelle chute du niveau de vie pour les 3,2 millions d'habitants de ce pays, le plus pauvre d'Europe.

Près de 60 % des livres scolaires font défaut, la pénurie étant aggravée cette année par le processus de dépolitisation qui a fait écarter les manuels dont le contenu est empreint de marxisme. Dans l'école de Mme Duri, il n'y a aucun manuel d'histoire ou de littérature : les anciens ont été retirés et les nouveaux, en cours d'impression en Turquie, en Italie et aux Etats-Unis, ne sont toujours pas arrivés.

Facultés fermées

Les autorités ont annoncé la fermeture cette année des facultés de philosophie et de sociologie à Tirana pour permettre d'élaborer de nouveaux programmes épurés d'esprit marxiste. Soutenus par leurs professeurs, les étudiants, qui avaient été à l'origine du mouvement de contestation contre le régime communiste, ont protesté contre cette mesure qui les prive d'une année d'études.

Le nouveau régime albanais, arrivé au pouvoir après avoir remporté les élections de mars dernier après quarante-cinq ans de communisme, a accordé cette année 2 000 bourses aux membres des familles des anciens prisonniers politiques, soit à peu près un tiers de l'ensemble des bourses.

La CEE a apporté une aide matérielle à l'Albanie, la France donnant des moyens de transport pour les élèves et les professeurs à la campagne. L'Espagne ainsi que l'Autriche ont, de leur côté, fourni du matériel pour laboratoires scientifiques.

BRISEIDA MEMA

COURRIER

L'audimat des labos

Selon *le Monde* du 9 juillet, le ministère de l'éducation s'efforcerait de poser les bases d'une évaluation des laboratoires universitaires français. Cet objectif, nécessaire et ambitieux, est difficile à atteindre. Or une pierre de touche existerait : les index de citations. Si les publications d'un laboratoire A sont citées par les laboratoires B, C, D..., il est, *ipso facto*, un « bon » laboratoire. (...)

A priori, évaluer l'efficacité d'un laboratoire par l'écho que ses travaux trouvent dans le monde scientifique n'est pas aberrant et peut apparaître comme parfaitement objectif. A la réflexion, cependant, la valeur des indices de lecture peut être discutée. De plus, son usage peut avoir des conséquences dangereuses. En effet, l'index des citations est contestable. Il privilégie évidemment les articles en langue « anglaise » – ou ce qu'il est convenu de considérer comme telle – qui seuls sont répertoriés. L'« anglais scientifique », qu'on l'accepte ou non, est devenu incontournable (...). En second lieu, ces index sont truqués. Etre cité par d'autres laboratoires devient une nécessité. Il suffit d'entretenir de bonnes relations avec quelques collègues bien choisis, de se citer mutuellement et d'ignorer les autres. Passe-moi la moutarde, je te passerai le séné.

Cela marche très bien. Enfin le système est pernicieux. Le souci nécessaire de la notoriété conduit à une compétition sévère entre les laboratoires qui foncent sur les sujets « rentables » ou « à la mode », font les mêmes recherches sur les mêmes sujets, souvent sur le même matériel, en s'efforçant à tout prix d'arriver les premiers (...).

L'index des citations peut fournir un outil d'évaluation. Il doit être utilisé avec discernement et ne peut, en aucun cas, constituer une guillotine. Les effets pervers de l'audimat sont reconnus. Une telle utilisation des index de citations peut se révéler suicidaire.

CLAUDE HARTMANN *(Orléans.)*

Cure d'amaigrissement pour les étudiants en médecine

Suite de la page 17

Un mois plus tard, une nouvelle note rappelle les difficultés des établissements hospitaliers, qui doivent, en plus, faire face à une forte diminution du nombre d'étudiants étrangers. Les plus petits établissements sont les plus touchés. Ce document interne conclut à la nécessité d'*« initiatives spectaculaires »*.

La conférence des doyens des facultés de médecine, réunie en séminaire pédagogique en juillet, a d'ailleurs souligné que *« la réduction du nombre d'étudiants et la plus grande complexité de la médecine hospitalière ont transformé le rôle de l'étudiant hospitalier, avec deux situations extrêmes : dans le premier cas, il est utilisé à des fonctions de responsabilité sans que sa formation soit suffisante – particulièrement dans les systèmes de garde et d'urgence ; dans le second, il est au contraire cantonné dans des tâches de coursier ou de secrétariat qui n'ont aucune vertu formatrice »*.

Les arguments démographiques et pédagogiques, pas plus que les difficultés rencontrées par la direction des hôpitaux, n'ont pourtant été entendus. Le ministère des affaires sociales et de l'intégration, tout d'abord, a fait valoir la nécessité absolue, à ses yeux, de maîtriser les dépenses de santé, au moment où un projet de loi est en préparation sur ce thème.

La répartition de la baisse

La Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) est, elle aussi, favorable à une réduction du *numerus clausus*, suivant un raisonnement désormais traditionnel qui lie l'augmentation des dépenses de santé à celle du nombre de médecins. Enfin, un certain nombre de syndicats de médecins, en particulier la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), voient dans la réduction du nombre d'étudiants une garantie de revenus pour les professionnels déjà installés.

Reste aujourd'hui à étudier la répartition de la baisse du nombre *d'étudiants en médecine*. Le passage de 4 000 à 3 750 avait été répercuté de façon proportionnelle dans les facultés. Cette formule avait le mérite de la simplicité mais elle avait fait hurler les doyens des départements les plus modestes. *« Il existe un seuil au-dessous duquel la limitation du nombre des étudiants en médecine compromet gravement le fonctionnement des hôpitaux »*, avaient alors indiqué les doyens des plus petites facultés de médecine.

« La réduction du numerus clausus *a été décidée sans concertation*, renchérit aujourd'hui M. André Gouazé, doyen de la faculté de Tours et président de la Conférence des doyens. *Il est évident que ceux qui l'imposent aujourd'hui le regretteront plus tard. En ce qui concerne sa répartition, que le ministère tienne au moins compte des facultés les plus jeunes ! »*

La réduction à 3 500 étudiants devrait être effectuée, cette fois, de façon proportionnelle en tenant compte de la démographie médicale, indique-t-on au ministère de l'éducation nationale et de la culture. Ce qui devrait permettre d'affiner quelque peu la répartition.

MICHÈLE AULAGNON

L'internat en question

L'internat de médecine est – à nouveau – sur la sellette. Lors des Entretiens de Bichat, mardi 22 septembre, M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, n'y est pas allé par quatre chemins : *« Il n'est plus possible d'accepter que seuls les recalés au concours de l'internat deviennent des généralistes sur la simple base d'un enseignement médico-technique qui ne les prépare pas à leurs responsabilités futures. »* Les propos du ministre de la santé n'ont pas déclenché de vague de protestations. Et pour cause. Le concours de l'internat est aujourd'hui contesté par les doyens des facultés de médecine eux-mêmes.

Le 7 et 8 juillet à Limoges, la conférence des doyens, réunie en séminaire pédagogique, a adopté à l'unanimité une résolution concluant carrément à la nécessité de supprimer l'actuel concours de l'internat : *« Le concours n'a plus rien d'élitiste, mais consiste simplement à départager les futurs spécialistes et généralistes. Il entraîne des frais considérables et interdit toute initiative pédagogique intelligente dans les facultés. »*

Et de proposer une sélection sur dossier, tenant compte de l'ensemble des notes de stages, des contrôles de connaissances réalisés au cours du deuxième cycle et d'éventuels certificats de maîtrise. Cette étude des dossiers pourrait être suivie, estime la conférence des doyens, d'un entretien avec un jury comportant un membre extérieur à la faculté d'origine des candidats, afin d'assurer l'impartialité de la procédure. Cette sélection devrait tenir compte d'un flux par spécialité fixé, pour chaque établissement, au plan national.

Afin d'éviter que ce concours « nouvelle formule » ne supprime toute mobilité des candidats – *« sans doute le seul avantage réel du concours actuel »*, indique la conférence des doyens, un certain nombre de postes pourraient être réservés chaque année à des candidats d'autres établissements et les échanges entre CHU devraient alors être véritablement organisés.

Ces propositions de remodelage interviennent alors qu'une refonte du concours de l'internat est déjà prévue pour 1994. La sélection des étudiants pour un troisième cycle d'études médicales devrait être organisée sur deux régions, au lieu de sept actuellement, et au mois de juin afin de permettre aux nouveaux internes de prendre leur poste dès le mois de novembre suivant. Reste à savoir s'il est encore judicieux de vouloir modifier l'organisation du concours d'internat quand les différentes parties en présence semblent s'accorder sur la nécessité de le supprimer dans sa forme actuelle.

M. A.

ÉCONOMIE

BILLET

Bataille sidérurgique

Le contentieux commercial qui oppose les sidérurgistes américains aux producteurs d'acier de la CEE, coupables d'avoir reçu des aides publiques, par le passé, et soupçonnés de pratiques de dumping, va-t-il déboucher sur un conflit ouvert, à l'image de ce qui s'est passé dans les oléagineux? Tout porte à le croire. La conjoncture sidérurgique est aujourd'hui des plus médiocres. Aux États-Unis comme en Europe, l'offre d'acier excède une demande anémiée par la faible activité économique générale. Les prix des produits sidérurgiques sont au plus bas. Les tentations protectionnistes s'exacerbent.

Au printemps, Bethlehem Steel et Inland Steel engageaient auprès des autorités fédérales américaines des procédures anti-dumping et anti-subvention à l'encontre des importations françaises, britanniques et allemandes de barres au plomb. L'offensive a pris une ampleur nouvelle au cœur de l'été. Quatre-vingt-dix plaintes similaires étaient déposées à l'encontre des principaux exportateurs d'acier, sidérurgistes européens et australiens pour l'essentiel. Dans la ligne de mire des Américains : les produits plats cette fois, des aciers pour lesquels les producteurs communautaires ont acquis de solides positions mondiales.

Extrêmement complexes, ces procédures n'ont pas immédiatement alerté les autorités européennes. Le département du commerce américain vient, lui, de prouver sa détermination. Si sa décision est confirmée, le groupe public français Usinor-Sacilor, particulièrement visé, devra déposer à la fin de l'année une caution s'élevant à 78 % de la valeur pour chaque tonne de barre au plomb exportée. Des mesures similaires pourraient être rapidement prises sur les 2 millions de tonnes de tôles et plaques vendues aux Etats-Unis par la Communauté, l'équivalent de la production de produits plats de la Lorraine. Bornées par des accords d'autolimitation depuis 1984, les exportations européennes d'acier ont régressé, en huit ans, de 26 % à 16 % du marché américain. Les producteurs européens ne remplissent aujourd'hui les quotas alloués qu'à hauteur de 70 %. Et la guerre des prix sur les produits plats doit beaucoup aux producteurs américains eux-mêmes. Depuis plusieurs mois, les mini-mills locales, aciéries électriques utilisant une technologie de coulée, plus rapide et plus compétitive, rognent rageusement sur les parts de marché des gros sidérurgistes installés.

Le dossier américain semble un peu mince. Et la sidérurgie européenne n'a pas vraiment besoin de difficultés supplémentaires dans le contexte actuel. A la demande du gouvernement français, la question devrait être examinée mardi 6 octobre par le conseil européen, qui se réunit à Bruxelles. La CEE devra agir si elle veut se faire respecter dans ce formidable jeu de poker politico-commercial.

CAROLINE MONNOT

□ **La réunion du conseil général du GATT n'a pas réglé le différend euro-américain sur le soja.** – Très attendue, la réunion du conseil général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), mardi 29 septembre à Genève, n'a pas permis de régler le différend qui oppose depuis plusieurs années la CEE et les Etats-Unis à propos de la production d'oléagineux. La Communauté européenne a rejeté une requête américaine d'arbitrage du GATT pour déterminer le montant qu'elle devrait verser aux exportateurs étrangers pour les dédommager des pertes dues au maintien de subventions communautaires. Les négociateurs européens ont proposé la constitution d'un groupe de travail rassemblant la dizaine d'Etats membres du GATT impliqués dans ce différend. Les États-Unis n'appliqueront donc pas pour l'instant les sanctions commerciales évoquées au début de l'été. Mais les positions des deux parties ne paraissent pas s'être rapprochées au terme de la réunion du conseil général.

Le projet de budget pour 1993 au conseil des ministres

Une croissance économique de 2,6 % permettrait de limiter le déficit à 165,4 milliards de francs

Le projet de budget pour 1993, que le conseil des ministres devait approuver mercredi 30 septembre, prévoit un déficit de 165,4 milliards de francs. C'est sur ce chiffre que les députés se pencheront dans une quinzaine de jours quand commencera au Parlement l'examen d'une loi de finances qui risque d'être houleux. *(Lire page 9.)*

Les dépenses de l'État retenues par MM. Pierre Bérégovoy et Michel Charasse pour l'année prochaine atteignent 1 367,2 milliards de francs, en augmentation de 3,4 % par rapport au budget de 1992 tel qu'il fut voté à la fin de l'année dernière. Malgré cette faible progression, un peu plus rapide que la hausse des prix prévue (2,8 %), le déficit budgétaire atteint 165,4 milliards de francs, soit presque un doublement par rapport au chiffre retenu dans la loi de finances initiale pour 1992 (89,9 milliards de francs). Cette aggravation du déséquilibre des comptes de l'État s'explique par les pertes de recettes très importantes entraînées par la morosité économique : en 1993 l'État encaissera – selon ses prévisions – 34 milliards de francs de recettes en moins qu'il n'en avait prévu pour 1992. Cette chute rarement vue explique la baisse du poids des prélèvements obligatoires revenus de 43,9 % du produit intérieur brut (PIB) en 1991 à 43,5 % cette année.

Malgré ces pertes de recettes, le gouvernement a inscrit dans son projet de budget quelques cadeaux et incitations fiscales : aides aux familles d'étudiants (*le Monde* du 30 septembre), crédit de 2 000 francs accordé aux particuliers qui achèteront une voiture neuve d'une puissance de 2 000 cm³ maximum équipée d'un pot catalytique.

La dérive de nos comptes publics ne devrait pas affaiblir le franc sur les marchés des changes, dans la mesure où la France apparaît parmi les pays européens comme le mieux géré. Si en 1992 son déficit public global (y compris les comptes sociaux et ceux des collectivités locales) atteint 2,7 % du PIB, celui de l'Allemagne atteint 5,5 %, celui de la Grande-Bretagne 4,6 %, celui de l'Espagne 4,9 %, celui de l'Italie 11,3 %. D'une certaine façon, ce sont ces chiffres et l'excédent de nos comptes extérieurs qui justifient la fin des attaques contre le franc.

La question sera posée de savoir si le déficit de 1993 n'est pas sous-estimé. La réponse se trouve probablement dans le taux de croissance économique retenu pour l'année prochaine : + 2,6 % après + 2,1 % cette année. Optimisme excessif? Tout dépendra de la demande des ménages qui devra relayer le puissant moteur qu'a été en 1992 pour notre économie le commerce extérieur. Les exportations se ralentiront probablement l'année prochaine : la consommation des ménages progressera-t-elle de 2,3 % comme le prévoient les comptes officiels, entraînant une reprise des investissements? On peut l'espérer. Mais il s'agit plus d'un pari que d'une prévision.

ALAIN VERNHOLES

Education nationale : priorité confortée

Le projet de budget pour 1993 du ministère de l'éducation nationale est marqué par une forte progression des crédits de l'État (+ 7,2 %) et par la *création de plus de 10 000 emplois supplémentaires.*

Depuis des années, à la tête du ministère de la culture, M. Jack Lang avait prouvé que, derrière ses allures de cigale, il cachait de réelles qualités de fourmi et savait mettre à profit les sévères empoignades budgétaires de l'été pour décrocher, l'automne venu, de solides crédits. Il vient, cette année, d'en refaire la démonstration. Mais, cette fois-ci, au bénéfice du ministère de l'éducation nationale, ce qui était une autre paire de manches.

Le résultat ne pourra que faire des envieux. Malgré les contraintes budgétaires, il a en effet obtenu une spectaculaire augmentation de ses crédits qui conforte la priorité à l'éducation affichée depuis 1988. Avec 281,4 milliards de francs, le projet de budget de l'éducation nationale marque une progression de 18,9 milliards de francs par rapport à 1992 (+ 7,2 %, soit plus du double de la croissance moyenne des crédits de l'État prévue pour 1993).

Gros lot pour les universités

Certes, on ne retrouve pas les niveaux d'augmentation records de 1990 et 1991 (respectivement 8,8 % et 9 %), quand M. Jospin s'employait à réamorcer la pompe après des années de stagnation. Mais plus que jamais l'éducation apparaît comme le premier budget de l'État, mobilisant désormais plus de 20 % des crédits publics, loin devant le ministère de la défense (245 milliards de francs). En cinq ans, les moyens affectés par l'État au système éducatif auront progressé de 82 milliards de francs (+ 42 %).

De manière tout à fait éloquente, au moment où la plupart des ministères ont été invités à réviser leurs effectifs à la baisse, le ministre de l'éducation nationale et de la culture a obtenu, pour l'an prochain, 8 258 emplois supplémentaires d'enseignants et 2 386 nouveaux emplois de personnels administratifs et techniques. Au total, il y aura 10 145 créations nettes d'emplois.

Cette année encore, c'est l'enseignement supérieur qui touche le gros lot, avec un budget de 39,5 milliards de francs, soit une augmentation de 3,4 milliards par rapport à 1992 (+ 9,5). Pour faire face à l'augmentation attendue des effectifs l'an prochain (de l'ordre de 80 000 étudiants supplémentaires), ce secteur bénéficiera de 4 765 emplois supplémentaires, dont 3 178 emplois d'enseignants (2 252 emplois d'enseignants chercheurs, 900 emplois d'enseignants du second degré affectés dans le supérieur et 500 équivalents emplois en crédits, permettant de rémunérer 1 000 professeurs associés à mi-temps) et 1 539 emplois de personnels adminstratifs, techniques, ouvriers et de service (ATOS).

L'enveloppe des crédits d'équipement pour l'enseignement supérieur est aussi bien remplie : 3,34 milliards d'autorisations de programme pour 1993, dont 3 milliards pour le plan Université 2000 destiné, en partenariat avec les collectivités locales, à créer, développer ou rénover universités, instituts universitaires de technologie et grandes écoles. Le ministère ne désespère pas de pouvoir y ajouter quelques subsides provenant de la cession d'immeubles, notamment en région parisienne. Au chapitre des investissements, un effort spectaculaire est prévu en faveur des bibliothèques universitaires, qui bénéficient de 355 millions d'autorisations de programme, contre 200 millions en 1992.

Enfin la progression des crédits de fonctionnement des universités s'élève à 456 millions de francs, dont 262 millions supplémentaires pour les IUT et les nouveaux instituts universitaires professionnalisés. Seule la recherche universitaire semble moins bien lotie, avec une enveloppe de 2,33 milliards de francs.

La touche culturelle

Enseignants et étudiants ne sont pas oubliés. Outre la poursuite des mesures de revalorisation, les premiers bénéficieront de mille primes d'encadrement doctoral et de cinq cents primes pédagogiques supplémentaires. Les seconds verront les crédits de bourses augmenter de 213 millions (+ 14 %), la construction de quelque 9 000 logements étudiants et le renforcement des moyens (+ 62 millions) des œuvres universitaires affectés notamment à la restauration universitaire.

La progression des crédits pour les écoles, collèges et lycées est de 15,4 milliards de francs, soit 6,8 %. Le plus gros de l'effort porte évidemment sur les emplois, en particulier d'enseignants. Ainsi, dans les collèges – où la pression démographique est forte, – 2 000 créations d'emplois supplémentaires sont inscrites au budget. De même pour les lycées (+ 2 500 emplois), les enseignements post-baccalauréat (+ 500 emplois) et même les écoles (+ 600 emplois), ce qui devrait permettre à la fois de renforcer l'action des zones d'éducation prioritaires et, à quelques mois des législatives, de calmer les inquiétudes des zones rurales. En outre 847 créations nettes d'emplois de non-enseignants sont prévues, ainsi que 450 emplois supplémentaires pour des postes d'encadrement. Enfin, la poursuite des mesures de revalorisation permettra notamment d'intégrer 12 000 instituteurs supplémentaires dans le corps des professeurs des écoles, portant leur nombre total à près de 60 000.

Un certain nombre de points forts apparaissent dans le projet de budget. D'une part le renforcement des moyens des zones d'éducation prioritaires, dont la dotation dans le budget de l'éducation nationale passera de 30 à 79 millions de francs. D'autre part la politique de recrutement, puisque les instituts universitaires de formation des maîtres voient leurs crédits de fonctionnement augmenter de 110 millions et le nombre d'allocation en IUFM progresser fortement (19 000 contre 12 000 en 1992).

Mais la touche propre à M. Lang apparaît dans la volonté de marquer fortement le rapprochement de l'éducation nationale et de la culture. En dehors de l'effort en faveur des bibliothèques universitaires, quatre secteurs bénéficient d'un coup de pouce significatif. Le développement souhaité des enseignements artistiques pourra s'appuyer sur 75 millions de francs de crédits. Les musées de l'éducation nationale voient leurs crédits de fonctionnement progresser de 30 % et leurs crédit d'équipement portés à 168 millions de francs.

Enfin, le ministre de l'éducation nationale et de la culture a fait inscrire dans son projet de budget une provision de 265 millions de francs pour financer le développement des programmes éducatifs audiovisuels, autrement dit pour amorcer la pompe du financement de la chaîne de télévision éducative que M. Lang appelle de ses vœux et pour laquelle le Conseil supérieur de l'audiovisuel a lancé un appel d'offres qui est clos mercredi 30 septembre.

GÉRARD COURTOIS

Jeunesse et sports : nouvelle hausse de 10 %

Mme Frédérique Bredin est un ministre heureux. Le ministre de la jeunesse et des sports présente, pour la deuxième année consécutive, un projet de budget en hausse de 10 %, demeurant ainsi l'une des priorités de la politique gouvernementale. En franchissant le cap des 3 milliards de francs (3,02 milliards contre 2,837 milliards en 1992), le projet de budget de la jeunesse et des sports représente 0,22 % du projet de budget de l'État pour 1993.

« 1992 était une sorte de rattrapage pour combler le retard. En 1993, nous allons pouvoir poursuivre la politique amorcée », explique Mme Bredin. La priorité reste l'insertion des jeunes. Le gouvernement a décidé de prolonger le plan J-Sports, lancé sur deux ans en 1991, qui prévoyait l'installation annuelle de cinq cents terrains équipés et animés dans les cités-HLM en association avec les communes.

Le Ticket-Sport, qui permet d'utiliser gratuitement pendant l'été les installations sportives traditionnellement fermées, va être étendu et disposera de 10 millions de francs supplémentaires. L'aide aux petits clubs sportifs est renforcée (10 millions de francs de mesures nouvelles).

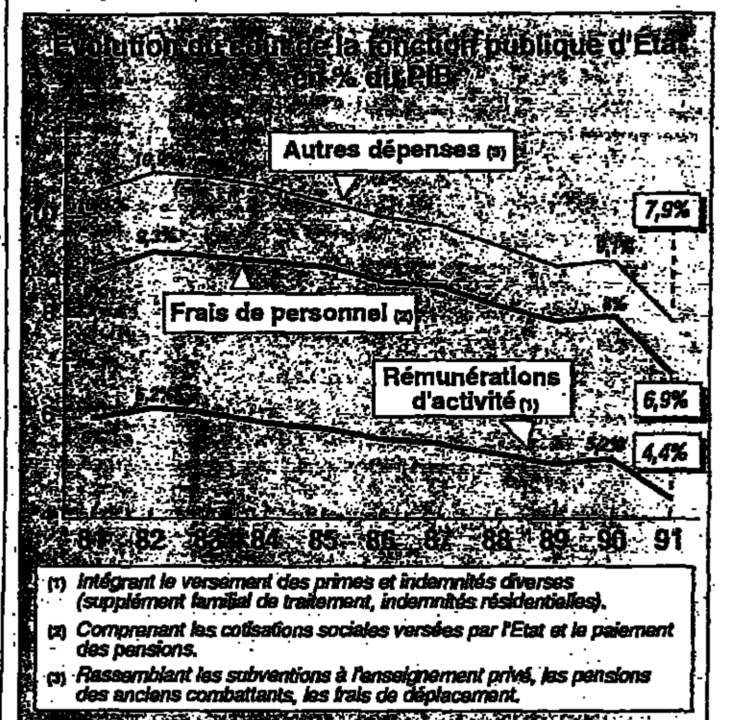
En 1992, 50 millions de francs avaient été dévolus pour les Jeux d'Albertville et de Barcelone. En 1993, année préolympique puisque les Jeux d'hiver auront lieu en 1994 à Lillehammer en Norvège, 36 millions seront affectés aux instances du sport de haut niveau et aux fédérations. La manne réservée aux fédérations olympiques sera toutefois partagée avec les fédérations de sports non olympiques.

Le secteur de la jeunesse voit s'étoffer le soutien aux centres de vacances et de loisirs qui accueillent chaque année 4 millions d'enfants. L'aide du ministère va doubler, passant de 9,3 millions de francs en 1992 à 19,3 millions de francs en 1993.

B. M.

Fonction publique d'Etat : 2 120 000 emplois budgétaires

Avec 535,855 milliards de francs dépensés en 1991 contre plus de 592 milliards déboursés en 1990, les dépenses liées à l'entretien de la fonction publique d'Etat ont diminué de près de 10 % en un an en raison de l'entrée en application, au 1er janvier 1991, de la nouvelle organisation des postes et télécommunications. Le nouveau statut des personnels de La Poste et de France Télécom permet en effet de ne plus comptabiliser les quelque 430 000 agents de ces deux exploitants dans les effectifs de l'Etat.



(1) Intégrant le versement des primes et indemnités diverses (supplément familial de traitement, indemnités résidentielles).
(2) Comprenant les cotisations sociales versées par l'Etat et le paiement des pensions.
(3) Rassemblant les subventions à l'enseignement privé, les pensions des anciens combattants, les frais de déplacement.

Selon le rapport général sur l'état de la fonction publique que le premier ministre s'apprête à transmettre au Parlement, les effectifs budgétaires se sont donc élevés en 1991 à 2 097 349 unités, soit, compte tenu des emplois vacants et de ceux inscrits dans les budgets déjà votés, 2 121 866 emplois budgétaires (1). Les plus gros employeurs sont les ministères de l'éducation nationale (1 064 368 emplois), de la défense (429 206) et de l'économie (186 306).

En 1991, 12 300 emplois budgétaires ont été créés contre 9 800 en 1990. Si le ministère de l'éducation nationale a enregistré 13 400 créations et celui de la justice 1 600, le ministère de la défense a perdu 1 900 emplois militaires. La forte diminution des emplois budgétaires non titulaires (234 876 contre 271 406) est liée à la suppression comptable des 35 295 agents non titulaires de La Poste et de France Télécom.

En ce qui concerne les rémunérations, les auteurs du rapport relèvent que « le salaire moyen per capita, à structure inchangée, a augmenté de 7 % en francs constants de 1987 à 1990 ». Aux augmentations générales se sont en particulier ajoutées, en 1991, les mesures inscrites dans l'accord du 9 février 1990 relatif à la réforme de la grille. Le coût de ces mesures, qui ont concerné 735 000 agents en 1991, s'est élevé à 1,556 milliard de francs.

V. D.

(1) La différence avec les effectifs réels résulte de la comptabilisation des agents travaillant à temps partiel. Au 31 décembre 1990, dernière estimation provisoire connue, on dénombrait 2 606 641 fonctionnaires d'Etat pour 2 569 818 emplois budgétaires.

L'Allemagne n'envisage pas de modifier sa politique monétaire, selon M. Theo Waigel

En dépit des pressions de ses partenaires européens, *« la politique du gouvernement et celle de la Bundesbank ne seront pas modifiées »*, a déclaré mardi 29 septembre M. Theo Waigel, ministre allemand des finances. Jeudi 1er octobre, le conseil de la Bundesbank doit tenir sa réunion bimensuelle, et plusieurs partenaires de l'Allemagne espèrent un assouplissement du crédit. *« La Bundesbank ne peut pas et ne doit pas lâcher les rênes de l'inflation »*, a poursuivi M. Waigel.

Le même jour, M. Lothar Müller, président de la banque centrale de Bavière et membre du conseil de la Bundesbank, estimait que l'Allemagne aurait la possibilité de réduire ses taux d'intérêt *« dans un avenir pas trop éloigné, disons dans une période de six mois »*. M. Müller n'a pas exclu un nouveau réalignement des monnaies dans le système monétaire européen (SME) : les taux de change *« doivent pouvoir être réalignés et adaptés en fonction de la conjoncture économique. Sinon, on risque de voir se renouveler les événements de la quinzaine passée »*.

Le premier ministre britannique, M. John Major, a de nouveau plaidé mardi pour une réforme du SME, malgré la signature par la Grande-Bretagne, lundi, des conclusions du conseil des ministres des finances de la CEE affirmant leur confiance dans le système. Bien que la Grande-Bretagne exerce actuellement la présidence de la CEE, aucune décision monétaire ne devrait être prise lors du sommet européen de Birmingham, le 16 octobre. – *(AFP, Reuter.)*

Lourde et préoccupante rechute du dollar

En pleine crise du système monétaire européen (SME), la nouvelle rechute du dollar a de quoi préoccuper les marchés des changes, déjà nerveux. La devise américaine a baissé fortement mardi 29 septembre, retombant à près de 1,41 deutschemark, au voisinage de son plus bas cours historique de 1,3950 atteint au début du mois, et touchant 4,77 francs, niveau le plus faible depuis 1981.

A la veille du dernier week-end, le billet vert valait 1,48 deutschemark et 4,99 francs, et au début de la semaine dernière, profitant des difficultés du SME, il s'était élevé à 1,51 deutschemark et 5,15 francs. Mais très vite les mauvaises nouvelles en provenance de l'économie des États-Unis ont repris le dessus et déprimé à nouveau la devise américaine. La baisse des commandes de biens durables et des revenus des ménages américains a montré que la reprise de l'expansion n'est toujours pas au rendez-vous.

En outre, des rumeurs pessimistes circulent sur les chiffres de l'emploi qui seront publiés vendredi et pourraient refléter une nouvelle aggravation du chômage outre-Atlantique. En ce cas, les milieux financiers new-yorkais tablent sur une diminution supplémentaire du taux d'escompte de la réserve fédérale, actuellement à 3 %. Une telle baisse déprimerait encore le dollar, qui vient de battre ses records historiques de baisse à Tokyo, à moins de 119 yens.

A Paris, le cours de la devise allemande se maintenait aux environs de 3,38 francs, avant de revenir mercredi 29 septembre dans la matinée à 3,3660 francs – à proximité de son cours-pivot, qui est de 3,3538 francs – pour de nouveau osciller autour de 3,3870 francs, tandis que le loyer de l'argent au jour le jour évoluait dans une fourchette de 22 % à 30 %, ce qui est de nature à inquiéter les banques au cas où cette tension se prolongerait. Certaines d'entre elles agitent déjà la possibilité d'un relèvement de leur taux de base. Les sorties de devises provoquées par les attaques contre le franc ont entraîné une destruction de monnaie qui a asséché les liquidités, d'où la tension évoquée précédemment. Ce n'est pas pour déplaire à la Banque de France, désireuse de pénaliser la spéculation et d'accélérer les rachats de francs contre marks.

FRANÇOIS RENARD

(Lire aussi la page « Point » sur la spéculation, page 26.)

ÉCONOMIE

La plus faible depuis 1986

La hausse des prix a été limitée à 0,1 % en août

Les prix à la consommation en *France n'ont augmenté que de 0,1 %* en août par rapport au mois précédent, après 0,3 % en juillet, selon l'indice définitif publié mardi 29 septembre par l'INSEE. Cette hausse est la plus faible pour un mois d'août depuis 1986, souligne l'INSEE. Hors tabac, les prix sont d'ailleurs restés stables. Sur les douze derniers mois, les prix à la consommation ont progressé de 2,7 %.

Le mois d'août a été marqué par une baisse de 0,2 % des prix des produits alimentaires, due pour l'essentiel à un nouveau recul des légumes (– 1,3 %) et des fruits frais (– 2,2 %). Les prix des produits manufacturés ont stagné, leur progression sur un an s'établissant à 1,8 %. Les produits énergétiques baissent de 0,4 % du fait de la poursuite du recul des prix des produits pétroliers. En revanche, le prix des automobiles a augmenté de 0,1 %. Le poste des services a par ailleurs enregistré une légère hausse de 0,2 % au mois d'août, ce secteur marquant la plus forte progression sur douze mois (+ 4,5 %) .

INDICATEURS

ALLEMAGNE

• **Hausse des prix : + 0,3 % en septembre.** – La hausse des prix à la consommation en Allemagne de l'Ouest s'est établie à 0,3 % en septembre, soit 3,6 % en rythme annuel, selon les chiffres provisoires diffusés mardi 29 septembre par l'office allemand des statistiques. En août, l'inflation atteignait 3,5 % en rythme annuel.

ÉTATS-UNIS

• **Indice de confiance des consommateurs : – 2,5 points en septembre.** – L'indice de confiance des consommateurs américains a diminué en septembre pour le troisième mois consécutif, a annoncé mardi 29 septembre le Conference Board : il s'est établi à 56,4 % (base 100 en 1985), soit une baisse de 2,5 points par rapport à août et de plus de 16 points depuis juin. Les 5 000 ménages interrogés par le Conference Board étaient moins optimistes en septembre qu'en août sur les perspectives de l'économie américaine dans les prochains mois.

• **Indice composite : – 0,2 % en août.** – L'indice composite des principaux indicateurs économiques américains a baissé de 0,2 % en août, a annoncé mardi 29 septembre le département du commerce. Il s'agit de la deuxième baisse de cet indice en trois mois. Sur les onze indicateurs économiques que comprend cet indice composite, sept ont été négatifs en août, avec notamment une hausse des demandes d'allocations-chômage et une baisse des demandes de permis de construire.

SOCIAL

□ **Ports : campagne d'information à Marseille.** – Alors que les négociations entre les entrepreneurs de manutention et le syndicat CGT des dockers doivent reprendre le 7 octobre, l'Union maritime et fluviale de Marseille-Fos (organisme patronal) a annoncé, mardi 29 septembre, *le lancement d'une campagne* d'information sur les enjeux de la loi du 9 juin 1992 modifiant le régime du travail dans les ports. *« Le prolongement du conflit à Marseille,* a déclaré le président de l'Union, M. Patrick Berrest, *menace des milliers d'emplois. En neuf mois, il y a eu quatre-vingt-quinze jours de grève. Si la réforme n'est pas mise en œuvre rapidement, le port descendra en deuxième division européenne. Or, l'application de la loi permettra notamment, sans investissements supplémentaires, d'augmenter de moitié le trafic des fruits et légumes et de doubler celui des conteneurs. »* – *(Corresp.)*

ENTREPRISE

Holding de tête du futur ensemble Matra-Hachette

MMB devient une société en commandite et accueille de nouveaux actionnaires

Les cotations de MMB, holding de tête du futur ensemble Matra-Hachette, ont été suspendues mardi 29 septembre à la Bourse de Paris. La société anonyme s'étant transformée en société en commandite par actions, les dirigeants de MMB ont proposé aux actionnaires qui le souhaitaient de se retirer même si cette transformation juridique n'a pas modifié le contrôle de l'entreprise.

L'échec financier de La Cinq a conduit M. Jean-Luc Lagardère à réorganiser son groupe afin d'y garder le pouvoir. Aussi, dès les premiers jours de mai, proposait-il un plan simplifiant les structures de l'ensemble précédent. D'une nébuleuse de holdings en cascade, il proposait de passer à une structure pyramidale. En haut, une société en commandite par actions, MMB, appelée à contrôler 40 % de *Matra-Hachette* (50 % des droits de vote) et la banque Arjil. Pour cela, trois étapes ont été définies : transformation de MMB en société en commandite, qui permet à M. Lagardère, avec une participation minoritaire de garder le management du groupe, recapitalisation de Hachette et fusion avec Matra (*le Monde* du 7 mai).

« Le premier étage de la fusée vient d'être lancé », expliquait mardi 29 septembre M. Philippe Camus, président de MMB, en présentant la transformation juridique de sa société pour un statut qu'il juge *« moderne »*, *« responsable »* et également *« européen puisqu'il se rapproche des structures allemandes »*. Même si cette modification n'entraîne pas de changements dans le contrôle de l'affaire, les dirigeants ont préféré proposer aux minoritaires souhaitant se retirer de le faire par l'intermédiaire d'une OPR (offre publique de retrait). Le prix proposé et qui doit être examiné par le Conseil des Bourses de valeurs est de 85 francs pour un dernier cours de 83,90 francs. Néanmoins, la firme entend rester en Bourse et attirer encore de petits actionnaires – elle en compte 16 000 actuellement – en doublant de taille prochainement grâce à l'absorption d'Arjil, un holding non coté qui contrôle la banque du même nom.

Un capital réparti

Le capital de MMB, à l'issue de cette opération, sera réparti pour 25 % entre les mains des actionnaires financiers traditionnels (BNP, Crédit lyonnais, GAN), chacun n'ayant pas plus de parts que M. Jean-Luc Lagardère, possesseur de plus de 10 % du capital et gérant commandité de la société. Le groupe Floirat détiendra un peu moins de 10 %, et de nouveaux actionnaires entreront dans le tour de table. Ainsi Paribas et le canadien Northern Telecom *devraient acquérir respectivement* 7,5 % et 4 % des parts. L'allemand Daimler Benz et le britannique GEC, actuellement actionnaires de Matra, *pourraient prendre chacun 5 %* du holding de tête MMB plutôt que de participer à la fusion Matra-Hachette.

Cette fusion ne se déroulera qu'une fois le groupe Hachette recapitalisé et ses démêlés juridiques terminés. Pour retrouver des fonds, le groupe a accéléré son programme de *désinvestissement en vendant* notamment son immeuble du boulevard Saint-Germain pour 500 millions de francs. Les émissions de titres prévues se feront ensuite. Mais tout dépend maintenant de la décision du tribunal de commerce de Paris, qui doit se prononcer sur la gestion de Hachette lorsque la société dirigeait La Cinq.

Initialement prévue pour la fin de l'année, la nouvelle structure du groupe Lagardère pourrait connaître un petit retard dans sa mise en orbite. Tout dépendra du temps que prendra la justice pour se prononcer.

DOMINIQUE GALLOIS

COMMUNICATION

L'occupation diurne du réseau de l'ex-Cinq

Sept projets pour une chaîne éducative

Les rumeurs sur le report de la date de clôture des candidatures étaient infondées : c'est bien le 30 septembre que le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) devait enregistrer les sept projets visant à occuper le créneau diurne de l'ex-Cinq, avant ARTE. Selon le vœu de M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, la *plupart ont une visée éducative.*

Parmi les concurrents les plus crédibles figure «Eurêka», de M. Jean-Louis Missika. L'ancien chef du Service d'information et de diffusion du premier ministre (SID) a le soutien du ministère de l'éducation nationale *(lire l'article de Gérard Courtois page 20)*, d'éditeurs de livres et de musique, et d'Havas. Il veut occuper l'antenne de 1 heure à 19 heures pour un budget d'environ 600 millions de francs.

M. Jean-Jacques Mauriat, PDG de la maison de production SIIS, défend le projet «Athéna», télévision interactive. Parmi ses actionnaires figurent notamment OR Télématique, premier groupe français de télématique, et Lucie SA, *la société de* M. André Campana (Huit Mont Blanc). Le budget est de 650 millions de francs pour émettre de 6 heures à 19 heures. *Des discussions sur une* éventuelle fusion avec M. Missika n'ont pas abouti.

Educative et de formation, la proposition du publicitaire M. Jean-François Minne, «TV 92», a le soutien de M. Yvon Gattaz, ancien président du CNPF, du syndicat de producteurs S2PA, et du Centre national des collectivités pour l'audiovisuel (CNCTA).

«Parallèle télévision», qui veut être une «chaîne de la découverte à vocation éducative» est piloté par IDDH, une société de production de dessins animés. Son budget est de 300 millions de francs. TDM, ou «Télévision du matin», projette de faire de l'information, sur la tranche horaire de 6 h 30- 9 heures. Budget annuel : 50 millions de francs. Selon ses promoteurs – le producteur Tim Newman, le journaliste Lionel Rotcage, – TDM, télévision commerciale, veut être aussi *« le complément d'une télévision éducative et d'ARTE ».*

Enfin, deux autres projets ont été dévoilés il y a quarante-huit heures. L'équipe du titre satirique *Charlie Hebdo* souhaite émettre de 18 heures à 19 heures pour présenter «Gouvernement provisoire», une parodie du conseil des ministres, *pour un coût quotidien de* 190000 francs et l'animateur de télévision, Patrice Drevet, propose «D. Chaîne», un programme à visée pédagogique et musicale qui émettrait de 7 heures à 19 heures avec 600 millions de francs de budget.

Fusion de « la Cote Desfossés » et de « la Tribune de l'Expansion »

« La Tribune Desfossés » sera en kiosque mardi 6 octobre

La Tribune Desfossés, le nouveau quotidien issu de la fusion de *la Cote Desfossés* et de *la Tribune de l'Expansion*, sera en kiosque le mardi 6 octobre au prix de 7 francs. Malgré un changement de typographie, la suppression de la couleur et de l'éditorial en « une », les lecteurs de l'actuelle *Tribune de l'Expansion* ne devraient pas se sentir réellement dépaysés. Surtout s'ils goûtent une présentation plus austère de l'information économique. Le format du nouveau quotidien restera identique, le graphique de « une » sera toujours présent et la présence du mot *Desfossés*, en dessous du titre *Tribune*, se fera résolument discrète. Les changements seront plus nets pour les lecteurs de *la Cote Desfossés*. Cet outil de travail des cadres de banque sera désormais encarté dans *la Tribune* et l'édition du soir supprimée. *« L'essentiel de nos abonnés lisaient en fait* la Cote *le matin »*, affirme M. Georges Ghosn, PDG de Desfossés international. Cette nouvelle *Tribune* a-t-elle un avenir? Officiellement, les chiffres avancés par M. Ghosn sont rassurants. Sur les 70 millions de francs perdus par *la Tribune* entre janvier et juin 1992, Desfossés international n'en endosse que 25 millions. Les départs de salariés (15 à 20 millions de francs), l'informatique rédactionnelle (7 millions de francs), le déménagement, les dépenses dites de productivité et la campagne de publicité devraient être couverts par l'augmentation de capital de 70 millions de francs qui, M. Ghosn l'espère, sera bouclée en janvier 1993.

Côté recettes, les responsables du groupe tablent sur des rentrées annuelles d'environ 85 millions de francs pour la publicité financière (en 1991, *la Tribune* et *la Cote* faisaient chacune un chiffres d'affaires net de 55 millions de francs) et de 25 millions de francs de publicité commerciale (soit le maintien des recettes de *la Tribune*). *« Nous avons garanti 65 000 exemplaires vendus chaque jour aux annonceurs »*, assure M. Ghosn.

Y. M.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du mercredi 30 septembre 1992 :

UN DÉCRET

– n° 92-1048 du 28 septembre 1992 modifiant le code de la construction et de l'habitation et relatif à l'aide personnalisée au logement.

La préparation du plan d'entreprise

La SNCF à l'heure de l'introspection

La SNCF a rassemblé près d'un millier de cheminots à Poitiers, mardi 29 septembre, pour amorcer une réflexion sur son deuxième plan d'entreprise. Celui-ci couvrira la période 1995-1999.

POITIERS

de notre envoyé spécial

Qu'on se le dise : le *« changement des comportements et des méthodes de travail »*, mais aussi la remise en cause *« des rigidités internes »* seront les priorités du deuxième plan d'entreprise de la SNCF. Celui-ci couvrira certes la période 1995-1999, mais, consciente de l'ampleur de la tâche, la société nationale a décidé de prendre les devants en constituant un Groupe d'animation et de *réflexion préalable (GARP), qui a* rassemblé mardi 29 septembre à Poitiers près d'un millier de cheminots pour un colloque qui a pris des allures de *brain storming*.

Composé de vingt-cinq dirigeants de la SNCF et de quatre personnalités extérieures, ce groupe de réflexion a retenu vingt-trois thèmes de débats au plan régional et six thèmes au plan national. Il remettra une série de recommandations avant que débute officiellement la préparation du plan d'entreprise, à partir de mai-juin 1993. Dans l'immédiat, la mission du GARP vise surtout à créer une prise de conscience parmi les 200 000 cheminots. *« Dans cette entreprise, on a un peu de mal à dire les choses. Or, nous devons aller juqu'au bout des problèmes qui se posent »*, a insisté Mme Yannick Moreau, directeur général adjoint de la SNCF chargé des ressources humaines et présidente du GARP.

« Aide-toi, l'Etat t'aidera »

Les interrogations soulevées par l'assistance ont reflété les doutes d'une entreprise qui *« ne sait pas ce qui va lui arriver demain »*, s'inquiète de la concurrence de la route comme des conséquences de la construction européenne et se demande quel contenu donner aujourd'hui à la notion de service public. Aussi, les dirigeants de la SNCF se sont-ils efforcés de convaincre leurs interlocuteurs que l'avenir de l'entreprise ne dépend pas uniquement des choix opérés par les pouvoirs publics dans le *domaine des transports. « Aide-toi, l'Etat t'aidera »*, ont-ils martelé en substance, insistant sur le cloisonnement excessif du mode de fonctionnement de la société nationale. *« Nous pouvons agir sur la construction européenne et les choix de l'Etat. Mais à condition de nous adapter à notre environnement »*, a résumé M. Jacques Fournier, président de la SNCF, qui souhaite que la réflexion en cours *« ne comporte pas de sujets tabous »*. M. Fournier s'est aussi interrogé à voix haute sur la nécessité de laisser davantage d'autonomie aux différentes directions (voyageurs, fret) de l'entreprise ou d'introduire l'intéressement aux résultats.

Destinée à *« mieux comprendre les réactions du corps social des cheminots »*, cette opération sans précédent à la SNCF – qui s'est fixée comme objectif de toucher directement 20 000 salariés dans les prochains mois – a permis de faire apparaître en pointillés les réserves d'une partie de l'encadrement supérieur à l'égard de la mise en place effective de *« démarches participatives »*. Pour parvenir à *« éliminer les malentendus »*, *« renforcer la cohésion de l'entreprise »* et débarrasser la culture d'entreprise de ses *« rigidités »*, la SNCF ne devra pas ignorer les réticences syndicales et, surtout, trouver les moyens d'impliquer dans sa démarche le personnel non cadre, fort modestement représenté parmi les *« animateurs »* présents à Poitiers.

Pour l'heure, la direction trouvera sans doute une forme d'encouragement dans les résultats de l'enquête réalisée auprès des participants à ce colloque. Plus de la moitié ont en effet estimé que *« la SNCF n'évolue pas assez vite »*, alors que 8 % seulement ont considéré que les changements engagés sont trop rapides.

JEAN-MICHEL NORMAND

MOTOCYCLISME

Yamaha Diversion : la polyvalente

La moto polyvalente est un produit mythique. La plupart des constructeurs ont cherché à la réaliser sans jamais y réussir complètement. Il se peut que Yamaha ait obtenu avec la Diversion les savant compromis entre la moto urbaine et la routière, entre la légèreté et la puissance, entre la facilité d'accès et le tempérament. Une réussite technique d'autant plus intéressante que la Diversion est actuellement la moto la moins chère dans sa catégorie (600 cm³).

Contrairement à une tendance actuelle qui met sur le marché des versions rajeunies de modèles apparus il y a plusieurs années, la Yamaha Diversion est une moto entièrement nouvelle. Elle fait appel à certaines solutions technologiques que l'on retrouve sur des engins beaucoup plus sophistiqués. Ainsi est-elle équipée d'un cadre double berceau, dit périmétrique, qui assure une grande rigidité et procure une indéniable précision de conduite. Le moteur de 598 cm³, dont les quatre cylindres en ligne sont inclinés à 35° pour améliorer l'admission et l'échappement, présente l'avantage de rabaisser le centre de gravité sans diminuer la garde au sol. Très simple avec ses deux soupapes par cylindre et son refroidissement par air, il exprime avec souplesse la puissance de ses 61 CV.

La direction est vive et précise, la suspension toujours efficace, quels que soient le tracé et le revêtement. Les deux disques, dont un de 320 mm avec un étrier à double piston à l'avant, assurent un freinage sans reproche. Le carénage de tête de fourche est peu encombrant, tout en jouant très correctement son rôle à vitesse élevée. Les commandes et le tableau de bord sont simples et complets, même si on peut regretter l'absence d'une montre et d'un starter au guidon.

La recherche de matériaux simples pour diminer le prix de revient a permis d'alléger le poids de la machine. Ses 182 kilos à vide expliquent que la Diversion soit aussi plaisante et facile à piloter quel que soit le gabarit du (ou de la) pilote. Elle est à l'aise dans tous les types de circulation, en ville bien entendu, mais, et c'est une surprise, elle affiche un comportement très sain sur petite et grande route, y compris en duo.

Conçue pour le marché allemand à partir de la version 400 cm³ qui circule au Japon, la Diversion connaît logiquement un réel succès depuis sa commercialisation en France il y a un an. C'est la locomotive de la marque Yamaha, qui annonce en avoir distribué plus de quatre mille exemplaires en douze mois : plus du dixième des ventes de la marque. Même les couleurs qui l'habillent illustrent sa polyvalence. Rouge, elle affiche son caractère sportif. Vert anglais (et bleu sombre en 1993), elle se fait plus discrète, quasiment bourgeoise. Dans un marché qui se recentre vers la moto raisonnable, l'alternative indispensable pour circuler dans les encombrements, la Diversion est arrivée à point. La concurrence sait aujourd'hui quel défi elle doit relever.

CHRISTOPHE DE CHENAY

▶ Yamaha Diversion : 33 950 F TTC.

هكذا من الاصل

LE MONDE DES CARRIÈRES

C.P.I. BIEN-ÊTRE

Centre de promotion international

GAGNER DE L'ARGENT

SANS INVESTISSEMENT

L'opportunité de devenir distributeur du Produit pour la forme, nº 1 de la nutrition cellulaire dans le monde.

A TEMPS PARTIEL ou COMPLET.

Une formation adaptée quelle que soit votre situation ou activité actuelle. Une ambition à votre mesure.

Tél. ou env. candidature à : C.P.I. Bien-être, 246, bd Raspail, 75014 Paris. Tél. : 43-35-33-47.

CCIP TRUDAINE FORMATION PERMANENTE rech. pour assurer son développement : FORMATEURS VACATAIRES
– relations humaines (communication, téléphone)
– organisation (gestion du temps, classement).
Expérience de la formation, du secrétariat et de l'entreprise exigée. Env. C.V. et réf. à : *Anne Mathis* 39, av. Trudaine, Paris 9e

---

Centre de gestion agréé recherche un

COLLABORATEUR H/F NIVEAU BAC + 4

avec connaissance de la comptabilité jusqu'au bilan ainsi que UNIX-DOX.

Merci d'adresser c.v. et photo à : CEGAVERY, 7, rue des Chantiers, 78000 Versailles.

capitaux propositions commerciales

Jne femme ch. associé avec capital pour atelier animation *en RP. T. : (1) 48-43-70-65* 182, av. J.-Lolive, 93500 Pantin

---

RÉSEAU ASSOCIATIF NATIONAL AU SERVICE DE L'HABITAT

recherche

JEUNE MONTEUR D'OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES

pour les plus démunis, utilisation micro (Excel), *aptitudes administratives*, disponibilité immédiate.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions à : PACT ARIM 27, rue Valade, 31000 Toulouse.

HEBDOMADAIRE FINANCIER

RECHERCHE

UN JOURNALISTE OU UN FINANCIER

ATTIRÉ PAR LA PRESSE

– Diplômé de l'enseignement supérieur ;
– ayant une bonne connaissance des problèmes de financement des entreprises ;
– ayant au moins deux ans *d'expérience professionnelle.*

Envoyer *curriculum vitae* + lettre manuscrite au *Monde Publicité* sous nº 8574 15-17, rue du Col.-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

ICS FILIALE GROUPE SUISSE PARIS OUEST STÉ DE SERVICES recherche

DÉBUTANT FORMATION JURIDIQUE

2 ans mini. (DEUG/BTS)
Connaissances assurance et/ou droit construction appréciées, sens organisation. Goûts contacts, esprit d'initiative. Vous voulez rejoindre équipe dynamique avec objectifs annuels.
Précis. adressez CV + lettre candidature + photo à *ICS, 26-28, r. MARIUS-AUFAW* 92300 LEVALLOIS-PERRET

IMPRIMERIE SUR MARSEILLE cherche

1 OFFSETISTE 4 COULEURS

connaissant parfaitement MILLER TP 41 S. Tél. : 91-62-66-96.

Institut privé enseignement supérieur recherche

ENSEIGNANTS VACATAIRES QUALIFIÉS

Histoire, économie, culture génér., anglais, droit public, droit privé. DIPLÔME IEP EXIGÉ. Tél. : 43-54-82-47.

LE MONDE PUBLICITÉ

RECHERCHE

ÉTUDIANT(E)

(convention de stage), non rémunéré(e), pour constitution de fichiers, mailings, etc. Cadre agréable.

LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue du Col.-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15. Tél. : 46-62-74-19.

Magazine mensuel régional *généraliste recherche son*

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Minimum 5 ans expérience presse écrite. Envoyer lettre manuscrite *+ c.v. + photo à :* OBJECTIF AQUITAINE 28, cours du Médoc, BP 30, 33028 Bordeaux Cedex. Tél. : 56-43-19-19.

ORGANISME DE FORMATION

recherche

INTERVENANT EN MARKETING CULTUREL. Tél. : (1) 42-40-42-88.

ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS

recherche COLLABORATEURS (H ou F)

Bon niveau de culture générale pour poste à caractère commercial (pas de porte-à-porte).
– Formation assurée ;
– rémunération très motivante comportant un minimum garanti ;
– Evolution de carrière rapide pour candidat de valeur.
Tél. : 47-54-99-18.

Sté prestations services *micro-informatique* développant un concept d'assistance original recherche son

MANAGER COMMERCIAL

FUTUR D.G.

30 ans env., exp. SSII et maintenance HARD et SOFT souhaitée, bon prospecteur et négociateur à tous niveaux. Env. CV + photo + prétentions à notre conseil M.P. *9, rue de la Gare* 92137 Issy-les-Moulineaux sous réf. MI/D615

Sté de formation cherche PROSPECTEURS (H/F) téléph. INTERVENANTS de très haut niv. pour séminaires en ent. André de JEKELFALUSSY 48-73-40-56 (répondeur).

représentation offres

VENTE PAR CORRESPONDANCE

Vous avez une première expérience de la vente sur catalo*gue ? Une société britannique* spécialisée dans la vente par correspondance recrute un représentant commercial, payé à la commission pour développer ses ventes en France.
Les produits comportent du matériel d'entretien et de toutes sortes. Les candidats doivent parler un bon anglais. Faire parvenir tous les renseignements concernant votre expérience à : The Managing Director Anthony Green & Co LTD Sutton Fields, Hull HU8 OXD Royaume-Uni Fax 1944-482-820796.

DEMANDES D'EMPLOIS

20 ans de presse

CHEF DE PUBLICITÉ

Rompu aux contacts agences de publicité-clients

TECHNICO-COMMERCIAL

Relations services techniques *agences-imprimeries-rédactions*

COMMUNICATION-RELATIONS-PRESSE

Fichiers de presse-revue de presse

Ecrire sous nº 6084 LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue du Colonel-P.-Avia 75902 Paris

---

Assist. export trilingue (all., angl.) cherche poste Paris, région. paris. *39-52-39-50.*

Cadre comptable H, 37 ans ch. place stable, 17 ans exp., bilans sociaux et polyv. étudierait toute proposition. Tél. : 45-31-07-31

Ingénieur confirmé 12 ans d'expér. informatique (développ. formation, vente, assist., util. calcul. CAO/DAO). ch. poste responsabil. informat. Etud. toute proposition pour Paris ou proche banlieue. *Tél. apr. 19 h - (1) 30-33-49-21*

Physicien DEA physique atomique molécul. exp. ch. poste enseign. école d'ing. IUT Tél. : 42-28-63-27 (à partir de 18 h 30)

Femme, 40 ans, recherche POSTE RESPONSABLE D'ACHATS ou RESPONSABLE BOUTIQUE «LUXE» Expérience 20 ans dans les achats, la négociation et la gestion des stocks.

JEUNE FEMME TRILINGUE (française, anglais, espagnol), 42 ans, avec expérience en traduction, communication, documentation, cherche poste à responsabilités Paris ou banlieue ouest. Tél. : 30-40-15-66.

JEUNE HOMME

D.E.S.S. TRANSPORTS INTERNATIONAUX (PANTHÉON-SORBONNE)

Bon niveau de pratique en *anglais, allemand et italien.* Bonne connaissance de l'Afrique sub-saharienne.

RECHERCHE

UN POSTE DANS LA FONCTION COMMERCIALE EN FRANCE OU A L'ÉTRANGER

Dans le secteur du transport, dans le service transport d'un chargeur, dans le secteur du tourisme.

Contactez M. LAUZANNE 15, rond-pt Rhin-et-Danube, 92100 Boulogne. Tél. : (1) 49-09-17-34.

J.F. dynamique 24 ans, vivant côte Ouest. USA MBA : marketing management recherche poste au sein d'une entreprise représentée aux USA ou souhaitant s'y développer. MF Dayan (19-1) 4159282680 1250 California Street apt nº 4 San-Francisco Ca 941009

INGÉNIEUR (universitaire 3e cycle), 37 ans, ÉLECTRONIQUE INFORMATIQUE :
– Maîtrise d'œuvre.
– Conduite de projet.
– Gestion des hommes.
– 10 années d'expériences.
Tél. 45-93-33-49

J.F. 30 ans, JURISTE D'AFF. INTER. Parf. tril. angl./esp. Exp. polyv. ch. poste juriste contrats internationaux en ent. ou cab. au poste polyv. *adjte de direction.* Accepte assistanat si resp. Tél. : 45-42-61-16

MANAGER DE PROJET

26 ans, *trilingue (anglais, français, allemand)*, diplômé en commerce international de l'université de Wisconsin, USA (bac + 5), deux ans et demi d'expérience comme manager de projet auprès du dirigeant d'une grande société allemande, recherche un poste en marketing import-export des biens de consommation ou controlling, audit, organisation. S'adresser à : M. Thelen, Schultstr. 9-17, Wbg. 90, W-6700 Ludwigshafen.

Pour la région de Montpellier (34) ou Toulouse (31).
Femme, 25 ans d'expérience, cherche poste à responsabilités.
- Dynamique ;
- ouverte au dialogue ;
- sens des relations humaines ;
- compétences dans la gestion financière, comptabilité, gestion personnel et administrative.

Tél. : 67-42-47-88.

JF 27 ans dipl. 3e cycle en droit privé. Rech. Poste : assist. juridique Bil. esp./angl. courant Tél. : 64-21-61-10

J.H. 35 ans, sér. référ., dix ans expér. bancaires et financ., parf. maîtrise marchés financ. et produits patrimoniaux, étudie ttes proposit.

Tél. : 40-55-02-39.

VOS BESOINS :

Résolution des problèmes liés aux matériaux (chimie, métallurgie, mécanique, corrosion).

MES OBJECTIFS :

Optimisation de l'utilisation des matériaux.

MON PROFIL :

DESS instrumentation et méthodes physico-chimiques d'analyse de la faculté d'Orsay. *Ecr. le Monde Publicité,* nº 7142 M, 15-17, rue du Col.-Pierre-Avia, 75015 Paris qui transmettra.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANT

Le plus formidable choix « Que des affaires exceptionnelles », écrit le guide de *Paris par cher*, ts bijoux or, ttes pierres précieuses, alliances, bagues, argenterie

ACHAT-ÉCHANGE BIJOUX

PERRONO OPÉRA

Angle bld des Italiens, 4, Ch.-d'Antin, magasin à l'ÉTOILE, 37, *av. Victor-Hugo*, autre grand choix.

Cours

COURS D'ARABE

Ts niv. jour-soir-samedi Enfants mercredi-samedi inscript. AFAC 42-72-20-88

Galeries de peinture

Loue galerie de peinture dans le vieux Nice à personne exerçant profession ARTISTIQUE Faible loyer Droit au bail minime *Tél. : (16) 93-56-92-63*

Matériel informatique

A SAISIR
Vds lot Macintosh 2 FX 8/80 mo + lecteur + clavier + moniteur couleur Formac 21 pouces trinitron + table à digitaliser Wacom A3 + logiciel exception inclus. Ensemble état neuf. Px : 60 000 F. Tél. : 92-51-52-84 ou 92-21-24-18

Musique

Flûtiste à bec claveciniste, clavecin pour répéter en échange soirée musicale Tél. : 43-80-22-10 ou 43-42-36-15

Travail à domicile

Vous avez une étude, un rapport à écrire et à mettre en page, une interview enregistrée sur cassette audio à transcrire et à mettre en forme. Adressez-vous à une professionnelle de l'écrit et de la documentation travaillant sur Macintosh. Sérieuses références et prix compétitifs. Ecr. s/réf. 6085 *le Monde Publicité* 15-17, rue du Col.-Pierre-Avia *75902 PARIS Cedex 15*

Stages

C'EST LA RENTRÉE ! COURS D'ANGLAIS, ESPAGNOL, RUSSE, ALLEMAND, CHINOIS, JAPONAIS

STAGE ANNUEL : 4 450 F 1 MOIS GRATUIT ! *SI INSCRIPTION AVANT* LE 25-09-92

COURS TRIMESTRIELS : 2 250 F ECONOMISEZ 200 F CHACUN ! SI VOUS VOUS INSCRIVEZ A DEUX

« SUPER-INTENSIFS »

Pour les « lève-tôt » : Lundi au vendredi, 8 h-9 h 30 sur 4 semaines : 1 600 F

Pour les « pressés » : lundi au vendredi 12 h 30-14 h sur 4 semaines : 1 600 F

Les « INTENSIFS » 3 soirs/sem. de 19 h à 21 h

Début des stages : 5-10-92

Inscriptions et renseign. : ACCORD école de langues 72, rue Rambuteau 75001 Paris *Tél. : 42-36-24-85*

Vacances, tourisme, loisirs

HOME D'ENFANTS

JURA

(900 m altitude près frontière suisse)

Agrément Jeunesse et Sports. *Yves et Liliane accueillent vos* enfants dans une ancienne ferme XVIe s., confortablement rénovée. 2 ou 3 enfts par chbre avec s. de bns, wc. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfts, idéal en cas de 1re *séparation.* Ambiance familiale et chaleur. Activ. : VTT, jeux collect., peinture s/bois, tennis, poney, initiat. échecs, fabric. du pain. 2 080 F semaine/enfant. Tél. : (16) 81-38-12-51

automobiles

boxes - parking

1 PARKING A LOUER ou A VENDRE. PL. V.-HUGO, *PARIS-16e. 45-51-19-97*

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

3e arrdt

MARAIS ARTS ET MÉTIERS Pierre de tail. STUDIO, 3e étg. cuis., conft + chbre service au 5e étg. 390 000 F 44-78-86-97

MARAIS SQUARE TEMPLE (Près), BEAU 2-3 pièces 63 m². Poutres. CHARME. Tout confort. 1 300 000 F. Tél. : 44-78-86-85.

Unique, maison 45 m² 13, rue des Fontaines-du-Temple, sur place 13 h 30-16 h 30 merc. 1 050 000 F. 40-72-77-87.

4e arrdt

PLACE VOSGES (Près)

CHARMANT 2 P. cuis., sal. de bains. ASCENS. SOLEIL. 1 160 000 F. - 44-78-86-85

5e arrdt

LUXEMBOURG Duplex 5e et 6e étage. Calme. 155 m². 5 300 000 F. AGT BASTILLE : 42-78-10-20.

7e arrdt

AV. SAXE. 860 000 F

Ds imm. pierre de t. Gd studio. Très bon état. CASSIL RIVE GAUCHE. 45-66-43-43

ÉCOLE MILITAIRE. 2 P. cuis., bains. Bon état. Soleil. 850 000. 45-55-29-15

Part. vend. ATELIER entièrement rénové. Me BAC, 5e étage sans ascenseur. 1 900 000 F. Tél. : 45-44-56-85

RUE VANEAU

2 100 000 F. 3 PIÈCES Dans bel imm. pierre de t. CASSIL R.G. 45-66-43-43

SÈVRES. 595 000 F

BEAU STUDIO. TT CFT. IDÉAL INVESTISSEUR. CASSIL R.G. 45-66-43-43

9e arrdt

ÉCOLE DE MÉDECINE Mais. XVIIIe s/4 nivx 250 m² env. dévelop. Caves voûtées. Jard. d'hiver. Terrasse. Park. Vis. s/r.v. Tte offre sérieuse sera considérée. SERGE KAYSER. 43-29-60-60

11e arrdt

Me PARMENTIER

Imm. récent, 2 pces, 53 m² + terras. + parking s/sol. Exceptionnel 850 000 F. Immo Marcadet. 42-51-51-51.

NATION

BEAU 2 P. cuisine, tout cft, 2e étage s/rue. Digicode. 498 000, créd. 43-70-04-64

DAUMESNIL 4 P. 77 m²

réc., sans vis-à-vis, sud-ouest, 5e asc., gd séj. salon, 2 chbres, bns, bon plan. 43-46-03-01

NATION. Près métro. Immeuble brique. STUDIO, *coin cuisine*, tout confort, 3e étage s/rue. 315 000 F, crédit. 43-70-04-64

PLACE VOLTAIRE. Bel imm. SPLENDIDE 2 P., cuisine, wc, bns, 1er ét. s/rue et cour. Digicode. Prix 685 000, créd. 43-70-18-00

QUARTIER NATION RUE DES GRANDS-CHAMPS Imm. ravalé. BEAU STUDIO, 2e étage sur rue, tt conft. 350 000 F. 48-04-84-48

14e arrdt

ALÉSIA. 2/3 P. en parfait état. Plein sud. Dans quartier agréable. PRIX INTÉRESSANT. NOUS CONTACTER AU : 43-35-52-82

DENFERT. Dans voie privée de la rue Daguerre, *2/3 P.* PARFAIT ÉTAT. 3e étage. Clair. Calme. A voir. 43-35-52-82

Me MOUTON-DUVERNET 2 PCES. Charme. Calme dans petite copropriété. A VOIR. 580 000 F. 43-35-52-82

MAIRIE 14e

Im. pierre de t. Très bon stand. STUDIO tt cft. A saisir. 350 000 F. 43-35-52-82

PARC MONTSOURIS. Gd studio, étg. élevé, av. balc. plein sud. Im. récent. Possib. park. 845 000 F. A VISITER. 43-35-52-82

15e arrdt

MONTPARNASSE

POUR RECEVOIR UNE DOCUMENTATION SUR NOTRE RÉNOVATION DE GD STANDING

ESPACE ET TRADITION

et ses surfaces

de 115 à 500 m²

à partir de 22 000 F/m². Téléphonez au 45-62-92-25.

16e arrdt

OCCASION A SAISIR

DE PART. A PART. EXCEPTION. DANS IMMEUBLE STANDING NEUILLY, PRÈS PTE MAILLOT APPART. CARACTÈRE 220 m².

6 P. dont 2 belles pces réception et gd hall d'entrée, 3 ch, s. à m., gde cuis., 1 s.d.bs av. wc, 1 cab. de toil., 1 wc indép. Chauff. ind. gaz, 3 chb. de bonne. Cave. Poss. parking proximité.

Prix : 7,5 MF. *Tél. h.b. 47-38-47-72*

Me PASSY. GD 4 P.

EN DUPLEX, tt cft. SOLEIL. CHARME. Asc. 2 790 000 F CASSIL. 45-66-01-00

17e arrdt

URGENT. Part. vd ds résidence serv. 2 à 3 P. tt cft 51 m² + terrasse et jardin clos arboré. 2 400 000 ou viager, matin et soir. TÉL. : 46-41-09-01

18e arrdt

EXCEPT. MONTMARTRE Maison 4 ch., dble liv. + petite terrasse. 45-56-02-02.

19e arrdt

BUTTES CHAUMONT. Imm. récent 3-4 p. + 28 m² terrasse sud. Px 1 780 000 F. 48-06-18-30.

CAMPAGNE A PARIS, pte Bagnolet, imm. bourgeois, 2 P. cuis., tt cft, belle vue dégagée, ascenseur 649 000 F 48-04-84-48

20e arrdt

Me PÈRE-LACHAISE

2 pièces, cuisine, salle de *bains*, wc, 2e étage. 449 000 F. 44-78-86-81.

92 Hauts-de-Seine

A VDRE. RUEIL-MALMAISON DANS IMMEUBLE STANDING APPARTEMENT 80 M². 3 P.

4e étage et dernier étage. Ascenseur. Pans mansardés. Terras. 16m². 2 park. en ss/sol. Prix : 1 800 000 F. T. ap. 20 H.-47-52-17-83, rép.

BOULOGNE

Proximité métro

Livraison immédiate 4 pces, 102 m², 3e ét. Superbe séj. 45 m², 3 chbres Prix : 2 690 000 F Parking inclus

BREGUET 47-58-07-17

BOULOGNE. VUE TT PARIS. Duplex 236 m², dernier ét. Jard. hiver + 85 m² terrasse. Box. Tél. : 45-77-96-85.

94 Val-de-Marne

VINCENNES Me BÉRAULT, superbe loft 8 pièces, 200 m² rez-de-chaussée, duplex, confort, raffiné, terrasse, jardinet. 4 700 000 F. - ST-DIZIER ET BURGER IMMOBILIER. 40-53-92-09.

Province

BLOIS. APPT GD STANDING 128 m² ds ensemble résid. 5 min. centre ville. Ts commerces. Tél. pour envoi descriptif au : (16) 54-43-66-21.

FRÉJUS/ST-RAPHAEL. A vendre beau 2 P. + terrasse dans résid. neuve avec piscine. A 300 m plages, prox. port Saint-Raphaël. Idéal pour retraite ou vivre à l'année. *Prix : 450 000 F. Tél. (1) 42-38-18-06*

appartements achats

ACHÈTE COMPTANT NOTAIRE Studio à 3 p. DÉCISION IMMÉDIATE Maximum 700 000 F Tél. : 44-78-86-97

EMBASSY SERVICE

rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS APPARTS DE HAUT DE GAMME PARIS RÉSIDENTIEL

45-62-16-40

Recherche 2 à 4 P PARIS. Préfère RIVE GAUCHE. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-35-43 même le soir.

CABINET KESSLER

78, Champs-Elysée 8e

recherche de tte urgence beaux apparts de standing, ptes et gdes surfaces. Evaluations grat. sur demande 46-22-03-80 – 43-59-68-04

PROPRIÉTAIRES

Vous vendez ou louez un appt avec ou sans cft. Adressez-vous à un *professionnel* FNAIM. Immo-Marcadet. 42-51-51-51. Fax : 42-55-55-55.

Rech. URGENT 100 à 120 m² PARIS. *Préf.* 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 8e. *Paie compt.* chez notaire. - 48-73-48-07.

locations non meublées offres

Paris

14e MAISON DE VILLE 150 M² VUE - JARDIN - *18 000 F* PARTENA – 40-07-86-50

17e, MALESHERBES, 4/5 P. 115 m². Dble park. 14 000 F. PARTENA. 40-07-86-50

17e VILLIERS BEAU 2 P. 50 m². balc. 11 m², sud. 5 500 F PARTENA – 40-07-86-50

20e. Très bel appart neuf. 2 P., cft 50 m². Gd balcon. 4e ét., imm. stand. donnant s/jard. *Me Couronnes.* Loyer 5 000 F, chg. 450, pkg 450. Garant. serv. dem. 48-36-51-56

4e BASTILLE

GRAND 2 P. TT CFT *Loyer 5 400 F ch. comp.* CASSIL – 45-66-43-43

8e RD-PT-CHAMPS-ÉLYSÉES APPT de RÉCEPTION 240 m² 21 500F – 40-07-86-50

CHAMPS-ELYSÉES

à louer, mixte, 130 m², 8e ét. s/jard., gar. 20 000 F Tél. : 45-25-04-44

Part. loue studio 35 m², mezzanine, chem., poutres. Rue de Verneuil, 7e. Refait à neuf. Loyer 4 500 F, libre de suite. Tél. : 30-82-27-14

Près avenue Bosquet, GD 3 PCES, 80 m². Entrée, gd séj., 2 chbres, cuis., salle bns, placards. 5e asc. *Clair, calme.* 12 670 F chauffage inclus. Tél. : 48-24-63-68; soir et week-end : 42-40-35-94.

A louer à Paris STUDIOS vides ou meublés Ttes surfaces et ts arrondts Tél. h.b. : 42-56-58-00

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS GESTION POSSIBLE

(1) 45-62-30-00

MASTER GROUP

Rech. apparts vides ou meublés, du studio au 7 pièces, POUR CADRES, DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS ET BANQUES. 47, rue Vaneau, Paris-7e. Tél. : 42-22-98-70.

Région parisienne

Urgent. Collaborateur *Le Monde* recherche pour sa fille, région Plaisir ou Les Clayes (78) grand studio ou petit 2 Pces. Proche gare SNCF. 2 500 à 2 800 F CC. *Tél. : 34-62-83-43. Jusqu'à 21 h.*

locations meublées offres

Paris

PARIS 20e. A louer 3 Pces 75,49 m². Parking s/sol. Loyer principal : 5 397,56 F. Tél. : 40-06-67-89.

R. ST-DOMINIQUE 4 P., parfaitement meublé et équipé, 2 étage 11 000 F ch. compr. Notaire 42-47-12-17

Chbre de bonne, douche et lavabo, 18e, pr étudiant(e) 1 600 F/ms. Écr. POZNANSKI 68, rue Ordener, Paris-18e

maisons individuelles

Exceptionnel, Buttes-Chaumont, maison invisible de la rue, 90 m², jardin privatif, 1 bureau, 2 ch., s.d.b, 2 wc, cheminée. *Tél. : 43-80-30-40. h. de b.*

OUEST TOULOUSE (Porte) belle et confortable maison de maîtres 290 m² habitables dans jardin arboré 1 500 m² *garage double. Idéal prof. lib.* 2 300 000 F heures bur. 40-53-92-09 soir 49-01-06-51

Part. vend belle maison d'architecte qual. except. prox. MARNE-LA-VALLÉE

77 CHELLES-CHANTEREINE

380 m² hab., 2 étages, 2 appartements distincts, garage 2 voitures, buanderie, chaufferie, jardin arboré 880 m². Possib. prof. libérale. Prix : 3 000 000 F. Tél. : (1) 48-05-27-28

ST-LEU VILLAGE (95) Demeure 200 m², sud, charme, classe, site exceptionnel, très rare. 34-12-03-88, matin

propriétés

90 mn PARIS-SUD LOIRET

SULLY-SUR-LOIRE PROCHE SOLOGNE FERMETTE EN U

Séj., cheminée, cuis., 2 chbres, bains, wc, greniers aménageables, étables, toits, grange. Potentiel habit. 240 m², terrain 1 800 m² 395 000 F FAI Crédit possible 90 % DI (16) 38-36-44-02

pavillons

A VENDRE A MORSANG/ORGE Essonne, banlieue sud, à 20 minutes de Paris. PAVILLON : 3 chbres + cuis. équipée, séj. dble, salle de bns, w.-c. Chauffage central au gaz. Buanderie, garage, alarme. Près centre commercial, commerçants, lycée, crèche. 1 000 000 F. 60-16-30-02.

MAISON RÉNOVÉE 40 km d'Albi, 40 km de Rodez, 50 km de Millau, bord du Tarn BROUSSE-LE-CHATEAU pierre de pays, toit en lauzes, 2 logs. tout conf., cheminée, 2 terrasses, 2 caves, jard. bord riv., entièrement meublé. PRIX 500 000 F à débattre Téléphone région parisienne : 48-60-71-45 Téléph. sur place juillet-août (16) 65-99-46-37

villas

A VENDRE dans les Yvelines (78), sup. villa très récente, 8 pièces, ss-sol total, sur terrain arboré de 1 500 m², avec poutres en chêne, colombage, ferme, etc.
Possibilité profession libérale avec 2 pièces indépendantes au r.-de-ch. Belles prestations, vue imprenable, très calme. 2 600 000 F, frais de notaire réduits. *Tél. : 39-74-18-38*

domaines

SOLOGNE 290 ha boisés, étangs, bâtiments à rénover rég. GIEN, 190 ha et 326 ha *Etangs pav. chasse valeur* bois bâtiments habitation Agence BOUARD 18103 VIERZON (16) 48-71-24-99

hôtels particuliers

9e. SITE PROTÉGÉ Élégante maison XIXe. Dans voie privée. RARE. SERGE KAYSER. 43-29-60-60

terrains

Agadir, Maroc. Part. vend terrain 3 000 m² construct. Proximité centre-ville. 1 400 F/m². 43-96-98-38 le soir après 20 h.

viagers

15e, près 7e arr. Particulier cède viager occupé. 1 tête, très beau 70 m², 7e ét. asc. 750 000 F + rente Tél. : 43-06-50-57

Grands appartements occupés dans sites exceptionnels

- CEV - 42-68-05-43

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

Locations

MÜLLER International 44-69-82-82

PARIS 16e HOTEL PARTICULIER

Rue de Presbourg Vue Etoile – 200 m²

CACHAN CENTRE à 600 m du RER ETAT NEUF (imm. 1989) au 2e ét. avec ascenseur env. 290 m² HO + 4 park. ss-sol divisible, poss. reprise SCI

SAVIGNY-LE-TEMPLE(77) 1) face gare SNCF-(RER 95) dans imm. neuf de 3 000 m² env. 800 m² + 23 park., divis. en 5 lots d'env. 145 à 290 m² recomposables de 290 à 525 m², locations possibles 2) A 3/400 m gare SNCF (RER 95) près mairie et hôtel postes, avec asc. et parkings
* 2e ét., tt équ., env. 380 m² divisible, livrable 01-02-93
* R.-d.-ch. commercial, brut 60, env. 260 m² en 2 où 4 lots

TÉL., RENS. : 60-63-47-63

JOINVILLE-LE-PONT

Imm neuf. Stand. Bureaux activités 700 m² divisibles 800 F *le m². ILT. Immo Marcadet.* 42-51-51-51.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-55-17-50.

boutiques

Locations

Marché Mouffetard Propriétaire loue boutique. Libre 80 m² s/sol 50 m², monte-charge, vitrines sur toute façade 10 m. Tél. : 43-36-76-91

locaux commerciaux

Locations

BOUTIQUE Me COURCELLE 50 m². Bail : 3, 6, 9 Loyer trimestriel 10 000 F/cc Tél. : 46-22-02-02 Reprise 180 000 F

fonds de commerce

Ventes

VALMOREL-LA-BELLE

(73) Vend fond au bail, ts commerces, centre station de ski, rue piétonne. Surface 2 × 28 m², hiver-été. Prix intéressant. Tél. dom. : 79-09-89-43

Locations

Près BOIS DE VINCENNES

Bar-rest. Brasserie en SARL situat. except. Bon CA (burx, comm. appts...) Salles 96 pl. Matériel et agencement récents. Loyer fonds 7 200 F + Appt. Px : 8,5 MF + financement assuré. Repr. créd. poss. 43-88-01-39.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

PARIS

2e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 62 m², 5e étage	5, rue Volney **GCI – 40-16-28-71** Frais d'actes	6 622 + 1 205 328

3e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 71 m², 2e étage parking	1, rue Volta **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	4 632 + 845 3 296

4e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 116 m², 2e étage	15, rue des Lions-St-Paul **SOLVEG - 40-67-06-99** Frais de commission	12 000 + 1 702 9 004

7e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
STUDIO 30 m², 5e étage	13, rue du Ch.-de-Mars **AGIFRANCE – 45-56-16-81** Frais de commission	4 650 + 711 3 639
3 PIÈCES 88 m², 2e étage parking	50, rue de Bourgogne **SOLVEG - 40-67-06-99** Frais de commission	14 560 + 1 455 11 320
4 PIÈCES 123 m², 5e étage	12, place Joffre **GCI – 40-16-28-69** Frais d'actes	14 708 + 2 088 571

8e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 104 m², 5e étage parking	69, rue Fondary **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	12 050 + 1 660 9 438
4 PIÈCES 110 m², 3e étage parking	69, rue Fondary **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	13 685 + 1 650 10 664
4 PIÈCES 156 m², 2e étage parking	10 *bis*, rue Paul-Baudry **SAGGEL VENDOME - 47-42-44-44** Frais de commission	20 300 + 23 297 14 616
4 PIÈCES 105 m², 5e étage	27, rue Daru **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	15 350 + 1 300 10 923

9e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
5 PIÈCES 211 m², 3e étage	3, rue Jules-Lefebvre **SAGGEL VENDOME - 47-42-44-44** Frais de commission	22 200 + 24 959 15 984

11e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 50 m², 1er étage parking	5/7, rue Saint-Hubert **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	4 050 + 405 2 882

14e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 53 m², 7e étage parking	80, rue de l'Abbé-Carton **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	6 356 + 525 4 529

15e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 90 m², 6e étage 2 parks, 2 balcons	15, rue Fizeau **LOC-INTER - 47-45-15-84** Frais de commission	10 464 + 813 7 830
STUDIO 30 m², 1er étage parking	4, rue Félicien-David **SOLVEG - 40-67-06-99** Frais de commission	4 890 + 524 4 068
3 PIÈCES 104 m², 5e étage parking	69, rue Fondary **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	12 050 + 1 660 9 438
4 PIÈCES 110 m², 3e étage parking	69, rue Fondary **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	13 685 + 1 650 10 664
STUDIO 38 m², 5e étage parking	6/8, rue Dulac **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	4 150 + 710 2 953
2 PIÈCES 58 m², 2e étage	86, rue de la Fédération **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	5 811 + 910 4 135

16e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 120 m², 6e étage box	60/62, av Henri-Martin **GCI - 40-16-28-68** Frais d'actes	21 000 + 3 175 860
4 PIÈCES 90 m², 5e étage park., balcon	185, bd. Murat **LOC INTER – 47-45-16-09** Frais de commission	9 840 + 860 7 390
6/7 PIÈCES 210 m², 4e étage	75, av. Paul-Doumer **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	20 000 + 3 325 14 670
3/4 PIÈCES 93 m², 6e étage	8/10, rue Oswaldo-Cruz **SAGGEL VENDOME – 47-42-44-44** Frais de commission	11 200 + 12 978 8 064
2 PIÈCES 60 m², rez-de-ch.	20, rue de Lubeck **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	6 500 + 1 150 4 625

17e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4/5 PIÈCES 144 m², 4e étage	120, rue de Tocqueville **SAGGEL VENDOME – 47-42-44-44** Frais de commission	13 780 + 15 819 9 921
3 PIÈCES 56 m², 3e étage	6, rue Mariotte **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	6 500 + 880 4 625

20e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
5 PIÈCES DUPLEX 98 m², 5e ét. asc.	57, rue de Bagnolet **LOCARE – 40-61-66-00** Frais de commission	10 000 + 745 8 330
3 PIÈCES 62 m², 5e étage parking	74/80, rue de Buzenval **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	4 800 + 1 095 3 415

78 YVELINES

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PAVILLON 6 PIÈCES 132 m², garage	**NOISY-LE-ROI** 6, rue Louis-Levau **AGIFRANCE – 30-44-01-13** Frais de commission	8 757 + 431 6 231
5 PIÈCES 111 m², 4e étage parking	**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE** 40 *quater* A, rue des Ursulines **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	9 405 + 1 365 6 692

92 HAUTS-DE-SEINE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES IMM. NEUF 55 m², 2e étage très bon standing parking	**ASNIÈRES** 38 à 46, rue de l'Alma **SAGGEL VENDOME – 47-78-15-85** Frais de commission	4 600 + 606 3 312
STUDIO IMM. MOD. 27 m², 1er étage	**COURBEVOIE** 36, place des Saisons **SAGGEL VENDOME – 47-78-15-85** Frais de commission	2 220 + 501 1 598
4 PIÈCES 100 m², 1er étage possibilité parking balcon	**GARCHES** 6, rue du Regard **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	7 800 + 940 5 826
3 PIÈCES 75 m², 2e étage parking, balcon	**LA GARENNE-COLOMBES** 17, rue d'Estienne-d'Orves **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	5 700 + 832 4 374
5 PIÈCES 103 m², 5e ét., asc.	**LEVALLOIS** 136, rue Aristide-Briand **LOCARE – 40-61-66-00** Frais de commission	9 900 + 878 8 252
4 PIÈCES 159 m², 2e étage box	**NEUILLY** 74, rue de Chézy **GCI – 40-16-28-68** Frais d'actes	19 900 + 3 358 800
3 PIÈCES 70 m², 7e étage possibilité parking	**NEUILLY** 5, rue du Gal.-Lanrezac **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	6 100 + 200 4 662
5 PIÈCES 138 m², 3e étage	**NEUILLY** 15/17, av. Sainte-Foy **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	16 276 + 1 500 11 582
3 PIÈCES IMM. RÉCENT 81 m², 1er étage parking	**PUTEAUX** 2, rue Ampère **SAGGEL VENDOME – 47-78-15-85** Frais de commission	6 220 + 755 4 478
2 PIÈCES 70 m², 3e étage	**SAINT-CLOUD** 7, rue des Gâtes-Ceps **AGIFRANCE – 46-02-48-68** Frais de commission	6 060 + 1 086 4 313
4 PIÈCES 88 m², 3e étage parking	**SAINT-CLOUD** 2, square Sainte-Clothilde **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	7 130 + 866 5 074
STUDIO IMM. RÉCENT bon standing 35 m², 1er étage parking	**SURESNES** 23, av. Georges-Pompidou **SAGGEL VENDOME – 47-78-15-85** Frais de commission	3 380 + 566 2 433

94 VAL-DE-MARNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 64 m², 1er étage park. balcon	**SAINT-MANDÉ** 4, avenue Joffre **LOC INTER – 47-45-16-09** Frais de commission	6 187 + 731 4 734
3 PIÈCES 70 m², 5e étage parking, balcon	**VINCENNES** 44, rue de Fontenay **LOC INTER – 47-45-14-65** Frais de commission	6 368 + 730 4 878
4 PIÈCES 83 m², rez-de-ch. 2 park., terr. 10 m²	**VINCENNES** 86, rue Defrance **LOC INTER – 47-45-15-84** Frais de commission	7 078 + 800 5 382
4 PIÈCES 92 m², 3e étage parking	**VINCENNES** 36, rue des Vignerons **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	8 495 + 1 109 6 045

95 VAL-D'OISE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PAVILLON **7 PIÈCES** 149 m², garage	**CERGY** 5, clos de Mandelieu **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	9 348 + 539 6 652
2 PIÈCES 50 m², 1er étage parking, balcon	**MONTMORENCY** 126, av. Ch.-de-Gaulle **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	3 460 + 1 127 2 762

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE

VIE DES ENTREPRISES

Doublant le chiffre prévu pour cette année

IBM annonce la suppression de 40 000 emplois

International Business Machines Corp. (IBM) a annoncé mardi 29 septembre la suppression de 40 000 emplois cette année sur des effectifs actuellement fixés à 344 000 salariés (alors qu'ils étaient encore de 407 000 personnes en 1986) au plan mondial.

NEW-YORK

de notre correspondant

Le numéro un de l'informatique, présidé par M. John Akers, avait indiqué au début de l'année qu'il envisageait de supprimer environ 20 000 postes par départs volontaires et mises en retraite anticipées. En juillet, la firme indiquait déjà que 32 000 personnes avaient demandé à bénéficier de ces dispositions. Actuellement, ce sont 40 000 salariés, le double des chiffres prévus, qui sont prêts à quitter « Big Blue », et la direction a *décidé de réduire ainsi* de 12 % ses effectifs cette année. Au total, depuis 1985, le personnel d'IBM aura été réduit de 25 % et sa capacité de production diminuée de 40 %.

Ces 40 000 suppressions de postes interviendront surtout aux États-Unis (28 000), le reste étant prévu en Europe, en Afrique et au Proche-Orient (8 000), tandis que 4 000 postes devraient disparaître en Asie. D'après la société, ces mesures portant sur les effectifs, ajoutées aux restructurations et aux diminutions volontaires de capacités de production opérées dans certaines unités, devraient permettre de réduire les coûts d'exploitation d'IBM de 4 milliards de dollars par an à compter du début de l'année prochaine. En attendant, la société a constitué une provision de 2,1 milliards de dollars pour les fermetures d'installations à prévoir et les « dégraissages » à opérer.

« Grâce à ces dispositions, IBM pourra parvenir à un meilleur équilibre entre ses actifs et les besoins de son activité », a indiqué M. Akers, justifiant ces mesures par la persistance d'une crise économique plus longue que prévu, par les rapides changements intervenus dans le secteur technologique et par les déplacements de la demande. Le mal n'est pas nouveau. En 1991, IBM a affiché les premières pertes de son histoire (2,8 milliards de dollars après un bénéfice de plus de 6 milliards l'année précédente) et son chiffre d'affaires a été ramené à quelque 65 milliards contre 69 milliards en 1990, soit la première baisse en l'espace d'un demi-siècle.

Cette double contre-performance s'explique en partie par la grave crise que traverse l'industrie informatique, aux Etats-Unis et ailleurs. Mais IBM a aussi pâti de sa lenteur à s'adapter aux évolutions technologiques alors que d'autres groupes, plus petits, ont joué avec succès la concurrence et la mobilité avant de fléchir, eux aussi, en raison du manque de reprise de l'économie américaine.

SERGE MARTI

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

MANAGEMENT

□ **Fiat : M. Agnelli annonce la fin de son mandat en 1994.** – M. Giovanni Agnelli, président de Fiat, a annoncé, mardi 29 septembre, sa décision de se retirer au terme de son mandat triennal en 1994, durant l'assemblée des actionnaires de la société financière IFIL (groupe Fiat). *« Le statut du groupe Fiat est clair : qui atteint soixante-quinze ans durant le mandat triennal ne peut être élu »*, a rappelé M. Agnelli, répondant à un actionnaire. En 1994, à l'échéance du mandat triennal du conseil d'administration de Fiat, M. Agnelli, actuellement âgé de soixante et onze ans, de ce fait ne sera plus éligible. Le président de *Fiat* n'a donné aucune nouvelle indication sur sa succession, ayant déjà évoqué (*le Monde* du 17 juin) la possibilité que son frère cadet, M. Umberto Agnelli, cinquante-six ans, lui succède à la tête du groupe.

CRISE

□ **Telpresse : suppression prévue de 40 à 100 emplois.** – M. René Tendron, président du directoire du groupe Telpresse (ACP-Telpresse, *Journal des finances, Epargner*, etc.) a présenté aux actionnaires, mardi 29 septembre, des plans de restructuration prévoyant de 40 à 100 suppressions d'emplois sur un total de 143 salariés. Les actionnaire ne veulent pas dépasser 25 millions de francs pour le refinancement du groupe, qui nécessite pourtant 60 millions de francs sur trois ans, selon M. Tendron. Le personnel de l'ACP-Telpresse critique *« la brutalité et l'ampleur des licenciements »*, et dénonce la politique de recrutement de la direction, de janvier à juillet 1992. Par ailleurs, la direction de Telpresse a repoussé le projet de rachat de l'hebdomadaire économique *le Journal des finances* par ses salariés (*le Monde* du 30 septembre), en indiquant qu'*« il n'a jamais été envisagé de le céder »*.

PARTICIPATION

□ **Allianz-Dresdner Bank : autorisation de l'office des cartels allemand.** – *L'office des cartels allemand* a annoncé, mardi 29 septembre, qu'il donnait son feu vert à la participation accrue du géant de l'assurance Allianz dans le second groupe bancaire allemand Dresdner Bank. En début d'année, Allianz avait augmenté sa participation dans le capital de la Dresdner Bank à 22,31 % contre 19,1 % auparavant. L'office des cartels – qui normalement n'intervient que lorsqu'une prise de participation d'une société dans une autre dépasse la barre des 25 % – avait aussitôt décidé d'examiner de près ce dossier. En mars, il avait même annoncé qu'il pensait interdire la participation accrue, estimant qu'Allianz aurait alors une position trop dominante sur le marché de l'assurance-vie. Entre-temps, Allianz a réorganisé ses participations dans ce secteur, afin précisément d'influencer favorablement la décision de l'office des cartels.

RÉSULTAT

□ **AGF : premier semestre *« décevant »*.** – Le résultat du premier semestre 1992 a été *« décevant »* pour les Assurances générales de France (AGF) avec un recul du bénéfice net consolidé de 23,6 % à 1,402 milliard de francs, a admis, lundi 28 septembre, M. Michel Albert, président de la compagnie d'assurance. *« Ce résultat est toutefois très atténué par rapport à ce qui se passe sur le marché européen de l'assurance »*, a-t-il ajouté, soulignant les difficultés des assureurs en Grande-Bretagne et surtout en Scandinavie où *« la situation est catastrophique »*. Première compagnie d'assurance à annoncer ses résultats semestriels, le groupe AGF a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires de 11,5 % à 30,2 milliards de francs contre 27,1 milliards sur les six premiers mois de 1991. A périmètre constant, la progression est de 6,5 %.

CAPITAL

□ **Lafarge Coppée lance une OPE sur sa filiale suisse Cementia Holding AG.** – Lafarge Coppée, numéro un mondial des matériaux de construction, a annoncé mardi 29 septembre qu'il allait lancer une offre publique d'échange (OPE) sur sa filiale suisse Cementia Holding AG, dont il détient déjà 73 % des droits de vote et 53 % du capital. Cette opération portera au maximum sur 2,4 millions d'actions Lafarge, soit les 4,3 % du capital correspondant à l'autocontrôle. Avantage pour les actionnaires du groupe français : non seulement l'OPE n'entraînera pas de dilution des résultats, mais au contraire elle devrait contribuer positivement au bénéfice calculé par action car Lafarge recevra une part plus importante des résultats de Cementia, présente sur des marchés porteurs (Turquie, Brésil, océan Indien).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PUBLICIS

Le conseil de surveillance de PUBLICIS, réuni le 25 septembre 1992 sous la présidence de Marcel Bleustein-Blanchet, a approuvé les comptes semestriels et les prévisions 1992 présentés par le directoire, présidé par Maurice LEVY.

I. RÉSULTATS SEMESTRIELS

Avec un chiffre d'affaires consolidé de 10,5 milliards de francs, en progression de 5 % à structure comparable, le groupe PUBLICIS a réalisé un bénéfice net consolidé, part du groupe, de 64 662 000 F en retrait de 13,2 %.

PUBLICIS COMMUNICATION a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 9,2 milliards de francs, + 6 % à taux de change et structure comparables, et un résultat net consolidé, part du groupe, de 52 359 000 F, en retrait de 22,8 %.

La branche MÉDIAS et RÉGIES a réalisé un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs (– 2,5 %) et un résultat net consolidé total de 37 481 000 F, 19 742 000 F pour la part revenant à PUBLICIS (– 12 %).

Le secteur des AUTRES ACTIVITÉS (distribution - immobilier - informatique - financier) a représenté un chiffre d'affaires de 132 millions de francs et un résultat net de 2 378 000 F.

II. PRÉVISIONS 1992

Le contexte économique actuel n'est pas très favorable à la communication commerciale. Les marchés européens, qui représentent le principal théâtre d'opérations du groupe PUBLICIS, marquent le pas. Les prévisions actuelles permettent d'escompter un chiffre d'affaires supérieur à 21 milliards de francs, en progression de 5 % à structure et taux de change constants. Le profit net consolidé part du groupe devrait se situer à un niveau équivalent à celui de l'année dernière à 150 millions de francs.

Le résultat net total consolidé (part du groupe et intérêts des minoritaires) serait de l'ordre de 300 millions de francs et l'autofinancement consolidé s'établirait à près de 470 millions de francs.

25 septembre 1992

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 30 septembre ↓

La baisse continue

Le recul se poursuivait mercredi 30 septembre à la Bourse de Paris pour la troisième séance consécutive. Après avoir abandonné plus de 6 % depuis le début de la semaine, les valeurs françaises ont à nouveau ouvert en baisse perdant 0,87 % dès les premiers échanges. Après un *« plus bas » au cours de la matinée* à 1 697,56 points, l'indice CAC 40 affichait en début d'après-midi un recul de 1,02 % à 1 714,18 points.

Cet indice se rapprochant du seuil des 1 700 points, retrouve donc ses niveaux du début septembre alors que les milieux financiers craignaient une victoire du « non » au référendum sur le traité de Maastricht. Les opérateurs espèrent que ce niveau des 1 700 points tiendra. Au plus bas depuis le début de l'année, l'indice était tombé le 25 août dernier à 1 640,94 points. Les investisseurs craignent également que les Etats-Unis, où la reprise reste très poussive, baissent les taux d'intérêt creusant encore le différentiel des taux entre l'Europe et les Etats-Unis.

Outre les conséquences de la crise monétaire sur les économies notamment française, l'avalanche de résultats décevants voire mauvais accentue encore le pessimisme des boursiers.

Suez a annoncé mercredi matin qu'elle provisionnait au premier semestre pour 2 milliards de francs dont 1,7 milliard pour l'immobilier. Le titre recule encore de 5 % après les fortes baisses des séances précédentes. Par ailleurs, le cours de l'action BSN (agroalimentaire) baissait mercredi après l'adoption du plan anti-OPA par l'assemblée générale extraordinaire du groupe. Le titre BSN est tombé à 985 francs (– 1,30 %) contre 995 francs en début de journée.

NEW-YORK, 29 septembre ↓

Léger repli

Wall Street s'est repliée mardi 29 septembre, à l'issue d'une séance tranquille, sous la pression de ventes techniques après les gains de la veille et de la faiblesse persistante du dollar. Au terme des échanges, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a perdu 9,46 points, soit 0,29 %, après avoir fluctué dans des marges étroites, pour s'établir à 3 266,80 points. Quelque 171 millions de titres seulement ont été échangés.

Une progression du Dow Jones durant la matinée a été attribuée principalement à une hausse du titre Sears Roebuck, qui a annoncé mardi la mise en vente d'une grande partie de ses activités, en dehors de la distribution, pour faire face à ses dettes. Des ventes techniques et la faiblesse du dollar, victime des craintes d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt américains, ont été à l'origine du repli de Wall Street, selon des analystes.

Pour ces derniers en effet, les investisseurs ont accordé peu d'importance à l'annonce d'un recul de 0,2 % de l'indice composite des principaux indicateurs économiques en août, qui s'est accompagné d'une baisse, pour le troisième mois consécutif, de l'indice de confiance des consommateurs américains en septembre.

VALEURS	Cours du 28 sept.	Cours du 29 sept.
Alcoa	68 3/4	68 5/8
ATT	43 3/4	43 5/8
Boeing	35 5/8	35 3/4
Chase Manhattan Bank	22 3/8	21 7/8
Du Pont de Nemours	47 7/8	47 7/8
Eastman Kodak	44 1/4	44 3/8
Exxon	64 5/8	63 7/8
Ford	38 3/8	38 7/8
General Electric	79 1/8	78 1/8
General Motors	32	32
Goodyear	58 3/8	59 3/8
IBM	82 5/8	81
ITT	64	65 1/4
Mobil Oil	68 1/8	65 3/4
Pfizer	74	74 1/2
Schlumberger	67 1/8	67 3/8
Texaco	64 1/2	64 3/8
UAL Corp. ex-Allegis	114	112 7/8
Union Carbide	13 1/4	13 1/8
United Tech.	48 1/2	47 3/4
Westinghouse	16 1/8	16 3/8
Xerox Corp.	79 1/8	78 3/8

LONDRES, 29 septembre ↑

Petite avance

Les valeurs sont remontées en flèche mardi 29 septembre au Stock Exchange pour terminer en légère avance par rapport à la veille, après que le premier ministre, M. John Major, eut réitéré sa demande d'une réforme du système monétaire européen (SME). L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 5,5 points, soit 0,2 %, à 2 565,5 points alors qu'il avait perdu jusqu'à 28,5 points en fin de matinée. Le volume des transactions s'est élevé à 529,4 millions de titres contre 456,6 millions.

TOKYO, 30 septembre ↓

Nouveau recul

La hausse des valeurs japonaises constatée mercredi 30 septembre à l'ouverture a fait long feu. Elles ont clôturé en baisse pour le quatrième jour consécutif dans un marché nerveux. L'indice Nikkei a terminé en recul de 349,01 points, soit 1,97 % à 17 399,08 points, proche de son plus bas du jour (17 398,98). Environ 260 millions de titres ont été échangés.

VALEURS	Cours du 29 sept.	Cours du 30 sept.
Ajinomoto	1 310	1 310
Bridgestone	1 100	1 120
Canon	1 290	1 280
Fuji Bank	1 840	1 780
Honda Motors	1 270	1 280
Matsushita Electric	1 110	1 070
Mitsubishi Heavy	554	553
Sony Corp.	4 140	3 990
Toyota Motors	1 370	1 420

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4450	4403
B.A.C.	23 70	....
Bque Vernes	690	695
Boiron (Ly)	499	505
Boisset (Lyon)	239 30	....
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	879	879
Calberson	210 10	200
Cardif	703	715
C.E.G.E.P.	160	160
C.F.P.I.	288	280
C.N.I.M.	1000	1040
Codetour	262	262
Conforama	....	....
Creeks	98	99 10
Dauphin	230	225
Delmas	1000	1000
Demachy Worms Cie	380	....
Devanlay	1021	970
Deville	110	109
Dolisos	120	120
Editions Belfond	200	....
Europ. Propulsion	170	170 10
Finacor	106	....
G.F.F. (group.fon.f.)	48	....
G.L.M.	330	330
Gravograph	151	158
Guintoli	732	685
I.C.C.	164	165
Idianova	76 65	80 40

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Immob. Hôtelière	1010	1010
Interne. Computer	135	135
I.P.B.M.	53	....
Locamic	75	....
Matra Comm.	295 70	295 70
Molex	169	....
Publ.Filipacchi	425	400
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	314	314
Select Invest (Ly)	88	88
Seribo	168 70	174
Sopra	300	300
TF1	428	410
Thermador H. (Ly)	317	305
Unilog	258	257
Viel et Cie	91	95 50
Y. St-Laurent Groupe	730	710

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 29 septembre 1992
Nombre de contrats estimés : 165 030

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 92	Mars 93	Juin 93
Dernier	108,78	109,22	109,16
Précédent	109,64	109,84	110,30

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 92	OPTIONS D'ACHAT Déc. 92	OPTIONS DE VENTE Sept. 92	OPTIONS DE VENTE Déc. 92
95	0,02	–	2,16	–

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 33 357

COURS	Sept. 92	Oct. 92	Déc. 92
Dernier	1 750	1 750	–
Précédent	1 765	1 783	1 844

CHANGES

Dollar : 4,75 F ↓

Le dollar poursuivait sa baisse jeudi 30 septembre au matin, provoquant de nouveaux remous au sein du SME. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 4,75 F contre 4,8270 F mardi au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCFORT	29 sept.	30 sept.
Dollar (en DM)	1,4255	1,4093

TOKYO	29 sept.	30 sept.
Dollar (en yens)	119,25	118,60

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (30 sept.)	22-25 %
New-York (29 sept.)	2 7/8 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 31-12-91*)

	28 sept.	29 sept.
Valeurs françaises	101,60	100,10
Valeurs étrangères	86,70	85,70
(*SBF, base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	481,13	468,62
(*SBF, base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 770,26	1 731,93

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	28 sept.	29 sept.
Industrielles	3 276,26	3 266,80

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	28 sept.	29 sept.
100 valeurs	2 560	2 565,50
30 valeurs	1 873,10	1 876,60
Mines d'or	77,10	74,80
Fonds d'État	89,65	89,58

FRANCFORT

	28 sept.	29 sept.
Dax	1 475,04	1 476,26

TOKYO

	29 sept.	30 sept.
Nikkei Dow Jones	17 748,09	17 399,08
Indice général	1 331,72	1 310,60

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT Demandé	COURS COMPTANT Offert	COURS TERME TROIS MOIS Demandé	COURS TERME TROIS MOIS Offert
$ E-U	4,7850	4,7900	4,9250	4,9600
Yen (100)	3,9974	4,0051	4,1070	4,1400
Ecu	6,6798	6,6917	6,7114	6,7680
Deutschemark	3,3870	3,3890	3,4323	3,4567
Franc suisse	3,8729	3,8817	3,9478	3,9820
Lire italienne (1000)	3,8249	3,8320	3,7950	3,8345
Livre sterling	8,4943	8,5056	8,6170	8,6823
Peseta (100)	4,8018	4,8165	4,7257	4,8385

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS Demandé	UN MOIS Offert	TROIS MOIS Demandé	TROIS MOIS Offert	SIX MOIS Demandé	SIX MOIS Offert
$ E-U	3	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 3/16	3 5/16
Yen (100)	4	4 1/8	3 3/4	3 7/8	3 11/16	3 13/16
Ecu	12 7/8	13 3/8	12 1/4	12 3/4	11 1/4	11 3/4
Deutschemark	9	9 1/4	9	9 1/4	8 3/4	9
Franc suisse	6 3/4	6 7/8	6 3/4	6 7/8	6 13/16	6 15/16
Lire italienne (1000)	18	18 1/4	16 3/4	17	16 1/4	16 1/2
Livre sterling	9 1/16	9 3/16	8 15/16	9 1/16	8 5/8	8 3/4
Peseta (100)	17 1/2	19 1/2	15 3/4	17 3/4	15	17
Franc français	17 1/2	20 1/2	13 1/2	16 1/2	12	14 1/2

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

□ **L'enquête de la COB rejette tout délit d'initié dans l'OPE du Trésor.** – La Commission des opérations de Bourse (COB) vient de rendre publiques les conclusions de son enquête, ouverte le 24 juin, sur le marché obligataire et plus précisément sur l'Offre publique d'échange (OPE) d'emprunts d'État du 19 juin (*le Monde* du 26 juin). Au terme de l'enquête, la COB a conclu que cette opération n'avait donné lieu à aucun délit d'initié. Une heure avant l'annonce officielle de cette vaste opération, vendredi 19 juin, d'importantes transactions avaient été observées sur le marché obligataire et sur le MATIF. Des rumeurs avaient alors fait état d'informations privilégiées concernant l'OPE. Cette offre portait sur 45 emprunts d'État, d'un encours global de 140 milliards de francs, en échange desquels étaient proposées des obligations assimilables du Trésor.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 30 SEPTEMBRE

Cours relevés à 13 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
4790	C.N.E 3%	4850	4820	4820	- 0 62
840	B.N.P. T.P.	841	841	818	- 2 73
895	Cr.Lyon. T.P.	900	862	900	...
1651	Renault T.P.	1619	1629	1585	- 2 10
1670	Rhone Poul. T.P.	1685	1684	1684	- 1 25
1010	Saint Gobain T.P.	1012	1011	1028	+ 1 58
796	Thomson T.P.	780	800	800	+ 2 56
590	ACCOR	559	552	550	- 1 61
740	Air Liquide	722	716	720	- 0 28
655	Alcatel-Alsthom	628	626	625	- 0 48
1540	Ala.Superm.	1495	1482	1495	....
240	A L S P I	235 60	235 10	235 10	- 0 21
410	AGF Sté Centrale	363 50	370 10	367	+ 0 96
110	Avenir H. Média	107 20	102 80	106 50	- 0 65
825	Axa (ex Cie Midi)	740	731	734	- 0 81
164	Bafip	163	160 40	160	- 1 84
93	Bail-Equipem.	93 95	91	90	- 4 20
675	Bail Investiss.	651	672	660	+ 1 38
380	Bancaire	335	333 50	341	+ 1 79
680	Bazar H.-V.	637	663	663	+ 4 08
1250	Berger (M)	1285	1290	1280	- 0 39
395	Bertrand Faure	390	395	395	+ 1 28
800	Bic	815	814	814	- 0 12
1060	B.I.P.	1040	1035	1035	- 0 48
190	BIS	190	190	190	....
375	B N P (CI)	368	366	362 50	- 1 49
650	Bolloré Tech.	620	615	620	....
3220	Bongrain	3020	3000	3020	...
510	Bon-Marché	505	503	500	- 0 99
515	Bouygues	516	515	511	- 0 97
93	BP France	89 90	89 50	88 50	- 1 66
995	B S N	998	993	985	- 1 30
1100	Canal Plus	1033	1030	1031	- 0 19
205	Cap Gem.S.	185	186 50	183	- 1 08
177	Carnaudmetalbox	183 20	179 90	178	- 2 84
2170	Carrefour	2200	2151	2135	- 2 95
140	Casino	144	142	142 60	- 0 97
88	Casino ADP	89 65	89	89 80	+ 0 17
445	Castorama D.I.	427	426	422	- 1 17
192	C.C.F.	188	185 20	183 80	- 2 23
37	CCMC Ly.	36 60	35	35	- 4 37
360	C.D.M.E.	359 90	360	358	- 0 53
135	C.E.G.I.D	155	148	146	- 5 81
60	Cerestel (Ny)	59 15	60	62 80	+ 6 17
325	C.E.P. Comm.	305	305	306	....
90	Cerus	89	92	88 50	- 0 56
850	Cetelem	822	821	800	- 2 68
225	CF Int.	219	226	219	...
270	CGI Info.	231	238	233 50	+ 1 08
890	C G I P	919	903	909	- 1 09
630	CGP	634	....	....	...
1230	Chargeurs S A	1245	1231	1237	- 0 64
290	Christian Dior	283	283	280 10	- 1 02
520	C I C A (M)	550	554	549	- 0 18
360	Ciments franc.	325	340	340	+ 4 62
595	Clarins	615	605	592	- 3 74
370	Club Méditer	343	339	342 50	- 0 15
765	Colas	770	770	770	....
192	Cpt. Entrep.	184	178 50	184	....
1080	Compt Mod.	1080	1076	1065	- 1 39
225	CPR (Paris Rée.)	224 50	225	222	- 1 11

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
865	Créd. Foncier	806	802	801	- 0 82
285	Crédit Loc France	268 90	268 10	273	+ 1 52
500	Cr Lyon (CI)	452	452	458	+ 1 33
1000	Crédit Nat.	985	976	970	- 1 52
380	CSEE	343	355	342	- 0 29
3050	Damart	3025	3030	2970	- 1 82
385	Dassault Aviation	369	369	369	...
164	Dassault Electr	164	160	160	- 2 44
1640	De Dietrich	1640	1610	1650	+ 0 61
65	Dév.P.d.C.(Lå)	61	61	61	...
81	Dév.R.Sud-Est	72 20	79	79	+ 9 42
290	D M C	281	280	287	+ 2 14
385	Docks France	371	370	375	+ 1 08
140	Dynaction	145	141	140	- 3 45
2070	Eaux (Gle)	2054	2042	2009	- 2 19
800	E.B.F.	795	790	785	- 1 26
390	Ecco	390	386	386	- 1 03
365	Elf Aquitaine	336	334 10	334 30	- 0 51
1140	ElfSanofi(ExSanofi)	1076	1060	1055	- 1 95
245	Erap-Elf (Certif)	231	232	232	+ 0 43
630	Eridania-Beghin	639	640	632	- 1 10
395	Essilor	390 10	390 10	392 60	+ 0 64
186	Essil.Inv.(DP)	186	191	187 10	+ 0 59
750	Esso	710	714	715	+ 0 70
1130	Eurafrance	1026	1040	1030	+ 0 39
530	Euracom	524	524	520	- 0 76
81	EuroDisneyland	76 70	75 90	74 60	- 2 74
805	Europe 1	839	838	820	- 2 26
35	Eurotunnel	36	36	35 80	- 0 56
1450	Exor	1450	...	...	.
102	Finextel	101 90	105	103 80	+ 1 86
285	Fives Lille	279 50	274	279 50	...
3290	Fromager. Bel	3275	3290	3290	+ 0 46
1950	Gal.Lafayette	1940	1950	1950	+ 0 52
365	G.A.N.	332	335	333	+ 0 30
495	Gascogne (B)	475	462 50	462 50	- 2 63
1170	Gaz et Eaux	1150	1155	1145	- 0 43
690	Géophysique	689	680	672	- 2 47
695	Groupe André SA	685	690	685	....
510	Groupe Cité	461	458	456	+ 1 11
380	GTM-Entrep.	379	366	371	- 2 11
1390	Guyenne-Gas.	1370	1390	1385	+ 1 09
110	Hachette	117 60	114 50	112	- 4 68
445	Havas	406 30	406	400 70	- 1 38
275	Idia	271	...	..	.
300	Imétal	306	301	300	- 1 96
115	Immob. Phénix	110	113 90	113	+ 2 73
86	Ingénico	82 10	81 20	81 20	- 1 10
7400	Inst. Mérieux	7400	7400	7400	....
385	Interbail	380	380	384	+ 1 05
585	Intertechnique	560	580	552	- 1 43
835	J. Lefebvre	821	840	840	+ 2 31
475	Klépierre	461	467	465	+ 0 87
665	Labinal	651	650	650	- 0 15
290	Lafarge	279 80	279 10	280 60	+ 0 29
270	Lebon	269	266	273	+ 1 49
4260	Legrand	3960	3900	3855	- 2 65

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2180	Legrand (DP)	2170	2180	2130	- 1 84
250	Legris Industries	261	265	265 90	+ 1 88
640	Locindus	642	642	649	+ 1 09
3940	L.V.M.H.	3817	3750	3735	- 2 15
525	Lyon.Eaux/Dumez	499	501	502	+ 0 60
62	Maporette Ly.	62	64	63 10	+ 1 77
275	Mar. Wendel	266	268	268	+ 0 75
183	Matra	178	175	170 50	- 4 21
78	Metaleurop	70	72	72 50	+ 3 57
31	Métrologie In.	31 50	30 60	30 25	- 3 97
199	Michelin	190 30	191 10	195 10	+ 2 52
156	Min. Salsig.(Ma)	156 10			
82	MMB	83 90		.	
111	Moulinex	100 50	100	102	+ 1 49
755	Navig. Mixte	701	710	700	- 0 14
119	Nord-Est	113 50	114	115	+ 1 32
205	Nordon (Ny)	200	195	195	- 2 50
76	Olipar	74 10	78 40	74	- 0 13
1000	Oréal	937	921	929	- 0 85
355	Paribas	313 30	310	315 10	+ 0 57
177	Pechiney Int	182 90	181 50	180	- 1 59
260	Pechiney (CIP)	256	253	254	- 0 78
465	Pernod Ricard	435 30	430 20	425 30	- 2 29
590	Peugeot	525	525	535	+ 1 90
320	Pinault	329	325 10	325 50	- 1 06
750	Plastic-Omn	735	735	743	+ 1 09
230	Poliet Ex.Lamb.Fr	205	209	205	
770	Primagaz	792	792	788	- 0 51
650	Printemps	650		..	
555	Promodès	569	566	564	- 0 88
400	Radiotechn	375	390	375	
5680	Redoute (La)	5580	5600	5600	+ 0 36
156	Remy Cointreau	160	162 90	164 50	+ 2 81
550	R. Poulenc CIP	530	535	528	- 0 38
52	Rochette(La)	48	49 80	49	+ 2 08
420	Roussel Uclaf	375	410	410	+ 9 33
2760	R. Impé.Ly *	2750	2750	2750	
156	Sade (Ny)	156	159	159	+ 1 92
2020	Sagem	2080	2085	2085	+ 0 24
545	Saint Gobain	521	516	514	- 1 34
1110	Saint Louis	1056	1051	1060	+ 0 38
1150	Salomon Ly.	1343	1350	1352	+ 0 67
280	Salvepar (Ny)	293	281	280	- 4 44
1410	S A T	1450	.	.	
215	Saut. Chât.	208 90	211	211	+ 1 01
960	Saupiquet (Ns)	964	961	960	- 0 41
615	Schneider	550	549	554	+ 0 73
13 50	SCOA	13 60	13 90	13 60	..
310	Scor s.a.	316	330	320	+ 1 27
415	S.E.B.	397	395	390	- 1 76
370	Sefimeg	384	380 90	382	- 0 52
119	Sélectibanque	121	122	122	+ 0 83
153	Sextant A.	139	141	139	
650	S F I M	660	684	689	+ 4 39
170	S G E	162	162 40	164	+ 1 23
395	Simco	398 30	395	396	- 0 56
590	Sk. Rossignol	570	575	575	+ 0 88

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
250	Sligos	345	367	350	+ 1 45
535	Société Géné	530	530	526	- 0 75
46	[illegible]	43 05	45	45	+ 4 53
96	[illegible]	91	91	94	+ 3 30
975	Sodexho	922	920	917	- 0 54
72	Sogenal (Ny)	70 70	70 10	72 90	+ 3 11
392	Sogerap	380	384	382	+ 0 53
1260	Sommer-Allib.	1166	1180	1180	+ 1 20
365	SOPHIA	380	380	379	- 0 26
765	Sovac	772	777	777	+ 0 65
270	SPEP	250	250	256	- 1 54
275	Spie-Batignol.	279	270	270	- 3 23
575	Strafor Facom	648	629	635	- 2 01
260	Suez	239 50	230	233 50	- 2 51
1280	Synthélabo	1065	1061	1079	+ 1 31
135	Thomson CSF	120	120 10	121	+ 0 83
225	Total	203	202 60	200 10	- 1 43
154	[illegible]	140	129	137 10	- 2 07
159	[illegible]	162 50	155 10	158	- 4 00
445	U.A.P.	412	409 50	397 90	- 3 42
225	U.F.B Locab.	214	214 90	213 60	- 0 19
185	U G C DA (Robert)	165	.		.
515	U I C	478	485	485	+ 1 46
400	U I F	400	396 70	396 70	- 0 83
735	U I S	731	.		
255	Usinor	364 30	365	364	- 0 08
765	Valeo	709	705	709	+ 0 14
146	Vallourec	144	143	147 90	+ 2 71
210	Via Banque	199	200	199	.
225	Worms et Cie	239	226	234	- 2 09
1340	Zodiac	1119	1120	1095	- 2 14
940	Elf Gabon	942	925	921	- 2 23
89	Amax	85	85 30	83 50	- 1 76
160	Amer. Barrick	149 50	150 10	149 50	
112	Amer. Express	106 20	105 60	105 60	- 0 56
220	A.T.T	210	214 90	210	
113	Anglo Amer C.	110	109 90	107 80	- 2 00
205	Amgold	200	197	203	+ 1 50
192	Banco Santander	170	174 80	174 50	+ 2 65
730	B.A.S.F.	672	681	701	+ 4 32
905	Bayer	860	870	874	+ 1 63
44	Blenheim Plc	43	43 50	43 50	+ 1 16
23	Buffelsfont	23	22 80	22 30	- 3 04
111	Chase Manh.	108 60	107	107 50	- 1 01
2140	Daimler Benz	1938	2130	1950	+ 0 62
67	De Beers	65	64 90	64	- 1 54
2230	Deutsche Bank	2177	2180	2175	- 0 09
1190	Dresdner Bank	1141	1151	1152	+ 0 96
49	Driefontein	44	44	44	
245	Du Pont-Nem.	231 90	234 30	234 30	+ 1 03
225	Eastman Kodak	216 30	216 30	216 30	
10 50	East Rand	10 40	10	10 10	- 2 88
33	Echo Bay	31 30	31 10	31	- 0 96
190	Electrolux	148 50	.	..	
111	Ericsson	98 10	100	101	+ 2 96
325	Exxon Corp.	310	307 80	307 80	- 0 71
205	Ford Motor	188 50	.		..

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
31	Freegold	29	29	28 90	- 0 34
14	Gencor	14	13 85	13 80	- 1 43
395	Gén. Elect.	386	379	376 20	- 2 54
170	Gén. Motors	159 40	155	155	- 2 76
305	Gén. Belgique	295 10	300 10	306	+ 3 69
38	Gd Métropol	36	36	35 10	- 2 50
48	Guinness	47 50	47	46 15	- 2 84
19	Hanson PLC	18 80	18 90	18 90	+ 0 53
11	Harmony Gold	11 05	11	11	- 0 45
300	Hewlett Packard	286	279	279	- 2 45
32	Hitachi	30	29 45	29 60	- 1 33
830	Hoechst	800	795	799	- 0 13
69	Homestak	67	66 50	66 25	- 1 12
103	I.C.I	98 60	97 85	102 50	+ 3 96
425	I B M	400	383	386	- 3 50
320	I T T	310 40	315 70	314 40	+ 1 29
162	Ito Yokado	153	150 30	150	- 1 96
49	Matsushita	45	44	43 50	- 3 33
0 01	Maxwell	0 02			
225	Mc Donald's	215 70	216	214 20	- 0 70
235	Merck	211 30	214 50	213 50	+ 1 04
510	Minnesota M.	493 50	459	481	- 2 53
38	Mitsubishi	35 90	34 70	34 70	- 3 34
335	Mobil corp.	320			
315	Morgan J.P.	305			
3870	Nestlé	3770	3799	3839	+ 1 83
116	Norsk Hydro	115	115 50	115 60	+ 0 52
70	OFSIL	65	66 60	64 30	- 1 23
1420	Petrofina	1435	1421	1421	- 0 98
440	Philip Morris	417	416 20	413 30	- 0 89
71	Philips	70 20	69 30	69 80	- 0 57
55	Placer Dome	56	55 90	56	
245	Procter Gamble	241	239 10	239 10	- 0 79
169	Quilmès	151 10	166	166	+ 9 86
15	Randfontein	13 20	13 25	13 25	+ 0 38
250	Rhone Poul. Rorer	225 20	225 20	222 10	- 1 38
445	Royal Dutch	438 10	437 10	436 80	- 0 30
53	R T Z	51 20	51 60	52	+ 1 56
13	Saat & Saatch.	12 60	12 55	12 80	+ 1 59
20	St Helena	19 60	19	19	- 3 06
345	Schlumberger	325 20	325 90	324 50	- 0 22
46	Shell transp.	46 40			
2000	Siemens	1975	1975	1955	- 1 01
175	Sony	166 10	161 90	162	- 2 47
74	Sumitomo Bank	71 40	69	69	- 3 36
155	T.D.K.	132 50	.		
50	Telefonica	49 20	48 30	48 30	- 1 83
28	Toshiba	23 60	22	21 95	- 6 99
570	Unilever	554	558	557	+ 0 54
250	Unit.Techn.	240	233	228	- 5 00
169	Vaal Reefs	160	160	160	.
1060	Volkswagen	931	960	960	+ 3 11
275	Volvo	230	225	225	- 2 17
79	West. Deep	72	72	72	
395	Xerox Corp	380 20	378 10	378 10	- 0 55
107	Yamanouchi	99 60	100 10	102	+ 2 41
4 35	Zambia Cop	4 02	4 02	4 07	+ 1 24

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 9,8%78	....	....
10,80% 79/94	....	0 76
Emp.Etat 13,4%83	103 67	10 39
Emp.Etat 12,2% 84	100 10	11 93
10,26% mars 86	103 10	5 67
OAT 10% 5/2000	108 90	3 45
OAT 9,9% 12/1997	103 75	7 89
OAT 9,8% 1/1996	101 60	6 53
PTT 11,2% 85	104 40	8 53
CFF 10,30% 86	102 10	6 43
CFF 10,25% nov 90	....	5 58
CNA 10 % 1979	....	5 50
CNB Bques 5000F	98	2 12
CNB Paribas 5000F	96	2 12
CNB Suez 5000F	...	2 12
CNI 1/82 5000F	98	2 12
CNT 9 % 86	....	3 90
CRH 10,90% déc.85	106 60	7 37
CHARB FCE 3% 100	...	....
CNCA	1050 10	....
Cerus	2181	....
Alcatel 6 % janv 89	617	....
Ly. Eaux cv 6,5%	762	...
Thoms. cv 9,2% 86	....	...

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Applications Hydr.	1606	....
Arbel	440	. .
Bains C.Monaco	916	916
B.Hypoth.Europ.	321 10	...
B.N.P. Intercont.	338 90	335
Bénédictine	2220	....
Bidermann Internat.	470	....
Blanzy Ouest	1255	....
B T P	39 80	40
Cambodge	990	980
Carbone Lorraine	359	351
Case Poclain	4 40	4 30
C.B.C.	260 10	255 10
C.E.G.F (Frigor.)	630	640
Centenaire Blanzy	337	337
Ceragen.	36	...
Champex Ny	43	43
CIC (CIP)	147 10	142
C.I.M.	611	....
C.I.T.R.A.M. (B)	2850	....
Compiphos	482	500
Cie Industrielle	3750	....
Cpt Lyon Alemand	321	321
Concorde	520	520
Constr.Mét.Prov.	16 70	....
Crédit Gén.Ind.	72	75
Cr Universel (Cie)	370	370
Darblay	650	....
Degremont	1700	1733
Delmas Vieljeux	2100	....
Didot Bottin	540	540
Eaux Bassin Vichy	3000	2910
Ecia	325	320
Ent.Mag. Paris	4290	....
Eridania-Béghin CI	472	489
Fidei	371 10	371 20
Finalens	300	299
F.I.P.P.	69 55	.
F.N.A.C.	1770	1770
Foncière (Cie)	440	....
Fonc.Lyonnaise	533	538
Foncina	315	..
Fougerolle	795	780
France I.A.R.D	452	..
France SA (La)	1470	1445
From. Paul-Renard	2050	.
Gaumont	420	415
Genefim	255	259
Gévelot	450	..
G.F.C.	310	314
Groupe Victoire	889	.
G.T.I (Transport)	194	..
Immobail	308	323
Immobanque	541	555
Im.Marseillaise	4550	4540
Invest.(Ste Cle.)	3202	3202
Lambert Frères	. .	...
Lille Bonnières	880	..
Locafinancière	515	...
Louis Vuitton	632	.
Louvre	2096	2055
Luce	385	. .
Machines Bull	23 50	24 90
Mag.Uniprix	178	178
Magnant	640	640
Métal Déployé	382 10	
Mors	66 50	69 80
Navigation (Nle)	175	. . .
Opsorg	280	. .
Oriel (CI)	497 50	485
Origny-Desvroise	600	588
Palais Nouveauté	1300	. . .
Paluel Marmont	580	....
Parfinance	163	....
Paris France	232	238
Paris Orléans	186 10	....
Parisienne Invest.	278	278 20
Pathé Cinéma	....	...
Piper Heidsieck	1100	
Porcher	400	
Promodès (CI)	349 90	355
Publicis	530	530
Rochefortaise	116	. . .
Rosario	137	139
Rougier	209 90	....
S.A.C.E.R.	440	440
S.A.F.A.A.	211	....
S.A.F.I.C Alcan	169	.
Saga	350	350
Saint Dominique (F.)	107 50	107
Salins du Midi	490	491
Savoisienne M.	145	. .
S.C.A.C.	685	..
Senelle	416 50	...
S.Fonc.Part. (M)	135	135
Sfic	511	515
Siavim	101 50	102
S.I.P.H.	130	130
S.M.C.I.	100	...
Sofal	551	....
Soffo	230	....
Sofical	995	. . .
Soficam (ex Saram)	69	....
Sofragi	2201	....
Soudure Autogène	660	661
Sovabail	325	330
Stem	518	. .
Taittinger	2180	2180
Testut-Aequitas	221	. . .
Tour Eiffel	211	. . .
Ufiner	1100	.
Vicat	460	483
Vinipix	1600	1800
Virax	125	.
Maroc Sté Brasserie	291	.

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	530	. .
Akzo Nv Sico	411	420
Alcan Aluminium	85 30	85
American Brands	238	. .
Arbed	420	.
Asturienne Mines	84 10	.
Banco Popular Espa	420	430
B.Reglements Int	22800	22800
Can.Pacifique	62	61 90
Chrysler Corp.	110	. .
C I R	5 80	
Commerzbank	800	. .
Dow Chemical	278 10	....
Fiat	13 30	13 30
GBL (Brux Lamb.)	390	409
Gevaert	1000	. .
Glaxo Holdings Ltd.	71	71
Goodyear Tire	302 60	289 60
Grace and Co (WR)	179	. . .
Honeywell Inc. Im.	356	
Johannesburg	59 50	..
Koninklijke Pakhoed	80 50	
Kubota	21 30	
Midland Bank	39	
Noranda Mines	77 50	..
Olivetti priv.	6 20	
Pfizer Inc.	358 40	358
Ricoh	22	..
Robeco	267 50	264 20
Rodamco NV	128 30	128 30
Rolinco	270	269 60
Saipem	5	..
Sema Group	24 50	24 50
SKF Aktiebolaget	68	64 80
Tenneco Inc.	179	170 20
Thorn Electrical	63	
Toray Ind.	27 20	
West Rand Cons.	4 60	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 46-62-72-67

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	310	
Calophos	70	70
C G H Cogedhor	8	.
Coparex	580	
Drouot Assurances		
Electro-Banque		
Europ. Accum.	81	81
Europ Soutres Ind.	12	12
Gachot S.A.	49 90	.
Guy Degrenne	400	380
Lecteurs du Monde	185	.
Nicolas	1050	. .
Particip. Percier	325	...
Quadrant	40	....
Rorento N.V	223 70	224
St-Gobain-Emballage	1731	.
S.E.P.R.	2050	.
S.M.T. Goupil	0 61	.
S.P.R. act. B	290	.
Waterman	1150	. .

SICAV (sélection) 29/9

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	180 73	175 89
Amérigan	8638 46	8383 13
Ampia	274802 31	274802 31•
Amplitude	583 64	576 35
Arbitrages Court.T.	7452 34	7452 34
Associc	1127 41	1127 41
Atout Futur	400 69	390 92
Aurecic	1070 16	1038 99
Avenir Alizés	1698 16	1664 86
Axa Capital	172 88	167 84
Axa Court Terme	8192 26	8192 26
Axa Cro.Ex.Dr.Inve	862 05	836 94
Axa Ep Fr.Ex Ageparg	759 02	736 91
Axa Europe	121 46	117 92
Axa Investments	100 39	97 47
Axa NPI	100 57	97 64
Axa Ob.Fr.Extrans	142 80	138 64
Axa.Ob.In.Ex Mu U Se	127 60	123 88
Axa Prem.Ex.Agepre	117 10	113 69
Axa Sél.Ex.Dr Selé	142 58	138 43
Axa Valeurs PER	117 41	113 99
Cadence 1	1053 31	1032 66
Cadence 2	1041 64	1021 22
Cadence 3	1032 95	1012 70
Capimonétaire	6485 41	6479 93
Capitifig	6549 66	6421 24
Capitacic	1345 95	1326 06
Cœxis	1350 45	1317 51
Comptavalor	3621 55	3616 13
Convertimmo	318 30	312 06
Credinter	416 09	403 97
Crédit Mutuel Capital	1313 66	1287 90•
Cred.Mut.Ep.Cour T	688 77	688 77•
Créd.Mut.Ep.Indus	92 82	90 34
Cred.Mut.Ep.J.	71630 75	71530 75
Cred.Mut.Ep.long T	187 82	182 79
Créd.Mut.Ep.Monde	1070 09	1041 45
Cred.Mut.Ep.Quatre	1098 31	1059 18•
Dieze	1296 11	1264 50
Drouot France	815 78	792 02
Drouot Sécurité	212 49	206 30
Ecocic	1044 13	1013 72
Ecupar	122 73	119 16
Ecureuil Capitalisation	2622 54	2596 57
Ecureuil Géovaleurs	2261 29	2195 42
Ecureuil Invest	144 40	140 19
Ecureuil Monepremière	69226 04	69226 04
Ecureuil Monétaire	40605 41	40605 41
Ecureuil Trésorerie	2504	2504
Ecureuil Trimestr	2013 42	1993 49
Elancic	106	102 91
Elicash	2 442437	2 442437•
Energie	253 86	242 35
Eparcic	3714 72	3714 72
Eparcourt-Sicav	4425 88	4414 84
Epargne Associat.	26064 47	25767 70•
Epargne Capital	10997 39	10888 50
Epargne Croissance	1598 62	1555 83
Epargne Oblig.	198 23	192 92
Epargne Première	14700 53	14591 10•
Epargne-Unie	1218 93	1189 20
Epargne Valeur	414 07	402 98
Euli Cash capi.	8243 79	8243 79•
Eufinvest capi.	586 56	569 48•
Euro Solidarité	1049 19	1038 80
Eurocic Leaders	975 17	947 74
Eurodyn	1097 67	1070 90
Euro Gan	5846 73	5521 86
Europe Nouvelle	494 61	472 18
Fonsicav	14880 48	14880 48
France-gan	9343 50	8984 23
France Garantie	266 89	266 38
France Index Sicav	108 23	105 06•

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France Obligations	480 08	475 33
Francic	438 40	425 63
Francic Pierre	93 84	91 11
France-Régions	1134 74	1101 69
Fructi-Associations	36 31	36 31
Fructi-Capi	43 22	42 58
Fructidor	236 60	233 10
Fructifrance action C.	871 77	850 51
Fructifrance action D	851 67	830 90
GAN Rendement	5159 78	5083 53
Gestilion	15205 50	15129 85
Gest.Associations	165 04	161 41•
Horizon	1169 94	1135 86
HLM Monétaire	14373 10	14373 10
Indust.Fse Court T	1517 76	1517 76
Interepar.	105879 43	102795 56
Interoblig.	13705 72	13436 98
Intersélection Fce	504 79	494 89
Japacic	138 37	134 34
Jeunepargne	290 27	285 98
Latitude	2321 17	2317 69
Leumi C.T.	12930 50	12930 50
Leumi L.T.	6514 18	6324 45
Lion Association	11534 06	11534 06
Lion Institution	30334 43	30258 78
Lionplus	1004 02	984 53
Lion Trésor	2164 53	2143 10
Lion 20 000	27020 79	27020 79
Livret Bourse Inv.	548 53	532 55•
Livret Portefeuil.	669 10	649 61
Méditerranée	158 51	153 89
Mensuel CIC	10183 73	10082 90
Moneden	70239 31	70239 31
Mone.J	37389 60	37389 60•
Monévalor	84621 03	84621 03
Mutualité dépôts	13831 36	13803 75
Natio Court Terme	293137 00	293137
Natio-Epargne	18134 49	17954 94
Natio-Ep. Rex	120 28	117 06
Natio Eparg.Trésor	8003 44	7987 47
Natio-Fran.indic.	959 92	934 23
Natio-Imm.	1045 55	1017 57
Natio-Inter	1400 33	1362 85
Natio-Monétaire	26062 61	26062 61
Natio-Opportunités	999 26	972 52
Natio-Patrimoine	1300 65	1265 84
Natio-Perspectives	987 83	961 39
Natio-Placements	65898 69	65898 89
Natio-Revenu	1030 43	1020 23
Natio Sécurité	12421 73	12421 73
Natio-Valeurs	832 17	809 90
Nippon-Gan	4395 60	4227 50
Nord Sud Dévelop.	1578 32	1575 17•
Obli-Associations	156 69	155 14•
Oblicic-Mondial	2599 75	2581 33
Oblicic-Régions	1041 29	1025 90
Oblifutur	2897 16	2826 50
Oblig. tres caté.	177 42	174 80
Oblilion	1339 87	1326 60
Oblisécurité Sicav	13319 29	13319 29
Oraction	970 71	947 03
Orvalor	6819 65	6685 93
Paribas Capitalisation	1539 54	1516 79•
Paribas Opportunités	119 11	114 25•
Paribas Patrimoine	551 20	538 73•
Patrimoine Retraite	228 80	224 31
Pervalor	600 25	588 48
Placement A.	1430 05	1402 01•
Placement J.	7454 34	7439 46•
Placement M.	69144 44	69006 43•
Placement Nord	893 21	875 70•
Plénitude	131 19	127 37
Poste Croissance	22417 09	22394 70

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Poste Gestion	67902 33	67902 33
Première Oblig.	10876 46	10865 59
Prévoy. Ecureuil	113 10	111 98
Priv'Associations	30337 47	30337 47•
Proficus	947 57	924 45
Quartz	125 11	122 06
Réalvalor	664 91	651 87
Rentacic	161 46	159 07
Revenus Trimestr.	5297 85	5245 40
Revenu-Vert	1152 77	1124 65
St Honoré Vie & Santé	945 12	902 26
St Honoré Bons du Tr.	11572 77	11515 19
St Honoré Global	221 53	211 48
St Honoré Invest	735 75	702 39
St Honoré Pacifique	526 80	502 91
St Honoré PME	482 81	460 92
St Honoré Real	15437 90	15376 39
Sécuricic	1794 65	1794 65
Sécuri-Gan	13194 64	12935 92
Sécuritaux	1433 42	1433 42
Sicasdien	715 40	704 83
Sicav Associations	1899 60	1899 60
SFI-CNP Assur	619	600 97
S.G. Fr opportunités	1100 10	1078 53
Sicav 5 000	422 71	411 40
S.L. Est	1234 92	1198 95
Silvafrance	677 35	659 22
Silvam	373 67	363 67
Silvarente	209 82	205 71
Silvinter	401 26	390 52
S.N.I.	1056 58	1025 81
Sogenfrance	1071 37	1050 36
Sogépargne	324 99	318 62
Sogevar	910 91	893 05
Sogimer	1189 26	1165 94
Soleil Investissements	541 76	520 92
Solstice	2198 41	2192 93
State Street Act. Eur	8344 65	8062 46•
State Street Act. Frce	9929 07	9639 87
St. Str. Act.Japon	9877 19	9543 18
State Street Emer. Mts	10359 39	9861 34•
St Street OAT Plus	10451 27	10246 34
Stratégie Actions	814 10	782 79
Stratégie Rendement	1445 17	1399 68
Technocic	977 70	949 22
Techno-Gan	5302 78	5098 83
Thesora	676 84	670 14
Trésor Plus	1320 03	1306 96
Trésor Trimestriel	1034 98	1024 73
Trésoricic	134075 03	134075 03
Trilion	5114 20	5048 57
UAP Investissements	404 03	389 43
UAP Actions France	566 68	546 20
UAP Act. Select.	587 04	565 82
UAP Aedificandi	504 37	486 14
UAP Aleti	196 84	189 73
UAP Alto Sicav	159 91	154 13
UAP Moyen Terme	143 31	138 13
UAP Première Cat.	11041 84	10642 74
Uni-Associations	126 36	126 36•
Uni-Foncier	1130 19	1102 62
Unifrance	558 50	544 88
Uni-Garantie	1323 20	1297 23
Uni Régions	1277 21	1246 08
Univar	242 75	242 75•
Univers Actions	1153 75	1125 61
Univers Obligations	1733 39	1691 11
Valorg	2108 22	2106 11
Valrea!	54911 19	54883 75•

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS préc.	COURS 30/9	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	4 827	....	....	....
Ecu	6 668	....	....	....
Allemagne (100 dm)	338 500	....	....	....
Belgique (100 F)	16 435	....	....	....
Pays-Bas (100 fl)	300 840	....	....	....
Italie (1000 lires)	4 007	....	....	....
Danemark (100 krd)	87 580	....	....	....
Gde.Bretagne (1 L)	8 573	....	....	....
Grèce (100 drachmes)	2 641	....	....	....
Suisse (100 f)	388 030	....	....	....
Suède (100 krs)	90 360	....	....	....
Norvège (100 k)	83 640	....	....	....
Autriche (100 sch)	48 111	....	....	....
Espagne (100 pes)	4 837	....	....	....
Portugal (100 esc)	3 810	....	....	....
Canada (1 $ can)	3 840	....	....	....
Japon (100 yens)	4 037	....	....	....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 30/9
Or fin (kilo en barre)	54250	53800
Or fin (en lingot)	54950	54400
Napoléon (20f)	316	311
Pièce Fr (10 f)	360	.....
Pièce Suisse (20 f)	329	316
Pièce Latine (20 f)	310	316
Souverain	420	405
Pièce 20 dollars	1900	1840
Pièce 10 dollars	1030	970
Pièce 5 dollars	635	....
Pièce 50 pesos	2005	2015
Pièce 10 florins	326	320

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • prix précédent - ■ : marché continu

هكذا من الاصل

POINT / LA SPÉCULATION SUR LES MONNAIES

Des marchés surpuissants

Le mois de septembre a été perturbé par une vague de spéculation sur les marchés des changes d'une violence rarement égalée. Au point que deux monnaies, la lire italienne et la livre britannique, ont été contraintes de *sortir du mécanisme de change du système* monétaire européen (SME) et que les banques centrales française et allemande ont mis en œuvre des centaines de milliards de francs pour maintenir la parité du mark et du franc à *l'intérieur de la limite autorisée* dans le SME. Plusieurs responsables européens, *dont le ministre français de l'économie et* des finances, M. Michel Sapin, n'ont pas hésité à accuser la spéculation et les spéculateurs, responsables, selon eux, des tourmentes monétaires subies en Europe. Que signifie exactement ce terme de spéculation? Comment agissent les spéculateurs, et avec quels objectifs?

Les opérations sur les marchés des changes, sur lesquels s'échangent des devises, sont le plus souvent justifiées par des motifs commerciaux ou financiers, les opérateurs utilisant des techniques d'arbitrage entre différentes monnaies et différents marchés. *Mais elles sont menées également* dans l'espoir de profiter d'une modification favorable des cours de change. Il s'agit alors de spéculation.

Dans la pratique, la ligne de démarcation entre opérations commerciales, financières et spéculatives est difficiles à tracer et *même en dehors des périodes de tourmente* monétaire, la spéculation est toujours présente sur les marchés des changes. Plusieurs facteurs, dont l'énormité des sommes échangées chaque jour par les cambistes (1 000 milliards de dollars environ), expliquent la puissance des vagues de spéculation et l'incapacité croissante des gouvernements à les contrer.

Profiter, mais d'abord prévoir

La spéculation et les spéculateurs sur les marchés des changes ont été souvent mis en cause ces dernières semaines, accusés d'avoir successivement fait sauter la lire et la livre, et d'avoir lancé une offensive de grand style sur le franc. *« Il faut leur casser les reins »*, a déclaré avec vigueur M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, stigmatisant les vilains coupables de lèse-franc qui se livrent à des assauts tout à fait belliqueux.

C'est pousser un peu loin l'assimilation à la guerre, ou tout au moins à une recherche effrénée du gain sur les monnaies car la réalité est beaucoup plus nuancée. En latin, *speculare* veut dire regarder plus loin, c'est-à-dire prévoir. *Un agriculteur* qui sème spécule sur une récolte que pourront compromettre la sécheresse, *les inondations et les maladies.* A cet égard, on parle couramment de spéculations agricoles. Choisir de louer son appartement plutôt que de l'acheter est une spéculation sur l'avenir et les avantages ou inconvénients respectifs des deux formules.

Dans cette optique, il convient d'opérer la recension de tous ceux qu'un changement de parité pourrait inquiéter ou léser et qui seraient susceptibles de s'en protéger par tous les moyens, le premier étant, naturellement, de vendre la devise menacée. C'est le cas des exportateurs s'ils ne parviennent pas à facturer en francs *leurs exportations. Ils sont donc* exposés à un risque de change si une dévaluation se produit. Ainsi, les vendeurs français de produits sur l'Allemagne attendront pour revendre sur le marché les marks qu'ils doivent recevoir, en attendant que leur cours monte, et les importateurs se dépêcheront d'acheter, également sur le marché, les marks qu'ils auront à payer, *dans la crainte de voir leurs* factures s'élever. A l'heure actuelle, 50 % seulement de nos échanges *extérieurs (200 milliards de francs* par mois) sont facturés en francs.

Des sommes énormes

Viennent ensuite les entreprises multinationales, qui gèrent une abondante trésorerie multidevises, et auront pour souci de ne pas s'exposer à un réajustement quelconque de monnaie, donc à effectuer les transferts indispensables. Enfin, les détenteurs d'actifs en titres, actions et obligations, seront tenus, pour des raisons de bonne gestion élémentaire, de *préserver ces actifs de toute* dépréciation, le cas échéant en les vendant. Ainsi, les non-résidents, c'est-à-dire l'étranger (fonds d'investissements, compagnies d'assurances, caisses de retraite, etc.) détiennent 800 milliards de francs de titres français, *dont près de la moitié d'em*prunts de l'Etat.

On a pu voir, ces derniers jours, des *gérants de fonds* d'investissements américains, qui avaient acquis, il y a deux ans, des titres du Trésor rapportant plus de 10 % avec un dollar valant 6 francs contre 5 francs aujourd'hui, prendre leurs bénéfices en vendant des francs contre des dollars sur les marchés des changes à terme tout en gardant le titre pour son rendement; l'opération est parfaitement possible. Enfin, les marchés eux-mêmes, qu'ils soient à terme ou au comptant, brassent des sommes *énormes. L'enquête réalisée par la* Banque de France, en avril, simplement sur le marché des changes de *Paris – qui n'est pas un des plus* grands – a révélé que les transactions quotidiennes y atteignaient l'équivalent de 35 milliards de dollars (175 milliards de francs) dont 51,6 % au comptant (physique) et le reste à terme, c'est-à-dire sur les opérations se dénouant au bout d'un certain temps. Quant aux acteurs de ce marché, ils sont à 60 % non résidents.

A Londres, on traite 300 milliards de dollars par jour sur le marché des changes, en toutes devises. A New-York, à Chicago, les transactions quotidiennes sont de près de 200 milliards. Sur ces marchés, certes, les activités dites spéculatives, c'est-à-dire en anticipation d'un mouvement sur les changes, l'emportent de loin sur les activités dites au *comptant, dans la proportion de trois* quarts pour un quart. Ceux qui prennent position, à l'achat ou à la vente, sont dits spéculateurs, car ils prennent le risque de change à la place de ceux qui veulent, précisément, se couvrir contre ce risque et doivent trouver une contrepartie.

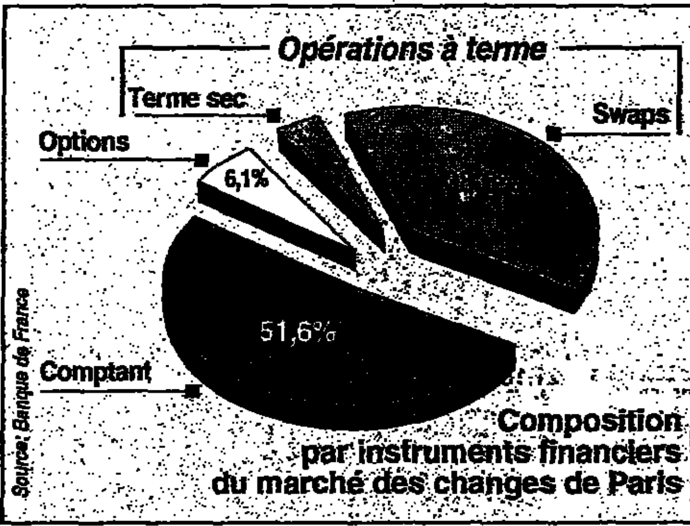
Il en est de même sur tous les marchés de matières premières censés régulariser les cours en mettant en présence acheteurs et vendeurs. Sans doute accusera-t-on ces spéculateurs d'amplifier démesurément les variations et les mouvements tant à la hausse qu'à la baisse dans l'espoir d'un gain rapide. C'est le revers de la *médaille*, et en même temps *la* condition du bon fonctionnement des marchés libres. Ces derniers, au *surplus, ont pris l'habitude de juger* les politiques menées par les États, sanctionnant le laxisme et récompensant la vertu, avec l'aide, le cas échéant, des nationaux des Etats en question.

A *chaque crise de la lire, ne* voit-on pas les Italiens eux-mêmes se précipiter pour fuir leur monnaie et expédier *leurs actifs à l'étranger?* Ils l'ont fait massivement ces deux dernières semaines. Les capitaux mis en œuvre dans les grands mouvements sur les devises sont absolument énormes, d'autant qu'ils se déplacent peu de temps, revenant immédiatement à leur point de départ si l'opération envisagée, dévaluation ou réévaluation, échoue. Ainsi, la lire a cédé en quelques jours, la livre en une journée, après que l'équivalent de 90 milliards de francs eut été vendu en quelques heures.

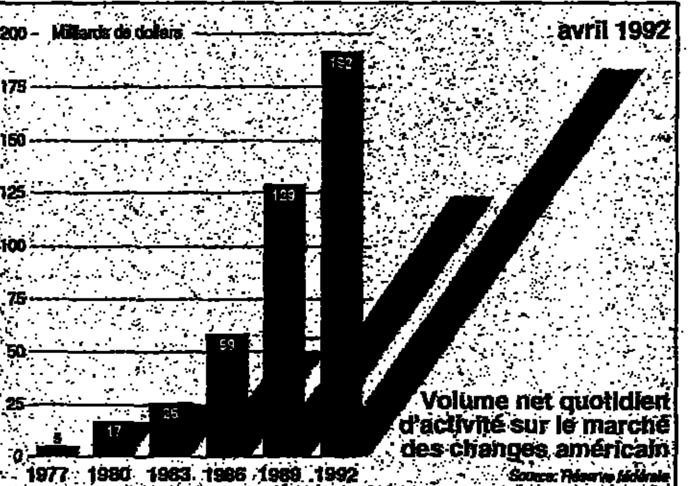
La Banque fédérale d'Allemagne n'a-t-elle pas, en une semaine, créé, en échange des devises achetées sur les marchés des changes, l'équivalent de 200 milliards de francs? L'attaque sur le franc des derniers jours a pu mettre en œuvre plusieurs centaines de milliards de francs, ce qui, en théorie, pouvait dépasser les réserves de devises de la Banque de France (128 milliards de francs). Mais ces dernières n'ont probablement *été* que peu entamées, les marks vendus par la Banque de France en échange de francs *ayant été prêtés temporaire*ment par la Banque fédérale d'Allemagne, au moyen d'accords de *swaps (contrats d'échange de devises* avec remboursement à terme).

Notons enfin qu'une offensive de grand style ne peut être menée que sur une devise dont les parités sont fixes, les spéculateurs, qui vendent à *découvert la devise attaquée, ne pre*nant que peu ou pas de risques. En cas d'échec, ils battent en retraite avec des pertes minimes. C'est le contraire dans le cas d'une devise en flottement comme le dollar, dont les variations imprévisibles et sans butoir peuvent être très dangereuses. Pour conclure, notons que dans ces grands mouvements sur les changes l'élément psychologique peut être capital. Il a suffi, la semaine dernière, que la Banque fédérale d'Allemagne fasse connaître *publiquement* qu'elle achetait des francs à carnets ouverts pour renverser le mouvement, l'effet d'annonce étant bien supérieur à celui du montant des achats eux-mêmes.

FRANÇOIS RENARD



La part des instruments financiers à terme progresse.



Près de 200 milliards de dollars s'échangent chaque jour aux Etats-Unis.

Trois semaines de tempête en Europe

– **5 et 6 septembre** : *depuis* plusieurs jours, le système monétaire européen (SME) est soumis *à de fortes pressions, en raison* de la forte attirance des investisseurs pour le mark. Les ministres des *finances* des Douze se réunissent à Bath, en Angleterre. Le gouvernement allemand déclare qu'il n'augmentera pas ses taux d'intérêt, mais refuse de les abaisser, malgré l'insistance de ses partenaires européens. Tous les membres du SME s'engagent à défendre les parités de leurs monnaies.

– **8 septembre** : le mark finlandais, théoriquement lié à l'écu, décroche brutalement. Les autres monnaies scandinaves sont très fortement attaquées.

– **9 septembre** : *pour contrer* la vague de spéculation contre la couronne, la banque centrale de Suède porte de 16 % à 75 %, record depuis trois cents ans, son taux d'intervention. Celle d'Italie relève le sien de 18 % à 20,8 %. La livre sterling et la lire italienne tombent au voisinage de leur cours plancher.

– **13 septembre** : dévaluation de 3,5 % de la lire italienne par *rapport à toutes les autres mon*naies du SME. Réévaluation de 3,5 % des autres monnaies du SME.

– **14 septembre** : la Bundesbank baisse d'un demi-point son *taux d'escompte, ramené* à 8,25 %, et diminue d'un quart de point son taux Lombard (9,50 %). *Les banques centrales* de Belgique, des Pays-Bas, d'Autriche et de Suisse abaissent *également leurs taux directeurs.* La Suisse ramène son taux d'escompte de 7 % à 6,5 %, la Belgi*que de 8,50 % à 8,25 %*, l'Autriche de 8,50 % à 8,25 % (et son taux Lombard de 9,75 % à 9,50 %). Les Pays-Bas diminuent de 0,25 point leurs taux directeurs. La Suède ramène son taux d'intervention à 20 %. La lire et la livre sont sous pression. M. Michel Sapin, ministre français de l'économie et des finances, déclare que si le « oui » l'emporte au référendum, alors la France pourra baisser ses taux.

– **16 septembre** : la Banque d'Angleterre relève de 10 % à 12 % son taux d'escompte afin de soutenir la livre, très attaquée.

– **17 septembre** : la lire et la livre sortent du SME, ce dont prend acte le comité monétaire de la CEE. Ces deux monnaies perdent respectivement 6 % et 2 % par rapport à leur ancien cours plancher. Le taux de base britannique repasse de 12 % à 10 %. La peseta est dévaluée de 5 %. La banque centrale de Suède relève son taux d'intervention marginal à 500 % (ramené à 50 % le 21 septembre puis à 40 % le 28). La Banque de France engage entre 5 et 10 milliards de francs pour défendre le franc, désormais en première ligne des attaques spéculatives.

– **18 septembre** : M. John Major déclare que la Grande-Bretagne réintégrera le SME lorsque son fonctionnement aura été *révisé.* Il met en cause la politique de taux d'intérêt élevés *menée par* Bonn.

– **20-21 septembre** : le « oui » l'emporte de justesse au *référendum français sur le traité* de Maastricht, et le franc est à nouveau attaqué. Le Comité *monétaire européen se réunit.*

– **22 septembre** : le gouvernement français contre-attaque et *relève ses taux d'intérêt à court* terme de 10 % à 11,5 %. La Banque d'Angleterre ramène son *taux directeur* de 10 % à 9 %. *En* une semaine, la livre a perdu 9 % par rapport à son cours plancher, *et la lire* 10 %. La Bundesbank intervient massivement pour soutenir le franc. *Le président de la* Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, laisse entendre que le réalignement monétaire était insuffisant.

– **23 septembre** : les ministres des finances français *et alle*mand *affirment qu'aucun* changement des cours centraux du franc et du mark n'est justifié. La Ban*que de France et* la Bundesbank interviennent conjointement sur le marché des changes et à *Paris*, le taux au jour le jour monte jusqu'à 25 %. L'Espagne rétablit le contrôle des changes.

*– **24 septembre** : la Banque* nationale suisse diminue d'un demi-point son taux d'escompte, *qui s'établit désormais* à 6 %. L'Irlande et le Portugal renforcent leur contrôle des changes. Le franc se raffermit sur le marché des changes.

– **28 septembre** : l'Irlande, *dont la monnaie est elle aussi* fragilisée, relève de trois points ses taux d'intérêt à court terme. *Réunis à Bruxelles*, les ministres des finances des Douze réaffirment leur confiance dans le SME. Le chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, n'a pas obtenu de ses partenaires une réforme fondamentale du mécanisme de change.

Les lieux et les acteurs

– **Marché des changes** : le marché *des changes* est *le lieu* où se négocient l'offre *et* la demande de devises provenant de transactions commerciales *et financières.* A l'origine, les opérations d'achat et de vente de devises servaient avant tout à régler les importations et les exportations. Aujourd'hui, elles s'appliquent, pour l'essentiel, à des mouvements de portefeuille, des investissements directs et des arbitrages. Les sommes en jeu sont devenues de plus en plus considérables. *Selon* le soixantième rapport de la Banque des règlements internationaux (BRI) de 1990, le volume *quotidien des opérations sur devises* en 1989 est estimé à 650 milliards de dollars, soit quarante fois le volume des échanges commerciaux. En 1992, il atteint 1000 milliards de dollars environ.

– **Marché monétaire** : le marché monétaire est le lieu de rencontre de l'offre ou de la demande de fonds à court terme. Il permet de placer des excédents de liquidités ou de gérer des besoins de trésorerie. Les fonds sont placés ou empruntés sur des durées allant du jour le jour à douze mois maximum. Il existe à la fois des marchés monétaires nationaux et internationaux, notamment les euromarchés sur lesquels s'échangent des place*ments à court terme dans diffé*rentes devises (eurodollars, eurofrancs, euroyens, etc). La connexion entre marchés des changes et marchés monétaires se fait pour l'essentiel à ce niveau dans la mesure où les investisseurs gèrent à la fois des rémunérations différentes en fonction des monnaies et en parallèle des risques de change.

– **Marchés à terme** : le rôle du marché monétaire et de celui des devises n'est pas uniquement de permettre des opérations de change au comptant et de prêts ou d'emprunts de fonds à court terme. Il *fournit également des instruments* de couverture ou de protection contre les variations de cours de monnaies et de taux d'intérêt. L'outil de couverture dans le temps est un produit financier à terme, soit un contrat d'achat ou de vente à terme, soit une option de vente ou d'achat.

Le principe d'une opération à terme est le suivant : il s'agit d'un contrat d'achat ou de vente ou une option d'achat ou de vente qui stipule que la livraison et le paiement auront lieu à une date ultérieure, mais dans des conditions convenues *aujourd'hui. La quantité de mar*chandise, la date et le lieu d'exécution ainsi que les prix sont fixés lors de la conclusion de l'affaire.

Des intervenants nombreux

Les opérations à terme entre deux parties se font à partir d'un contrat sur mesure entre deux établissements (hors marché) ou à partir de contrats standards sur devises ou fonds à court terme des marchés à terme de Paris (Matif), Londres (Liffe), Chicago (CME, CBOT), etc.

Lorsque le contrat à terme s'effectue sous la forme d'un échange de devises, il est appelé « swap ». *Les deux partenaires fixent* les conditions d'échange en fonction des taux d'intérêt dont sont assorties les deux monnaies. Les banques centrales passent également entre elles des accords de swap, en période habituelle et pendant les *crises de spéculation.*

– **Banques commerciales** : les banques commerciales épaulées par les courtiers jouent le rôle principal dans le négoce des devises et des produits du marché monétaire. En *fait, elles interviennent à plusieurs* titres. Car non seulement elles exécutent des ordres de paiement en monnaies étrangères et se reportent alors sur les marchés de change pour y trouver les devises (quand une banque effectue un paiement en marks, il faut bien qu'elle les trouve) mais, en plus, elles prennent des positions sur les devises pour leur propre compte (opérations dites d'arbitrage) et, enfin, dans le cadre de la gestion des placements *de leurs clients (exemple : la tréso*rerie placée en dollars australiens est fortement rémunérée... mais risquée).

– **Courtiers** : à la fois sur le marché des changes et le marché monétaire, on trouve des courtiers. Ils jouent uniquement le rôle d'intermédiaires entre les acheteurs et les vendeurs et, contrairement aux banques, ne prennent pas de positions propres.

– **Clients** : les motivations des clients pour intervenir indirectement sur les marchés de change et les marchés monétaires sont innombrables. Entreprises exportatrices et importatrices ayant à se procurer des devises ou à se protéger des *évolutions de cours des* monnaies (52 % des importations et 48 % des exportations françaises sont factu*rées en devises), établissements* financiers, notamment pour la gestion de fortunes, particuliers quand ils voyagent à l'étranger ou même quand ils placent leur épargne dans un certain nombre de produits en devises ou de type monétaire...

– **Banques centrales** : les banques centrales exercent toutes la même mission : préserver la stabilité de la monnaie. Elles opèrent sur les marchés pour influencer les cours de change en intervenant directement (achat ou vente de devises) ou indirectement en jouant sur les niveaux de taux d'intérêt, c'est-à-dire de rémunération des placements à court terme effectués dans leur monnaie nationale. Les interventions sur le marché monétaire, par le biais des taux d'intérêt, ont notamment un effet direct sur la trésorerie des banques.

ÉRIC LESER

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès
Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

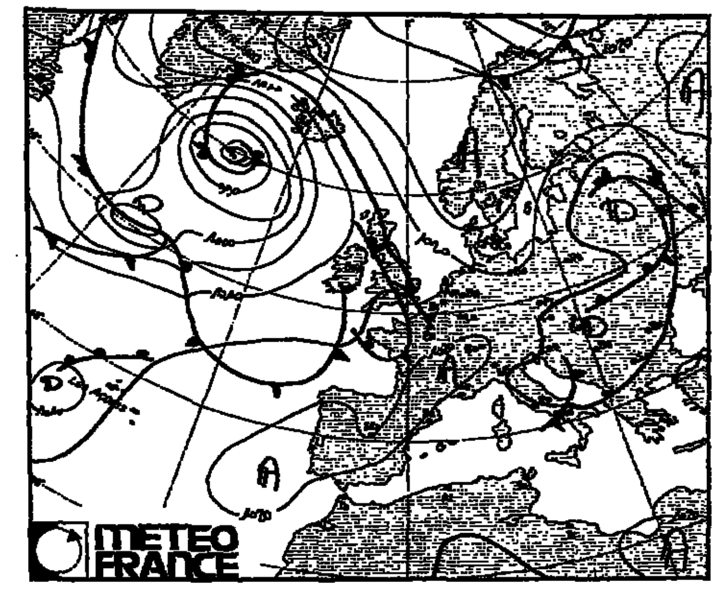
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

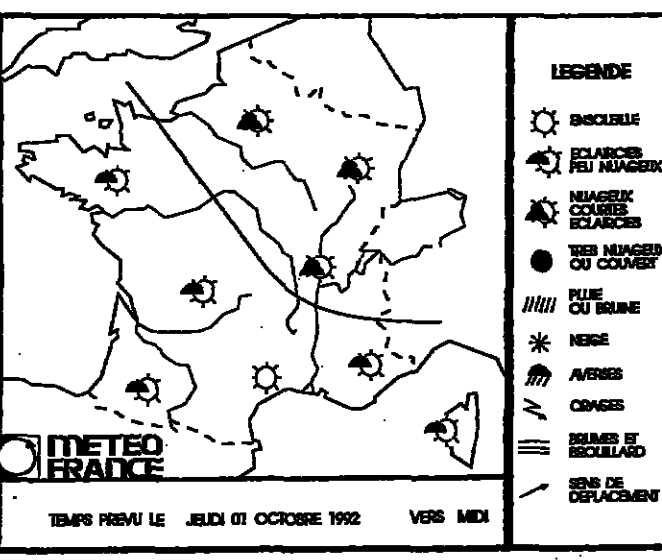
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 SEPTEMBRE A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 1er OCTOBRE 1992



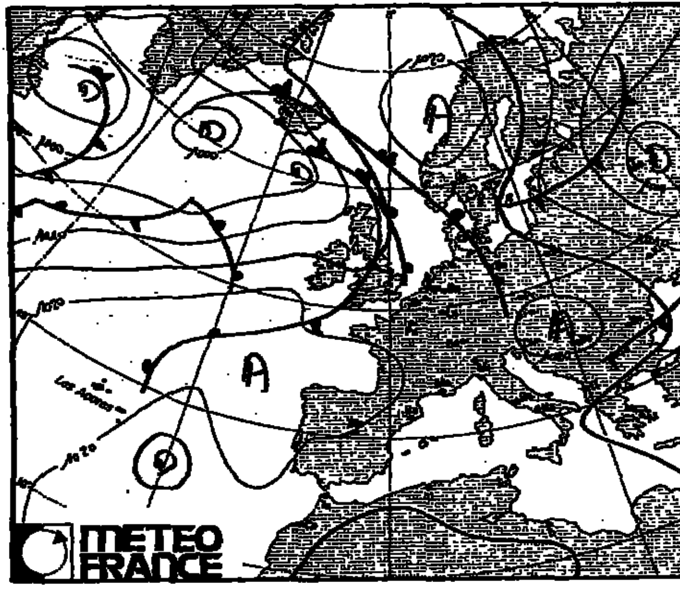
Nuageux au nord, soleil au sud. – Le matin, les nuages seront nombreux sur la moitié nord avec encore quelques gouttes sur le Nord-Est. En cours de journée, quelques éclaircies perceront. Sur la pointe Bretagne, quelques gouttes tomberont en soirée avec l'arrivée d'une nouvelle perturbation.

Sur la moitié sud, le ciel sera généralement bien ensoleillé. Mistral et tramontane souffleront à 30 km/h environ.

Les températures matinales seront douces : 10 à 14 degrés sur le Nord-Ouest, 6 à 10 degrés dans le Nord-Est, 9 à 11 degrés dans le Sud-Ouest et 13 à 17 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 17 à 19 degrés sur la moitié nord et 20 à 23 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 2 OCTOBRE 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 30-9-92

Valeurs extrêmes relevées entre le 29-9-1992 à 18 heures TUC et le 30-9-1992 à 6 heures TUC

FRANCE			
AJACCIO	25	14	N
BIARRITZ	24	13	D
BORDEAUX	21	14	C
BOURGES	18	11	C
BREST	18	12	C
CAEN	20	11	N
CHERBOURG	17	11	P
CLERMONT-FER.	19	9	D
DIJON	19	8	C
GRENOBLE	21	8	D
LILLE	19	10	C
LIMOGES	16	10	B
LYON	20	9	D
MARSEILLE	23	13	D
NANCY	17	8	C
NANTES	19	10	B
NICE	24	15	D
PARIS-MONTS.	20	14	C
PAU	24	11	D
PERPIGNAN	22	12	D
RENNES	17	11	N
ST-ETIENNE	19	10	D
STRASBOURG	17	10	B
TOULOUSE	22	12	N
TOURS	17	11	B
POINTE-A-PITRE	33	23	N
ÉTRANGER			
ALGER	28	20	C
AMSTERDAM	15	12	B
ATHÈNES	25	18	D
BANGKOK	35	25	C
BARCELONE	23	15	D
BELGRADE	29	15	N
BERLIN	16	10	C
BRUXELLES	20	11	D
LE CAIRE	29	17	D
COPENHAGUE	14	9	C
DAKAR	32	25	D
DELHI	37	22	D
DJERBA	–	–	–
GENEVE	18	9	N
HONGKONG	–	–	–
ISTANBUL	21	14	D
JÉRUSALEM	29	18	D
LISBONNE	23	16	C
LONDRES	21	14	N
LOS ANGELES	26	18	D
LUXEMBOURG	17	9	N
MADRID	24	11	D
MARRAKECH	28	15	D
MEXICO	14	9	C
MILAN	20	6	D
MONTRÉAL	14	1	D
MOSCOU	11	10	C
NAIROBI	23	13	P
NEW-YORK	18	9	D
OSLO	–	–	–
PALMA-DE-MAJ.	25	15	D
PÉKIN	23	13	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	25	14	D
SEVILLE	28	14	C
SINGAPOUR	–	24	–
STOCKHOLM	11	9	C
SYDNEY	21	7	N
TOKYO	19	17	N
TUNIS	28	16	D
VARSOVIE	15	9	C
VENISE	19	11	B
VIENNE	21	11	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Christine 3, le retour

Voici donc, chaque soir, à l'heure où les cadres harassés dénouent leur cravate et dînent d'une salade de tomates, Christine Ockrent en madone des duplex. Pour parler franc, le premier numéro de son journal vespéral sur France 3 ne laissera sans doute pas un souvenir inoubliable. Nous fut infligée une interminable, filandreuse *interview* de Michel Rocard, arrosée de l'inévitable reportage sur la «machine Rocard», l'ensemble étant pimenté d'un surtitre burlesque – «Rocky 4, le retour» – qui ne pouvait que plonger un décideur normalement constitué dans la perplexité. Le second numéro, après une brève revue de l'actualité, se penchait sur l'intégration des malades du sida. Enquête, débat en duplex, etc. Pourquoi pas, mais ne pouvait-on vraiment dénicher aucun autre sujet dans l'actualité du jour? A propos de la hausse de la redevance, des baisses d'impôts, de la controverse sur les chiffres du chômage, ne pouvait-on vraiment organiser un débat, monter des enquêtes? Passons encore, il faut bien que l'entreprise trouve son rythme.

D'autant que Christine Ockrent part lestée d'un handicap sans doute inédit dans l'histoire, pourtant baroque, de l'audiovisuel français. Disons les choses comme elles sont . Son ministériel époux, Bernard Kouchner, fait l'actualité en moyenne une fois par journal, un jour à Sarajevo, un soir à Vaison-la-Romaine, un week-end à Belle-Ile. Bien. Voir comment de Soir sur la Trois» va contourner la difficulté constitue d'ores et déjà un des principaux attraits de l'aventure . Christine Ockrent offrira-t-elle à la France le seul journal sans Bernard Kouchner? Mais d'un autre côté, pourquoi se priver de faire écho aux initiatives du ministre de l'action humanitaire?

L'intéressée confessait sur Canal Plus, le week-end dernier, qu'elle «préférerait» laisser à quelqu'un d'autre le soin d'interviewer son mari. On le conçoit aisément. Mais où s'arrête cette «préférence»? S'estime-t-elle en mesure d'interviewer, par exemple, un collègue de son ministre préféré? Et un dirigeant de l'opposition qui critiquerait la politique kouchnerienne? Le problème se posa dès le second soir, avec une manifestation d'infirmières qui réveilla l'intérêt des familles. Les anti-ockrentiens notèrent que seules dix ou quinze petites secondes avaient été consacrées au sujet. Oui, mais on a entrevu une pancarte interpellant Kouchner! répliquèrent les ockrentiens. D'accord, mais pas assez longtemps pour que l'on puisse la lire, etc. On n'a pas fini de s'amuser.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ *Film à éviter* ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 30 septembre

TF 1

20.50 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Yves Rénier, Jane Manson, *Sim, le docteur Klein, les acteurs de* «Cœurs brûlés», Gipsy Kings, Laurent Voulzy, Catherine Lara, Alpha Blondy, Alma Ritano, Philippe Lafontaine, Jean-Marie Bigard.

22.45 Magazine : Ex libris. Présenté par Patrick Poivre d'Arvor. Invités : Denis Seznec *(Nous les Seznec)*; nos collaborateurs Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann *(les Juges parlent)*; Didier Gallot *(les Fossoyeurs de la justice)*; François Weyergans *(la Démence du boxeur)*; Loïc Le Ribeult, expert en criminalistique; Michel Mohrt, camarade d'école d'un des fils Seznec; Jean-Denis Bredin, avocat; Alain Marsaud, juge; Me Henri Leclerc.

F 2

20.50 ▶ Téléfilm : Un ballon dans la tête. De Michaëla Watteaux, avec Diane Bellego, Gilles Segal. *Un garçon dans le Portugal des années 60.*

22.30 Documentaire : Le Grand Jeu URSS-USA. De Jean Labib. Texte dit par Jean Lacouture et Bernard Guetta. 4: Printemps précoce (1954-1964).

23.35 Journal et Météo.

23.50 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Invités : Günter Grass, Alain Prochiantz, Patrick Timsit, Evelyne Charmeux et *Aline Pailler*, le Trio Lockwood.

F 3

20.45 Magazine : La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Bedos, inconsolable et gai. Invités : Guy Bedos, notre collaborateur Plantu, Didier Daeninckx, auteur de *Zapping*; Henri Laborit, chercheur; Daniel Pennac, auteur de *Comme un roman*; Michèle Fitoussi, journaliste à *Elle*.

22.25 Journal et Météo.

22.50 Mercredi chez vous.

CANAL PLUS

18.50 Sport : Football. Coupes d'Europe. A 19.00, coup d'envoi de Marseille-Glentoran, en direct de Marseille. A 20.00, Monaco-Miedz Legnica, en direct de Monaco. A 21.45, résumé de Leeds-Stuttgart.

22.35 Flash d'informations.

22.40 *Cinéma : Total Recall.* ■■ Film américain de Paul Verhoeven (1990) (v.o.).

0.20 Cinéma : Jouer c'est tuer. ■ Film américain de Richard Franklin (1984).

ARTE

20.40 Documentaire : Musicarchives. Réalisé par Philippe Truffault. Pablo Casals. *Première suite pour violoncelle seul*, de Bach.

21.10 Documentaire : Pablo Casals, Song of the Birds. D'Anna Benson Gyles.

22.10 Documentaire : Portrait de Nacho Duato. De Wolf Hanke.

22.35 Danse : Jardi Tancat. Chorégraphie de Nacho Duato, par The Nederlands Dans Theater.

23.00 Documentaire : Carupano pour la vie. Wilfried Merle, bâtisseur de voies nouvelles, de Karl Wiehn et Wolfgang Klein.

M 6

20.45 Téléfilm : Rapt à New-York. De Richard Michaels, avec Valérie Bertinelli, Rachel Ticotin.

22.30 Téléfilm : Les Filles du KGB. De Don Taylor, avec Linda Hamilton, James Franciscus.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes.

21.30 Correspondances Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. L'esprit des voix : la voix comme thérapie.

22.40 Les Nuits magnétiques. Jean-Marie Straub, portrait d'un terroriste.

0.05 Du jour au lendemain. Avec Paul Nizon (Dans la maison, les histoires se défont).

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Opéra (donné le 1er août lors du Festival de Montpellier) : Le Château des Carpathes, d'Hersant, par l'Orchestre philharmonique de Montpellier, dir. : David Robertson; sol. : Sylvie Valayre, soprano, Isabel Garcisanz, mezzo-soprano, Christer Bladin, ténor, Marcel Vanaud, baryton-basse, Mathias Jowg, récitant.

22.30 Espace libre.

23.09 Ainsi la nuit. Œuvres de Mozart, Weber.

0.33 L'Heure bleue. Le jazz d'en France, par Xavier Prévost. Les nouveautés discographiques; L'introuvable; Des Américains à Paris; Le concert : le quartette du guitariste Serge Lazarevitch; La rétrospective : le batteur Aldo Romano.

Jeudi 1er octobre

TF 1

15.25 Feuilleton : Hôpital central.

16.15 Club Dorothée.

17.25 Jeu : Une famille en or.

17.55 Série : Hélène et les garçons.

18.25 Feuilleton : Santa Barbara.

18.55 Magazine : Coucou, c'est nous! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Inès de la Fressange.

19.50 Divertissement : Le Bébête Show.

20.00 Journal, Tiercé et Météo.

20.55 Sport : Football. Coupe d'Europe de l'UEFA : Saragosse-Caen, en direct d'Espagne.

22.50 Magazine : L'Amour en danger. Présenté par Jacques Pradel et Catherine Muller : Une femme en trop.

F 2

15.30 Variétés : La Chance aux chansons. Le retour d'Hervé Vilard. Avec Hervé Vilard, les ballets Karolinka, Florence Farel, Yvan Dautun, Dalida, Vava, Frida Boccara.

16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.

16.45 Feuilleton : Beaumanoir.

17.15 Magazine : Giga. La Fête à la maison; Quoi de neuf docteur?; Reportages.

18.30 Le Jeu!

19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.

19.59 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 ▶ Magazine : Envoyé spécial. De Paul Nahon et Bernard Benyamin. Les bistrots, de Pierre Bonte et Michel Levasseur; L'oreille, c'est la vie, de Pierre Lane et Thierry de Lestrade; La Sécurité sociale, de Jean-Marc Seban et Pierre Moschowitch.

22.20 Téléfilm : Prémonitions. De George Mihalka, avec Zach Galligan, Catherine Mary Stewart.

23.50 Journal et Météo.

0.10 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Invités : André Engel, Daniel Buren, Lipietz et Luc Ferry.

F 3

15.35 Série : La croisière s'amuse.

16.20 Magazine : Zapper n'est pas jouer.

17.55 Magazine : Une pêche d'enfer.

18.25 Jeu : Questions pour un champion.

18.55 Un livre, un jour. *Pourquoi la Grèce?*, de Jacqueline de Romilly.

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.

20.06 Jeu : Hugodélire.

20.15 Divertissement : La Classe.

20.45 La Dernière Séance.

21.00 *1er film : Le Convoi maudit.* ■ Film américain de Roy Rowland (1950). Avec Joel Mc Crea, Arlene Dahl, Barry Sullivan.

22.30 Dessins animés : The Hick Chick; Henpecked Hoboes.

22.55 *Journal et Météo.*

23.25 2e film : La Grande Evasion. ■■ Film américain de Raoul Walsh (1941). Avec Humphrey Bogart, Ida Lupino, Alan Curtis (v.o.).

CANAL PLUS

15.00 Documentaire : Laurel et Hardy. De Robert Halmi Jr. et Klaus Hallig.

16.00 Cinéma : *In Bed with Madonna.* ■ Film américain d'Alek Keshishian (1990). Avec Madonna, Warren Beatty, Kevin Costner.

18.05 Canaille peluche. Beetle Juice.

En clair jusqu'à 22.50

18.30 Ça cartoon. Présenté par Valérie Payet.

18.50 Le Top. Présenté par Yvan Le Bolloc'h.

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes. Invité : Lee McLaren.

20.30 Concert : Michael Jackson. En direct de Bucarest.

22.45 Flash d'informations.

22.50 Sport : Football Coupe d'Europe de l'UEFA : Salonique-Paris-Saint-Germain, *en différé de Grèce.*

0.40 *Cinéma* : A nos amours. ■■■ Film français de Maurice Pialat (1983). Avec Sandrine Bonnaire, Dominique Besnéhard, Maurice Pialat.

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00

17.00 Cinéma : Mister Boo, détective privé. □ Film de Hongkong de Michael Hui (1977). Avec Michael Hui, Samuel Hui, Ricky Hui (rediff. du 28 septembre).

19.00 Documentaire : L'Ombre du chasseur. De Gueorgui Balabanov.

19.55 Série : Monty Python's Flying Circus.

20.30 8 1/2 Journal.

20.40 Soirée thématique. La bande dessinée. *Soirée proposée par Claus Josten.*

20.45 Documentaire : Le Chat et la Souris. Portrait d'Art Spiegelman, de Georg Stefan Troller.

21.30 Cinéma d'animation : V comme Engeance. *De Lousral.*

22.55 Documentaire : Entretien avec la dessinatrice Annie Goetzinger. *De Maria et Michael Gramberg.*

23.05 Vidéo : Future Subjunkie. De Marian Kiss.

23.25 Documentaire : Comic Book Confidential. De Ron Mann.

M 6

14.50 *Magazine : Destination musique.*

17.15 Jeu : Zygopolis.

17.35 Série : Campus Show.

18.05 Série : Booker.

19.00 Série : Les Routes du paradis.

19.54 Six minutes d'informations, Météo.

20.00 Série : Madame est servie.

20.35 Météo 6.

20.45 *Cinéma : Le Kid de la plage.* □ Film américain de Garry Marshall (1985).

22.40 Téléfilm : *Marquée à vie.* De Paul Wendkos, avec Blanche Baker, Cliff DeYoung.

FRANCE-CULTURE

20.30 Avignon 92. *Kelly, d'après Patrick Roth (Allemagne).*

21.30 Profils perdus. José Corti (2).

22.40 Les Nuits magnétiques. Dire entre les rides ou l'amour après soixante ans.

0.05 Du jour au lendemain. Avec Juan José Saer (le Fleuve sans rives).

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.26 Un fauteuil pour l'orchestre.

20.30 *Concert* *(donné le 7 octobre lors des* Semaines musicales d'Ascona) : Œuvres de Schubert, Wolf, Hahn, Chabrier, Satie, Chausson, Gounod, Bizet, Fauré, Delibes, Martini, par Barbara Hendricks, soprano, Michel Dalberto, piano.

23.09 Ainsi la nuit. Œuvres de Malipiero, Martinu.

0.33 L'Heure bleue. Jazz s'il vous plaît, par André Clergeat.

هكذا من الأصل

Le Monde

Le douzième séminaire ministériel franco-espagnol

« Il n'y a pas de pacte franco-allemand mais un pacte à douze »

affirme M. Roland Dumas

SALAMANQUE

de notre envoyé spécial

Le douzième séminaire ministériel franco-espagnol, qui s'est déroulé les 28 et 29 septembre à l'université de Salamanque, était essentiellement consacré à la situation dans les trois États du Maghreb, en Libye et en Mauritanie et aux relations de ces pays avec Paris et Madrid. Les ambassadeurs de France et d'Espagne dans ces cinq pays ont participé aux entretiens. Des groupes de travail seront créés pour formuler des propositions d'actions conjointes.

Les questions communautaires ont, d'autre part, été au centre des échanges entre les ministres des affaires étrangères, MM. Dumas et Solana et ceux des affaires européennes, Mme Guigou et M. Westendorp. *« Il n'est pas question de renégocier le traité de Maastricht*, a réaffirmé Mme Guigou. *Il représente le point d'équilibre entre les douze pays de la Communauté »*. A l'adresse des Espagnols qui craignent d'être relégués dans les wagons de queue de l'Europe, Mme Guigou a déclaré : *« L'Espagne a fait, depuis son entrée dans la Communauté économique européenne, un parcours économique remarquable... Ce sont des progrès spectaculaires depuis 1986 et je formule des vœux pour que cela continue jusqu'en 1997. »*

Pour sa part, M. Dumas a affirmé : *« Il n'y a pas de pacte franco-allemand qui distinguerait la France et l'Allemagne du reste de nos partenaires. Il n'y a pas de pacte privilégié qui réglerait à sa façon les problèmes de la Communauté. C'est un pacte à douze. »*

MICHEL BOLE-RICHARD

Au comité central du PCF

M. Marchais prône le « dialogue » pour « un nouveau projet politique »

M. Georges Marchais est personnellement intervenu devant le comité central du PCF, qui a achevé ses travaux mardi 29 septembre, pour recadrer le débat ouvert sur la ligne politique de son parti au cours de la dernière réunion du bureau politique et relancé, lundi, par MM. Charles Fiterman et Philippe Herzog, qui réclament une clarification (*le Monde* du 30 septembre).

Dans l'immédiat, selon le secrétaire général, le PCF doit continuer sur la ligne définie en décembre 1991 par le vingt-septième congrès, actualisée au lendemain des élections régionales et cantonales, et qui vise à obtenir un renversement radical de la politique *« désastreuse pour notre peuple et suicidaire pour la gauche »*, qui est, selon M. Marchais, celle du gouvernement de M. Pierre Bérégovoy.

Conforté dans ses convictions par l'ampleur du « non » au référendum du 20 septembre, le secrétaire général du PCF estime, au demeurant, que M. François Mitterrand et les dirigeants du PS font preuve aujourd'hui de cécité politique et il en conclut qu'il n'y a plus rien à en attendre : *« Les communistes, dans l'action avec les salariés comme dans la discussion au Parlement, s'emploieront à obtenir tout ce qui peut l'être, mais nul ne se fait d'illusions : le pouvoir ne veut pas réorienter sa politique à gauche. Il s'entête et, une fois de plus, est à la recherche d'échappatoires (...). Nous savons bien qu'au Parti socialiste, chez les militants, et sans aucun doute chez certains de ses dirigeants, tout le monde n'est pas dupe. Mais le pouvoir a décidé, on se tait en comptant les circonscriptions perdues d'avance. »*

Il convient donc, en priorité, que les militants communistes occupent le terrain dans une perspective de rassemblement des *« forces populaires »* en faisant abstraction de l'attitude actuelle de la direction du PS et du gouvernement, mais sans exclure un retour du PS à des *« options de gauche »* : *« C'est à toutes les forces du travail et de la création, à toutes les forces de gauche et de progrès – Parti communiste, Parti socialiste, autres formations progressistes, qu'ils aient voté « non », « oui » ou se soient abstenus, – que le même constat s'impose : on ne pourra pas faire barrage aux forces de la réaction sans se rassembler. »* Il s'agit de démontrer que le PC reste incontournable dans le paysage politique français – *« sans le Parti communiste, pas de changement réel envisageable »* – et qu'il est aujourd'hui preneur de nouvelles alliances : *« Il faut un nouveau projet politique, de changement, pour créer et développer une nouvelle dynamique (...). Nous sommes disponibles pour tout dialogue. »*

Diversité d'opinions

Mais qui a envie aujourd'hui, dans les états-majors politiques, de dialoguer et de travailler avec les communistes français ? Cela implique – M. Marchais l'admet – que le PCF intensifie ses efforts *« pour que sa pensée, sa pratique, son image, correspondent davantage à ceux d'un parti (...) qui, en toute circonstance, ait un comportement démocratique, d'un parti qui soit clairement de gauche (...), pour que celles et ceux qui ont besoin d'une force politique moderne, démocratique, combative, rassembleuse, la reconnaissent en nous. »*

Cela passe aussi, plus que jamais, par un *modus vivendi* réaliste avec MM. Fiterman, Herzog, et les autres contestataires. M. Marchais a donné la consigne : *« En aucun cas des différences d'approche ne sauraient justifier la mise à l'écart de quelque candidature que ce soit »* aux prochaines élections législatives. *« La diversité d'opinions, s'exprimant librement et parfois rudement, est de mieux en mieux assumée par notre parti*, a ajouté le secrétaire général. *Cette réalité est aussi de mieux en mieux connue et reconnue par les Français, c'est tout naturellement que le choix démocratique de nos candidats va à coup sûr la manifester. »*

Et comme, un peu plus tard, le premier secrétaire de la fédération de la Loire, M. Marc Bruyère, critiquait les circonstances dans lesquelles M. Fiterman avait annoncé, la semaine dernière, sa candidature à la succession de M. Théo Vial-Massat, député communiste sortant de la Loire, le comité central a assisté à une scène peu banale : les membres du « parlement » du parti ont vu M. Marchais donner l'exemple de la convivialité retrouvée en refusant de donner tort au chef de file des « refondateurs ».

Ainsi « protégé » M. Fiterman en a profité pour faire savoir *urbi et orbi*, mercredi matin, sur France-Inter, au nom des futurs candidats « refondateurs » – qui rechercheront le soutien du PCF, mais pas forcément son investiture aux législatives, – que la meilleure façon de préparer une nouvelle *« entente démocratique »* serait peut-être de proposer aux autres *« forces de progrès »*, sans aucune exclusive, l'élaboration d'une *« plate-forme commune. »* La balle était dès lors renvoyée du côté de M. Marchais.

ALAIN ROLLAT

La préparation de la session d'automne du Parlement

Les députés débattront de la procédure pénale et de la lutte contre la corruption

En présentant, mardi 29 septembre, le programme de la session budgétaire du Parlement, qui s'ouvre le 2 octobre, M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, a estimé que la réduction de la majorité relative due à l'élection de quatre députés socialistes au Sénat ne crée pas *« une situation radicalement nouvelle »*. *« La motion de censure n'est pas une question d'arithmétique, c'est d'abord un choix politique*, a-t-il ajouté. *Or, il n'y a pas de majorité alternative au sein de l'Assemblée nationale »*.

En raison du retard pris par le gouvernement dans l'élaboration du budget, l'examen du projet de loi de finances pour 1993 ne commencera que le 20 octobre. Il sera précédé par l'examen de deux textes importants : le projet de loi portant réforme de la procédure pénale et le projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, auquel seront rattachées deux propositions de loi émanant du groupe socialiste et instituant une déclaration du patrimoine pour les membres du gouvernement, les titulaires de certaines fonctions électives et les parlementaires.

Le projet relatif à la maîtrise de dépenses de santé, qui n'avait pu être adopté lors de la précédente session, les textes sur la bioéthique et le projet de loi de programmation militaire pour la période 1992-1994 seront examinés *« dans toute la mesure du possible »*, selon l'expression de M. Malvy, après la discussion budgétaire, c'est-à-dire à partir du 20 novembre. En revanche, le débat sur la construction européenne que M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, avait proposé en cas de victoire du « oui » au référendum sur la ratification des accords de Maastricht (*le Monde* daté 13-14 septembre) n'est pas programmé.

Le premier ministre ukrainien a présenté sa démission

Le premier ministre ukrainien, M. Vitold Fokine, a présenté sa démission, a annoncé, mercredi 30 septembre, au Parlement de Kiev, le président Léonid Kravtchouk. L'offre de démission de M. Fokine, soumis au feu des critiques de l'opposition pour ses réformes économiques jugées trop timides, a été accueillie par les applaudissements des députés, qui devaient ensuite se prononcer par vote sur le départ du premier ministre. – *(Reuter, AFP.)*

□ **ZAMBIE : un étudiant tué par la police.** – Un étudiant a été tué, lundi 28 septembre, à Lusaka, par la police, qui a ouvert le feu pour disperser des étudiants rassemblés devant un tribunal, lors de la comparution de plusieurs de leurs condisciples. Ceux-ci avaient été arrêtés la veille pour avoir enfreint une interdiction de manifester contre les mesures gouvernementales d'austérité économique. Selon un témoin, [illegible] ouvert le feu sans sommations. – *(AFP.)*

SOMMAIRE

La télématique du Monde : 36 15 LEMONDE, 36 15 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 29 à 40

Le numéro du « Monde » daté mercredi 30 septembre a été tiré à 493 837 exemplaires.

La présentation de la loi de finances au conseil des ministres

M. Bérégovoy : « Un budget cohérent qui reconnaît nos priorités »

M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, a présenté au conseil des ministres mercredi 30 septembre le projet de loi de finances pour 1993. *« C'est un bon budget, un budget cohérent, qui reconnaît nos priorités »*, a souligné M. Pierre Bérégovoy.

D'après M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement, le premier ministre a fait remarquer que la France a une croissance économique plus forte que celle de ses partenaires et un déficit budgétaire plus faible que tous les autres pays de la Communauté, mais que celui-ci est *« nécessaire dans une période de ralentissement de l'économie mondiale, afin de ne pas accentuer le mouvement en freinant la demande »*.

M. Malvy, en rendant compte des travaux du conseil, a indiqué que les recettes attendues en 1993 étaient de 34 milliards inférieures à ce qu'elles étaient dans la loi de finances initiale pour 1992. Il a affirmé que les prélèvements obligatoires passeraient de 43,9 % du produit intérieur brut en 1991 à 43,3 % en 1993, soit *« le chiffre le plus bas depuis dix ans »* et que la pression fiscale due aux seuls impôts de l'Etat serait *« la plus faible depuis plus de vingt-cinq ans »*.

Le porte-parole du gouvernement a ajouté que le déficit de l'ensemble des administrations publiques serait, en France, en 1993, de 2,4 % du produit intérieur brut alors qu'il était de 3,8 % en Allemagne, de 5 % au Royaume-Uni et de plus de 9 % en Italie.

En outre, le conseil des ministres a approuvé un projet de loi organique qui étend aux candidats à l'élection présidentielle l'interdiction de recevoir des dons des entreprises, interdiction prévue pour les candidats aux autres élections et pour les partis politiques dans un projet de loi approuvé par le conseil des ministres du 9 septembre et qui doit être débattu à l'Assemblée nationale à partir du mardi 13 octobre.

Demain dans « le Monde »

Le projet de budget pour 1993

Le Monde publiera dans son édition datée du vendredi 2 octobre une analyse complète des dispositions (recettes et dépenses) du projet de loi de finances pour 1993. Le barème de l'impôt applicable l'année prochaine aux revenus encaissés en 1992 figurera dans une page consacrée aux principales dispositions fiscales. Un « point de vue » du ministre du budget, M. Michel Charasse, sera en outre publié dans cette édition.

« Le Monde des livres » : Le paradis de Delumeau

Historien du Moyen Age et de la religion, Jean Delumeau entreprend une grande enquête sur les représentations du paradis. C'est en fait toute l'évolution d'une vision de l'organisation du monde terrestre et supra-terrestre qui, montre Roger Chartier, se lit à travers les analyses de Delumeau.

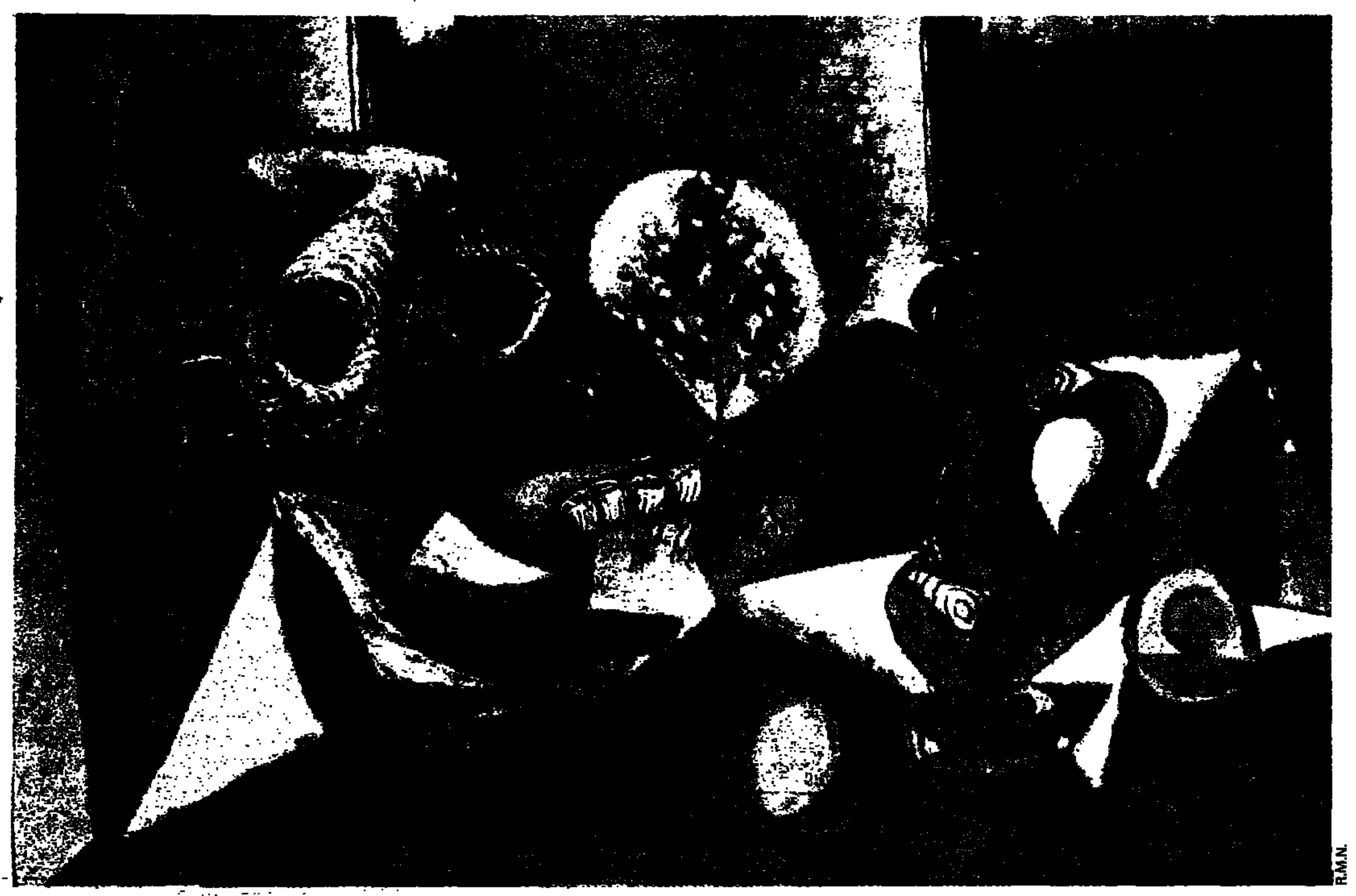
هكذا من الاصل

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

PICASSO

OU L'INFINI



R.M.N.

« Crâne de taureau, fruits et cruche », 1939 (Musée de Cleveland).

«Picasso et les choses» : sous ce titre, une exposition, présentée au Grand Palais après l'avoir été à Cleveland et Philadelphie, explore les métamorphoses de la nature morte dans la peinture, la sculpture et le dessin de l'artiste essentiel de notre siècle. Pendant sa période cubiste, dans l'entre-deux-guerres et sous l'Occupation, il ne cesse de peindre et de repeindre guitares, bouteilles et crânes. Mais s'agit-il encore de natures mortes ? Au moyen des choses, à travers elles, ce serait plutôt d'autoportrait sans cesse en mouvement qu'il faudrait parler.

« Composition à la tête de mort », 1908 (Musée de l'Ermitage).



R.M.N.

ON n'en finira pas avec Picasso. On ne peut pas en finir avec lui. Il est trop grand, trop varié, trop profond. L'œuvre a trop de ramifications ; elle compte encore trop de parties inexplorées, à peine aperçues, encore moins analysées. Elle se développe par proliférations rapides, décompositions et recompositions alternées. On dirait un organisme vivant doué d'une inépuisable puissance. Il se répand dans toutes les directions, il envahit et absorbe tout, il pousse ses tentacules partout, ses cellules croissent et se multiplient. *Prédateur, il dévore êtres et choses présents et passés.* Mais il ne se nourrit en boulimique que pour mieux se reproduire. Il est inépuisable et stupéfiant.

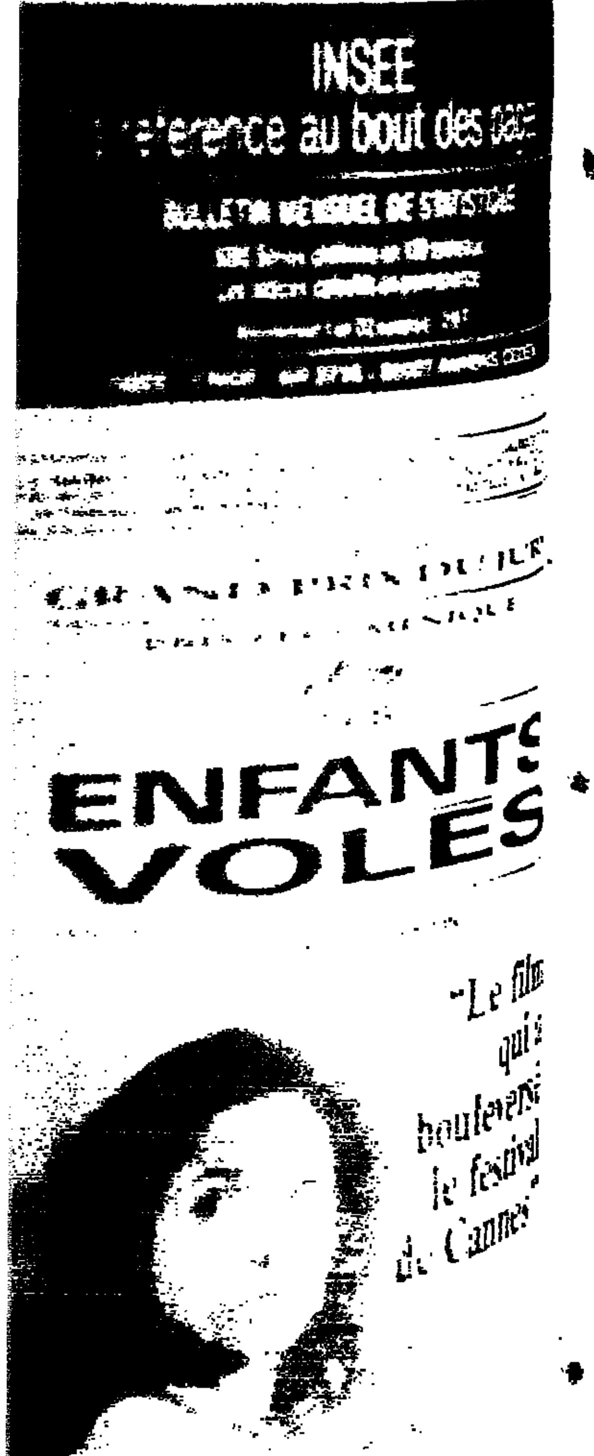
Une exposition s'ouvre au Grand Palais, consacrée à ses natures mortes et métamorphoses d'objets. Après combien d'autres expositions Picasso ? Nul n'en sait plus rien, tant il y en a eu, tant son nom suffit à faire se précipiter les spectateurs. Il n'empêche : elle montre encore un autre Picasso, elle révèle des tableaux et des sculptures admirables qui étaient demeurés inaperçus. Pourquoi inaperçus, pourquoi ce paradoxe ? Parce que, comme d'ordinaire, la célébrité a accompli son labeur de simplification et d'appauvrissement sous couvert de célébration à grand spectacle. Picasso selon son mythe ? *Les Demoiselles d'Avignon*, bien sûr, et l'avant-garde cubiste. Plus tard, après une période assez généralement méconnue, *Guernica*. Plus tard encore, après l'Occupation, la vie fastueuse sur la côte d'Azur, les décapotables, le communisme au soleil de *la Californie*. Voilà pour la gloire officielle médiatisée telle qu'elle établit ses certitudes dans les années 60.

Au même moment, il commence à se dire et se répéter que Picasso a mal vieilli et que, sur la voie royale de l'art moderne, il ne restera de lui qu'une station, le cubisme, entre 1907 et la guerre. Il n'a pas compris l'*abstraction* ; *il a joué à manipuler des références hétérogènes* ; il s'est pastiché lui-même, ses contemporains et ses maîtres, preuve qu'il doute de lui et ne sait comment se renouveler. Dans les musées américains, il devient alors malséant d'accrocher de ses toiles postérieures aux années 40, toujours au nom du progrès, puisqu'il ne s'insère pas dans la vulgate officielle de l'histoire de l'art, cortège idéal d'avant-gardes successives qui se bousculent sagement, l'une après l'autre. Pour les œuvres plus récentes, la question ne se pose même pas : indécence, obscénité, travail bâclé. L'exposition d'Avignon, en 1972, l'année précédant sa mort, offusque les «experts» et jusqu'à ses amis.

Il a fallu plus de dix ans après sa mort pour que le Guggenheim Museum et le Musée national d'art moderne trouvent *l'audace* de révéler cette part de Picasso. Il en a fallu une quinzaine avant que ne commence, dans les musées allemands, puis au Musée Picasso, l'exploration de sa méthode de création, selon le schéma du thème et ses variations. Il en a fallu près de vingt pour que soit étudié de façon systématique un «genre» considéré en lui-même. Plutôt que le portrait, le nu ou la peinture d'histoire, la nature morte a été choisie. *Choix judicieux : Picasso l'a pratiquée de ses* débuts à sa fin et elle joue tout au long de la phase cubiste un rôle décisif, si décisif même qu'entre 1912 et 1915 ou 16 il n'exécute guère que des natures mortes, dessinées, peintes, collées, assemblées ou sculptées.

PHILIPPE DAGEN

Lire la suite page 30.



هكذا من الأصل

EXPOSITION

PICASSO OU L'INFINI

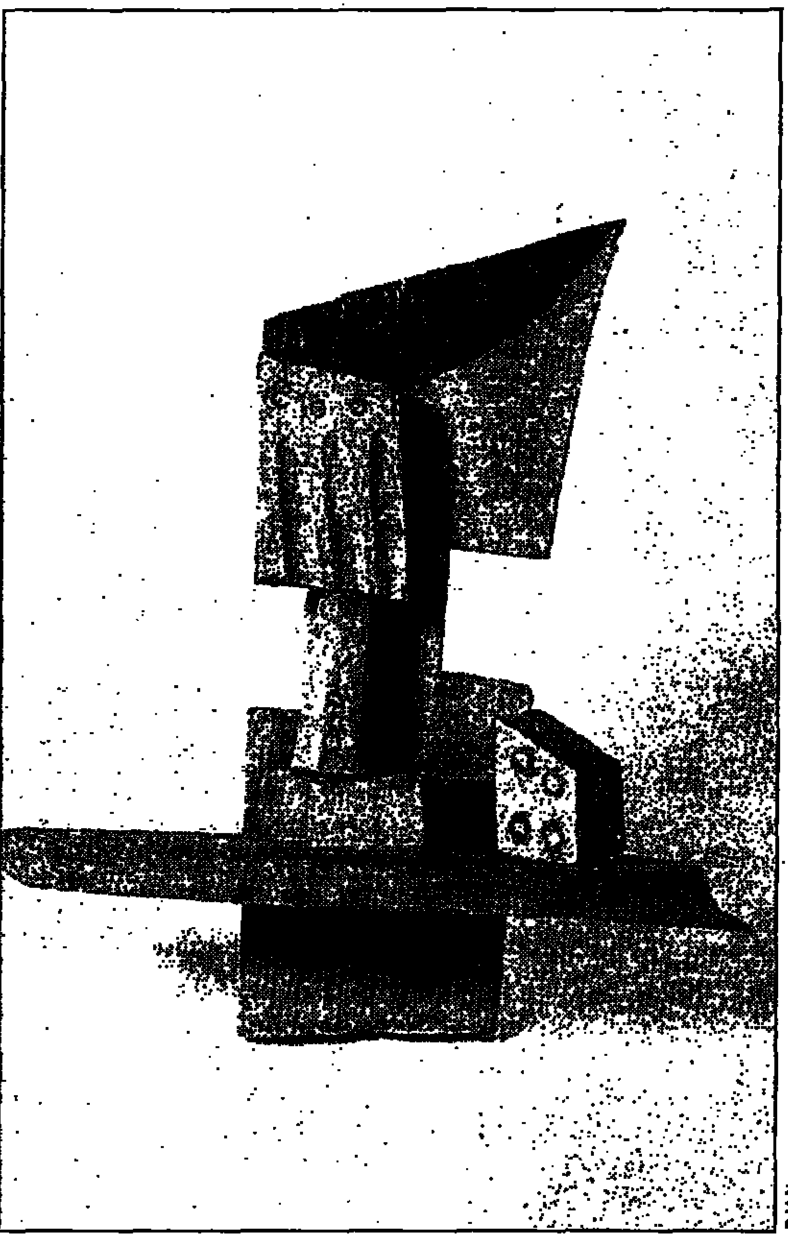
Suite de la page 29

A cette raison, évidente, banale, s'en ajoute une seconde : les deux autres grandes périodes consacrées aux choses ordinaires sont justement les deux périodes sous-estimées que l'on citait tout à l'heure, les années 20, celles dites du postcubisme, et les années 40 et le début des années 50, guerre et après-guerre autrement dit.

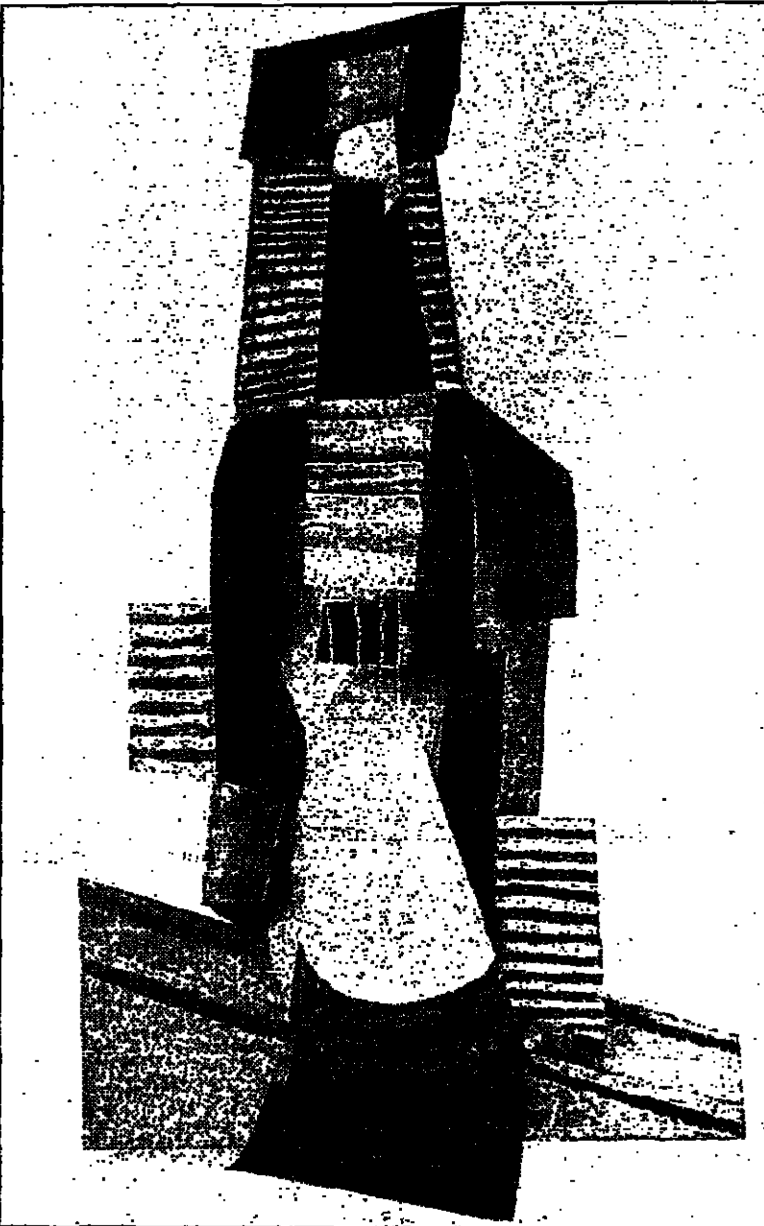
Ces deux phases, admirablement denses et complexes – est-ce leur complexité qui a jusqu'ici rebuté ? – se caractérisent par l'usage simultané de styles différents, leur entrecroisement et leur superposition, de la représentation la plus simple en apparence, la plus aisément identifiable, aux transpositions et allusions les plus déconcertantes. Picasso peint tantôt comme un «peintre du dimanche» et tantôt comme Picasso un, dix ou vingt ans auparavant. D'un jour à l'autre, de la matinée à l'après-midi, il change de manière en changeant de papier ou de toile, quand il ne change pas sur la même toile ou la même feuille. Un instrument de musique triangulé et aplati rencontre un vase galbé dans une perspective surbaissée ou tordue. Un carton plié et collé suggère une bouteille, mais le verre est dessiné en trompe-l'œil ou, à l'inverse, avec la raideur d'un naïf. Les mixtes les plus incongrus peuvent servir, les effets les plus opposés, l'extrême de l'épuration et l'extrême de la redondance, le diaphane poussé jusqu'au presque rien et le baroque bariolé outré jusqu'au presque trop.

COHÉRENCES

Il y a de quoi s'y perdre. Il y a de quoi s'égarer dans les dates, tant que ne s'est pas imposée cette évidence contraire à toutes les habitudes de l'histoire de l'art : les dates n'ont en vérité aucune importance. Pas la moindre vraiment. Que l'accrochage de l'exposition ose rompre avec la dictature de l'ordre chronologique, que des peintures dites tardives et d'autres dites précoces se trouvent face à face, il convient de s'en féliciter comme d'une idée juste et efficace. Le plus rétif des visiteurs, le plus obstiné maniaque du catalogue-calendrier, est ainsi contraint de rompre avec ses rassurantes coutumes. Plus d'itinéraire réglé, plus de cheminement le long du temps, en bon ordre, mais une déambulation hasardeuse, parmi échos et résonances, un va-et-vient très adroitement disposé afin que la révélation de la cohérence l'emporte sur la sensation superficielle d'un changement à vue incessant. Or c'est ainsi que, désormais, il faut procéder, en amateur, non plus en biographe. C'est ainsi parce que Picasso a trop longuement souffert du réductionnisme des horlogers de l'histoire de l'art. C'est ainsi parce qu'il faut enfin considérer Picasso comme l'on considère Titien, ou Rembrandt, ou Manet, ou Cézanne – d'un seul tenant, comme les auteurs d'œuvres indivisibles et absoluments cohérentes. Tous ont modifié leur manière au fil des décennies. Mais peu importe. Ils n'ont jamais peint qu'un seul et infini et identique sujet, eux-mêmes dans leur temps et dans le temps, l'époque et le passage.



«Verre et dé», 1914 (Musée Picasso).



R.M.N.

«Guitare», 1924 (Musée Picasso).

Picasso, après eux, avec et contre eux, n'a rien fait d'autre : il peint son siècle, lui dans son siècle et le vide sous lui, ce vide qu'on appelle d'habitude la mort. Des natures mortes, ces œuvres ? Oui, en apparence. On pourrait dire aussi bien, sinon plus justement, des autoportraits, ou des tableaux d'histoire, tant il est clair qu'aucune d'elles ne se réduit à un arrangement d'objets. Symboles et allégories pullulent. *«Pure peinture»*, aimait-on à dire jadis des natures mortes de Cézanne, avant que quelques observateurs ne s'avisent que ces «pures peintures», dépouillées de signification, parlaient une langue symbolique très organisée, des pommes-seins de femmes aux têtes de mort et aux horloges. Les natures mortes de Picasso relèvent de la nécessité de suggérer et de crier, de dire et de redire.

VANITÉS

La moitié d'entre elles sont des vanités, tout simplement. «Têtes inhabitées», dépouilles d'animaux à l'abattoir ou à l'étal du boucher, oiseaux pendus par les pattes, poissons tronçonnés et vidés, bougies qui fument et qui s'éteignent, fleurs qui se fanent et tombent en poussière, guitares brisées, serviettes de table drapées comme des suaires : ce sont les mots d'une langue classique, celle des peintres hollandais qui, trois siècles avant lui, plaçaient un crâne sur un livre, près d'un sablier; celle de Philippe de Champaigne et celle de Cézanne, évidemment. La *Composition à la tête de mort* de 1907 mériterait un autre titre, *la Mort de Cézanne*. Il est mort en 1906, des hommages lui sont dédiés en 1907, et Picasso lui fait hommage d'une toile un peu à sa manière. Par le trou de la palette passent cinq pinceaux – autre symbole de la tradition qui se retrouve à plusieurs reprises dans l'entre-deux-guerres, associé au mufle du Minotaure, l'hybride meurtrier, le dieu mauvais des carnages, celui dont les fureurs mettent la peinture en péril. La Guerre et la Barbarie menaçant l'Art : beau sujet d'allégorie en 1937 ou 1940. Aujourd'hui aussi du reste.

En 1940 donc, pendant l'Occupation, des écorchés de moutons et de chèvres et un bucrane démesuré sont les images obsédantes du désastre en train de s'accomplir. Plus de nus alors, très peu de ces blasons érotiques qu'ont suscités auparavant les égéries de l'entre-deux-guerres, Marie-Thérèse et Dora. Les formes s'aiguisent, les dents pointent hors des alvéoles, les orbites se creusent en abîme, la couleur s'aigrit. Picasso ose d'incroyables brouets de brun rouille, rouge de sang caillé, jaune pus et gris sale – les couleurs du charnier, employées telles quelles, en frottis et en hachures. Ou ce sont des tons acides, citrins, amers, des dissonances qui blessent l'œil. La toile en devient presque intolérable – spectacle insupportable, juste aussi insupportable que la réalité. Ce serait peine perdue de prétendre dénombrer les procédés, les allusions, les motifs, les sous-entendus qui mettent de la mort dans les tableaux. Accessoires allégoriques, couteaux, dessins en angles et en arêtes, textures granuleuses ou comme brûlées, les ressources de la peinture sont inépuisables, jusqu'à la moins attendue, la grisaille, le noir, gris et blanc de trois œuvres proprement incomparables.

EX-VOTO

Les œuvres qui ne relèvent pas de la vanité tiennent d'un autre genre, non moins ancien, non moins lourd de passé et de sens : ce sont des ex-voto. Ils s'adressent à des divinités et des génies assez disparates, ceux qui protègent la vie du peintre. Il en est de triviaux – ironiquement triviaux, – ex-voto à la nourriture et à la boisson, à l'absinthe qui avive l'esprit avant de l'égarer, à l'anis del Mono et à la Suze des collages cubistes, au pain, aux gaufrettes et aux pommes des goûters dans l'atelier. Quelques-uns s'adressent au jeu, dés et cartes, avec une prédilection pour l'as de trèfle des assemblages mi-cubistes mi-pointillistes. Ces bricolages intimes font office de carnet de bord. Ils sont à Picasso ce qu'était à Pontormo son journal, où il notait scrupuleusement le nombre de figues et de poissons séchés de ses repas.

Il en est de plus nobles, ou du moins rendent-ils hommage à de plus nobles cultes, ex-voto à la musique, aux fleurs, aux modèles. Mandolines et bouquets, compotiers et guitares ont des formes féminines, à moins que ce ne soit les femmes de Picasso qui, nouvelles Daphnés, ne se métamorphosent en roses et tulipes dans des vases anthropomorphes. Les plus étranges sont ceux, issus du cubisme, qui assimilent des débris d'objets et des bouts de bois mal cloués. L'exposition en fait découvrir plusieurs qui n'avaient jamais été exposés, dont un stupéfiant médaillon de plâtre qui contient des planchettes et un fragment de carrelage bleu et blanc. Discrète plaisanterie sur le compte de Matisse ? Il se peut, étant donné la haine admirative qui liait les deux rivaux.

Quant aux grandes natures mortes composées et très colorées, toiles des années 20, 50 et 60, si proches les unes des autres, on ne saurait guère les comparer qu'à des orchestrations – et pas seulement parce que la guitare et la mandoline y sont en évidence. Sur le rectangle blanc, Picasso attire et rassemble des pièces de couleur, des motifs décoratifs, des silhouettes, un carré de ciel avec oiseau et croissant de lune, une table en trapèze, un rideau fleuri, plusieurs bouteilles, des pages d'écriture musicale, un buste antique et une tomate. Ce fatras d'instruments et de couleurs, il l'ordonne un peu, sans tomber dans la facilité de la symétrie. Il en tire la matière d'un morceau de peinture légère, vivement rythmé par des obliques et des courbes directrices. Qu'en dire ? Qu'il faut s'asseoir devant et y rester, voilà tout.

Que faire d'autre du reste ? A quoi bon se donner le ridicule de dire encore que Picasso a été un peintre, un sculpteur et un dessinateur à la maîtrise surhumaine ? Il est juste, parce que les procédés, les formats, les techniques, les mélanges de styles, s'accordent au sujet. Pas de rhétorique là-dedans, pas d'effet pour le plaisir de l'effet. De la peinture sinistre et âpre quand la vanité l'exige. Un éblouissement quand le motif l'impose. Toutes les nuances morales entre les deux pôles, mélancolie, regret, attente, crainte, désir, tension, plaisir – par la couleur et le trait, rien d'autre, sans même le secours d'un titre, sans littérature surréalisante ou sentimentale et sans pathos expressionniste.

Ne succombant ni au maniérisme ni à l'académisme, il a sur ses contemporains cette supériorité désobligeante : il invente, il trouve et, sans s'arrêter, il passe à autre chose. Un exemple peut suffire. En 1937, il exécute en relief une nature morte sur une table. La pomme est une sphère de paille de fer comprimée et badigeonnée en vert – vert pomme évidemment. La nappe est un torchon plissé et collé tel quel sur le bois. L'essentiel du pop-art, son goût pour les manipulations inattendues et les motifs vulgaires, est en germe dans l'œuvre. Mais Picasso n'a pas pris le temps de se répéter, de perfectionner peut-être l'assemblage ou de systématiser l'emploi de l'objet trouvé, autrement dit du ready-made. Pourquoi ? Parce que ces questions pratiques ne l'intéressent que dans la mesure du nécessaire. Il a autant de manières que de sujets. Le second détermine la première, tout simplement.

Le génie de Picasso ? N'avoir pas oublié ce principe, le seul auquel il tienne véritablement, celui qui lui permet de sortir de l'histoire des styles et de l'histoire de l'art pour accéder, à la grande histoire, la capitale, celle de l'esprit humain.

PHILIPPE DAGEN

★ «Picasso et les choses», Galeries nationales du Grand Palais, tél. : 44-13-17-17. Du 3 octobre au 28 décembre.

Etude

Picasso et les choses mérite mieux que ce titre de catalogue. Loin de se borner à énumérer les œuvres exposées, les deux commissaires, Jean Sutherland-Boggs, directeur honoraire du Musée des beaux-arts d'Ottawa, et Marie-Laure Bernadac, qui a longtemps œuvré au Musée Picasso avant de prendre la conservation en chef du cabinet d'art graphique du Musée national d'art moderne, se sont livrés à un travail d'analyse iconographique et historique très attentif. Leur connaissance intime de l'œuvre leur permet de naviguer d'une époque à l'autre sûrement et de mettre en évidence les constantes qui les rapprochent.

Trois études font office de préface à ce volumineux ouvrage, parmi lesquelles celle de M.-L. Bernadac, «La peinture à l'estomac», se distingue par son originalité. Elle traite en effet d'un sujet fort peu exploré jusqu'ici, la nourriture et ses images dans l'œuvre de Picasso. Or c'est là précisément le genre d'étude qui, rompant avec les généralités et le lyrisme facile, s'approche au plus près du processus créatif. Comme l'illustration est abondante et assez juste de ton le plus souvent, la réussite vaut d'être célébrée.

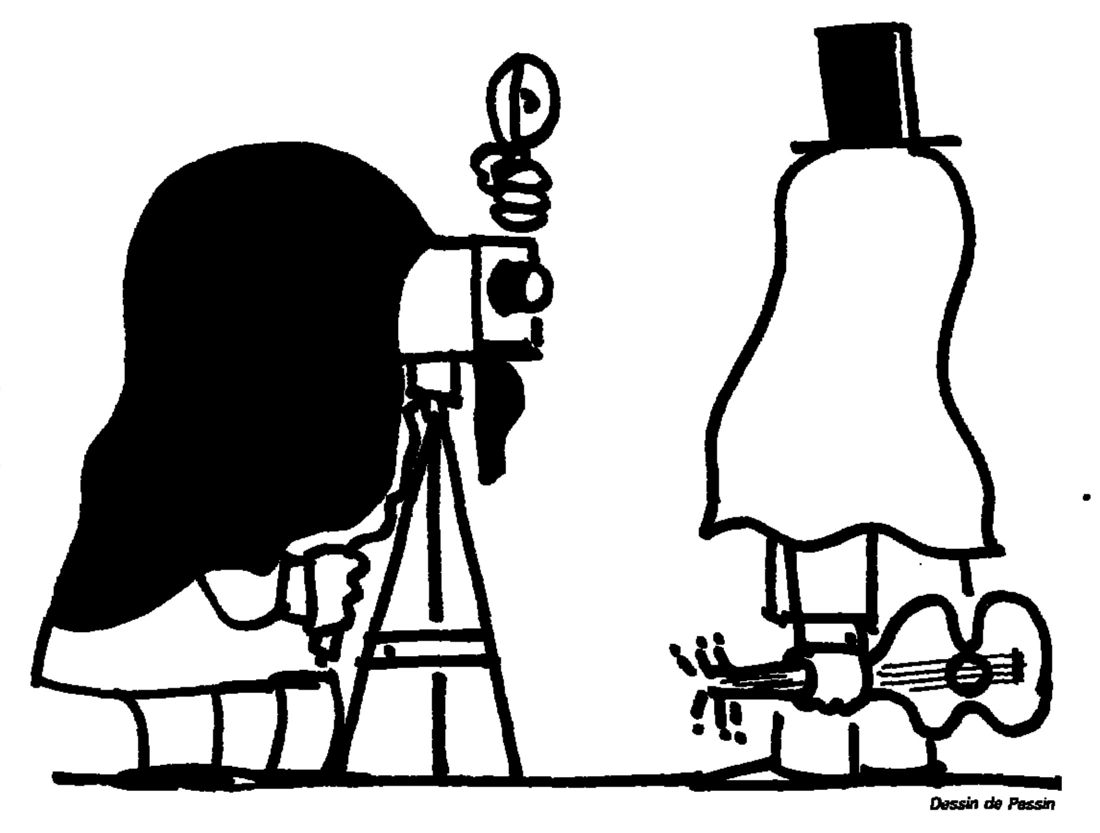
Ph. D.

★ *Picasso et les choses*, Réunion des musées nationaux, 372 pages, 420 francs.

GIACINTO SCELSI
à Strasbourg

RENCONTRE AVEC UN HOMME INVISIBLE

Qui était Giacinto Scelsi? L'homme invisible de la musique contemporaine? Un post-romantique converti au minimalisme? Un mystique ésotérique? Ou simplement un amoureux fou du son pour le son? A cet Italien énigmatique, mort il y a quatre ans, le Festival Musica de Strasbourg a consacré tout son concert d'ouverture, hommage qui se prolongera jusqu'au 10 octobre, et qui verra notamment la quasi-création en France des œuvres pour grande formation. Chanteur, musicologue, ex-directeur du Festival estival, Renaud Machart compte parmi les admirateurs inconditionnels du grand homme. Il est un des seuls Français à l'avoir côtoyé.


Dessin de Passin

IL est des premiers contacts musicaux qui demeurent nets à l'oreille, déterminants et indélébiles. Pour ma part, le souvenir de la rencontre avec la musique de Giacinto Scelsi est lié à la découverte impromptue des *Tre Conti sacri* (1958), voilà presque dix ans, au cours d'un concert donné par le Groupe vocal de France à l'abbaye aux dames de Saintes. Dans une sorte de vertige, je pénétrai dans cette polyphonie avec une sensation violente d'immersion dans une matière sonore trouble, douloureuse et extatique. J'avais découvert ce que je rêvais d'entendre – ce que, compositeur, j'aurais probablement voulu écrire : une *terra incognita* féconde.

Au début des années 80, la diffusion de la musique de Scelsi demeurait encore confidentielle. Deux disques, édités par le courageux label Solstice-FY, devaient bientôt paraître en France : celui du Groupe vocal de France, rassemblant diverses pièces vocales et la musique d'orgue, et celui de l'ensemble 2E2M, regroupant des compositions pour ensemble, dont le fascinant *Okanagon* (1968), *« qui doit être considéré comme un rite, et, si l'on veut, comme les battements de cœur de la terre »*. Ils faisaient suite à des enregistrements (dont une première version des Quatuors à cordes par le quatuor Arditti) publiés quelque temps auparavant en Italie, et déjà devenus introuvables. A l'écoute de ces deux disques, l'impression se confirmait, en même temps que l'évocation du nom de Scelsi, auprès de quelques rares amateurs, me procurait les pièces d'un portrait en forme de puzzle. L'homme paraissait assurément aussi mystérieux que la musique.

A l'occasion d'un voyage à Rome, j'eus le privilège d'obtenir un rendez-vous auprès du maître (en fait, ce rendez-vous n'était pas un privilège, Scelsi n'aimant rien tant que recevoir « le monde », avec assiduité et urbanité). Le musicien vivait retiré au 8, via San-Theodoro, sis en face du mont Palatin, dans un bel immeuble ancien dont lui, sa « suite » (une cuisinière et un chauffeur) et les visiteurs occupaient les trois étages. Un vieil ascenseur grinçant me mena au sommet de l'édifice. Devant la porte m'attendait le vieux maître.

Petit homme affable et presque octogénaire, Scelsi semblait affaibli, à l'exception d'un œil bleu acier, perçant et narquois, et d'une élocution française qui, jamais, ne se relâchait. L'italien était la langue de tous les jours ; le français la langue d'élection, celle des poèmes, publiés lors de son séjour à Paris. Et ce luxe langagier semblait bien être le seul ici. Bien qu'il fût authentiquement noble – les amis le nommaient justement et affectueusement *« le Comte »* – et fortuné, son train de vie et le cadre de sa demeure n'avaient rien d'excessif : on prenait certes le sherry assis dans un vieux sofa surmonté d'un superbe Dali, mais rien d'autre, à mon souvenir, ne témoignait de signes extérieurs de richesse. L'appartement, le vieux piano, l'antique magnétophone : tout cela revêtait un aspect fané et délicieusement intemporel.

M'étant assis au bord du sofa (probablement aussi usé que celui de la « Factory » warholienne), Scelsi, vivement ému, me pria de me placer à l'opposé ; prenant ma (« sa ») place et jetant un long regard à travers la porte-fenêtre donnant sur le Palatino, il me dit, d'un air réconforté : *« D'ici je vois mon palmier, et il me voit. »* Les autres visiteurs, deux Françaises et l'ami éditeur Luciano Martinis, qui semblaient connaître les excentricités du compositeur, se mirent à pouffer, amusés de ma stupéfaction.

Nous fûmes ensuite convoqués à une séance pendant laquelle il nous était solennellement consenti de découvrir l'unique photo qu'eût jamais autorisé Scelsi. Il s'agissait, tout simplement, de la photo d'identité de son passeport. (Luciano Marinis, que je retrouvai en fin de soirée dans un bar du centre de Rome, m'annonça qu'il avait en fait passé des heures à classer et détruire des dizaines de clichés représentant le dandy amateur de chapeaux...)

S'il est vrai que, toute coquetterie mise à part, Scelsi refusait systématiquement la publication de photos et d'interviews ; il accorda, sur le tard, divers entretiens, dont ceux recueillis par Franck Mallet, Marc Texier et Marie-Cécile Mazzoni à l'occasion d'une série du « Matin des musiciens », diffusée sur France-Musique en octobre 1987.

Outre les relations qu'il avait entretenues avec les poètes et les écrivains parisiens (entre autres, Henri Michaux, André Pieyre de Mandiargues et Pierre-Jean Jouve), divers musiciens le liaient à Paris. Des années après Pierre Monteux et Roger Désormières, créateurs de ses premières œuvres, il fut un proche de la contrebassiste Joëlle Léondre ou de certains des compositeurs en résidence à la Villa Médicis, ceux, en particulier, du groupe l'Itinéraire, comme Gérard Grisey et Tristan Murail. Ceux-ci reconnurent en Scelsi l'instigateur de leurs propres préoccupations musicales et ne cessèrent pas, dans l'indifférence quasi générale des années 70, de clamer son originalité et son professionnalisme, souvent contestés.

La polémique fut ravivée, quelques mois après la mort du musicien (le 8 août 1989), par l'un des copistes que Scelsi employait. Viero Tossatti, dans un article haineux et faiblement argumenté, publié par *Il Giornale della Musica* et reproduit sous forme d'extraits dans le numéro 115 du *Monde de la musique*, prétendait être le véritable auteur d'une musique dont Scelsi aimait en effet improviser, « chercher le son » au clavier du piano ou de l'Ondioline (sorte de concurrent des ondes Martenot) ou encore à l'aide du magnétophone. L'on sait aussi qu'il avait une graphie difficile et que la rédaction de ses manuscrits nécessitait l'aide d' « assistants ». Cette attitude n'a rien d'exceptionnel : Lully, en son temps, faisait rédiger les parties dites « de remplissage » de ses partitions d'opéra ou de motets par d'autres musiciens ; Fauré n'aimait pas orchestrer, et il est aujourd'hui des compositeurs célèbres qui, par affairisme ou incompétence manifeste, font appel à des « nègres ».

Scelsi réalisait une *particelle*, sorte de « monstre » de l'œuvre en devenir, sur laquelle figuraient les hauteurs, les couleurs voulues et les intensités. Comme un continuiste réalise une basse chiffrée, ses assistants réalisaient une transcription étalonnée de ces directives. Il suffit d'ailleurs d'examiner d'un peu près la musique de Scelsi, fondée sur le principe de variation sur des sons stables et prédéterminés (les *Quatre Pièces sur une seule note*, 1959, en sont l'exemple le plus typique), pour admettre la validité de cette pratique. De surcroît, Scelsi adorait travailler ou retravailler ses pièces avec la collaboration active des interprètes. Comme il aimait à le rappeler lui-même, les *Canti di Capricorno* (1962-72) doivent *« beaucoup »* à l'exceptionnelle source d'inspiration vocale que fut la soprano japonaise Michiko Hirayama, et sont la notation de diverses improvisations effectuées ensemble.

En vérité, la musique de cet aristocrate subtilement distant, détestée (souvent *a priori* puisqu'on ne l'entendait pas) par de nombreux pairs, surtout en une époque où compositeurs et interprètes italiens apportaient la musique dans les usines, ne peut être comprise que si l'on accepte de se départir de conceptions musicales constructivistes et combinatoires. Si Scelsi fut un temps attiré par l'univers dodécaphonique, *c'était avant tout par l'absence de hiérarchisation et* de dialectique des hauteurs entre elles qui caractérise cet univers. Le son pour le son est très vite devenu l'unique préoccupation du compositeur et l'objet d'une véritable thérapie appliquée à lui-même par lui-même, alors que, dans les années 40, il eut à traverser une grave crise de déséquilibre mental : en cessant de « penser » la musique mais en « nageant » dans le son, dans une sorte d'approche quasi hypnotique, il retrouva ses facultés créatrices dans le même temps qu'il fonda une esthétique nouvelle, illustrant tous les genres musicaux et préfigurant les « trouvailles » d'un Ligeti au début des années 60 et celles de l'école « spectrale ».

A cette aune, le fameux exercice du do à jouer de douze façons différentes sur le vieux piano du salon, qu'il imposait à tout nouveau musicien visiteur, cesse d'être une simple excentricité : source de guérison, il devait devenir la base d'une philosophie musicale.

Les œuvres d'orchestre que donne à entendre, pour la première fois en France, le Festival Musica de Strasbourg, sont à la fois une extraordinaire illustration des principes de la matérialité du son et l'exemple de ce que Scelsi a écrit de plus brillant et de plus impressionnant. Ce n'est pas que les pièces pour piano – production à part, dans le sens qu'elle n'autorise pas les micro-intervalles partout présents dans les œuvres de la maturité, – les solos instrumentaux (entendus lors du concert du 29 septembre dernier) ou les quatuors à cordes soient secondaires, loin de là ; des œuvres telles que *Hymnos*, *Hurqualia*, *Uaxuctum*, *Pfhat* ou *Konx-om-pax* offrent l'avantage de plonger l'auditeur dans cette lave sonore qu'est l'orchestre scelsien – un orchestre (auquel se joint parfois un chœur) aux timbres savamment agencés, aux masses et au développement supérieurement contrôlés.

La puissance physique du son, que l'on trouve aussi dans une pièce comme *Xnyobis*, pour violon solo, est simplement décuplée ; sans perdre son pouvoir fascinant de concentration extrême, la musique en devient immanquablement enveloppante – et non banalement spectaculaire : l'auditeur, par le simple pouvoir de la présence sonore, entre directement dans le son et s'y soumet. *« C'est une recherche et une ascèse, dont le but doit être non la conquête, mais la reddition et la soumission. Reddition et soumission qui se transforment ensuite en victoire, mais l'humilité et la reddition impersonnelles doivent la précéder. »*

RENAUD MACHARD

Livres et disques

Principaux textes de Scelsi en français :

Poèmes, suivi de *Octologo* (Le Nouveau Commerce, Cahier 68/69, 1987).

Le Poids net, poèmes (GLM, 1949)

L'Archipel nocturne, poèmes (GLM, 1954)

La Conscience aiguë (GLM, 1962)

Sons et musique (1953, réédition, La parole gelate, Rome)

Art et Connaissance (1954, réédition, La parole gelate)

Sens de la musique (1944, réédition, La parole gelate)

Discographie sélective :

C'est bien la nuit – le Réveil profond – Maknongan, Joëlle Léandre (contrebasse) (ADDA)

Kya – Ixor – Ko-Lho – Maknongan – Fleuve magique – Arc en ciel – Pwyll – Pranam 2 – Quatro pezzi pour trompette – *Aïtsi – Poème* pour piano nº 2, Ensemble 2E2M, Paul Mefano (direction) (ADDA)

Chants du capricorne, Michiko Hirayama (soprano) (Wergo)

Les Cinq quatuors à cordes (Quatuor Arditti) (Salabert Actuels)

Triphon – Trois prières latines – Pranam 2 – Antifona – In Nomine Lucis 1 et 4 – Tre Conti Sacri, David Simpson (violoncelle), John-Patrick Thomas (contre-ténor), Ensemble 2E2M, Luca Pfaff (direction), Eric Lundquist (orgue), Groupe vocal de France, Michel Tranchant (direction) (FY).

Suites nºs 9 et 10 pour piano (Hat Hut)

Elegia per ty – Divertimento nº 3 – L'Ame ailée, l'âme ouverte – Coelocanth – Trio, Robert Zimansky (violon), Christoph Schiller (alto), Patrick Demenga (violoncelle) (Accord)

Hurqualia – Hymnos – Chukrum, Orchestre et chœur de la Radio-Télévision polonaise de Cracovie, Jürg Wyttenbach (direction) (Accord)

Rion – Pfhat – Konx-om-pax, Orchestre et chœur de la Radio-Télévision polonaise de Cracovie, Jürg Wyttenbach (direction) (Accord)

C'est bien la nuit – Le Réveil profond – Maknongan – Mantram – Et maintenant c'est à vous de jouer – Okanagon – Tre Pezzi pour trombone – *Wo-Ma*, Joëlle Léandre (contrebasse) – Frances-Marie Vitti (violoncelle) – Gian Carlo Schiaffini (trombone) – Nicolas Isherwood (basse) (Hat Hut, à paraître)

GEORGES FRANJU

Rétrospective

LES CHOSES QUI SONT DERRIÈRE LES CHOSES

A partir du 30 septembre, le cinéma parisien Reflet Médicis (avec L'Entrepôt et L'Epée de bois) présente une quasi-intégrale de l'œuvre de ce cinéaste singulier, passionné de films scientifiques et de feuilletons fantastiques. Franju avait inventé une voie très personnelle pour faire naître la poésie et l'étrange de la réalité quotidienne.



COLL. GÉRARD VAUGEOIS

« Les yeux sans visage », 1960.

UN soir de février 1953, Jean Mitry présentait, dans un ciné-club de province, *Quatre de l'infanterie*, de Georg Wilhelm Pabst, précédé d'un court-métrage de Georges Franju, *le Sang des bêtes*. Le sang des bêtes aux abattoirs de Vaugirard et de La Villette, le sang des hommes sur le front allemand, en 1918. La plupart des spectateurs, jugeant *« intolérables »* les images d'animaux abattus et dépecés, sortirent pendant la projection du court-métrage, certains éprouvant même de violents malaises. Le calme revenu pendant un entracte, personne ne bougea pendant la projection de *Quatre de l'infanterie*, ce film pacifiste de 1930, adapté d'un roman d'Ernst Johanssen, où la réalité des combats, des massacres et de la mort était pourtant montrée sous son aspect épouvantable.

Il en était ainsi à cette époque. Le *« réalisme fantastique »* de Franju appliqué à l'abattage des bêtes était considéré comme une provocation *« anarchiste »*, et même comme une marque de *« sadisme »*. La première œuvre cinématographique de Georges Franju, réalisée en 1948, ne put avoir de carrière publique. La noire beauté des images *« aux portes de Paris »*, et du travail à l'intérieur des abattoirs était, pourtant, strictement documentaire.

Né à Fougères en 1912, Franju avait fondé, aux côtés d'Henri Langlois (et de Mitry et Harlé), la Cinémathèque française, en 1936. Il fut, à partir de 1938, président de la Fédération internationale des archives du film. Et cet ancien décorateur de théâtre, royaume de l'artifice, était assez fasciné par l'enregistrement du réel pour devenir, en 1948, secrétaire général de l'Institut de cinématographie scientifique dirigé par Jean Painlevé. Au début des années 50, il devient, porté par les cinéphiles et certains critiques, l'un des chefs de file du court-métrage, alors florissante école de création et d'essai artistique.

Touché par le surréalisme, il sait voir *« les choses qui sont derrière les choses »*, comme il est dit dans *Quai des brumes*. Ainsi du *Sang des bêtes*, qui n'est pas un défi à la société, mais une chronique de l'horreur tranquille (les animaux destinés à la consommation sont tués sans haine et sans crainte, sans brutalité non plus). Il reconsidère, déjà, le « réalisme poétique » cher au cinéma français d'avant-guerre.

De 1948 à 1958, Franju réalise dix « films courts » (dont huit figurent dans cette rétrospective), des documentaires de commande qui sont autant de films d'auteur de celui qui dira : *« La commande est, au départ, une chose aussi utile à un réalisateur de films que le mur est utile à un peintre qui fait des fresques. »*

Il sculpte le noir et blanc pour faire apparaître à l'écran les aspects insolites cachés derrière le réalisme prosaïque. Ainsi le travail des aciéries, aussi précis que celui des abattoirs parisiens, dans *En passant par la Lorraine* (1950), ou la visite au Musée de l'armée dans *Hôtel des Invalides* (1951).

A partir de l'architecture des lieux, des canons, des armures, des statues, des drapeaux et des tombeaux de l'église Saint-Louis des Invalides, présentés dans leur beauté pathétique, se manifestent tout naturellement l'horreur de la guerre et la dérision de la mort (pour Franju : *« sans signification »*) qu'elle engendre. A la fin, un vol d'oiseaux passe près du dôme des Invalides pendant qu'on entend, au loin : *« Et la blanche colombe qui chante jour et nuit. »*

La voilà, la marque de Franju, qui dira plus tard : *« Si j'ai fait* le Sang des bêtes, *c'est parce que j'aime les animaux ; si j'ai fait* Hôtel des Invalides, *c'est parce que je suis antimilitariste »* (1). Partis pris jamais démentis d'un cinéaste qui, malgré les polémiques des uns et les émerveillements des autres, ne s'est jamais laissé récupérer par personne.

Georges Franju a (si l'on excepte *Métro*, court-métrage tourné en 1935 avec Langlois) débuté dans la réalisation à trente-six ans. Il a été, il est resté, l'homme seul du cinéma français, tant qu'il a pu faire des films. Pris en considération par la nouvelle vague à la sortie de son premier long-métrage, *la Tête contre les murs*, il fut peu soutenu ensuite. Passionné de romans populaires du début du siècle, des écrits de Freud et du marquis de Sade, porté vers le mélodrame et les délires d'imagination, il tenta, à lui seul, de rétablir une continuité avec le cinéma muet de Ferdinand Zecca et de Louis Feuillade, en France, de Fritz Lang et des expressionnistes en Allemagne.

Franju n'a pas imité, il a recréé. Son dernier court-métrage, *la Première Nuit* (1958), racontait l'histoire d'un petit garçon qu'on emmène toujours à l'école



COLL. GÉRARD VAUGEOIS

« Judex », 1964.



COLL. GEORGES FRANJU

Georges Franju.

dans une longue voiture noire et qui, un soir, s'évade, pour suivre une petite fille dans le métro. Cette fiction, après tant de documentaires, annonce l'évasion du cinéaste lui-même dans l'univers cinématographique du « réalisme fantastique », qui est pour lui une seconde nature.

Jean-Pierre Mocky devait réaliser *la Tête contre les murs*, d'après le roman d'Hervé Bazin, réquisitoire contre les abus de l'autorité familiale et les méthodes contradictoires des psychiatres. On lui préféra un « cinéaste chevronné », Franju en l'occurrence, mais Mocky tint le rôle principal. Franju filme alors avec cruauté, révolte et tendresse l'institution psychiatrique, la morale imposée, la souffrance et la solitude des pensionnaires, et l'aliénation du monde « normal ». Son style tient, avant tout, à un regard juste porté sur les êtres et les choses, et au modelage fascinant du noir et blanc.

Dans la chapelle de l'asile, pendant la messe, une jeune fille au visage extatique, au regard limpide, chante. Première apparition, tel un blason, d'Edith Scob, cette femme fragile et comme venue d'ailleurs qui apporte avec elle la magie du réel. Dans *les Yeux sans visage*, ce grand film d'épouvante sans monstre, le chef-d'œuvre « expressionniste » de Franju sur le scénario délirant d'un drame personnel, Edith Scob est la fille défigurée d'un savant fou, cachant la ruine de ses traits sous un masque blanc de porcelaine. Des colombes lui tiennent compagnie dans sa chambre de recluse. Mais les scènes de greffe de tissus vivants sont filmées comme un documentaire chirurgical, genre qui a toujours beaucoup impressionné Franju.

Après que l'ombre blanche à tête de porcelaine a ouvert la volière pour libérer les colombes et lâché les chiens encagés qui vont dévorer son père, après cette apothéose, Franju tourne *Pleins feux sur l'assassin* (1960). Ce film, qui, jusqu'ici, n'avait jamais été repris, même à la télévision (2), déçoit un peu par son intrigue policière trop classique, sorte de « murder story » façon Agatha Christie, à laquelle Boileau-Narcejac, coauteurs des *Yeux sans visage* avec Jean Redon et Claude Sautet, ont mis la main.

On y retrouve Franju dans sa façon d'utiliser l'impressionnant décor réel du château de La Bretèche près de Nantes, l'humour macabre, un spectacle « son et lumière » et, à la scène finale, le corbillard bringuebalant au milieu des menhirs tandis que la voix de Georges Brassens chante les *Funérailles d'antan*.

A nouveau Franju sera parfaitement, authentiquement lui-même dans les trois films qui suivent. *Thérèse Desqueyroux* (1962) est, dans une forme résolument classique (psychologie, retours en arrière, style d'analyse), une adaptation fidèle du roman non moins classique de François Mauriac (l'écrivain y a travaillé, avec son fils Claude, et Franju). Il laisse son mystère à Emmanuelle Riva, actrice revenue d'Hiroshima selon Marguerite Duras et Alain Resnais, ici embarquée dans l'itinéraire expiatoire que subit l'héroïne de Mauriac. Le fantastique intérieur naît du réalisme même, dans ces paysages des Landes brûlés par le soleil et toujours guettés par le feu, une maison où l'on étouffe, le crépuscule d'une chambre où se devinent des abîmes. Il naît aussi du personnage ambigu qu'interprète Edith Scob auprès d'Emmanuelle Riva et de Philippe Noiret.

Franju ne parvient pas à tourner son *Fantômas*, maître du crime devenu, dans ces années-là, un héros de comédies familiales, face au commissaire Juve de Louis de Funès. Alors, en 1963, il reprend le sujet de *Judex*, jadis ciné-roman de Louis Feuillade en onze épisodes et un prologue. Il recrée l'atmosphère exacte, dans son époque exacte, de ces aventures mystérieuses et débridées. Le réalisme des paysages urbains, banlieusards ou campagnards laisse filtrer, dans des éclairages superbes et insolites, l'inquiétude, la violence, la montée de forces obscures.

Edith Scob, la touchante victime, est le véritable personnage principal, avec l'aventurière Diana Monti (Francine Bergé). Quand celle-ci, costumée en sœur de Saint-Vincent-de-Paul, lui plante une seringue dans l'épaule, Edith Scob, évanouie, est jetée à l'eau, et son corps enveloppé des voiles noirs du deuil flotte sur l'eau tel le cadavre d'Ophélie...

Thomas l'imposteur, adaptation d'un roman de Jean Cocteau (admirateur du *Sang des bêtes* et de *Hôtel des Invalides*, l'auteur l'avait « donné » à Franju), put, enfin, être réalisé en 1965. Cocteau avait travaillé à l'adaptation et aux dialogues ; il était mort avant le tournage. Cette guerre rêvée par un adolescent mythomane (interprété par Fabrice Rouleau) a été admirablement transposée en images. Elle est là, horrible sur le front, présente partout ailleurs par ses répercussions. Chaque plan évoque un monde où la mort pèse sur la vie des êtres. Effrayante image du cheval qui s'enfuit, la crinière en feu ; effrayante image d'une maison éventrée par les obus. Dans le réalisme fantastique, Franju n'ira pas plus loin.

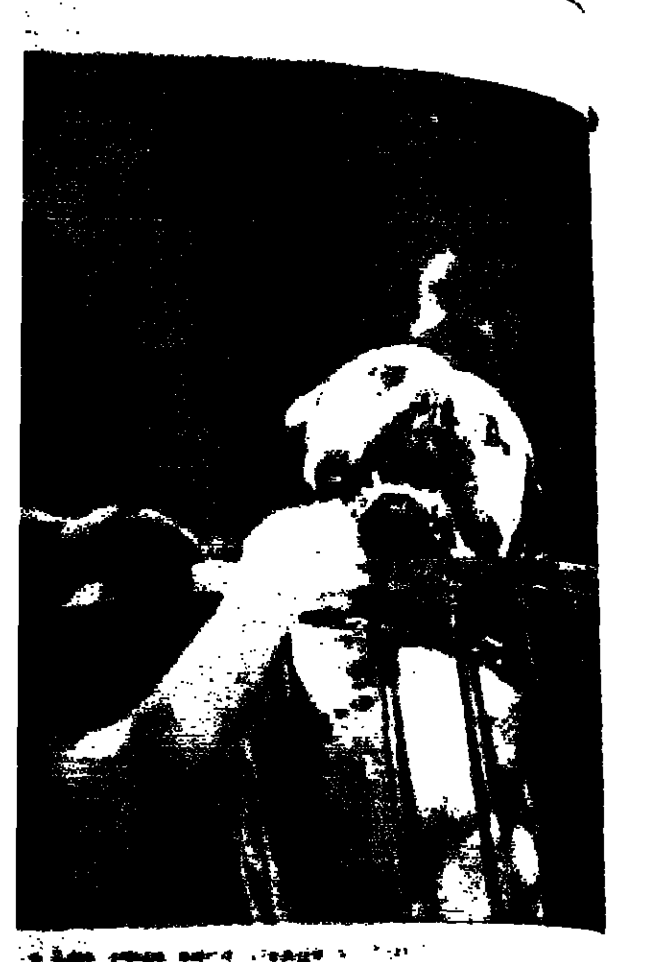
Son ultime essai en la matière, qui sera son dernier film, réalisé en 1973, quatorze ans avant sa mort, *Nuits rouges*, est loin d'en retrouver les sortilèges. Renouant avec les personnages de criminels mégalomanes inspirés par les feuilletons du début du siècle, convocant templiers et robots humains, le film souffre de la transposition d'un univers à la *Fantômas* dans le Paris contemporain. Mais sans doute est-ce le cinéma fantastique lui-même qui a trop évolué, et ce qu'en attend désormais le public.

Auparavant, Franju avait réalisé *la Faute de l'abbé Mouret*. Après avoir porté pendant des années le projet d'adapter ce livre d'Emile Zola, sujet qui semblait si bien fait pour lui, il le tourne en 1970, et le rate. A cause de la simplification arbitraire du scénario et d'une utilisation de la couleur qui affadit tout. Car Franju était le cinéaste du noir et blanc, ce noir et blanc réinventé du cinéma muet et véhicule du merveilleux.

JACQUES SICLIER

(1) *Cf. Georges Franju, cinéaste*, recueil de textes et entretiens, Editions Maison de La Villette, 168 p., ill. 150 F, et *Georges Franju, une esthétique de la déstabilisation*, par Gérard Leblanc, Editions Maison de La Villette, 112 p. ill., 110 F.

(2) Après la disparition de son producteur, on croyait perdu le négatif de ce film. Il était resté, depuis trente ans, dans un laboratoire, rangé dans des boîtes portant le titre *le Château des mystères*. Il fallut encore résoudre un épineux problème de détention des droits pour que le film puisse enfin ressortir, le 16 septembre dernier, au Latina et à L'Entrepôt.



LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Tous les films nouveaux

Ashakara

de Gérard Louvin, avec James Campbell, Willie Monshengwo, Emmanuel Pinda, Jean-Marc Pasquet, Bamela Nyanta, Irène Helbongo. Franco-suisse-espagnol.

Un médecin, une guérisseuse, un médicament miracle à commercialiser. Le choc des cultures, des civilisations, des générations. Magouilles, enlèvements, poursuites. Action et dénonciation du néo-colonialisme économique.

Ritz, handicapés, 18e (46-06-58-60).

La Cité de la joie

de Roland Joffé, avec Patrick Swayze, Pauline Collins, Om Puri, Shabana Azmi, Art Malik, Ayesha Dharker. Américain (2 h 15).

D'après le best-seller de Dominique Lapierre, la reconquête de la dignité humaine et du sens de la solidarité d'un docteur américain et d'un pauvre tireur de pousse-pousse dans un quartier déshérité de Calcutta.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, handicapés, dolby, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; U. G. C. Normandie, dolby, 8e (45-63-16-16 36-65-70-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16 36-65-70-61).
VF : Rex, dolby, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, dolby, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins bis (ex-Fauvette bis), dolby, 13e (47-07-55-88) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (46-36-10-96).

Les Enfants volés

de Gianni Amelio, avec Enrico Lo Verso, Valentina Scalici, Giuseppe Ieracitano, Florence Darel. Italien (1 h 50).

La longue cavale sentimentale à travers l'Italie d'un jeune flic chargé de convoyer deux enfants et qui s'est pris d'affection pour eux.

VO : Gaumont Les Halles, handicapés, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, dolby, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (45-80-77-00) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (36-65-75-14) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (36-65-70-38).
VF : Les Nation, 12e (43-43-04-67).

L'Esprit de Caïn

Brian de Palma, avec John Lithgow, Lolita Davidovich, Steven Bauer, Frances Sternhagen. Américain (1 h 35). Interdit - 12 ans.

La plongée dans la folie meurtrière d'un psychologue pour enfants, traumatisé lorsqu'il était petit par les expériences de son père.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57 36-65-70-83) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 36-65-75-08) ; George V, THX, dolby, 8e (45-62-41-46 36-65-70-74) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93 36-65-70-23) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31 36-65-70-18) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins (ex Fauvette), 13e (47-07-55-88) ; Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, handicapés, dolby, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Une vie indépendante

de Vitali Kanevski, avec Pavel Nazarov, Dinara Droukarova, Toshihiro Vatanabe, Elena Popova, Liana Jvania. Franco-russe (1 h 37).

Kanevski retrouve le jeune héros du film (en grande partie autobiographique) *Bouge pas, meurs, ressuscite* et raconte cette fois la sortie de l'enfance, la difficile conquête de l'indépendance personnelle dans les bas-fonds de la société stalinienne.

VO : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Reprises

Pandora

de Albert Lewin, avec James Mason, Ava Gardner, Nigel Patrick, Sheila Sim, Harold Warrender, Mario Cabre. Anglo-américain, 1951 (2 h 03).

Le face-à-face légendaire de James Mason et d'Ava Gardner faisait tout le prix de cette transposition moderne de la légende du Hollandais volant, condamné à errer indéfiniment sur la terre jusqu'à ce qu'une femme se sacrifie pour lui.

VO : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 36-65-70-64).

Qu'est-il arrivé à Baby Jane ?

de Robert Aldrich, avec Bette Davis, Joan Crawford, Victor Buono. Américain, 1962, noir et blanc (2 h 15).

Affrontement au sommet des « monstres » Bette Davis et Joan Crawford, pour un des plus fascinants vertiges de la dépendance affective et de la vengeance jamais filmés.

VO : Action Christine, 6e (43-29-11-30 36-65-70-62).

Sélection

Agantuk le visiteur

de Satyajit Ray, avec Utpal Dutt, Mamata Shankar, Deepankar De, Bikram Bhattacharya, Dhritiman Chatterjee, Rabi Ghosh. Indien (2 h).

Dernier film de Satyajit Ray, ultime chef-d'œuvre : d'une petite comédie de mœurs sur l'irruption d'un parent disparu dans une famille bourgeoise, il fait un passionnant, émouvant et souriant conte moral aux multiples résonances.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77, 36-65-70-43) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Antigone

de Danièle Huillet et Jean-Marie Straub, texte de Bertolt Brecht, avec Astrid Ofner, Ursula Ofner, Hans Diehl, Kurt Radeke. Franco-allemand (1 h 40).

Sur le cadre rigide du théâtre antique, les Straub bâtissent à la force de leur cinéma rigoureux une adaptation du mythe d'Antigone *à la fois fidèle et formidablement* contemporaine.

Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

Le Chêne

de Lucian Pintilie, avec Maia Morgenstern, Razvan Vasilescu, Victor Rebengiuc, Dorel Visan. Roumain (1 h 45).

Les tribulations d'une jeune femme rebelle croisent le chemin d'un médecin anticonformiste pour une évocation délirante, hilarante et sinistre de la Roumanie d'hier. Et d'aujourd'hui?

VO : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42).

L'Eunuque impérial

de Tian Zhuangzhuang, avec Jian Wen, Liu Xiaoqing, Zhu Yu, Tian Xiaojun, Hsu Fan, Lin Wei. Chinois (1 h 59).

Le récit « par le petit bout de la lorgnette » de la fin de l'empire chinois, du point de vue d'un serviteur à la puissance secrète dans l'ombre de la terrible impératrice Cixi.

VO : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

Impitoyable

de Clint Eastwood, avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Morgan Freeman, Richard Harris, Jaimz Woolvett, Saul Rubinek. Américain (2 h 10).

Terrible et passionnant jeu de massacre des stéréotypes du western et des idéaux de l'Amérique triomphante par un Clint Eastwood au sommet de son art de *cinéaste et d'acteur*.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Marignan-Concorde, dolby, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Grand Ecran Grenelle (ex-Kinopanorama), handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50).
VF : Rex (le Grand Rex), handicapés, dolby, 2e (42-36-83-93, 36-65-70-23) ; Gaumont Alésia, 14e (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

L 627

de Bertrand Tavernier, avec Didier Bezace, Jean-Paul Comart, Charlotte Kady, Jean-Roger Milo, Nils Tavernier, Philippe Torreton. Français (2 h 25).

Bertrand Tavernier réussit les noces de la chronique au ras du bitume de la vie quotidienne d'une brigade des stups et de la fiction passionnante et survoltée de la quête d'un flic voué à sa tâche, magistralement interprété par Didier Bezace.

Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57, 36-65-70-83) ; Bretagne, dolby, 6e (36-65-70-37) ; U. G. C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30, 36-65-70-72) ; U. G. C. Champs-Elysées, handicapés, dolby, 8e (45-62-20-40, 36-65-70-88) ; U. G. C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40 36-65-70-44) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U. G. C. Gobelins, handicapés, dolby, 13e (45-61-94-95, 36-65-70-45) ; Gaumont Alésia, handicapés, 14e (36-65-75-14) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Maillot, 17e (40-68-00-16, 36-65-70-61) ; Pathé Clichy, dolby, 18e (45-22-47-94).

Luna Park

de Pavel Longuine, avec Oleg Borisov, Andreï Goutine, Natalia Egorova, Nonna Mordioukova, Michaël Goloubovich, Alexandre Feklistov. Russe (1 h 50).

Les retrouvailles mouvementées, sentimentales et violentes, d'un jeune loubard raciste et de son vieux juif matois de père (putatif), enregistrées par la caméra lyrique de Longuine pour un portrait à peine décalé des maux qui menacent la Russie.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; U. G. C. Danton, 6e (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; U. G. C. Biarritz, 8e (45-62-20-40, 36-65-70-81) ; Escurial, dolby, 13e (47-07-28-04).
VF : U. G. C. Opéra, 9e (45-74-95-40, 36-65-70-44).

Reservoir Dogs

de Quentin Tarantino, avec Harvey Keitel, Tim Roth, Michael Madsen, Chris Penn, Steve Buscemi, Lawrence Tierney. Américain (1 h 39). Interdit – 16 ans.

Découverte d'un jeune cinéaste, grâce à ce huis-clos très stylisé où s'affrontent jusqu'au délire sanglant une bande de truands après un casse qui a mal tourné.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; U. G. C. Odéon, 6e (42-25-10-30, 36-65-70-72) ; U. G. C. Rotonde, 6e (45-74-94-94, 36-65-70-73) ; George V, 8e (45-62-41-46, 36-65-70-74).

Silvestre

de Joao Cesar Monteiro, avec Maria de Medeiros, Teresa Madruga, Luis Miguel Cintra, Jorge Silva Melo, Xosé Maria Sanchez, Joao Guedes. Portugais (2 h).

Monteiro invente un bricolage de génie pour faire de ce conte médiéval autour du personnage androgyne de Silvia-Silvestre (magnifique Maria de Medeiros) un enchantement de beauté et d'humour.

VO : Latina, 4e (42-78-47-86).

The Unbelievable Truth

de Hal Hartley, avec Adrienne Shelly, Robert Burke, Christophe Cooke, Julia McNeal, Gary Sauer, Marc Bailey. Américain (1 h 36).

Premier film de Hal Hartley, réalisé avant *Trust Me* qui l'a révélé en France, ce conte moral burlesque et rigoureux préfigurait la manière singulière et réjouissante du plus prometteur des jeunes cinéastes américains.

VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (45-80-77-00) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

Tomorrow

de Joseph Anthony, avec Robert Duvall, Olga Bellin, Sudie Bond, Richard McConnell, Peter Masterson, William Hawley. Américain, noir et blanc (1 h 42).

L'interprétation de Robert Duvall, une mise en scène taillée dans la lourdeur de la terre du *deep south*, et comme commandée par la main de fer du destin, permettait ce tour de force : une adaptation réussie de Faulkner.

VO : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

Un cœur en hiver

de Claude Sautet, avec Daniel Auteuil, Emmanuelle Béart, André Dussollier, Elisabeth Bourgine, Brigitte Catillon, Maurice Garrel. Français (1 h 45).

Une magnifique parabole sur l'impuissance des sentiments, servie par un trio d'acteurs parfaits et orchestrée avec une totale délicatesse par Claude Sautet.

Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57, 36-65-70-83) ; Gaumont Hautefeuille, handicapés, 6e (46-33-79-38) ; U. G. C. Montparnasse, 6e (45-74-94-94, 36-65-70-14) ; U. G. C. Danton, 6e (42-25-10-30, 36-65-70-68) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08, 36-65-75-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43) ; U. G. C. Biarritz, 8e (45-62-20-40, 36-65-70-81) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59, 36-65-70-84) ; U. G. C. Gobelins, 13e (45-61-94-95, 36-65-70-45) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Mistral, handicapés, 14e (36-65-70-41) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Maillot, 17e (40-68-00-16, 36-65-70-61) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

Un été sans histoires

de Philippe Harel, avec Dodine Herry, Philippe Harel, Brigitte Bémol, Patrick Piquard, Mathieu Kassovitz, Philippe Rostand. Français (1 h 05).

Comique et sentimentale, la chronique d'un départ en vacances raté fait un petit film inventif et chaleureux, servi par son absence de prétention.

Reflet Logos II, handicapés, 5e (43-54-42-34).

COLL. CHRISTOPHE L.

Ava Gardner et James Mason dans « Pandora ».

Les entrées à Paris

Il semble que l'information ait mis quelque temps à circuler, mais elle est arrivée à bon port cette semaine : le mercredi, le cinéma coûte moins cher, et les entrées enregistrées ce jour-là ont fait un bond en avant. Presque 103 000 le 23 septembre contre 90 064 pour le 15, premier jour de mise en place du tarif réduit, et 76 767 le dernier mercredi de l'ancien régime. Tout cela ne débouche que sur une répartition différente des entrées tout au long de la semaine, le recul des entrées du lundi, entamé la semaine précédente, se poursuivant. Le chiffre total des entrées, aux alentours de 570 000, enregistre une légère baisse.

Lunes de fiel, sorti le 22 septembre, prend facilement la tête du box-office avec 73 000 entrées. Deux films sortis les semaines précédentes (*JF partagerait appartement*, 56 000 fauteuils, et *Un cœur en hiver*, qui frise encore les 50 000) précèdent une autre nouveauté, *Obsession fatale*, qui a obnubilé 42 000 spectateurs. *La Main sur le berceau* ne lâche pas prise avec 41 000 entrées, *L 627* continue d'accrocher près de 40 000 amateurs, un chiffre voisin des performances d'*Horizons lointains* et d'*Impitoyable*. Dans les petites sorties de la semaine, relevons la performance honnête des *Beignets de tomates vertes*, dégustés par 14 000 clients en 12 salles, et le joli score de *The Unbelievable Truth*, de Hal Hartley, qui en fait accroire à 7 500 spectateurs en 5 salles.

Festivals

Roman Polanski en quatre films

A l'occasion de la sortie de *Lunes de fiel*, la salle Action Christine réédite quatre des premiers longs métrages de Roman Polanski : *le Couteau dans l'eau* (1962), *Répulsion* (1965), *Cul-de-sac* (1966) et *Rosemary's Baby* (1968).

En alternance, du 30 septembre au 27 octobre, à l'Action Christine. Tél. : 43-29-11-30.

Rues de Seine

Films documentaires et de fiction, extraits d'actualités, bandes-annonces, la Vidéothèque de Paris poursuit son exploration de la capitale, avec une programmation consacrée à «la rue». On pourra notamment voir dans les premiers jours de ce cycle deux films de Louis Malle (*Place de la République* et *le Feu follet*), *Neige*, de Juliet Berto, *les Mauvaises Fréquentations*, de Jean Eustache, ou encore *les 400 Coups*, *A bout de souffle* et *Tchao Pantin*.

Du 30 septembre au 1er décembre, à la Vidéothèque de Paris. Tél. : 44-76-62-00.

Un producteur à la Cinémathèque

La Cinémathèque française rend hommage à Paolo Branco, qui a produit, entre autres, *l'Etat des choses*, de Wim Wenders, *Dans la ville blanche*, d'Alain Tanner, *Doc's Kingdom*, de Robert Kramer. vingt-cinq films au total seront présentés, dont six avant-première : *le Jour du désespoir*, de Manoel de Oliveira, *Villa mauresque*, de Patrick Mimouni, *le Courage à deux mains*, de Joachim Pinto, *le Jour de mon anniversaire*, de Joao Botelho, *le Dernier Plongeon*, de Joao Cesar Monteiro, et *l'Absence*, de Peter Handke.

Du 30 septembre au 13 octobre, à la Cinémathèque française. Tél. : 45-53-21-86.

La sélection « Cinéma » a été établie par Jean-Michel Frodon

هكذا من الاصل

THEATRE

Spectacles nouveaux

Les Bas-fonds

de Maxime Gorki,
mise en scène
de Robert Hossein,
avec Michel Robin, Jacques Frantz, Jacqueline Danno, Corinne Dacla, Jenny Bellay, Hélène Darakis, Virginie Billetdoux, Jean-Pierre Malo, Pierre Le Rumeur, Clément Harari, René Morard, Régis Bouquet, Bernard Dumaine, Eric Averlant, Stéphane Henon, Dominique Zardi, Henry Attal et Marc Bertolini.

Après *le Christ*, et avant *la Marquise des Anges*, voici Gorki et les Exclus à qui Robert Hossein, que rien ne décourage, dédie depuis quelques mois sur des affiches en noir et blanc, ce spectacle.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9e. A partir du 1er octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, mercredi, samedi et dimanche à 15 heures. Tél. : 48-78-04-04. Durée : 2 h 30. De 80 F à 200 F.

La Belle Alphrède

de Jean de Rotrou,
mise en scène
de Xavier Brière,
avec Jean-Marie Blin, Xavier Guittet, Alison Hormus, Cécilia Hornus, Azize Kabouche, Dominique Kindermans et Abbès Zahmani.

Le baroque étant à la mode, voici Jean de Rotrou avec une intrigue mouvementée, enlèvements, poursuites, bagarres, élégies, intervention des dieux, brouilles et réconciliations.

Théâtre de la Main d'or-Belle-de-mai, 15, passage de la Main-d'Or, 11e. A partir du 6 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-05-67-89. Durée : 1 h 40. 80 F et 120 F.

Dérives

d'après Alfred de Musset,
mise en scène
de Georges Gaillard,
avec Patrice Verdeil, les voix de Claudine d'Hondt et Georges Gaillard.

On adapte les *Confessions d'un enfant du siècle*. Comme si Musset n'avait pas écrit pour le théâtre. Mais après tout, pourquoi pas.

Théâtre de Nesle, 8, rue de Nesle, 6e. A partir du 1er octobre. Du mardi au samedi à 19 heures. Tél. : 43-29-45-88. Durée : 1 heure. 60 F et 80 F.

Le Diable

de Maria Tsvetaeva,
mise en scène
de Daniel Miguel Maréchal,
avec Véronique Olmi.

L'auteur avait sept ans quand elle a écrit ce texte. Tous les enfants ont du génie, disait Cocteau, sauf...

Théâtre Le Vanves, 12, rue Sadi-Carnot, 92000 Vanves. A partir du 1er octobre. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-45-46-47. Durée : 1 h 30. 60 F et 100 F.

Faust

de Fernando Pessoa,
mise en scène
d'Aurélien Recoing,
avec Aurélien Recoing, Serge Merlin, Dominique Valadié, Julie Brochen, Christian Caro, François Delaive, Jean-Bernard Feitussi, Benoît Lepecq et Samir Siad.

Le Faust du poète portugais ne doit pas grand-chose à celui de Gœthe. Il est moins rhétorique, plus torturé.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. A partir du 6 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 26 F à 120 F.

Hier à venir ?

mise en scène
de Jean Menaud,
avec Jean-Jacques Bellot.

Avec générosité et le cœur sur la main, quelqu'un nous parle de notre avenir tel qu'il s'annonce. Tel qu'il pourrait être.

Tourtour, 20, rue Quincampoix, 4e. A partir du 30 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 48-87-82-48. 90 F et 100 F.

L'Histoire de l'oie

de Michel-Marc Bouchard,
mise en scène
de Daniel Meilleur,
avec Alain Fournier, Yves Dagenais, Patricia Leeper et Michel Robidoux.

Un jeu de l'oie pour un garçon maltraité dans une ferme du Québec, pendant les années 50. Un jeu qu'il s'invente, qu'il se construit dans sa tête, un monde dont il est le maître.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 2e. A partir du 30 septembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-74-42-19. 70 F et 90 F.
Dernière représentation le 4 octobre.

L'Illusion comique

de Pierre Corneille,
mise en scène
de Philippe Chemaux,
avec Yann de Monternost, Jacques Tresse, Vincent Priou, Florence d'Azemar, Laurent Brun, Magali Gras, Abdemouia Fadli, Lisa Shuster, Philippe Janville, Stéphane Hohn et Gilbert Coudurier.

Une pièce vraiment baroque de Corneille, avec des magiciens, des allégories, des amours contrariées, des effets spéciaux, et toute la fascination du théâtre.

Roseau-Théâtre, 12, rue du Renard, 4e. A partir du 6 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-71-30-20. 80 F et 120 F.

Journal d'une femme insomniaque

de Rachid Boudjedra,
mise en scène
de Dominique Guehec,
avec Marie Plateau.

Il pleut, elle est cafardeuse, elle pense qu'elle a tout gâché, que sa vie est ratée. A quoi bon vivre d'ailleurs. Mieux vaut parler.

Théâtre de la Main d'Or Belle-de-mai, 15, passage de la Main-d'Or, 11e. A partir du 6 octobre. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 48-05-67-89. 80 F et 120 F.

Knock

de Jules Romains,
mise en scène
de Pierre Mondy,
avec Michel Serrault, Jacques Morel, Arlette Didier, Catherine Alcover, Marie Borowski, Julien Cafaro, Dozier, Jacques Dynam, Maaike Jansen, André Thorent, Jean-Marc Le Bars, Gilles Kleber et Nathalie Serrault.

C'est Jouvet qui a rendu célèbre – célèbre bégaiement pour une célèbre réplique : *« Est-ce que ça vous chatouille ou est-ce que ça vous gratouille »* – ce personnage de médecin cynique, qui soumet tous les habitants d'un village en leur faisant croire qu'ils sont malades. Fernandel ne l'a pas fait oublier. On attend avec impatience et délectation Michel Serrault.

Porte-Saint-Martin, 16, bd Saint-Martin, 10e. A partir du 1er octobre. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-08-00-32. De 50 F à 290 F.

La Macabête

de René David,
mise en scène
d'Hervé Caradec,
avec Denise Bosc, Robert Marcy, Barron et la voix de Jacinta.

Un homme, des voix. La parole comme arme contre la mort.

Essaïon de Paris, 6, rue Pierre-au-Lard, 4e. A partir du 6 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-78-46-42. 80 F et 120 F.

Mademoiselle Julie

d'August Strinberg,
mise en scène
de Jacqueline Ordas,
avec Cécile Violet, Nicolas Quilliard et Julie Lorcy.

La pièce la plus connue, la plus freudienne de Strindberg, la plus « lutte des classes ». Que se passe-t-il lorsque, pendant la nuit de la Saint-Jean, la jeune fille des maîtres séduit le valet, et qu'il la laisse tomber.

Collège néerlandais, 61, bd Jourdan-Cité universitaire, 14e. A partir du 30 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-97-77-62. 60 F et 80 F.

La Mégère apprivoisée

de William Shakespeare,
mise en scène
d'Yves Le Guillechet,
avec Danièle Evenou, Gérard Ortéga, Sidonie Laurens, Alain Sportiello, Christian Barbier, Patricia Cholet, Franck Beckmann, Pierre Reggiani, Patrick d'Assumçao, Jean-Paul Guengant, Charlottte Vermeil, Delphine Pierretta, Bernard Pépin, Gérard Curbillon et David Beckmann.

Shakespeare, qui était homosexuel, a créé le personnage-type du macho qui tombe les femmes et les dresse : Richard III et Petrucchio.

Théâtre, place des Martyrs-de-Chateaubriand, 77000 Chelles. A partir du 1er octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 60-08-55-00. 100 F et 130 F.

Nocturne à Nohant

de Dominique Paquet,
d'après George Sand, Delacroix, Flaubert, Alexandre Dumas fils,
mise en scène
d'Hervé Van Der Meulen,
avec Hélène Surgère, Bernard Rousselet, Michel Grand et Patrick Perroux.

La vérité – une vérité parmi d'autres – sur cette bonne (?) dame de Nohant, Mme George Sand, qui aimait les histoires, les hommes et le cigare.

Mathurins (Petits), 36, rue des Mathurins, 8e. A partir du 6 octobre. Du mardi au samedi à 18 h 30. Tél. : 42-65-90-00. 17 F et 50 F.

Portrait de groupe avec dames

d'après Bertolt Brecht, Frédéric Dard, Anne d'Elbée, Octave Mirbeau, Frédéric Mitterrand, Yves Simon, Antonio Tabucchi, Karl Valentin et Virginia Woolf,
mise en scène
d'Arlette Audebrand
et Franck Llopis,
avec Marc Aeschbacher, Chantal Baroin, Eric Braguy, Christelle Gueant, Moana Guy, Samantha Wiggins, Stéphane Bouby, Léo Ceuppens, Daniel Gicquel, Guillaume Genuyt, Perkins, Freddy Perrin, Philippe Trotto et la voix d'Arlette Audebrand.

Dans cet ancien cinéma de Belleville sans cesse promis à la démolition, le théâtre tient le coup jusqu'à la fin, avec un pot-pourri d'auteurs dont le rapprochement est pour le moins insolite.

Berry-Zèbre, 63, bd de Belleville, 11e. A partir du 30 septembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-57-51-55. 50 F et 70 F.
Dernière représentation le 3 octobre.

Rendez-vous rue Watt

d'après Boris Vian,
mise en scène
de Colette Kraffe,
avec Sabine Albertini, Bernard Lafargue, Yannick Mines-Noel, Colette Kraffe et Pierre Allio (pianiste).

On dit que le théâtre manque d'auteurs. Les auteurs disent qu'ils sont maltraités. Finalement, tout le monde a raison : on prend les œuvres des morts et on en fait des pots-pourris.

Guichet Montparnasse, 15, rue du Maine, 14e. A partir du 5 octobre. Du lundi au samedi à 19 heures. Tél. : 43-27-88-61. Durée : 1 h 15. De 60 F à 100 F.

Suite royale

d'après Crébillon Fils et Denis Diderot,
mise en scène
de Francis Huster,
avec Francis Huster, Jacques Spiesser, Cristiana Reali, Valérie Crunchand et Elise Tielrooy.

Encore un pot-pourri. Le mélange de deux auteurs libertins dans le sens de libres-penseurs. Et avec une star.

Marigny, carré Marigny, 8e. A partir du 1er octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 h 30, dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-04-41. De 60 F à 250 F.

La Traversée

d'Alonso Alegria,
mise en scène
d'Elisa Chicaud,
avec Enrique Fiestas et Patrick Martinez.

Au dix-neuvième siècle vivait un funambule célèbre qui marchait sur un fil et rêvait de bonheur.

Montparnasse (Petit), 31, rue de la Gaîté, 14e. A partir du 6 octobre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-30. De 70 F à 100 F.

Une nuit de rêve

de Harold Pinter,
mise en scène
de Hugues Trinquier,
avec Patricia Villon, Pascal Salicetti et Hugues Trinquier.

Dans une maison vide, un homme a tout perdu : sa femme, son meilleur ami. Il les retrouve dans des rêves qui tournent au cauchemar. Les ambiguïtés de Pinter.

Aktéon-Théâtre, 11, rue du Général-Blaise, 11e. A partir du 6 octobre. Du mardi au samedi à 19 heures. Tél. : 43-38-74-62. Durée : 1 heures. 60 F et 100 F.

Voix lointaines

d'après Terence Davies,
mise en scène
de Christian Dente,
avec Marc Allgeyer, Emmanuelle Bailliot, Marcelle Barreau, Dominique Brodin, Anthony Denis, Damiène Giraud, Maria Gomez, Jacqueline Jako-Mica, Hélène Jupin, Jean-François Maenner, Jean-Luc Mathevet, Jean-Pierre Rouvellat et Claude Viala.

Il y a eu le film autobiographique de Terence Davies, *Distant voices*. Histoire d'une famille de Liverpool, qui, dans les années 50, subit la tyrannie d'un père détesté, et mène cependant une existence infiniment chaleureuse, ponctuée de chansons dans l'air du temps. C'était le plus beau film de la Quinzaine des réalisateurs à Cannes en 1988. La suite, *The Long Day Closes* sort le 7 octobre.

Amandiers de Paris, 110, rue des Amandiers, 20e. A partir du 6 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-42-17. Durée : 1 h 20. 70 F et 90 F.

Yo tengo un tio en America (en espagnol)

mise en scène
d'Albert Boadella,
avec Jesus Agelet, Eduard Fernandez, Josep Ma Fontserre, Pilar Saenz, Joan Serrats, Xevi Vilar et les danseurs Paulina Galvez, Helena Llaurado, Alberto Sierra, Susana Trujillo, Esperanza de La Vega et Fernando Villalobos.

Dans un hôpital psychiatrique – lieu symbolique s'il en fut – des fous remontent l'histoire jusqu'à l'arrivée de Cortès. Le spectacle s'intègre dans le programme hispanique et latino-américain du Théâtre de l'Europe.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6e. A partir du 30 septembre. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32. De 30 F à 150 F.
Dernière représentation le 4 octobre.

Yvonne, princesse de Bourgogne

de Witold Gombrowicz,
mise en scène
de Bogdan Hussakowski,
avec Anny Romand, Jacques Cassalier, Alexandra Stewart, Tomasz Bialkowski, Laurence Blivet, Talon Calvat, Alain Delanis, Joanna Jankowska, Agnieszka Kumor, Barnabé Perrotey, Jean-Marc Rousseau, Jean-Pierre Serisier et Luc Tartar.

Par jeu, un prince décide d'épouser une fille extrêmement laide, et muette. Sa présence à la cour provoque quelque chose comme une révolution. Sa laideur reflète les vérités des uns et des autres. Humour noir, ironie cinglante.

Espace Acteur, 14 bis, rue Sainte-Isaure, 18e. A partir du 6 octobre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-62-35-00. 70 F et 90 F.

Paris

Les Aventures de Paco Goliard

d'Olivier Py,
mise en scène
de l'auteur,
avec Bruno Sermonne, Armand Meffre, Jacques Mazeran, Elisabeth Mazev, Irina Dalle, Bénédicte Savoy, Michel Fau et Philippe Girard.

Une génération après Bruno Bayen, Olivier Py fait partie des jeunes loups d'aujourd'hui : insolence, humour sec, burlesque de BD. Là, il traite de l'héroïsme. C'est prometteur.

Bastille, 76, rue de la Roquette, 11e. Du mardi au samedi à 19 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-57-42-14. De 55 F à 100 F.

DE LA SEMAINE

Bal masqué

de Mikhaïl Lermontov, mise en scène d'Anatoli Vassiliev, avec Jean-Luc Boutté, Catherine Salviat, Nathalie Nerval, Valérie Dréville, Eric Frey, Jean-Baptiste Malartre, Jean Dautremay, Céline Samie, Didier Bienaimé, Sophie Caffarel et Caroline Appéré.

Reprise d'un spectacle qui a provoqué une polémique, presque une bataille d'Hernani. Un spectacle d'une immense beauté plastique, d'une intelligence « vitézienne ». Avec Jean-Luc Boutté, en jaloux froid et fou, impressionnant.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1er. Le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 200 F.



« Bal masqué », mise en scène d'Anatoli Vassiliev, à la Comédie-Française.

MARC ENGUERAND

Brûlez tout !

de Lanford Wilson, mise en scène de Stephan Meldegg, avec Patrick Chesnais, Claire Nebout, Roger Mirmont et François Berleand.

Comment une danseuse sophistiquée, fiancée à un scénariste branché et qui partage son appartement avec un publicitaire homosexuel, tombe sur un être fruste et fonceur, marchand de pizzas.

La Bruyère, 5, rue La Bruyère, 9e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée samedi à 17 heures, dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-76-99. De 95 F à 110 F.

La Cerisaie

d'Anton Tchekhov, mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Pierre-Alain Chapuis, Olivier Cruveilier, Claude Duparfait, Jean-Marc Eder, Yedwart Ingey, Chantal Lavallée, Flore Lefebvre des Noëttes, Léon Napias, Louis-Guy Paquette, Anastassia Politi, Alexandra Scicluna, Agnès Sourdillon et Pascal Robault (alto).

Dans un décor qui en même temps délimite un espace mental et donne tout le concret de la vie, des jeunes comédiens s'emparent de personnages qui se débattent pour sortir des délices et des angoisses de l'enfance. C'est beau, émouvant, c'est fort, triste, drôle, c'est splendide.

Théâtre, 41, av des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. 90 F et 110 F.

La Compagnie des hommes

d'Edward Bond, mise en scène d'Alain Françon, avec Bernard Ballet, Jean-Marc Bory, Carlo Brandt, Benoît Régent, Robert Rimbaud et Wladimir Yordanoff.

Machination autour d'un marchand d'armes sur le déclin. Son fils adoptif, son rival, son domestique... Il n'y en a pas un qui vaut mieux que l'autre. Mais ce sont des êtres fascinants comme des monstres shakespeariens. Ce sont des monstres revus par la fureur et l'ironie d'Edward Bond.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 80 F à 95 F.

L'Ecole des femmes

de Molière, mise en scène de Jean-Luc Boutté, avec Jacques Weber, Isabelle Carre, Philippe Bouclet, André Chaumeau, Paulette Frantz, Guillaume de Tonquedec, Bernard Belin, Gérard Touratier et Jacques Connort.

Jacques Weber qui a fait ses classes au Conservatoire, en est sorti avec un premier prix de comédie et a refusé d'entrer à la Comédie-Française – il y a pas mal d'années déjà – aime cependant Molière.

Hébertot, 78 bis, bd des Batignolles, 17e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-87-23-23. Durée : 2 h 50. 100 F et 150 F.

L'Eglise

de Louis-Ferdinand Céline, mise en scène de Jean-Louis Martinelli, avec Alpha Atangana, Gérard Barreaux, Charles Berling, Jean-Claude Bolle-Reddat, Beppe Chierici, Stéphane Delbassé, Romaine Friess, Christine Gagnieux, Dominique Gervet, Nana Kamuanya Bilumbu, Georges Mavros, Thedy Mbala, Jean-François Perrier, Véronique Ros de La Grange, Jean-Pierre Sentier, Pascal Satge, Géraldine Vlossat et Jérémie Warner.

Jean-Louis Martinelli a voulu regarder en Céline autre chose que le collabo amer et délateur. Il ne s'est intéressé qu'au double de Bardamu, médecin des pauvres.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. De 25 F à 130 F.

L'Enfant bâtard

de Bruno Bayen, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Marie Patte, Axel Bogousslavsky et Stéphane Olry.

L'année Christophe Colomb tire à sa fin. Bruno Bayen s'intéresse à un fils bâtard qui aurait été en même temps biographe de son père.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 6e. Du mardi au dimanche à 18 h 30. Tél. : 43-25-70-32. 50 F et 70 F.

Légendes de la forêt viennoise

d'Odon von Horvath, mise en scène d'André Engel, avec Jean-Luc Bideau, Pascal Bongard, Jacques Bonnaffé, Rémy Carpentier, Christiane Cohendy, Yann Collette, Nathalie Dorval, Françoise Grandcolin, Jacques Nolot, Michèle Oppenot, Jacques Pieiller, Nathalie Richard et Stéphane Peccoux (musicien).

Lire notre article page 40.

Maison de la Culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 125 F.

Lili

de Liliane Rovère, mise en scène de Jean Gilibert, avec Liliane Rovère.

Liliane Rovère s'est écrit une histoire qui lui convient : celle d'une gamine qui ne sait pas qui elle est. Une histoire qui convient à toutes les comédiennes.

La Vieille Grille, 1, rue du Puits-de-l'Ermite, 5e. Du mardi au dimanche à 20 h 45. Tél. : 47-07-22-11. 70 F et 100 F.

Moulin rouge et noir

d'après Tirso de Molina, Molière, Lorenzo Da Ponte, Mozart, Nicolaus Lenau, Alexandre Pouchkine et Oscar Milosz, mise en scène de Max Denes, avec Agnès Balkadi, Catherine Kot, Nicolas Le Quang, Marie Cariès, Cécile Rambaud et Airy Routier.

Le mythe de Don Juan, la frénésie de séduction et de domination, l'impuissance et la consommation : les maladies du monde occidental.

Atalante, 10, place Charles-Dullin (impasse à gauche)., 18e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, les samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 46-06-11-90. 65 F et 110 F.

Oh, les beaux jours!

de Samuel Beckett, mise en scène de Pierre Chabert, avec Denise Gence et Guy Cambreleng.

Denise Gence prisonnière d'un monde minéral, fait vivre une Winnie forte, angoissée, douloureuse, merveilleuse. Elle est exceptionnelle.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée, samedi et dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 90 F à 140 F.

Les Petits Marteaux

de Gilles Cohen, mise en scène de l'auteur, avec Lionel Abelanski, Muriel Combeau et Jean-François Boisadan (pianiste).

Ils sont mignons tous les deux. Ils sont jeunes et ils s'aiment. Ils ne s'y font pas, ça les étonne, on peut même dire que ça leur fait peur. Il est mignon le spectacle, léger, juste ce qu'il faut pour qu'on ne finisse pas par trouver ces jouvenceaux agaçants.

Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 1 heures. De 50 F à 110 F.

Pirosmani, pirosmani (en lituanien)

de V. Korostyliov, mise en scène d'Elmuntas Nekrosius.

On va pouvoir enfin connaître les images de ce metteur en scène lituanien dont on a tant parlé. Il amène deux spectacles : le premier est l'histoire d'un peintre géorgien – dont le réalisateur Chengalaia avait déjà tiré un film pendant les années 70 – et l'autre est sa vision d'Oncle Vania de Tchekhov.

Théâtre du Rond-Point Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8e. Les jeudi et samedi à 20 h 30. Tél. : 42-56-60-70. De 100 F à 140 F.

Qui vous savez

de et par Rufus.

Rufus le doux, s'est mis dans la tête de devenir un personnage amer, odieux, lâche, délateur, et de faire rire. Et en plus il tient son pari.

Café de la gare, 41, rue du Temple, 4e. Du mardi au samedi à 22 heures. Tél. : 42-78-52-51. De 50 F à 100 F.

Sganarelle ou le Cocu imaginaire, le Mariage forcé

de Molière, mise en scène de Jacques Lassalle, avec Valérie Delbore, Catherine Gandois, Isabelle Habiague, Laurent Manzoni, Olivier Perrier, Mark Saporta et Daniel Znyk.

Deux farces pour un personnage plus malin qu'il n'y paraît. Une mise en scène aiguë et sensible. On peut encore surprendre avec Molière.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20e. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 h 15. 80 F et 130 F.

Solo

de Willy Russell, mise en scène de Josianne Balasko, avec Josianne Balasko.

Josianne Balasko s'est mise en scène elle-même. Il est vrai qu'elle est seule en scène pour conter les tourments de cette femme pas trop glamoureuse qui raconte drôlement les banalités de son existence.

Gymnase Marie-Bell, 38, bd Bonne-Nouvelle, 10e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 17 heures. Tél. : 42-46-79-79. De 80 F à 220 F.

Mortadela (Revue argentine

de Alfredo Arias, direction musicale Freddy Vaccarezza, avec Hayde Alba, Didier Guedj, Marilu Marini, Adriana Pegueroles, Pilar Rebollar, Alma Rosa, Cecilia Rossetto, Oscar Sisto.

Arias l'enchanteur se souvient de scènes d'enfance : il y avait des femmes emplumées qui chantaientn une illusionniste, des personnages totalement pittoresques, avec leurs histoires insensées, tellement émouvantes.

La Cigale, 120, bd de Rochechouard, 18e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30. Jusqu'au 11 octobre. Tél. : 42-33-43-00. 170 F, 125 F et 90 F.

La sélection « Théâtre » a été établie par : Colette Godard

DANSE

Ballet de l'Opéra de Paris

La Bayadère

Créé à Saint-Pétersbourg en 1877, l'un des plus importants ballets de Marius Petipa, découvert par l'Occident en 1961 seulement, lorsque la troupe du Kirov en tournée présenta la célèbre scène des Ombres de l'acte III, révélant en même temps un nouveau dieu de la danse nommé Rudolf Noureev. Plus tard, Natalia Makarova montait sa propre version intégrale pour l'American Ballet Theatre, version reprise par le Ballet royal de Stockholm puis par le Royal Ballet de Londres. La version que signe aujourd'hui Rudolf Noureev est donc une première pour Paris. Décors d'Ezio Frigerio, costumes de Franca Squarciapino. Isabelle Guérin, Monique Loudières et Clotilde Vayer se partageront le rôle de la bayadère Nikiya, Elisabeth Maurin et Elisabeth Platel celui de sa rivale Gamzatti. L'inconstant Solor sera incarné tour à tour par Laurent Hilaire, Charles Jude et Manuel Legris.

Opéra de Paris-Garnier, les 8,9,12,14,-15,17,20,21,23,24,27,28,30 et 31 octobre, puis du 29 janvier au 10 février. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 360 F (le 17 en matinée, de 25 F à 255 F.

Skite

Fragments d'expériences

Skite, le laboratoire de recherche et d'expérimentation chorégraphiques, qui a réuni à la Cité universitaire, depuis le 7 septembre, dix compagnies venues de dix pays, et donné six spectacles, présente le résultat de ses différents ateliers.

Théâtre de la Cité universitaire, les 2,3 et 4 octobre, 21 heures. Tél. : 45-89-38-69. 70 F.

Noches flamencas

Javier Latorre y su groupo

Une des étoiles de la nouvelle génération de danseurs flamenco, couvert de prix, notamment, au XIIe Congrès national d'art flamenco de Cordoue, en 1989. « Le cœur et la technique », disent ses fans.

Théâtre Le Trianon, 5 octobre, 20 h 30. Tél. : 46-06-63-66. De 60 F à 190 F.

Sceaux

Rendez-vous chorégraphiques

Reprise de la programmation danse présentée en juillet dernier à Avignon, en coproduction avec le Festival : Bouvier et Obadia ouvrent le feu, cette semaine, avec *Une femme chaque nuit voyage en grand secret* (qui fut annulé à la dernière minute, à Avignon, en raison de la blessure d'une danseuse) (1), suivis par Josef Nadj et ses *Echelles d'Orphée* (2). On pourra voir ensuite les pièces de Michèle-Anne de Mey, Hervé Robbe et Francesca Lattuada, Daniel Larrieu, Mathilde Monnier, Héla Fattoumi et Eric Lamoureux.

Parc du château de Sceaux, (1) le 3 octobre, (2) le 6, 20 h 30. Tél. : 46-61-36-67. 120 F.

Versailles

Ris et danceries

Suite

Dans le cadre du Festival baroque, une *Suite* en deux parties : Francine Lancelot signe la chorégraphie de *l'Espagnole*, sur une musique de François Couperin, et Béatrice Massin celle de *Water Music*, sur la partition de Haendel. Jean-Claude Malgoire dirige la Grande Ecurie et la Chambre du Roy.

Opéra royal, les 1er et 3 octobre à 20 h 30, le 4 à 19 h 30. Tél. : 42-72-77-72. De 50 F à 400 F.

Marseille

Compagnie Plaisir d'offrir

Cités Citées

L'avant-dernière pièce de Michel Kelemenis (un magnifique solo pour Jean Guizerix) a montré les progrès accomplis par ce jeune chorégraphe. Pour préparer *Cités Citées*, il a déambulé (et travaillé) dans huit ports qui font rêver : Abidjan, Alexandrie, Dakar, Gênes, Hambourg, Kobé, Le Pirée et Shanghaï.

Théâtre du Gymnase, les 1er, 2 et 3 octobre, 20 h 30. Tél. : 91-48-10-10. 100 F.

Octobre en Normandie

L'affiche danse aligne les compagnies de Hervé Robbe, Bouvier et Obadia, Daniel Larrieu et Pierre Droulers. La compagnie Le Marietta Secret de Hervé Robbe ouvre le feu avec *Antichambre repetita* (on avait bien aimé la première version d'*Antichambre*, beau quatuor sur *la Nuit transfigurée* de Schoenberg créé par la Biennale du Val-de-Marne en 1989) et *De humanis corpora fabrica* (qui nous a bien déçus au dernier Festival d'Avignon).

Rouen, Hangar 23, le 2 octobre, 20 heures. Tél. : 35-70-04-07. Le Havre, le Volcan, le 3, 20 h 30. Tél. : 35-21-41-21.

Toulouse

Vitrine de la danse

Rassemblement de compagnies régionales (la Cour blanche, Ivoire, Viscose, Lorthos, etc.) et, pour finir, une excellente idée : deux spectacles réunissant quelques « grands interprètes de la danse contemporaine » – dont Jean-François Duroure, Olivia Granville, Jean Guizerix, Wilfride Piollet, Jean-Christophe Paré, Michel Kelemenis, Benjamin Lamarche... C'est bien leur tour, après tant de galas réservés aux « classiques » !

Toulouse, Castelnaudary, Saint-Orens, jusqu'au 4 octobre. « Grands interprètes » : Halle aux grains, le 4, 18 heures et 20 heures. Tél. : 61-11-02-22.

La sélection « Danse » a été établie par : Sylvie de Nussac

MUSIQUE

Classique

Mercredi 30 septembre

Mozart

Les Noces de Figaro

Jorma Hynninen (le comte Almaviva), Gilles Cachemaille (Figaro), Margaret-Jane Wray (la comtesse Almaviva), Marie McLaughlin (Suzanne), Romuald Tesarowicz (Bartholo), Diana Montague (Chérubin), Jane Berbié (Marceline), Edoardo Gimenez (Basile). Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Theodor Guschlbauer (direction).

Reprise d'une reprise de reprise de la mise en scène la plus glorieuse et la plus usée qu'ait vue naître Garnier (en 1973 !), passée à Bastille avec des distributions de moins en moins prestigieuses et sous des directions musicales aussi inégales que variées. C'est ça, les théâtres d'alternance.

Opéra-Bastille, 19 h 30 (+ les 3 et 5 octobre). Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 570 F.

Varney

Les Mousquetaires au couvent

Gabriel Bacquier (Bridaine), Michel Vaissière (Brissac), Pierre Catala (Gontran), Lucette Raillat (la supérieure), Carole Clin (Louise), Patricia Jumelle (Marie), Cécile Galois (Simone), Chœurs du CNIPAL, Orchestre ProMélodia, Jean-Paul Chicheret (direction), Michel Dunand (mise en scène).

La plus célèbre opérette française avec *les Cloches de Corneville* peut-être, sous le contrôle de deux vétérans : Gabriel Bacquier (dans le rôle de l'abbé Bridaine), toute une époque, des souvenirs formidables dans Verdi, Mozart, mais Christiné aussi ; Michel Dunand, qu'on retrouvera dans la même salle l'an prochain pour *Lakmé*, et dont les œuvres légères sont une spécialité. Choristes et chanteurs du rang sortent du CNIPAL, Centre national et marseillais d'insertion professionnelle des artistes lyriques. Qui est Jean-Paul Chicheret, dans le rôle du chef ?

Opéra-Comique. Salle Favart (le 30 septembre et les 1er, 2 et 6 octobre, 20 heures ; le 3 octobre, 14 h 30 et 20 heures ; le 4 octobre, 17 heures). Tél. : 42-86-88-83. De 40 F à 320 F.

Jeudi 1er octobre

Tchaïkovski

Eugène Onéguine

Sarah Walker (Larina), Dagmar Peckova (Olga), Nuccia Focile (Tatiana), Dimitri Hvorostovsky (Eugène Onéguine), Neil Shicoff, Peter Straka (Lenski), Alexander Anisimov (Grémine), Chœur de chambre de Saint-Pétersbourg, Orchestre de Paris, Semyon Bychkov (direction), Adolf Dresen (mise en scène), Hand-Dieter Scheibel (chorégraphie).

Dimitri Hvorostovsky, jeune baryton de Sibérie centrale, a défrayé la chronique lyrique, la saison écoulée, avec un disque d'airs de Tchaïkovski et de Verdi révélant un grave impressionnant. Mais peut-on faire confiance aux enregistrements ? L'accueil que le jeune lauréat du Concours de Toulouse (en 1988) a rencontré, après et avant, à la Fenice, à Covent Garden, à Vienne et à l'Opéra de Nice, dans *la Dame de Pique*, en dit plus long sur les vraies capacités de l'impétrant. Si les vilains petits imprésarios ne le mangent pas... Rendez-vous donc obligatoire avec son *Prince Onéguine*, au sein d'une distribution éblouissante – se rappeler l'Alwa de Peter Straka dans *Lulu* – réglée, dans les décors du grand Herrmann, par un metteur en scène allemand ultra-professionnel – *Lulu*, c'était lui, déjà – et Bychkov dirigeant dans son arbre généalogique.

Châtelet. Théâtre musical de Paris (le 1er octobre, 19 h 30 ; le 4 octobre, 15 heures). Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 465 F.

Vendredi 2

Loewe

Schumann

Lieder

Mahler

Lieder eines Fahrenden Gesellen

Ravel

Mélodies

Barber

Songs

Thomas Hampson (baryton), Roger Vignoles (piano).

Le Don Giovanni de Genève, le plus agréable à regarder – et à entendre – des représentants de la jeune école de chant américaine, dans un répertoire où il s'est déjà en partie illustré au disque (Mahler), et avec « son » pianiste.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.



D. R.

Dimitri Hvorostovsky interprète « Eugène Onéguine » au Châtelet.

Beethoven

Ouverture d'Egmont
Concerto pour piano et orchestre n° 2

Mendelssohn

Symphonie n° 3 « Ecossaise »

Philippe Cassard (piano), Orchestre symphonique français, Laurent Petitgirard (direction).

C'est dans Schumann que nous découvrions Laurent Cabasso, encore au berceau. C'est dans Schumann que nous aimerons le retrouver, célèbre et enregistrant pour DG.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 60 F à 150 F.

Schumann

Symphonie n° 4

Mahler

Symphonie n° 4

Edith Wiens (soprano), Orchestre national de France, Eliahu Inbal (direction).

Soprano lyrique canadienne, Edith Wiens, remarquée au disque dans *le Paradis et la Peri* de Schumann (Philips), remplace Arleen Auger dans la *Quatrième* de Mahler. Peut-être sur recommandation de Daniel Barenboïm : elle sera la Kundry du *Parsifal* que le chef israélien va enregistrer avec la Philharmonie de Berlin.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 200 F.

Lundi 5

Schein

Israelbrünnlein

Ensemble vocal européen de la Chapelle royale, Philippe Herreweghe (direction).

Schein est, à en croire les encyclopédies, l'introducteur en Allemagne, avec Schütz et Scheidt, des nouveaux styles italiens du *seicento* ; *Israelbrünnlein*, « la Fontaine d'Israël », est un recueil de vingt-six madrigaux sacrés, sur des textes de l'Ancien et du Nouveau Testament. Herreweghe, la Chapelle royale ? Inutile de vous les présenter.

Eglise Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, 20 h 30. Tél. : 47-20-30-88. 120 F.

Rossini

Verdi

Bellini

Wolf-Ferrari

Mélodies

Haydn

Arianna a Naxos

Massenet

Airs d'opéras

Renata Scotto (soprano), Vincenzo Scalera (piano).

Voici huit ans que Renata Scotto n'avait pas donné de récital à Paris. A cinquante-neuf ans, la soprano italienne a fait, en avril, à Catane, sa prise du rôle de la Maréchale. C'est la première fois qu'elle incarnait une héroïne de Strauss, la première qu'elle chantait en allemand. Que croyez-vous qu'elle fit ? Elle travailla six mois.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 185 F à 500 F.

F. Couperin

Messe à l'usage des paroisses

André Isoir (orgue), Chœur grégorien du Conservatoire de Paris, Louis-Marie Vigne (direction).

Qui savait qu'un *chœur grégorien était né* au Conservatoire de Paris ? Qui ignore la beauté des orgues de Saint-Gervais ?

Eglise Saint-Gervais, 20 h 30.

Mardi 6

Graun

Cleopatra e Cesare

Janet Williams (Cleopatra), Debora Beronesi (Cesare), Lynne Dawson (Cornelia), Curtis Rayan (Tolomeo), Jeffrey Francis (Lentolo), Ralf Popken (Arsace), Roman Trekel (Achilla), Concerto Köln, René Jacobs (direction).

Créé en 1742, pour l'ouverture de l'Opéra royal de Berlin, *César et Cléopatre* est l'un des trente-deux drames lyriques de Carl Heinrich Graun. Comptons sur René Jacobs et sur l'admirable Concerto Köln pour réhabiliter cet Allemand de Dresde, l'un des compositeurs officiels de Frédéric le Grand avec Hasse.

Versailles. Château, 20 h 30. Tél. : 42-72-77-72. Location Fnac, Virgin. De 80 F à 500 F.

Régions

Besançon

Honegger

Le Roi David

Bernard Deletré, Isabelle Diligent (récitants), Dominique Gless (soprano), Brigitte Vinson (mezzo-soprano), Christian Papis (ténor), Chœur Schutz de Besançon, Ensemble instrumental de Besançon, Jean Mislin (direction).

Combien de *Roi David* cette année ? Le festival de Besançon entonne l'antienne. Honegger, dont c'est le centenaire, a composé beaucoup d'autres musiques dont certaines, sait-on jamais ?, mériteraient d'être exhumées.

Le 4 octobre. Théâtre municipal, 16 heures. Tél. : 81-82-14-56. 120 F.

Brest

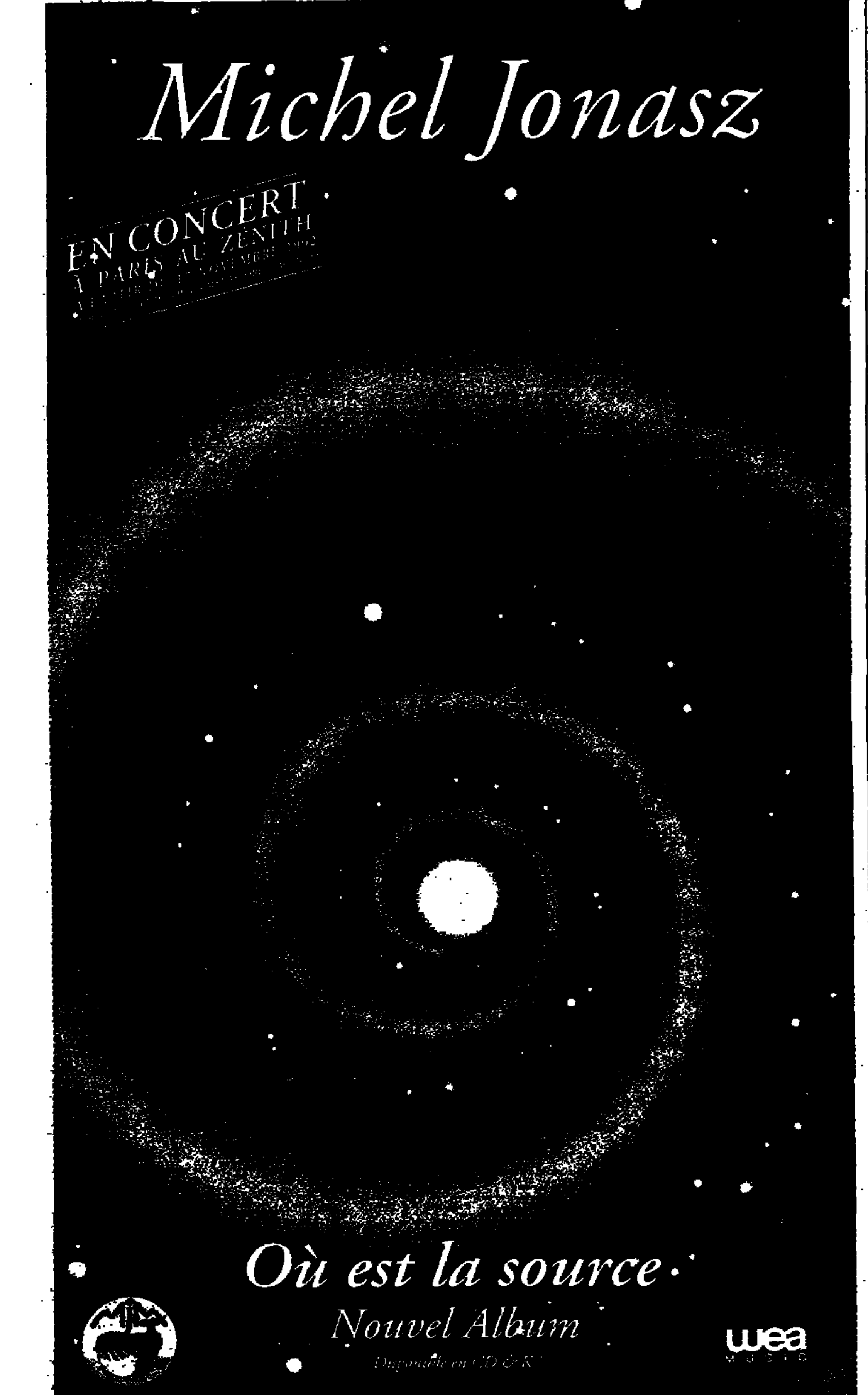
Verdi

Nabucco

Maciej Krzysztyniak (Nabucco), Andrzej Kalinin (Ismaël), Aleksander Teliga (Zaccaria), Barbara Krzekotowska (Abigaïl), Jadwiga Czerminska (Fenena), Chœur et orchestre de l'opéra de Wroclaw, Ruben Silva (direction).

Le Quartz, nouveau centre culturel brestois (le précédent avait brûlé), s'est surtout fait connaître par ses créations de danse contemporaine. et voici qu'il se met à inviter du grand opéra italien chanté par des Polonais. Le Quartz, désormais, est branché.

Le 6 octobre. Quartz, 20 h 30. Tél. : 98-44-10-10. 190 F.



هكذا من الأصل

LA SÉLECTI



DE LA SEMAINE

➡

Nancy

Prokofiev

Les Fiançailles au couvent

Georges Gautier (Don Jérôme), Philippe Kahn (Mendoza), Jean-François Lapointe (Ferdinand), Antoine Normand (Antonio), Doris Lamprecht (La duègne), Mireille Delunsch (Louisa), Laurence Schohn (Clara), Chœurs de l'opéra de Nancy et de Lorraine, Orchestre symphonique de Nancy, Jérôme Kaltenbach (direction), Antoine Bourseiller (mise en scène).

Ce vaudeville inspiré de la *commedia dell' arte* est le seul opéra comique (au sens traditionnel) de l'auteur de *l'Ange de feu*. Avec travestissements, quiproquo dans un établissement religieux. Et sans le fantastique amusé de *l'Amour des trois oranges*. Ce style, insolite chez Prokofiev, inspirera-t-il Antoine Bourseiller, metteur en scène, et Jérôme Kaltenbach, directeur musical ?

Les 2 et 6 octobre, 20 h 30 ; le 4 octobre, 14 h 30. Opéra de Nancy et de Lorraine. Tél. : 83-32-08-54. De 80 F à 190 F.

Jazz

Von Freemann

Le maître de Chicago, le sage du free, celui que tous, en voisins ou de passage dans la ville, ont voulu rencontrer depuis une cinquantaine d'années qu'il joue, le saxophoniste ténor infiniment plus libre de lui-même et de ses mouvements que les légions qu'il a inspirées, Mr Von Freeman est en ville. A La Villa où il fit naguère quelques tabacs. On peut évidemment occuper sa vie de mille façons plutôt que d'aller l'entendre : on peut se recueillir sur la tombe de d'Artagnan à Maastricht, sur celle de Don Juan à Séville, on peut courir au dernier Almodovar, au dernier d'Ormesson, au *Dernier des Mohicans*. On ne saura jamais ce qu'on perd. Pas grand-chose en fait : la vie même, cette manière si désinvolte de jouer génialement sans s'en faire, comme si ce n'était pas grave. Cette courtoisie heureuse. Ce volume du son qui est celui même de la jeunesse. Personne aujourd'hui ne s'exprime avec tant de bonheur et d'autonomie que Von Freeman. Personne. On ne le sait pas, on ne s'en doute pas, et c'est très bien ainsi. Inutile de venir en masse. Ce ne sont pas les soldes des grands magasins, c'est Monsieur Von Freeman.

Le 30 septembre et les 1er, 2, 3, 5 et 6 octobre. La Villa, 22 h 30. Tél. : 43-26-60-00.

Festival

Mille Jazz Concerts

Pierre-Jean Gaucher à Villebon-sur-Yvette, Jazz Manouche à Savigny-sur-Orge, Raoul Petite à Créteil, French Kiss à Contrexéville, Kent Carter Quartet à Mouthiers-sur-Boëme, Open Air à Cannes, tous en MJC le 2 octobre. Ce n'est plus un programme, c'est une stratégie de commando. L'action des Maisons des jeunes et de la culture suit son cours jusqu'au 25 octobre, comme un avatar militant des JMF. Impressionnant.

Fédération française des MJC, 15, rue La Condamine, 75017 Paris. Tél. : 44-69-82-25.

Rock

Izzy Stradlin

Ancien guitariste, et surtout compositeur, de Guns N'Roses, Izzy Stradlin a quitté le groupe dans une atmosphère d'antipathie mutuelle et s'est lancé dans une carrière solo. Son premier album, qui doit sortir incessamment, est plus que prometteur : du rock classique, inspiré des Stones, exécuté avec fièvre et élégance. Il donne son premier concert à Paris, il faut être là, pour – au pire – assister à la plus mauvaise surprise de l'année, au mieux à la naissance d'un grand groupe.

Le 30. Espace Omano, 19 h 30. Tél. : 42-55-57-57.

Johnny Hallyday

Un spectacle plus vif, plus distrayant que le précédent. Du rock, des tubes, des effets spéciaux et Johnny qui se dépense avec tant de prodigalité qu'il finit ses deux heures et demie sur scène à bout de souffle.

Le 30 septembre et les 1er et 2 octobre, 20 h 30 ; le 3 octobre, 21 heures ; le 4 octobre, 17 heures. Palais omnisports de Paris-Bercy. Tél. : 40-02-60-02. De 175 F à 295 F.

Throwing Muses

Légende vieillissante de la scène alternative new-yorkaise, les Throwing Muses viennent de sortir un album décevant. Reste un rock bruyant et féroce, dans la bonne tradition de l'Est sauvage des Etats-Unis.

Le 5 octobre. Espace Omano, 19 h 30. Tél. : 42-55-57-57.

Fabulous Trobadors

Rappers occitans qui scandent le cachou Lajaunie, la pizzeria d'en bas de chez eux. Aussi improbable que réjouissant. Important, même.

Le 5 octobre. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Tournées

The Inmates

Condamnés au rhythm'n'blues à perpétuité, les Inmates sont de joyeux bagnards qui pensent plus à redonner une nouvelle jeunesse aux vieilles scies du genre qu'à scier leurs barreaux.

Le 2 octobre, Callac (22), le Bacardi, 0 heure, 80 F. Le 3, Poitiers, le Confort moderne, 21 h 30, 60 F et 80 F.

Rennes

Nuit Sonic

Cinq groupes rennais, de Dominic Sonic, jeune ancêtre aux inconnus prometteurs (Gil Riot and the Dizzy Romeos, Euphoric) en passant par quelques espoirs déjà remarqués (Bruno Green et son rhythm'n'blues, les Skippies et leur rock néo-punk). Rennes fait tout pour garder son statut de capitale du rock, et le gang des Transmusicales est allé jusqu'à éditer un CD réunissant les cinq artistes programmés pour cette nuit Sonic.

L'Ubu, le 2 octobre, à 21 heures. 100 F et 70 F.

Chanson

Nilda Fernandez

Il a du charisme, promène sur scène une folie qui n'appartient qu'à lui. La voix haute, le registre espagnol, le nouvel espoir de la chanson française confirme ses talents au Théâtre de la Renaissance, clôt avec un spectacle soigneusement mis en scène le stade des fiançailles pour asseoir une carrière naissante.

Le 30 septembre et les 1er, 2, 3, 4 et 6 octobre. Théâtre de la Renaissance, 21 heures. Tél. : 42-08-18-05. 130 F.

Chanson plus bifluorée

Les quatre compères de Chanson plus savent manier la chanson française avec la verve et la drôlerie des garçons du Midi qui, pour autant qu'ils touchent à la gloire (un prix de l'académie Charles-Cros cette année), ne renoncent en aucun cas au maquis, au bien-vivre et à la rigolade en chantant. Du *Moteur à explosion a capella* aux accents de la guitare de Brassens, Chanson Plus s'amuse avec une rigueur professionnelle qui fait penser aux quatre frères barbus d'hier.

Le 30 septembre et les 1er, 2 et 3 octobre. Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99. De 120 F à 140 F.

Richard Desjardins

Quand j'aime une fois, j'aime pour toujours : du Desjardins repris par Cabrel. La chanson est magnifique, et l'effet Desjardins commence à se faire sentir depuis son passage au Théâtre de la Ville l'hiver dernier. Poète des grands chemins, Québecois admirateur de Leonard Cohen et défenseur des Indiens, Richard Desjardins, seul au piano ou à la guitare, écrit des textes rugueux ou drôles (en joual), les chante comme on essaie d'apprivoiser le continent américain.

Le 30 septembre et les 1er, 2, 3 et 6 octobre. Bataclan, 20 h 30. Tél. : 47-00-30-12. 135 F.

Musiques du monde

Henri Guédon

Henri Guédon (voix et piano) et l'ensemble instrumental Parenthèse se promènent dans la palette variée de la musique afro-caraïbe. Mazurka classique, créole ou africanisée. Ils pratiquent également de drôles d'exercices à base de rap et de percussions antillaises, de contes et de skat endiablé.

Le 2 octobre. Courbevoie. Espace Carpeaux, 20 h 45. Tél. : 46-67-70-00. 100 F.

Charam Nazeri

Charam Nazeri est un extraordinaire chanteur iranien, que ses origines kurdes et ses aspirations soufies poussent sans cesse aux limites du répertoire traditionnel et du chant. Homme secret d'une vitalité farouche, Nazeri sait donner à la musique savante la robustesse des chants campagnards, et aux pièces populaires le raffinement des musiques de cour. Le voici pour la troisième fois au Théâtre de la Ville, avec un ensemble de joueur de *tanbur* (un luth à trois cordes) et de *daf* (un grand tambourin) pour un récital de musique soufie persane et kurde.

Le 4 octobre. Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Fiesta flamenca

Pepe de Cordoba est né dans l'Estrémadure espagnole, près de Cordoue. Normal. Il est un des plus actifs défenseurs du spectacle flamenco depuis les années 50. Le voici avec sa troupe pour une *Fiesta Flamenca* version 1992.

Le 30 septembre et les 1er, 2, 3, 5 et 6 octobre. Dejazet, 21 heures. Tél. : 42-74-20-50. Location FNAC, Virgin. De 100 F à 160 F.

Papa Wemba

Le roi des sapeurs de Kinshasa, l'un des meilleurs chanteurs qu'ait donné le Zaïre, le prince des nuits, le roi de la rumba : Mesdames Messieurs, Papa Wemba !

Le 3 octobre. New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

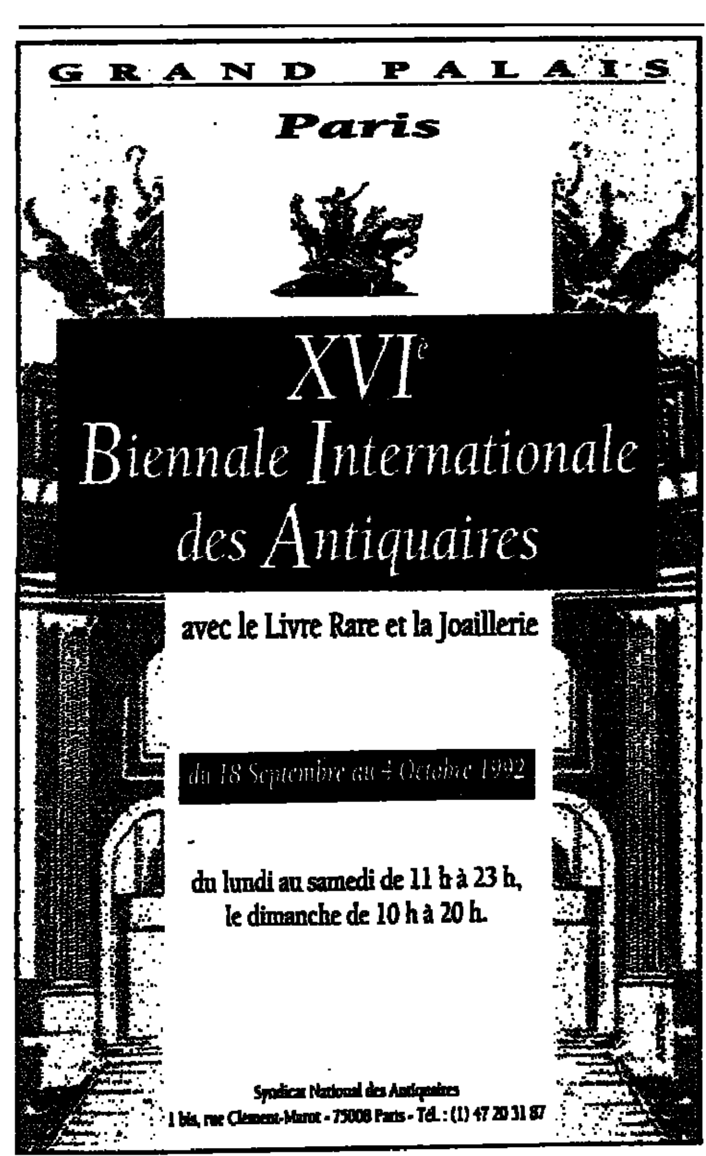
Bordeaux

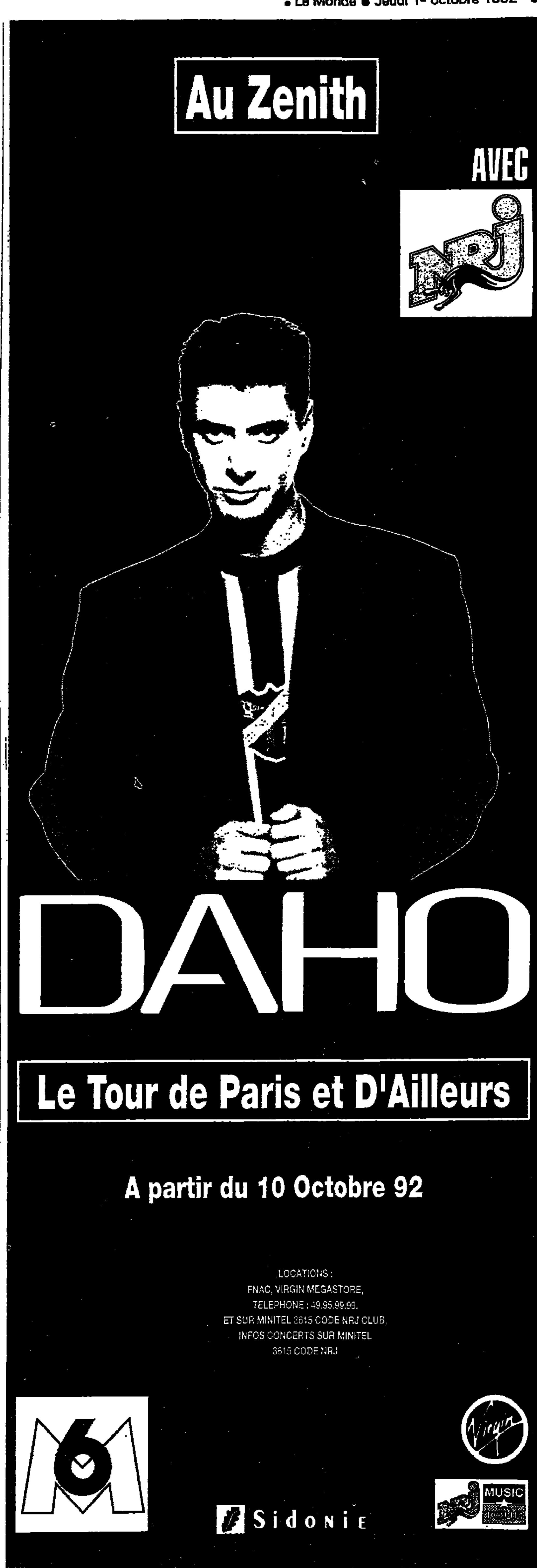
Les 5 Sens en V.O.

Fourre-tout, ce festival afro-caribéen, qui mélange musique, commerce (*« Créer une synergie entre culture, économie et solidarité »*), avec officiels à l'appui, politique (un jumelage tiré par les cheveux avec le sommet franco-africain de Libreville) et stratégie municipale, a composé un programme où deux cents artistes côtoient cent trente entreprises. Né l'an passé à Villenave-d'Ornon, dans la communauté urbaine bordelaise, à deux pas de Bègles où s'éteignait, par absence de billeterie, le Festival des musiques urbaines du monde (MELA), les 5 Sens ont gagné Bordeaux et Sarlat pour l'édition 92. Parmi ceux que ce festival nouvelles normes a pu s'offrir, il en est d'excellents qu'il ne faudrait pas bouder pour autant. Perle rare, le Gabonais Pierre Akendengué (le 5 au milieu d'un concert inaugural, où l'on retrouve Bernard Lubat, à Bordeaux, le 6 à Sarlat), le Ballet national de Guinée (le 7), Salif Keita et Angélique Kidjo (le 8).

Du 5 au 11 octobre. Tél. : 56-81-77-97.

La sélection « Classique » a été établie par Anne Rey. « Jazz » : Francis Marmande. « Rock » : Thomas Sotinel. « Chanson » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.





OTRE TABLE
CE SOIR

هكذا من الأصل

ARTS

Nouvelles expositions

Ateliers de Ménilmontant, artistes du 20e à Paris

Une occasion de découvrir des artistes dans leur habitat naturel, dans un quartier qui se bat pour conserver son cachet. Hétéroclites, et souvent sympathiques, ils valent la promenade.

Ateliers. Accueil et informations : théâtre des Amandiers, 110, rue des Amandiers, Paris 20e. Tél. : 47-00-10-35. Tous les jours de 14 heures à 21 heures. Du 2 octobre au 5 octobre.

Chan Kaï-Yuen

Tout le monde garde en mémoire les *formidables guerriers* exhumés à Xian en Chine. Chan en offre une version moins mégalomane, mais beaucoup plus drôle et cruelle. Un magnifique pied de nez aux seigneurs de la guerre de tous les temps, doublé d'une réflexion obsessionnelle sur la nourriture.

Galerie Bellefroid, 8, rue Debelleyme, Paris 3e. Tél. : 42-72-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Du 1er octobre au 14 novembre.

Christian Jaccard

Une démarche radicale, mais sensible, qui en fait un des rares artistes français de sa génération à avoir réellement une œuvre derrière lui, et un énorme potentiel devant. L'aspect spectaculaire des papiers calcinés et la complexité de ses objets peuvent heureusement surprendre.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine, Paris 8e. Tél. : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Du 1er octobre au 31 octobre.

Picasso et les choses

Lire notre article pages 29 et 30.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Du 3 octobre au 28 décembre. 36 F (possibilité de billet jumelé avec « les Etrusques » : 60 F).

Mareck Rudnicki

S'ils sont immortels, c'est bien souvent grâce à lui. 80 portraits d'académiciens qui ont illustré depuis 1959, dans les colonnes du *Monde*, les discours des récipiendaires, de Marcel Achard à Marguerite Yourcenar.

Bibliothèque nationale, galerie Colbert, 2, rue Vivienne et 6, rue des Petits-Champs, Paris 2e. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours sauf dimanche de 12 heures à 18 h 30. Du 2 octobre au 31 octobre.

Paris

Abudramane, Basserode

Association intéressante entre Basserode qui mémorise la nature, végétale en particulier, et Abudramane, depuis plusieurs années à la recherche des sites de son Afrique natale.

Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully - jardins, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4e. Tél. : 44-61-20-00. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 4 octobre.

Akseli Gallen-Kallela

Retour à Paris d'un artiste finnois qui y fit ses humanités à la fin du siècle dernier. D'un réalisme solide à un symbolisme jamais mièvre, son pinceau brosse également d'étonnants paysages de neige et ramène des images très modernes de lointains voyages africains ou américains. Dépaysant.

Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, Paris 6e. Tél. : 40-51-89-09. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 19 heures, jeudi jusqu'à 21 heures. Jusqu'au 14 novembre.

A visage découvert

De la grimace, du cri, du masque et du silence, en un *très bel* accrochage qui rapproche les arts premiers et la peinture d'aujourd'hui. Dernière occasion de visiter une des expositions les plus réussies de l'année.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-56-46-46. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 octobre. 25 F.

Champs de silence

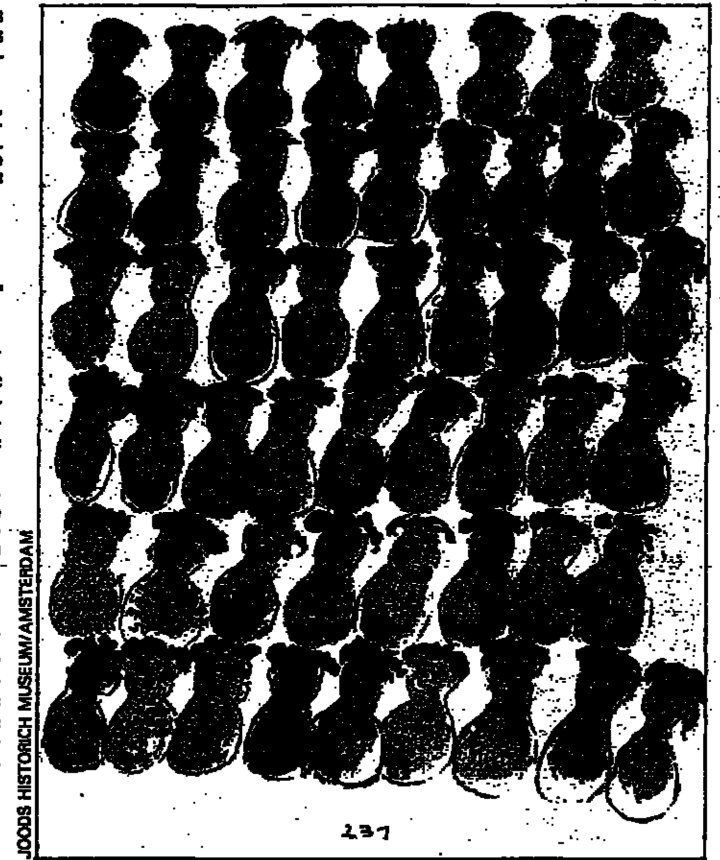
Sept artistes font retraite en l'abbaye de Royaumont : tubes de verre de Saulnier, hommage aux constructeurs d'Alkema, ruines de Charpin, occultation du lieu de culte par Skoda, ouvertures des lieux *a contrario* pour Fleischer, austérité cistercienne pour Lacalmontie et chants, pas forcément grégoriens, de François Deck.

Abbaye de Royaumont, Fondation Royaumont, Asnières-sur-Oise, 95270. Tél. : 30-35-40-18. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 octobre. 20 F.

Générique 1 : Désordres

Le corps dans tous ses états, éclaté, morcelé, ou simplement malade, vu par cinq artistes américains. Nan Goldin, Mike Kelley, Kiki Smith, Jana Sterbak et Tunga, tour à tour comiques ou oppressants, se dressent contre l'ordre moral imposé par une certaine Amérique puritaine.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 1er. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 8 novembre. 30 F.



Exposition Charlotte Salomon au Centre Georges-Pompidou.

L'Art renouvelle la ville

Et si les artistes intervenaient directement dans notre cadre de vie ? Ce fut un cheval de bataille des années 50, il revient aujourd'hui avec les projets d'une quarantaine de plasticiens auxquels les urbanistes ont laissé un petit espace où ils se sont engouffrés jusqu'à parfois prendre toute la place. De Daniel Buren à François Morellet en passant par Kowalsky, état des lieux.

Musée national des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris 16e. Tél. : 44-05-39-10. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 novembre. 16 F.

Biennale internationale des antiquaires

Cent trente antiquaires internationaux exhibent leurs trésors mis en scène par Pier Luigi Pizzi sous la coupole du Grand Palais. Une promenade à travers les siècles et les objets du monde entier, avec un arrêt attentif auprès des livres rares et un regard de convoitise pour la haute joaillerie.

Grand Palais, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 43-59-85-24. Tous les jours de 11 heures à 23 heures, dimanche de 10 heures à 20 heures. Jusqu'au 4 octobre. 70 F.

Les Etrusques et l'Europe

Les Étrusques sont de retour à Paris, avant d'investir Berlin l'année prochaine. Plus de six cents œuvres pour dévoiler une civilisation mystérieuse qui a suscité depuis la Renaissance tous les fantasmes.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower, Paris 8e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 14 décembre. 40 F (possibilité de billet jumelé avec « Picasso » : 60 F).

Prix Niepce 92

Prix Niepce 1992, membre de l'agence Métis, Luc Choquer est un coloriste *brillant, novateur*. Après sa *« Planète* France », il présente « Dievuschka » (jeune femme), un portrait photographique des jeunes filles de l'ex-URSS, *« dernier bastion inconscient qui n'a pas succombé à la grisaille »*.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 9 novembre. 25 F (entrée du musée).

Charlotte Salomon

170 gouaches extraites d'une déclaration d'amour en 1 325 feuilles à un professeur de chant, réalisée par une jeune Berlinoise qui grandissait à l'ombre du nazisme. Un journal intime illustré, en une époque qui en vit naître d'autres. Charlotte Salomon fut gazée à son arrivée à Auschwitz, en 1943. Elle avait vingt-six ans.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 janvier 1993.

Galeries

Philippe Boutibonnes

Les Sumériens gravaient l'argile de signes cunéiformes : obstiné, Boutibonnes multiplie les traces colorées sur des papiers précieux, ou scande des arcs-en-ciel de stries rythmées. Le tout dans des formats d'une modestie devenue rare, qui contrastent avec la volonté inavouée de marquer le temps.

Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple, Paris 4e. Tél. : 42-72-39-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 octobre.

Claude Cahun

Une figure importante du mouvement surréaliste à découvrir : Claude Cahun (1894-1954) a pratiqué la photographie, privilégiant l'autoportrait, le portrait de ses amis (Breton, Michaux, Desnos), les photomontages et mises en scène. Outre des tirages des années 20-30, cette exposition présente également des livres ainsi que des documents pour éclairer cette femme qui jouait sur la bisexualité et l'androgynie.

Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix, 75004, Paris. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 novembre.

Raymond Hains, Miguel Lligadas

Les deux (belles) affiches lacérées sur tôles de Hains sont surtout là pour attirer le chaland. Mais les sculptures de Lligadas valent le déplacement, mêlant la pierre et le métal rouillé non sans une certaine puissance. Un peu trop joli tout de même.

Galerie de l'Etoile, 22, rue Dumont-d'Urville, Paris 16e. Tél. : 40-67-72-66. Jusqu'au 23 octobre.

Teun Hocks

Teun Hocks a la gentillesse et la complexité technique des poètes, leur humour aussi. Installé dans un décor peint, il se photographie dans des poses apparemment banales, dont l'incongruité surgit soudain. Colorées d'une peinture translucide, ses œuvres provoquent parfois un rire né de l'absurde, et, pour les meilleures, montrent un sens de l'espace d'une extrême originalité.

Galerie 15, 15, rue Guénégaud, Paris 6e. Tél. : 43-26-13-14. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 octobre.

Dennis Hopper

Le cinéma ne leur suffit plus : acteur et réalisateur hollywoodien, Dennis Hopper passe de *Easy Rider* à *Apocalypse Now* et trouve encore des loisirs pour photographier la violence urbaine des années 60 et pour peindre les tags californiens en les tirant vers l'abstraction, sans esthétisme superflu.

Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyme, Paris 3e. Tél. : 42-72-99-00. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 octobre.

Peter Joseph

Toiles récentes d'un Britannique discret qui avoue son admiration pour Rothko. Construites en deux couleurs composant un rectangle central et sa bordure, elles réclament une certaine empathie de la part du spectateur, qui ne le regrettera pas : le soin apporté par Joseph à ses *harmonies et à leur éclairage provoque* une émotion durable.

Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris 4e. Tél. : 42-78-11-71. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 octobre.

Roman Opalka

En 1965, Roman Opalka a tracé le chiffre 1 sur une toile, puis 2, puis 3, 4 et il continue aujourd'hui. Pour se détendre, il les inscrits parfois à l'encre sur le papier. Alignés vers l'infini, même les nombres n'ont plus de sens, sinon celui du temps qui coule. Une entreprise radicale, en attendant la mort, en deux autoportraits, une toile et dix dessins.

Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot, Paris 3e. Tél. : 42-76-03-50. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 1er novembre.

Patrick Raynaud

Des églises gothiques conçues comme d'énormes reliquaires, Patrick Raynaud à retenu la lumière irréelle, produite ici par des néons. Des câbles énormes sont autant de contreforts. L'eau lustrale n'est pas oubliée grâce aux « ablutions », 50 bassines fragmentant le corps en morceaux.

Galerie Claude Fain, 14, rue Debelleyme, Paris 3e. Tél. : 42-72-09-17. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Galerie Lelong 12-13, rue de Téhéran 75008. Tél. : 45-63-12-19. Tous les jours sauf samedi matin, dimanche et lundi, de 10 h 30 à 18 h 00. Jusqu'au 10 octobre.

Paul Rebeyrolle

Rentrée en beauté pour Paul Rebeyrolle avec un accrochage de ses anciennes séries des *Aveugles* et *On dit qu'ils ont la rage*, et surtout avec la première exposition de ses toiles récentes sur le thème des *Panthéons*. Sujets critiques et militants, servis par une exécution d'une vigueur peu commune.

Galerie Daniel Templon, 4, avenue Marceau, Paris 8e. Tél. : 47-20-15-02. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 octobre. Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8e. Tél. : 45-63-12-19. Tous les jours sauf samedi matin, dimanche et lundi, de 10 h 30 à 18 h.

James Welling

Cet artiste américain, qui utilise principalement la photographie, présente trois séries récentes (paysages de mer, photographies du soleil, drapés) qui sont autant de réflexions sur les relations entre le réel et sa représentation, notamment en bouleversant le motif et la matière de l'image.

Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais, Paris 3e. Tél. : 42-78-40-44. Tous les jours sauf dimanche, lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 31 octobre.

Régions

Cherbourg

Hans Hartung

Premier artiste informel avec des dessins de 1922, Hartung est surtout connu pour ses activités au sein du courant abstrait lyrique des années 50. Excellentes raisons de montrer les réalisations des trente dernières années de sa vie, tant il est vrai que l'œuvre d'un peintre ne s'interrompt pas lorsque l'histoire de l'art le lui demande. Les derniers tableaux, réalisés à la sulfateuse à vigne, témoignent d'une extraordinaire jeunesse.

Galeries du Théâtre, centre culturel de Cherbourg, rue Vastel, 50100. Tél. : 33-44-35-72. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 17 octobre.

Dijon

Chefs-d'œuvre de la peinture française des musées néerlandais

L'Europe artistique a déjà une longue histoire : à Rome se rencontraient des peintres venus de Paris ou d'Amsterdam, qui échangeaient œuvres et idées. Si on reconnaît maintenant l'importance *d'un Rembrandt ou d'un Ruysdaël*, pour les Français, l'expansion de trois siècles d'art français en Hollande est une heureuse surprise.

Musée des Beaux-Arts, place de la Sainte-Chapelle, 21100. Tél. : 80-74-52-70. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 octobre. 11 F.

Limoges

Lynne Cohen

En photographiant, tel un inventaire, les intérieurs glacés de lieux publics comme les écoles de police ou les bureaux, la photographe Lynne Cohen donne une œuvre superbe et contradictoire : d'un côté, des espaces déshumanisés où l'on s'évertue autant à construire qu'à détruire ; de l'autre un hommage appuyé à l'art contemporain en magnifiant les objets fonctionnels.

FRAC Limousin, impasse des Charentes, 87100 Limoges. Tél. : 55-77-08-98. Tous les jours sauf mardi et dimanche de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 novembre.

Nantes

James Guitet

Œuvres récentes d'un artiste qui se méfie des feux de la rampe. Très légères, malgré un travail d'un acharnement insoupçonné, ses toiles lui ressemblent, subtiles, ironiques et peu bavardes, et réclament une attention soutenue avant de dévoiler leurs dessous. Bel hommage : certains jeunes parmi les plus prometteurs ont bénéficié de ses conseils, voire de ses idées.

Galerie Convergence, 18, rue Jean-Jaurès, 44000. Tél. : 40-20-11-48. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 15 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 octobre.

Poitiers

James Turrell

Cet Américain, un méditatif, de la côte Ouest, voue son temps à l'espace et à la lumière, et entend nous y plonger. A Poitiers plus que jamais, où il faut vraiment plonger en maillot de bain, pour s'immerger dans l'œuvre.

Confort moderne, 185, faubourg du Pont-Neuf, 86000. Tél. : 49-46-08-08. Mercredi, vendredi de 13 heures à 19 heures, jeudi de 13 heures à 23 heures, vendredi de 13 heures à 19 heures, samedi de 14 heures à 23 heures, dimanche de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 octobre.

Saint-Paul-de-Vence

L'Art en mouvement

Une exposition historique, de Degas à Tinguely en passant par les futuristes et les cinétiques, qui restitue une histoire des avant-gardes à travers le mouvement grâce à des œuvres souvent exceptionnelles. Des plus sérieux aux plus ludiques, un hommage à tous ceux qui voulaient faire bouger les choses.

Fondation Maeght, 06570. Tél. : 93-32-81-63. Tous les jours de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 octobre.

Tanlay

Bernard Réquichot

Dernière occasion de se confronter aux peintures, dessins, papiers choisis, et reliquaires d'un marginal, contemporain d'Yves Klein auquel on peut l'opposer, et dont l'œuvre arrachée au corps, curieusement fraîche, mérite plus ample reconnaissance.

Centre d'art contemporain du château de Tanlay, 89430. Tél. : 86-75-76-33. Tous les jours de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 4 octobre. 10 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Harry Bellet

« Architecture » : Frédéric Edelmann

« Photo » : Michel Guerrin.

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Le maître de la mélodie

Mélodies, d'Albert Roussel, Francis Poulenc, André Caplet, Georges Auric, Darius Milhaud et Emmanuel Chabrier
Hugues Cuenod (ténor), Geoffrey Parsons (piano)

Cuenod a fréquenté tout le siècle musical, a arpenté les plus prestigieuses scènes lyriques pendant soixante ans, se payant le luxe de faire ses débuts, il y a quelques années, au Met, à New-York, à un âge où ses confrères pêchent à la ligne ou soignent leurs rosiers (il est né en 1902). Cuenod a enregistré deux fois la *Passion selon saint Matthieu* de Bach, marquant à jamais le rôle de l'Evangéliste, deux fois les *Leçons de ténèbres* de Couperin (le disque de chevet d'Igor Stravinsky), fait les beaux soirs du Festival de Glyndebourne, où il a fait hurler de rire les spectateurs dans les rôles de nourrice des opéras de Cavalli. Cuenod a, enfin, chanté quelques-uns des chefs-d'œuvre du répertoire du XXe siècle composés par Stravinsky et Britten et collaboré avec les pianistes les plus en vue de leur époque (Clara Haskil, ou Geoffrey Parsons, qui l'accompagne ici).

A la fin des années 70, il est retourné dans les studios d'enregistrement de Nimbus. Les trois disques qu'il a gravés au château de Wyastone-Leys, à Monmouth, se sont imposés comme des références sur la façon dont doit être chantée la mélodie française, notamment le *Socrate* d'Erik Satie. Cuenod parle en chantant, il est le seul chanteur qui ait jamais réussi à faire cela avec Camille Maurane, Charles Panzera... et Yves Montand, qui chantait comme personne (et *a cappella!*) *les Berceaux* de Gabriel Fauré.

1 CD Nimbus-Wotre Music NI 5337.

Verdi

Aïda
Maria Callas (Aïda), Oralia Dominguez (Amneris), Mario Del Monaco (Radamès), Chœur et Orchestre du Palais des Beaux-Arts de Mexico, Oliviero de Fabritiis (direction)

Enregistrée en public, en 1951, cette interprétation du plus joué des opéras de Verdi est à verser aux dossiers des grandes affaires criminelles : Oralia Dominguez y assassine Maria Callas, lui coupant le sifflet de sa voix de rogomme dans la grande scène qui les voit s'affonter dans l'acte II. Ce n'est donc pas tant pour ses qualités musicales qu'il faudrait acquérir ce coffret, mais pour la force théâtrale incroyable qui s'en dégage. Que s'est-il passé dans les coulisses, après la représentation?

3 CD Fonit Cetra LC 8410, distribué par Dino Music.

Récital Mamikonian

Gaspard de la nuit, de Maurice Ravel, Thème et variations de Tchaïkovski, Toccata de Khatchatourian, etc.
Vardan Mamikonian (piano)

Premier Prix du premier Concours Yvonne-Lefébure, Premier Prix du Concours World Master de Monaco (ouvert aux seuls lauréats d'autres concours internationaux), Vardan Mamikonian est un jeune pianiste arménien de vingt-deux ans, élève en Italie de Lazar Berman. Son jeu est d'une beauté irradiante : jamais Mamikonian ne cogne, toujours il chante. Ses interprétations élégantes, raffinées, témoignent d'une hauteur de vue qui honore le premier jury qui l'a couronné, alors qu'il n'avait pas vingt ans. Longtemps, on se souviendra de son interprétation de *Gaspard de la nuit*. Totalement maîtrisée techniquement, fidèle au texte sans jamais en rester prisonnière, elle tient de celles de Vlado Perlemuter et de Dominique Merlet pour la grandeur de la conception musicale et de celle de tous les jeunes virtuoses pour sa réalisation pianistique.

1 CD Solstice-SACEM SOCD 84.

A. Lo.


J.-Y. LACOTE/IRMA PRESSE

Ali Farka Touré.

Rock

Paul Weller

Paul Weller

Les temps devraient se faire plus cléments pour Paul Weller. L'irruption du jazz dans la musique de danse justifie *a posteriori* ses expériences au sein du Style Council. Reste que l'échec de ce groupe, malgré quelques moments de gloire, ne relevait pas que de la conjoncture extérieure. On aurait dit que, au fil des albums, Weller avait perdu le talent d'écriture qui lui avait permis de faire de Jam le plus solide des groupes issus de la vague punk. De ce point de vue, *Paul Weller* est un album rassurant, réconfortant, mais pas tout à fait enthousiasmant.

On y repère vite quelques titres forts : *Uh Huh Oh Yeh*, nostalgique, ironique, emmené par une rythmique qui a trouvé le chaînon manquant entre les tempos moyens de la soul des années 60 et ceux du rap ; *Bull Rush* à la mélodie résolument psychédélique ; *The Strange Museum*, qui tient toutes les promesses de bizarrerie du titre... Grand guitariste, chanteur qui se bonifie au fil des ans, Weller retrouve là son élégance et sa précision. Ailleurs, exhibant l'alibi de l'*acid jazz*, l'album se perd dans les méandres de morceaux paresseux, auxquels on ne peut rien objecter (bien joués, écrits avec soin) si ce n'est qu'on a du mal à les écouter de bout en bout. Victime du syndrome du CD (d'ailleurs consciemment assumé, *Remember How We Started*, ballade à la manière de Philadelphie, se termine par le bruit désuet d'une tête de lecture revenant dans son logement à la fin d'une face de disque vinyle), *Paul Weller* dure presque une heure, le temps de faire de grandes choses, mais aussi quelques bêtises.

Go! Discs/Barclay 828 342-2.

Happy Mondays

... Yes Please !

De tous les groupes qui ont émergé des ruines de l'Angleterre industrielle, les Happy Mondays étaient le plus brillant, le plus fragile. Pilleurs invétérés, instrumentistes médiocres, ils ne devaient leur salut qu'à une inspiration débridée, une grâce instinctive qu'un rien (une salle pas assez enthousiaste, un journaliste trop inquisiteur, les pressions amicales de la maison de disques) pouvait réduire à néant. *... Yes Please !*, cinquième album du groupe, est le premier depuis le triomphe commercial et artistique de *Pills and Thrills and Bellyache*. Depuis, les Mondays, et plus particulièrement Shaun Ryder, leur chanteur, ont entrepris de se discréditer totalement : multipliant les interviews révulsives (homophobes, sexistes...), apparaissant plus fréquemment dans les pages de *Penthouse* que dans celles des *Inrockuptibles*, publiant un album en public inaudible.

On se sent donc pris au dépourvu par la qualité sonore de *... Yes Please !* Un peu comme si un cancre rendait soudain une copie calligraphiée, avec la date soulignée en rouge. Responsables de la mutation, Tina Weymouth et Chris Frantz, ex-section rythmique des Talking Heads, reconvertis en éducateurs musicaux. Ils ont canalisé les dispositions naturelles du groupe : *groove* facile et fluide, guitares ondoyantes, orgue énergique. En revanche, Shaun Ryder reste égal à lui-même : il soliloque autant qu'il chante, passant de l'invective à la lamentation, du sarcasme aux improvisations douteuses. Reste le problème des chansons. Ces compétences nouvellement acquises révèlent impitoyablement les faiblesses d'une bonne moitié des compositions de l'album, concentrée essentiellement à la fin du disque. *... Yes Please!* démontre que les Happy Mondays bougent encore, quelquefois avec énergie. Reste à savoir s'ils le feront encore longtemps.

Factory/Barclay FACT 420.

Peter Gabriel

Us

Risquons une théorie : quelle que soit la manière dont Peter Gabriel tienne la chronologie de sa production (il expliquait dans ces colonnes – *le Monde* du 24 septembre – que son dernier vrai album était *Passion*, la bande originale de *la Dernière Tentation du Christ*, parue en 1989), l'auditeur de base est resté sur sa faim depuis *So*, sorti il y a six ans. Et l'on dirait que cette attente a écrasé la réalisation de *Us*, que Gabriel a succombé à ses travers, comme si c'était de leur côté que se portait l'amour de son public. *Us* frappe d'abord par sa lourdeur, par sa complication. Sur les dix morceaux, deux seulement durent moins de cinq minutes. Et le plus émouvant de l'album est aussi le plus court, le moins arrangé. *Washing of the Water* est une grande chanson aquatique, comme *Take Me to the River*, marquée par l'influence des hymnes protestants, qui laisse s'élever la voix de Gabriel librement, entre piano et batterie.

Ailleurs, il faut aller chercher les séductions des chansons sous la complexité d'arrangements cosmopolites. *Talk to Me* par exemple, est loin d'être sans mérite, mais il faut plusieurs écoutes pour discerner l'essentiel. *Steam*, numéro sensuel d'un play-boy qui a découvert son pouvoir de séduction sur le tard, est un remake assumé et plutôt réussi de *Sledgehammer*. *Digging the Dirt*, violent et efficace, méritait d'être choisi comme premier simple extrait de l'album. On passera sur quelques moments embarrassants (*Kiss That Frog*, métaphore bancale, chanson inexistante) pour dresser ce constat mesquin : si Peter Gabriel sortait un album tous les dix-huit mois, on pourrait considérer *Us* comme une réussite.

Real World/Virgin PGCD 7.

T. S.

Jazz

Keith Jarrett

Silence

Un air de cet album enregistré en 1977 s'intitule *Silence*. C'est une composition de Charlie Haden, une drôle d'échelle descendante, joué ici très minimalement. Les notes, c'est tout, un souffle de Dewey Redman (au ténor), un frisson de Paul Motian (aux percussions), juste les notes. Comme un air nu. A l'époque, on a vaguement épilogué sur ce disque d'un quartet qui s'est séparé après l'avoir gravé. Les morceaux rapides laissent à désirer – on veut dire qu'ils ne sont que parfaits, bien dans le ton et la vitesse de l'époque. Les médiums sont, eux, au-delà de la perfection. Mais les morceaux lents, comme *Silence* ou *Rainbow*, font dénaître, comme une musique d'avant la musique ou bien au-delà d'elle. Après quoi, retour au silence.

1 CD Impulse GRP 111 72.

F.M.

Chanson

Florent Pagny

Réaliste

Florent a écouté Patrick. Ou bien sont-ils de cette même génération qui n'a pas peur de se casser la voix, qui n'hésiterait pas à se faire tuer avant de s'embourgeoiser? Le premier titre du nouveau Pagny s'appelle d'ailleurs *Tue-moi* : « *Si tu m'vois avoir honte de mes anciens copains* », mais, de toute façon, si tu t'en vas tu me tues, etc. Bref, quel monde! Un monde « *Où on est chacun tout seul, tout seul ensemble* », « *où les hommes qui savent depuis longtemps se sont tus* », etc., toutes choses par ailleurs assez vraies en cette période de dégoût politique, mais dite comme ça, un peu platement...

Quand Florent Pagny prend la peine de se décaler un peu, d'avoir quelque distance avec son ego, la voix et le propos se musclent, et les lieux communs glissent discrètement (*Economie est une déesse*, qui tombe facilement dans l'oreille). Car Pagny n'est ni mauvais chanteur ni totalement exempt d'intuition. Mais le degré de sincérité, d'authenticité de Pagny, le révolté fluide, personnalité kaléidoscopique, parfois grossière et vacharde, est bien difficile à mesurer.

1 CD Phonogram 512648.

V. Mo.

Musiques du monde

Ali Farka Touré

The Source

Le blues, le blues d'Afrique, et la présence incomparable d'Ali Farka, le paysan de Niafounké, au nord du Mali, venu à la guitare électrique. Après *The River*, il y a deux ans, voici *la Source*, son troisième album sur le label anglais World Circuit. Dix nouvelles compositions, en forme de lamentations face au désert envahissant, d'hymne à la nature et de coups de colère contre la corruption. Cet album est une perle, moins sauvage, plus nostalgique que les précédentes, scandé par les calebasses, porté par le violon *njarka*, à une corde, les guitares et les voix haut perchées.

Pour ce voyage à travers le blues, pour ce retour à la source dont on ne sait plus de quelle côté de l'Océan elle se situe, Ali Farka Touré a invité un grand de l'autre blues, Taj Mahal, princier à la guitare sur deux des titres de cet album néanmoins africain.

1 CD World Circuit WCD030 distribué par Harmonie.

V. Mo.

« Continents », d'Adama Dramé et Marc Vella

Piano classique et tambour mandingue

ADAMA DRAMÉ est un fabuleux joueur de djembé, le tambour mythique du pays mandingue, à la résonance ample, aux possibilités étendues. Les trois notes fondamentales du djembé (la « sombre », joué au bord de la peau, avec une grande maîtrise du rebond, la « claire », doigts écartés, la « basse », au centre, main à plat) se déclinent et s'emmêlent dans des rythmes d'une complexité extrême sous les mains de ce maître né au Burkina, installé en Côte-d'Ivoire, mais d'abord griot mandingue (1). Du plus traditionnel (danse des forgerons, des griots, etc.) au plus improvisé, le griot qui débuta encore enfant au sein de la Troupe nationale voltaïque se promène dans un univers structuré par des rythmes imperceptibles à d'autres (à écouter : *Adama Dramé, grands maîtres de la percussion*, 1 CD Auvidis B6126).

Marc Vella est un pianiste excentrique, qui a choisi de s'écarter des chemins battus des conservatoires pour vivre une vie de bohème en toute liberté. Compositeur (un prix à l'Ecole normale de musique de Paris), bricoleur de sons, ambitieux, Marc Vella refuse de céder aux morosités ambiantes pour laisser la place aux coups de cœur. Convié à participer aux commémorations du centenaire de la mort de Liszt en 1986, Vella imite le maître hongrois en décidant de jouer du piano sur la place publique, n'importe où. Un tour de France de la rue, où se croisent « *les bourgeois et les clochards* ». Invité par le Centre culturel français d'Abidjan à réitérer l'expérience en Côte-d'Ivoire, il y rencontre Adama Dramé, et les voici en train de s'amuser ensemble à d'hypothétiques fiançailles entre le piano et le djembé.

Marc Vella, qui veut appliquer les principes européens avant tout le monde, revient cet automne d'un tour d'Europe autofinancé de trois mois (Paris-Budapest-Prague-Brême...) avec femme, enfant et piano (un demi-queue de concert) en remorque. En smoking, tendant sa sébile sur les plus prestigieuses des places publiques européennes ou dans des villes inconnues, Vella a voulu vivre la rue. Démarche iconoclaste pour un musicien dont le jeu n'a rien d'habituel. S'il connaît ses classiques, il s'amuse aussi à fouiller dans le piano, à frotter les cordes, à les pincer, à y faire glisser des pièces de fer, à les frapper.

Rien ne laisser présager un mariage heureux entre la musique d'Adama Dramé et celle de Marc Vella. Un bout de bande enregistrée entre copains, l'enthousiasme du futur producteur, Afrique en création, la naissance d'un nouveau label, Indigo (2), sorte de département « world music » du label de jazz Label bleu, créé sous l'égide du Festival de jazz d'Amiens et de Musiques métisses d'Angoulême, vont pourtant donner naissance à *Continents, un album surprenant par son harmonie*. La complicité des deux musiciens, la complexité des rythmes développés par Adama Dramé, la liberté de jeu de Marc Vella, finissent par avoir raison d'une première impression de répétitivité. Les difficultés techniques étaient nombreuses, les décalages de rythmes redoutables. Vella et Adama Dramé ne se sont pas laissé piéger. En quatre jours de travail conjoint et avec un extraordinaire enthousiasme, le jeune pianiste et le maître-tambour ont scellé, de manière inhabituelle, les noces de deux continents.

VERONIQUE MORTAIGNE

(1) On lira avec profit le récit de la vie d'Adama Dramé, recueilli par Arlette Senn-Borloz paru récemment chez l'Harmattan sous le titre *Jèliya* (366 pages, 160 F).

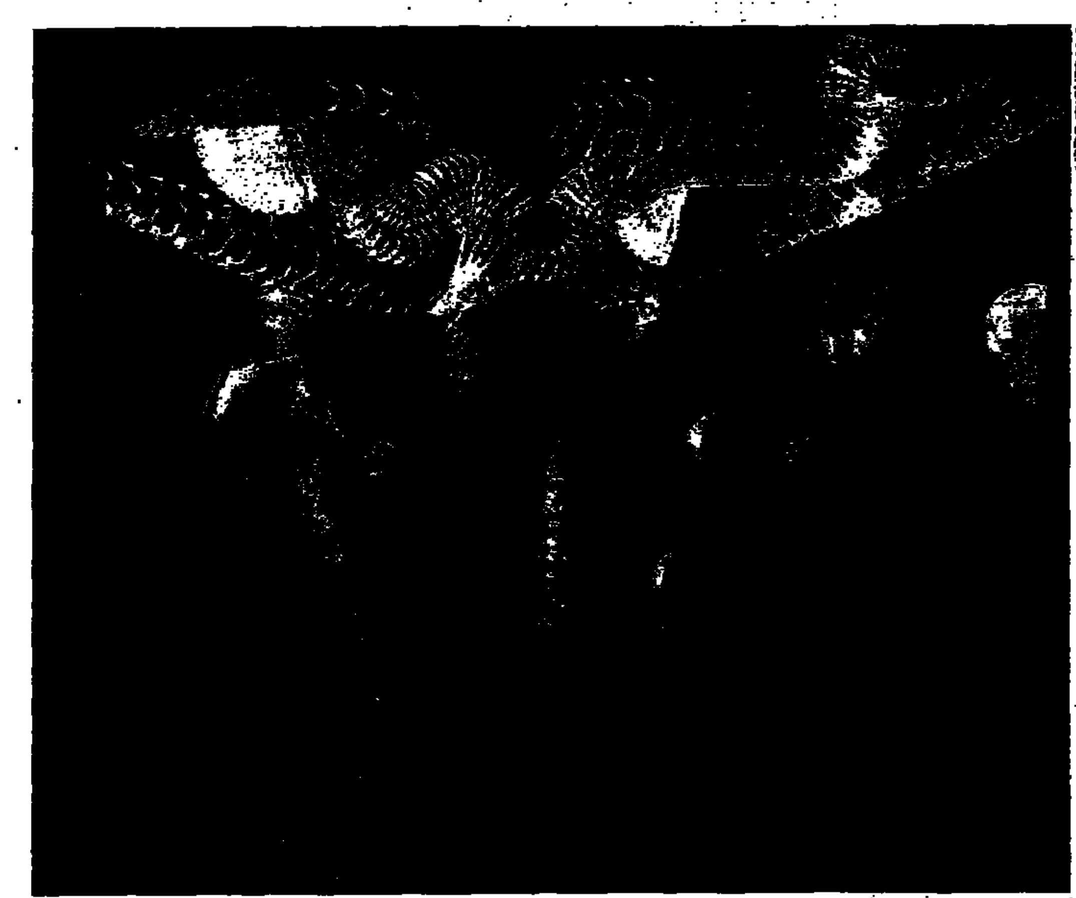
(2) Créé au printemps dernier, la collection Indigo propose déjà une série de cinq albums, dont le dernier-né du très dansant Super Rail Band de Bamako, ou encore *Mejnoun*, le nouvel album du jazzman algérien Safy Boutella.

★ 1 CD Indigo LBLC2504 distribué par Harmonia Mundi.

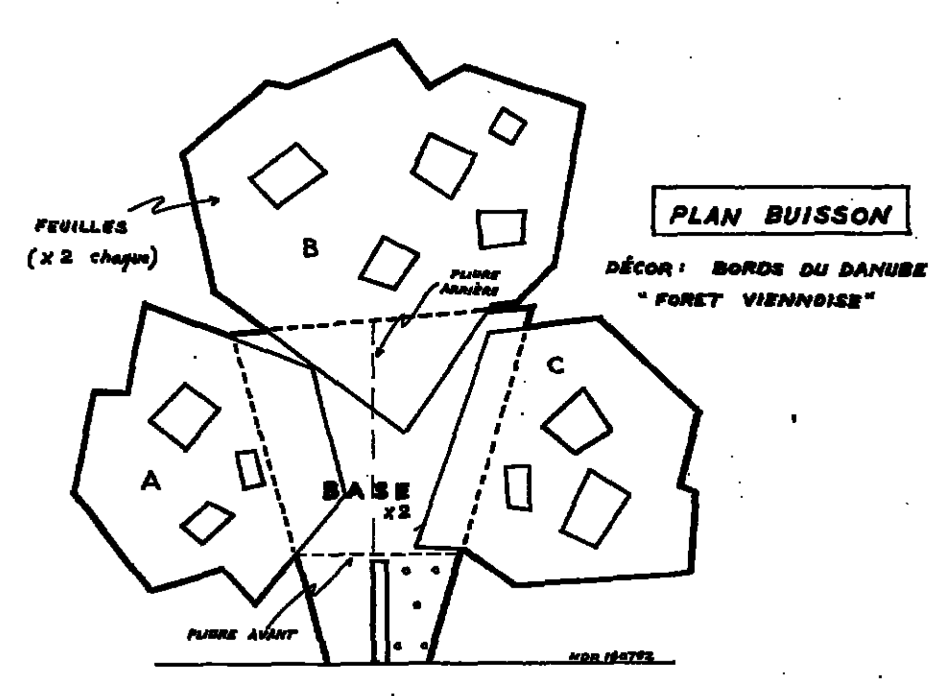
NICKY RIETI
scénographe

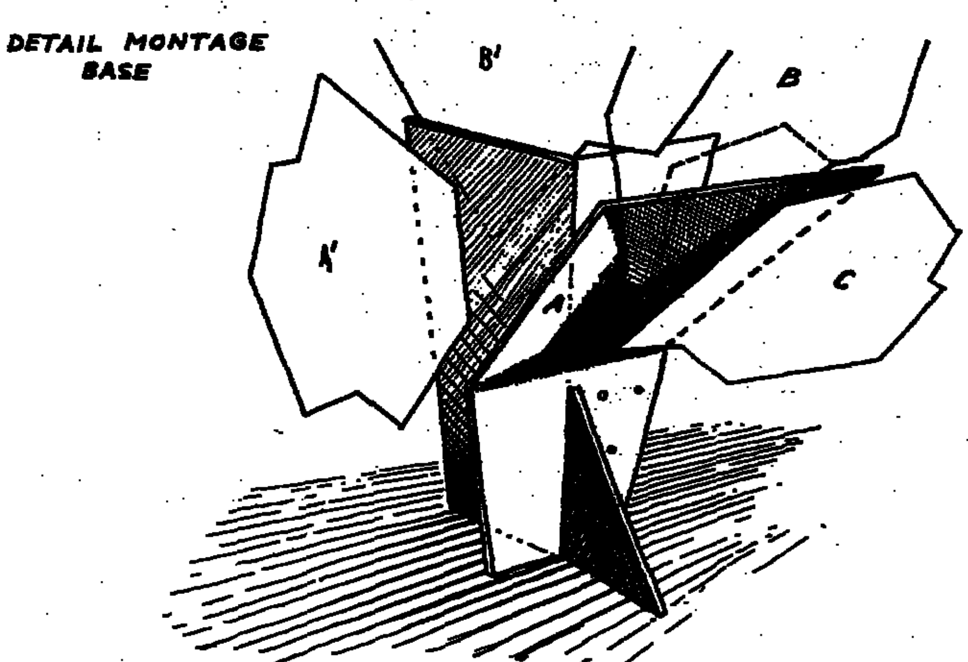
MÉTAMORPHOSES DES LIEUX

André Engel met en scène les « Légendes de la forêt viennoise » de Horvath à la maison de la culture de Bobigny, décor de Nicky Rieti. Ils se sont rencontrés, le hasard fait bien les choses, il y a vingt ans. Depuis ils sont inséparables dans le travail. L'un fabrique les images dont l'autre a besoin pour amener le public au plus profond de ce que l'histoire recouvre.


MARC ENGUERAND

Nicky Rieti, ci-contre, dans le décor de « Légendes de la forêt viennoise » et, ci-dessous, le plan d'un des éléments du décor.





ENSEMBLE, André Engel, metteur en scène, et Nicky Rieti, peintre-scénographe, ont construit des mondes imaginaires plus vrais que les vrais. Ils ont installé le théâtre dans des endroits insolites – *Baal* de Brecht dans un haras, une version de *En attendant Godot* dans une cour noyée de brouillard artificiel, *Kafka* dans une annexe de mairie ; *Week-End à Yaïk* dans des pavillons préfabriqués, *Lulu* de Wedekind au Bataclan, *Woyzeck* sur un rocher de Gordes... Il leur est arrivé aussi de rester sur le plateau et de le déséquilibrer – *Penthésilée, le Livre de Job* – et même de le transformer, par exemple en écurie pour *le Misanthrope* à Bobigny déjà.

Depuis cette époque, en 1985, ils ont beaucoup travaillé pour l'opéra. En Angleterre, et à la Bastille – *Lady Macbeth* de Chostakovitch – avec des moyens exceptionnels : beaucoup d'argent, beaucoup de temps, et la volonté de ne pas se laisser piéger. Ils se sont rencontrés en 1972, au Festival d'Avignon. Nicky Rieti débarquait en France et connaissait Gilles Aillaud, qui lui a demandé de venir l'assister. Gilles Aillaud travaillait aux décors de *la Jungle des villes* de Brecht pour Jean-Pierre Vincent et Jean Jourdheuil, au Cloître des Carmes, spectacle sur lequel André Engel travaillait, lui, comme dramaturge.

« C'était l'époque, *dit Nicky Rieti,* où Jean-Pierre Vincent a pris la direction du Théâtre national de Strasbourg. Une époque formidable et des conditions de travail extraordinaires. Nous ne nous en rendions pas compte, nous les trouvions parfaitement normales. A ce moment-là, le gouvernement de droite se désintéressait suffisamment du théâtre et de la culture en général pour nous laisser en paix, à condition de ne pas faire de scandale, ni de déficits trop colossaux. Après quoi est arrivé ce que Jean Jourdheuil a très bien nommé et expliqué : une dérive festivalière, le côté événementiel des spectacles, détachés de ce qui venait auparavant et pouvait se produire par la suite. Comme des feux d'artifice qui s'alignent, s'éteignent, reprennent un peu plus loin, sans lien les uns avec les autres.

– Mais cette dérive est venue des artistes eux-mêmes. En tout cas, ils l'ont acceptée. Peut-être parce que devant l'indifférence grandissante de l'Etat, et parallèlement, la réduction de leurs subventions, ils ont éprouvé le besoin de s'affirmer par des actions d'éclat.

– Les gens tentaient de réagir, c'est sans doute vrai, parce que le sol semblait se dérober. Ce n'était pas le cas à Strasbourg où nous formions une équipe permanente, avec laquelle Jean-Pierre Vincent pouvait tenter des expériences dans la continuité. Aujourd'hui c'est devenu impossible. Je me demande si, dans un autre contexte, André Engel aurait pu mener à bien son travail, aller jusqu'au bout de son rêve. Et moi avec lui. Nous vivions la suite de 68, du désir de briser les cadres. Mais enfin, l'idée était la sienne. C'est lui qui a voulu sortir de la salle à l'italienne, pour que les comédiens, hors du plateau, hors de tout ce dispositif artistique régi par des lois strictes, en arrivent à se comporter autrement. Il ne parvenait pas, ou ne voulait pas parvenir, à maîtriser ces lois, alors il voulait en établir d'autres, s'appuyer sur d'autres bases.

» C'est à partir de là que nous nous sommes lancés dans une série de spectacles utilisant des lieux non théâtraux, mais jamais tels quels. Ainsi *Baal* se passait dans un haras réaménagé, où se succédaient les différentes étapes de la pièce et le parcours du personnage. La même chose pour *Kafka,* où il s'agissait, avec un minimum de travaux, de transformer une annexe de mairie en Hôtel Moderne, de trimballer le spectateur dans un labyrinthe de couloirs, de chambres-cellules. Le but était de l'intriguer. Il devait se demander quel est cet endroit : un hôtel, une administration ? Ce n'était pas gratuit, c'était ce qui nous paraissait essentiel pour *Kafka.*

» Je me souviens avoir écrit un petit texte sur ce thème. Je disais qu'il fallait fabriquer des monstres, des objets inconnus à partir d'éléments reconnaissables, y compris le lieu à transformer, le spectacle y ajoutant juste ce qui était nécessaire pour superposer une identité provisoire à la sienne. Le pari étant que ce lieu reste ce qu'il est, plus ce dont le théâtre a besoin.

– André Engel définissait alors le spectacle comme un objet théâtral non identifié.

– Il y a lui, moi, les comédiens, l'équipe technique. Sans oublier la participation d'un autre personnage : le dramaturge – à l'époque, Bernard Pautrat, – dont la part d'invention et le regard sur tout ça sont essentiels. Quoi qu'il en soit, cette façon d'investir des lieux n'est plus envisageable, pour des raisons économiques, et pratiques. Ce genre de spectacle, on ne peut pas le déplacer. André a toujours regretté de ne pas montrer à Paris ses mises en scène de Strasbourg. On a pu le faire uniquement avec *Penthésilée* qui est venu à Chaillot, mais c'était raté et c'était ma faute.

» A Strasbourg, j'avais transformé le théâtre en une sorte de ruine réutilisée. J'avais en somme superposé deux images de théâtre. J'avais effacé le cadre de scène, couvert les fauteuils d'orchestre – économiquement parlant, c'est aujourd'hui hors de question. A Chaillot, j'avais oublié le principe selon lequel on doit absolument s'accrocher à un lieu, à son histoire. On ne doit pas perdre son image. Je me suis contenté de reproduire aux dimensions ce que j'avais fait à Strasbourg. C'était vaste et inutile. Un trou noir.

– Pourquoi aujourd'hui l'économie est-elle à ce point contraignante ?

– Je ne sais pas. Le public ne se rend pas compte de ce que représente la construction d'un décor. Les deux tiers du budget passent dans les salaires, parce que l'on tâtonne et c'est long. Même les aspirants décorateurs ne savent pas. Je reçois souvent des demandes d'étudiants qui voudraient travailler comme assistants. Je peux d'ailleurs rarement les satisfaire, parce que je refuse de les faire travailler pour rien, et je ne vois pas comment je les paierais sur mes honoraires. Dans ce domaine, je ne suis pas gâté. Je ne bénéficie pas du statut des intermittents du spectacle, mais de celui des artistes peintres. S'il est avantageux sur le plan de la Sécurité sociale, il ne me donne pas droit aux indemnités de chômage.

» Les élèves que j'arrive à faire engager sont désarçonnés quand je leur demande de repeindre un panneau. On leur a donné un enseignement artistique, ils parlent du rapport texte-espace, alors que 90 % de notre travail consiste en de petites tâches aussi fatigantes qu'ennuyeuses : suivre la construction du décor, changer son fusil d'épaule parce que le matériau sur lequel on comptait n'est pas disponible, ou qu'il est trop coûteux, ou que la couleur ne va pas, et, de toute façon, on passe son temps à ajuster. C'est du pur artisanat.

– Tous les gens de théâtre se font une gloire de se dire « artisans »

– Ça n'empêche pas de produire un objet artistique. Je ne sais pas ce que pensent les gens de vingt-cinq ans et comment ils procèdent. Moi, je me suis trouvé embarqué avec d'autres, en même temps sur un même travail, et il se trouve que c'était du théâtre et que j'ai continué. Mais d'abord, pour moi – comme pour beaucoup, – le théâtre était un bon moyen de connaître du monde. L'important, chez nous, est que la répartition des rôles s'est faite sur le tas, selon les sensibilités et les besoins : les uns comédiens, d'autres metteurs en scène, ou costumiers, peu importe. On faisait du théâtre. Si les horribles Molières avaient existé, je me demande comment on aurait pu distinguer le travail des uns et des autres pour attribuer les prix de la mise en scène, de l'éclairage, du meilleur comédien... Je trouve ce système affreux, autant que l'opéra industriel pour lequel chacun dans son coin engage des musiciens, des chanteurs, un chef, un metteur en scène. Puis quelqu'un met le tout ensemble, donne de l'argent et c'est raté.

» Nous formions une bande. Une équipe. Nous n'étions pas les seuls, mais nous, nous ratissions large et nous partions dans l'inconnu. Puisque nous refusions le plateau, nous étions obligés de transporter ailleurs les règles du jeu sans savoir comment elles pourraient s'adapter et ce qu'elles deviendraient. Nous avons vraiment tout essayé, c'est peut-être pourquoi j'éprouve aujourd'hui une impression de conservatisme. Cette période d'invention à tout crin a été suivie d'un retour au classicisme. On a monté toujours plus de classiques et de façon toujours plus raisonnable. Au fond, c'est logique après ces années novatrices. Et puis les comédiens en avaient assez d'être manipulés, de faire tout et n'importe quoi, pour finalement disparaître derrière le spectacle.

– Il y a eu des tentatives de reprise en main, celle des APAS, des comédiens qui travaillaient et avaient décidé de monter leurs propres spectacles en ateliers.

– Oui, mais justement, ils travaillaient. Ils tournaient autour de trente, trente-cinq ans. Ils n'avaient plus le même goût d'aventure. L'aventure aujourd'hui est ailleurs. Au TNS, ils considéraient le collectif permanent comme un carcan. A présent, ils sont seuls. Seuls à un point terrible. Seuls, se reposant sur leur agent, avec dans la tête leur carrière individuelle. Nous, nous n'étions pas enfermés dans le théâtre...

– Vous regrettez le temps passé ?

– Je regrette que Horvath n'ait pas ajouté, aux *Légendes de la forêt viennoise,* une caricature de décorateur parlant de son travail dans la bêtise, l'autosatisfaction, la fatuité. Il aurait pu, c'est une pièce impitoyable. Je me méfie toujours de ce qu'on peut dire, de ce qui peut paraître dans un journal. »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD